

TABLE DES MATIÈRES

LE SOLEIL.COM / LE DROIT / LA PRESSE.CA: Carrefour: Pour ou contre la grève étudiante

7

LAPRESSE.CA : Qu'en pensez-vous?: Trimestre suspendu jusqu'en août, votre opinion - Publié le 16 mai 2012 à 21h29 Mis à jour le 17 mai 2012 à 16h11.....	7
Report inévitable, par Denis Bouchard, Laval.....	7
Triste à mourir, par Maxime B. Couture.....	7
Solution réaliste, par Stéphanie Germain, étudiante au cégep du Vieux-Montréal.....	7
Je me souviendrai, par Nicole Cloutier.....	7
Bon compromis, par Christian Dufour.....	7
Diviser pour régner, par Étienne Mathieu.....	7
Ça dégénère, par Michel Latour, Montréal.....	7
Bravo, par Ghislaine Gagnon Pépin.....	7
Nous avons manqué une marche, par Jacinthe Racine, étudiante au Cégep Lionel-Groulx.....	8
Comme un lock-out, par Sébastien Talbot, étudiant en danse de l'UQAM.....	8
Tensions exacerbées, par Alexis Bédard-Fiset, étudiant en études internationales et langues modernes.....	8
De l'huile sur le feu, par Christian Goyette.....	8
Cette stratégie a déjà échoué, par Michel Begoc.....	8
Projet de loi inutile, par Sacha Dürig.....	9
Grévistes infantilisés, par Félix-Antoine Boily-Audet.....	9
Dégoûtée, par Christine Pham.....	9
Débat retardé, par Alain Senécal.....	9
Des lâches, par Yves R. Morin, enseignant.....	9
Cocktail explosif, par Jean-François Truchon, président du conseil exécutif du Parti québécois de la circonscription de Saint-Laurent.....	9
Vote secret, par Hélène Ducharme, Laval.....	9
Leaders étudiants dépassés, par Serge Trottier.....	9
Arrogance, par Micheline Lemieux, Outaouais.....	9
Mauvaise volonté, par Carole Delisle.....	9
Une souris, par Nicola Timmerman.....	9
En bon père de famille, par Claude Croteau.....	9
Prendre ses responsabilités, par Mathias Brazeau-Gélinas.....	9
Ni gagnant ni perdant, par Marc Trudeau, Montréal-Nord.....	9
Respect des institutions, par Sylvain Chartrand, Gatineau.....	9
Ça sent les échecs, par Marc Dauphinais.....	9
La novlangue de Jean Charest, par Philippe Langlois, Sherbrooke.....	10
Assez c'est assez, par Jacques Masson.....	10
Cadeau, par Jacques Leclerc, Montréal.....	10
Pas excessif, par Martin Clermont, St-Bruno.....	10
Le 15 août est loin, par Denis Roy.....	10
À quoi bon? , par Claude Duplessis.....	10
Paix aux carrés rouges et verts, par Dominic Royer.....	10
Un appel au calme , par Jean-Marc Girard.....	10
Chou!, par Pierre LeBlanc.....	11
Le rapt de la démocratie, par Marie-Iris Légaré.....	11
Une bonne décision, par Danie Nelus.....	11
Visa le noir, rata le blanc!, par Jean G. Lengellé.....	11
Lassitude, par Layla Kanaan.....	11
Une bonne mesure, par Eric Martin.....	11
LE SOLEIL : Carrefour : La fin de la crise étudiante ? - Publié le 16 mai 2012 à 10h01 Mis à jour le 18 mai 2012 à 09h42.....	11
La loi de l'omerta, par Henri Marineau, Québec.....	12
L'heure des choix, par Caroline Sarah St-Laurent, Saint-Donat-de-Rimouski.....	12
Poser la bonne question, par Guy Perkins, Québec.....	12
Un gouvernement sans pilote, par Denis Morrissette, Québec.....	12
Une bonne nouvelle, par Christian Dufour, Québec.....	13
Je porterai un carré noir, par Yves Therrien, Québec.....	13
Gouvernez ou démissionnez !, par Gilles Émond, Québec.....	13
La foule et la violence, par Jacques Plante, Québec.....	13
J'accuse..., par Bruno Tremblay, L'Ancienne-Lorette.....	13
Fin de la récréation!, par Nicole Drolet, Québec.....	13
C'est assez!, par Lise Pellerin, Québec.....	13
Sans oublier l'année en moins, Mario Leclerc, professeur, Québec.....	14
Défiez les loi... et vous aurez ce que vous voulez, Lucien Pomerleau, Ste-Marguerite.....	14
LAPRESSE.CA : Crise étudiante: Michelle Courchesne fera-t-elle mieux? - Publié le mardi 15 mai 2012 à 15h59 Mis à jour le mardi 29 mai 2012 à 16h01.....	14
LA VICTOIRE TOTALE, par Pierre Simard, Professeur à l'ÉNAP, à Québec.....	14
INGRATE, LA POLITIQUE, par Jean Gouin, Directeur général de la Fédération des médecins résidents du Québec.....	14
DUR, DUR, LA POLITIQUE, par Jana Havrankova, Médecin endocrinologue.....	14
L'AUTORITÉ BATTUE EN BRÛCHE, par Nestor Turcotte, Retraité de l'enseignement collégial.....	15
SACRIFICE INUTILE, par Jean Bottari, Préposé aux bénéficiaires.....	15
UNE CRISE NATIONALE, par Caroline Moreno, Écrivain et comédienne.....	15



LE CHAPEAU, par Mélanie Dugré, Avocate.....	15
OBLIGATION DE RÉSULTATS, par Denis Boucher, Associé au sein d'un cabinet de relations publiques.....	15
 Commentaires (10)	15
LAPRESSE.CA : Droits de scolarité: faut-il un moratoire? - Publié le lundi 14 mai 2012 à 16h38 Mis à jour le lundi 28 mai 2012 à 16h41	16
UN COMPROMIS PLUS NÉCESSAIRE QUE JAMAIS, par Louis Bernard, Consultant et ancien haut fonctionnaire au gouvernement du Québec.....	16
DÉNI DE DÉMOCRATIE, par Denis Boucher, Associé au sein d'un cabinet de relations publiques	16
OUI, ET QUE ÇA PRESSE !, par Jana Havrankova, Médecin endocrinologue	17
UN MORATOIRE SUR LES MORATOIRES, par Pierre Simard, Professeur à l'ÉNAP	17
COMMISSION PARLEMENTAIRE, par Jean-Martin Aussant, Chef de l'Option nationale	17
NE CÉDONNONS PAS À L'INTIMIDATION, par Adrien Pouliot, Président de Draco Capital Inc., société d'investissement privée	17
AVANCER VERS L'ARRIÈRE, par Mélanie Dugré, Avocate.....	17
UNE DÉCISION À APPLIQUER, par Michel Kelly-Gagnon, PDG de l'Institut économique de Montréal, Il s'exprime à titre personnel.	18
LE GROS BON SENS, par Jean Bottari, Préposé aux bénéficiaires	18
 Commentaires (7)	18
LAPRESSE.CA / LAPRESSE : Qu'en pensez-vous? - Que pensez-vous de la démission de Line Beauchamp? / Un précédent dangereux - Publié le lundi 14 mai 2012 à 15h33 / Publié le lundi 14 mai 2012 à 19h10 Mis à jour le lundi 14 mai 2012 à 20h05.....	19
Un précédent dangereux, par Christian Dufour	19
Les étudiants ont eu sa peau, par Sylvain Chartrand, Gatineau	19
Responsable de son enlèvement, par Christian Gagnon, Montréal.....	19
Du cran, par Serge Bendahan.....	19
Déclencheurs des élections, par Alain Senécal.....	19
Excellente nouvelle, par Steve Deschesnes	19
J'ai honte, par Mathieu Laperle	19
Un pion, par Mathieu Lavallée.....	19
Je la comprends, par Julie Lussier	19
Sacrifice, par Benoit Falardeau, Montréal.....	20
Mauvaise nouvelle, par Patrick Fontaine	20
Manque de consultation, par Marc Beaulé, Saint-Jean-Baptiste.....	20
Chapeau !, par Maryse Turcotte	20
Réparer les pots cassés, par Ana Asenova.....	20
Manque de leadership, par Jean-Guy Rens.....	20
Une autre vice-première ministre brûlée, par Frédéric Tremblay, Cookshire-Eaton	20
Beau cadeau aux étudiants, par Raynald Laplante	20
Des tensions insupportables, par Claude LaFrenière.....	20
LE SOLEIL : Ce que vous pensez de l'entente entre les étudiants et le gouvernement - Publié le mardi 08 mai 2012 à 11h23 Mis à jour le vendredi 11 mai 2012 à 09h20	20
Les luttes étudiantes au Québec : 1958-2012 - Un mouvement historique, par Mario Beauchemin, président de la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ).....	20
Ti-Jean qui rit, Ti-Jean qui pleure!, par Pierre Desjardins, philosophe, Montréal	21
Le meilleur choix, Père Paul Karim, Québec.....	21
Quel gâchis !m, par Pierre Gérin, professeur, Moncton, N.-B	21
À M. Pierre Reid, député à l'Assemblée nationale, par Jacques Légaré, Saint-Augustin-de-Desmaures.....	21
Le cafouillage ministériel, par Augustin Réhel, Percé.....	21
Un mécontentement justifié, par Maude Lizotte, étudiante, Québec	21
Trop peu trop tard, par Jocelyn Boily, Québec.....	21
Un pari... fragile, Henri Marineau, Québec	22
Obligation bradée, par Pierre Simard, Québec.....	22
En classe!, par Jacquelin Bois, Québec	22
Ma nouvelle vie sans efforts, par Michel Roy, Québec.....	22
Rêve et réveil, par Alain Boulet, Québec.....	22
Commission d'enquête en éducation, par Serge Duchesne, Québec	22
Le silence est d'or, par L-Philippe Milot, Québec	22
Quel leadership..., par Maurice Marcotte, Gatineau.....	22
Négo-rétro, par Gilbert Blachon, Rivière-du-Loup.....	23
Un apprentissage à créditer!, par Denis Beaulé, Montréal.....	23
Lutte étudiante : le Québec en sort grand!, par Normand Gilbert, coordonnateur, Pour le conseil d'administration du Réseau québécois de l'action communautaire autonome du Québec (RQ-ACA)	23
C'est beau de se battre..., par Jeannot Vachon, Québec	23
LAPRESSE.CA : Quelles leçons tirer de la crise étudiante? - Publié le lundi 07 mai 2012 à 16h21 Mis à jour le 21 mai 2012 à 16h23	23
LA MOBILISATION EST POSSIBLE, par Jana Havrankova, Médecin endocrinologue	23
AVOIR UN PLAN B, par Adrien Pouliot, Président de Draco Capital Inc., société d'investissement privée	23
AUX AUTRES À PAYER, par Michel Kelly-Gagnon, PDG de l'Institut économique de Montréal. Il s'exprime à titre personnel	24
UNE MATURETÉ EXEMPLAIRE, par Guy Ferland, Professeur de philosophie au collège Lionel-Groulx de Sainte-Thérèse.....	24
STRATÉGIE, DIRONT LES CYNIQUES, par Alain Vadeboncoeur, Médecin urgentologue	24
CHACUN SON VOCABULAIRE, par Nestor Turcotte, Retraité de l'enseignement collégial	24
POUVOIR ET PERSISTANCE, par Jean Bottari, Préposé aux bénéficiaires.....	24
L'IMPACT D'UNE POIGNÉE DE DISSIDENTS, par Denis Boucher, Associé au sein d'un cabinet de relations publiques.....	24
LE QUÉBEC MÉRITE MIEUX, par Caroline Moreno, Écrivain et comédienne	25

MANQUE DE LEADERSHIP, par François Bonnardel, Député de Shefford.....	25
L'ORGUEIL, MAUVAIS CONSEILLER, par Mélanie Dugré, Avocate.....	25
UNE SOLIDARITÉ REMARQUABLE, par Raymond Gravel, Prêtre dans le diocèse de Joliette.....	25
Commentaires (8).....	25
LA PRESSE : Qu'en pensez-vous?: Crise étudiante: qui sort gagnant? - Publié le samedi 05 mai 2012 à 20h36 Mis à jour le dimanche 06 mai 2012 à 22h33.....	26
LE SOLEIL.COM: Pour ou contre la grève des étudiants (10) - Publié le jeudi 03 mai 2012 à 13h23 Mis à jour le lundi 07 mai 2012 à 14h46.....	31
À quand la paix et l'ordre?, par Lucile Roy, Saint-Georges de Beauce.....	31
Négociation 101, par Laurent Nolin, Québec.....	31
Trop et trop cher, par Sylvain Dagenais, Québec.....	32
Jean Charest «le magnanime»..., par Geneviève Dubé, Québec.....	32
Le baril de poudre gouvernemental, par Gilles Desharnais, St-Jean-Port-Joli.....	32
LESOLEIL.COM: Pour ou contre la grève des étudiants (9) - Publié le lundi 30 avril 2012 à 11h27 Mis à jour le mercredi 02 mai 2012 à 11h38.....	32
Vertus théologiques, par Jean-Marie Desgagné, Québec.....	32
Jean Charest et la violence, par Jacques Plante, Québec.....	32
Un mouvement révélateur, par Jean Seaborn, Québec.....	33
Écoutons-les, par Mireille Caron, Québec.....	33
Conduite avec facultés affaiblies..., par Fernand Cousineau, professeur d'économie retraité, Matane.....	33
L'éducation, richesse collective, par Jacques Gagnon, médecin retraité, Québec.....	33
Les aléas de la démocratie, par Normand Pomerleau, Saint-Georges-de-Beauce.....	33
La FEUQ et la FECQ doivent prendre les commandes, par Jean Baillargeon, expert-conseil en communication stratégique et ex-leader étudiant, Québec.....	34
Le p'tit confort des boomers, par Sylvie Morin, Lévis.....	34
Libérez-nous des libéraux, par Gilles Létourneau, Ragueneau (Côte-Nord).....	34
Courage!, par Nancy Carrier, Lac-Delage.....	34
Pour préserver la paix sociale, par Jean-Pierre Lefebvre, Québec.....	34
Boycotteurs en vacances, par Jean Ratté, Québec.....	34
Je porte le carré rouge pour emmerder les vieux chiâleux!, par Dorothée Nicholls, étudiante au secondaire, Québec.....	35
Qui doit payer la facture pour les frais de scolarité?, par Alain Hains, père de deux étudiants, Québec.....	35
Radicaux nuisibles, par Sébastien Bonnelly, étudiant en 5e secondaire, Québec.....	35
Charest n'est pas socialiste..., par Paul LaFrance, Québec.....	35
«Dégeler» le Québec !, par Serge Parent, Québec.....	35
Consentement implicite, par Georges Cannon, Québec (Sillery).....	36
Cessez de penser que tout vous est dû!, par Gabrielle LaRue, Québec.....	36
LA PRESSE: Débats: Crise étudiante: que faire? - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 15h34 Mis à jour le vendredi 11 mai 2012 à 15h35.....	36
Denis Boucher, Associé au sein d'un cabinet de relations publiques.: RETOUR EN CLASSE D'ABORD.....	36
Mélanie Dugré, Avocate.: VIVEMENT UNE MÉDIATION.....	36
Marc Simard, Professeur d'histoire au collège François-Xavier-Garneau.: UNE OFFRE ET UN SCRUTIN DÉMOCRATIQUE.....	37
Michel Kelly-Gagnon, PDG de l'Institut économique de Montréal, il s'exprime à titre personnel.: DÉRÉGLEMENTER LES TARIFS.....	37
Louis Bernard, Consultant et ancien haut fonctionnaire au gouvernement du Québec.: REVENIR À LA TABLE.....	37
Jana Havrankova, Endocrinologue.: UN DÉBAT DE SOCIÉTÉ.....	37
Pierre Simard, Professeur à l'ENAP.: N TRIBUNAL DES CONFLITS SOCIAUX.....	37
Caroline Moreno, Écrivain et comédienne.: UN MORATOIRE.....	38
Nestor Turcotte, Retraité de l'enseignement collégial.: LE GOUVERNEMENT DEVRAIT PLIER.....	38
Jean Bottari, Préposé aux bénéficiaires.: DIVISER POUR MIEUX RÉGNER.....	38
Daniel Gill, Professeur agrégé à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal.: NOMMONS UN MÉDIATEUR.....	38
Raymond Gravel, Prêtre dans le diocèse de Joliette.: UN MORATOIRE, ET ÇA PRESSE.....	38
Guy Breton, Recteur de l'Université de Montréal.: COMPROMIS RAISONNABLE.....	39
LA PRESSE.CA: Débat du jour: Crise étudiante: qui sort gagnant? - Publié le samedi 05 mai 2012 à 20h36 Mis à jour le dimanche 06 mai 2012 à 22h33.....	39
LA PRESSE: Droits de scolarité: six solutions pour régler la crise étudiante - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 07h39.....	43
Gérald Larose, ancien président de la CSN: «Le gouvernement cherche un mort».....	44
Jean Cournoyer, ancien ministre libéral: Au premier ministre d'agir.....	44
Claude Castonguay, ancien ministre libéral: Opter pour la médiation.....	44
Michel Kelly-Gagnon, PDG de l'Institut économique de Montréal: «Une bonne politique publique».....	44
Louis Bernard, consultant et ancien haut fonctionnaire de l'État: Étaler la hausse.....	44
Michel Grant, professeur en relations industrielles à l'UQAM: La perception du public compte.....	44
LE SOLEIL.COM: Pour ou contre la grève des étudiants (8) - Publié le mardi 27 avril 2012 à 07h00 Mis à jour le mardi 27 avril 2012 à 12h06.....	45
Je suis exaspérée, par Sylvie Desmeules, Québec.....	45
Assemblée «paquetée», par Reynald Gendron, Québec.....	45
Ces foutues injonctions, par Stéphan Giroux, Montréal.....	45
Les adultes-rois, par Francine Vachon, Québec.....	45
Situation insensée, par André Trudel, Québec.....	45
LA PRESSE.CA: La crise étudiante: des citoyens divisés - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 06h00.....	45
Mes droits bafoués, par Jérôme Soucy.....	46
De faux prétextes, Patrice Côté.....	46
Pourquoi les étudiants seulement?, par Christian Voirol.....	46
Leçon de courage, par Jean Laliberté, Québec.....	46

Laissons-le gouverner, par Alexandre Lavallée.....	46
Où étiez-vous, M. Charest?, par Lise Bourbonnais, Marieville	46
Une hausse logique, par Dominique Nadeau	46
Aucun pouvoir, par Marcel Boulanger	46
Stratégie électorale, par Pierre Desjardins.....	46
La ligne dure, par Marc Trudeau, Outremont	47
Un enfant-roi, par Francine Plamondon.....	47
LE SOLEIL.COM: Pour ou contre la grève des étudiants (7) - Publié le 26 avril 2012 à 10h26 Mis à jour le 26 avril 2012 à 11h14	47
La coupe est pleine et se déverse dans la rue, par un collectif issu d'ACEF	47
Un peu d'imagination, par Daniel Paquet, Québec	47
Le prix du manque de solidarité, par Normand Bourdon, Québec	47
Taxe volontaire étudiante, par Simon T. Tremblay, Québec	47
Du bon usage des plaisanteries, par Hubert Larocque, Gatineau	47
Humour gentil, par Robert Berthiaume, Québec	48
Le Nord, goulag pour les étudiants..., par Arlette Fortin, Québec	48
De vrais caméléons..., par Douglas Beauchamp, Québec	48
Le deuil de l'insouciance, par Jeanne Larocque-Jeffrey, Québec.....	48
Démagogie et enfants-rois, par Jean-Paul Plante, La Malbaie.....	48
Double discours, par Sylvie J. Fortin, Québec.....	48
Gel de l'apport étudiant en attendant une évaluation externe, par Jacques Robert, Québec	48
LE DROIT: D'autres réactions au conflit étudiant - Publié le jeudi 26 avril 2012 à 08h14	49
Pas solidaires de Charest, par Johanne Surprenant et Robert Beaumier, Gatineau	49
Choux gras et chienlit, par Jean-Pierre Villeneuve, Ottawa.....	49
"Terrorisme"? Déplorable!, par Jacques Fournier, Hull	49
Payer selon sa conception, par Pierre Lebel, Gatineau	49
La définition d'un syndicat, par Jean-Pierre Ouellet, Président, Conseil d'Action politique de l'Outaouais de l'Alliance de la fonction publique du Canada, Francine Stuart, Vice-présidente et Chantal Rajotte, Vice-présidente	49
LAPRESSE.CA: Débats: Conflit étudiant: violence inquiétante? - Publié le lundi 23 avril 2012 à 17h15	49
Raymond Gravel, Prêtre dans le diocèse de Joliette.: VIOLENCE INJUSTIFIÉE, MAIS COMPRÉHENSIBLE	50
Richard Vigneault, Consultant en communication.: DU CARRÉ ROUGE AU DRAPEAU BLANC	50
Guy Ferland, Professeur de philosophie au collège Lionel-Groulx.: UN APPEL AU DIALOGUE	50
Claudette Carbonneau, Ex-présidente de la CSN.: MORATOIRE INCONTOURNABLE	50
Nestor Turcotte, Retraité de l'enseignement collégial.: LA VIOLENCE DES NON-VIOLENTS	50
Jean-Pierre Aubry, Économiste et fellow associé au CIRANO.: BESOIN D'UNE TRÊVE	50
Jana Havrankova, Médecin endocrinologue.: LA VIOLENCE: LE SYMPTÔME DU RAS-LE-BOL.....	51
Jean Bottari, Préposé aux bénéficiaires.: UN MORATOIRE	51
Caroline Moreno, Écrivain et comédienne.: BLAGUE À PART	51
Mélanie Dugré, Avocate.: DE L'EAU DANS LE VIN	51
Denis Boucher, Associé au sein d'un cabinet de relations publiques.: MOUVEMENT IMMATURE ET ÉGOÏSTE	51
François Bonnardel, Député de Shefford.: UN CYNISME QUI ENGENDRE LA VIOLENCE	51
Marc Simard, Professeur d'histoire au collège François-Xavier-Garneau à Québec.: POUR LE VOTE ÉLECTRONIQUE!	51
LA PRESSE.CA: Conflit étudiant: le fossé des générations - Publié le lundi 23 avril 2012 à 13h56	51
Où est le respect de l'autorité?, par Jacques Leclerc, conférencier et globe-trotter.	52
On ne paiera pas la «juste part» de vos erreurs, par Sepanta Sedghi-Lessard, étudiante de Sherbrooke.	52
LE SOLEIL.COM: Pour ou contre la grève des étudiants (6) - Publié le vendredi 20 avril 2012 à 09h20 Mis à jour le vendredi 20 avril 2012 à 10h20	52
À genoux les étudiants!, par Richard Gagné, Ste-Pétronille	53
Reportez l'augmentation, par Jean-Guy Chouinard, St-Jean-Port-Joli	53
Un mépris désolant, par Claude Gaudreau, Rimouski	53
Dénoncer ou condamner?, par Gérard Lévesque, Lévis	53
Le mauvais cheval de bataille, par André-Gilles Asselin, Québec	53
La révolte de l'enfant-roi, par Pierre Marquis, Montréal.....	53
L'éducation ou la santé ?, par Mathieu Archambault, Québec.....	54
Une mesure régressive, par Augustin Réhel, Québec.....	54
Pas de leçons à donner, par Roger Lavoie, Québec.....	54
Un gouvernement irresponsable, par René Reid, un retraité indigné	54
LE DROIT: LA POPULATION RÉAGIT AU CONFLIT ÉTUDIANT - Publié le jeudi 19 avril 2012 à 07h56	54
POUR	54
Violence policière, par Chantal Prévost, Gatineau	54
Que coûte-t-il de discuter?, Catherine Aubin, Gatineau.....	54
Un débat d'accessibilité, par Denise Boulais, Gatineau	54
Les médias inféodés, par André Dorion, Gatineau	55
Se taire et accepter?, par Anne Renée Gravel, Gatineau.....	55
52 valent plus que 570?, par Ariane Gonzalez, Gatineau	55
CONTRE	55
Un retrait stratégique?, par Pierre Morin, Gatineau	55
Intimidation en classe, par Louis Thibault, Gatineau	55
Effets collatéraux, par Céline Bélanger, Gatineau	55
Enfants gâtés ou entêtement?, par M. Tessier, Gatineau	55
Victoire des enfants rois, par Denis Boucher, Gatineau	55

LE SOLEIL.COM: Pour ou contre la grève des étudiants (5) - Publié le lundi 02 avril 2012 à 12h28 Mis à jour le mardi 03 avril 2012 à 10h17	55
Abolir les étudiants?, par Alexandre Côté, Beaupré	55
Les recteurs nous mentent-ils ?, par Bernard Bérubé, président de la Fédération du personnel professionnel des collèges (FPPC-CSQ) , Mario Beauchemin, président de la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ), Marie Racine, présidente de la Fédération du personnel de soutien de l'enseignement supérieur (FPSES-CSQ).....	56
Faut-il être entêté !, Louis Verreault-Julien, Lévis	56
Si c'est bon pour les mines, par Jean-Christophe Bédard Rubin, étudiant en droit et en philosophie, Université Laval	56
LE SOLEIL.COM: Pour ou contre la grève des étudiants (4) - Publié le lundi 26 mars 2012 à 12h23 Mis à jour le jeudi 29 mars 2012 à 14h33	57
La juste part, par Jacques Saint-Pierre, professeur associé, Québec	57
En réaction au texte «Piquetage des étudiants: l'Université Laval en cour», par Jules Racine St-Jacques, Candidat au doctorat, Département d'histoire, Université Laval	57
Aux étudiants en marche... - Sans prendre parti pour le Gouvernement, par Andrée Dumas, Québec	57
Les jeunes sacrifiés, par Sylvia Pelletier-Gravel, Gatineau	57
Pourquoi nous appuyons cette lutte, Alexandre Alberti, Jacques Daigle, Rémy Gagnon, Alain Gélinas, Hélène Hébert, Richard Lair, Silvie Lemelin, Louis Simon Pilote et Alain Tanguay, Département de philosophie du Cégep de Victoriaville	57
Sur les épaules des géants, Julie McCann, Conseillère, Option nationale.....	58
La juste part, vous dites?, par Henri Marineau, Québec	58
Les étudiants ou les mines?, par Dolorès Bourgault, Saint-Patrice-de-Beaurivage	58
Mauvais calcul, par Martin Perron, L'Ancienne-Lorette	58
Dialogue de sourds, par Jean-Hubert Smith-Lacroix, Québec.....	58
Loin de la réalité, par Lucie Hamel, Québec	58
Tout simplement honteux, par Francois G Couillard, Québec	59
Comparaisons boiteuses et provocation, par René Reid, Québec	59
LESOLEIL.COM: Pour ou contre la grève des étudiants? (3) - Publié le jeudi 22 mars 2012 à 12h47.....	59
Pas question de se laisser manger la laine sur le dos, par Maélie Bernatchez Dufresne, Étudiante en administration des affaires, Université du Québec à Rimouski	59
Appui et appel à la jeunesse québécoise, par Mathieu Traversy, député de Terrebonne et porte-parole de l'opposition officielle pour la jeunesse et les affaires étudiantes	59
Admirables étudiants qui se battent, Arthur Paquet, étudiant en histoire à l'Université Laval	60
Solidaires !, Marie-Ève Duchesne, porte-parole pour le Front commun des personnes assistées sociales du Québec, Montréal	60
La porte ouverte, Michel Lebel, Entrelacs	60
Dialoguer, Normand Breault, Montréal	60
Effet de recul, Sylvie Gautier, Mercier	60
Les figés, Claude Poulin, Québec.....	60
J'irai marcher avec nos filles et nos fils, Pierre Roy, Lorraine	60
Il ne reculera pas, par Serge Parent, Québec	61
LESOLEIL.COM: Pour ou contre la grève des étudiants? (2) - Publié le lundi 19 mars 2012 à 11h49 Mis à jour	61
Point de vue d'une maman qui assume les frais de scolarité, par Linda Di Vita, Québec	61
Citoyen de seconde classe, Éric Audy, étudiant en droit qui n'est pas en grève de l'Université Laval	61
L'autre visage de la «gauche», Marc Simard, Collège François-Xavier-Garneau.....	61
Conseils aux rouges et aux verts, par Guillaume Perron, Québec	62
Coup de froid sur le Québec!, par Philippe Etchecopar, Lucien Roy, Céline Saint Pierre, Professeurs retraités, Cégep de Rimouski.....	62
Une université presque gratuite?, par Mario Bélanger, Rimouski	62
Pitoyable prestation, par Christian Feuillette, Montréal	63
Pas de hausse si..., par Michelle Gagnon, Québec	63
Équilibre social, par Michel Giroux, Québec.....	63
Les profs de cégeps en désaccord avec la hausse des droits de scolarité, par Blaise Giguère-de Carufel, professeur de Sc. politique au Département de sciences humaines du Cégep de Lévis-Lauzon	63
Ci-gît la démocratie (étudiante), par Pierre-Luc Dubé, étudiant à l'Université Laval	64
LE SOLEIL: Vos réactions: Pour ou contre la grève des étudiants - Publié le vendredi 09 mars 2012 à 09h56 Mis à jour le vendredi 09 mars 2012 à 13h09.....	64
N'oubliez pas, nous sommes en 2012, par Antoine Desgagnés, Québec	64
La marchandisation de l'éducation, par Xavier Lafrance, porte-parole de la Coalition de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante Élargie, lors de la grève étudiante de 2005m Doctorant en science politique à l'université York	64
J'en ai marre, par Tania Noël Giroux, Boischatel	65
Un discours simple , Daniel-Bertrand Bouchard, Bergeronnes	65
Soyez donc «lucides», par Christine Lévesque, Lévis.....	65
La hausse des frais de scolarité d'un point de vue citoyen, par Caroline L. Mineau, Québec	65
BLOGUE RADIO-CANADA: Michel Pépin	66
BLOGUES.RADIO-CANADA: L'impasse, rue des Universités, par Michel Pepin - publié le mercredi 2 mai 2012 à 11 h 27	66
Les options.....	66
Les commentaires (19).....	66
BLOGUE.RADIO-CANADA: Hausse des droits de scolarité (3) : les pistes de solutions, par Michel Pepin - Publié le mercredi 18 avril 2012 à 17 h 37	66
Un dossier politique.....	66
Les sujets de négociation	66
Les lignes de force	66
Le retour aux études.....	66
Les scénarios.....	66
Un véritable débat	67
Une utopie de 200 millions de dollars.....	67

Conclusion	67
Les commentaires (4).....	67
BLOGUE-RADIO-CANADA: Hausse des droits de scolarité (2) : les enjeux, par Michel Pepin - publié le jeudi 12 avril 2012 à 13 h 14	67
L'exception québécoise	67
L'utilisateur-payeur.....	67
Un impôt sur l'espoir	68
La juste part	68
L'accessibilité et la qualité	68
La « gratuité » des études universitaire	68
Alors, combien?	68
Les commentaires (3).....	68
RADIO-CANADA / BLOGUE: Hausse des droits de scolarité : des faits méconnus et parfois troublants , par Michel Pepin - Publié le mardi 3 avril 2012 à 11 h 56.....	68
Les universités québécoises sont-elles sous-financées?.....	68
Quelle est la véritable contribution des étudiants québécois aux revenus provenant des droits de scolarité?.....	69
Est-ce que Québec va augmenter sa contribution au financement des universités?	69
Les commentaires (10).....	69

LAPRESSE.CA : Qu'en pensez-vous?: Trimestre suspendu jusqu'en août, votre opinion - Publié le 16 mai 2012 à 21h29 | Mis à jour le 17 mai 2012 à 16h11



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

Le gouvernement Charest a annoncé que le trimestre d'hiver sera suspendu jusqu'au mois d'août dans les cégeps et facultés universitaires qui font l'objet d'un boycottage. Le début du trimestre d'automne à l'université sera reporté au mois d'octobre. Une loi spéciale sera aussi adoptée pour empêcher les étudiants de bloquer l'accès aux cégeps et aux universités à la reprise des cours. Est-ce la meilleure solution pour dénouer la crise étudiante, dans les circonstances?

Merci de vos commentaires.

Report inévitable, par Denis Bouchard, Laval

Jusqu'au-boutisme, intransigeance, réseaux sociaux qui projettent constamment la même vision des choses et qui laissent croire à un large consensus populaire qui dans les faits n'existe pas, une presse complaisante qui tout à coup commence à trouver ça moins drôle depuis que l'ire des manifestants s'est retourné contre elle, une rhétorique de gauche militante à la sauce populaire, une série d'interventions médiatiques des leaders étudiants où le vide des propos est digne des meilleurs politiciens spécialistes de la langue de bois... Ajoutez à cela un gouvernement qui commet des gaffes à répétition et voilà où on en arrive.

Les étudiants ne veulent manifestement pas négocier. On attend le grand soir. Une attitude de plus en plus répandue dans notre société. Un indice de la perte de confiance totale en tout. «Nous ne faisons pas confiance aux élus» a dit récemment un leader étudiant. Mais vous êtes un élu, mon cher, doit-on donc ne pas vous faire confiance? Dans l'imaginaire populaire, tout est devenu combine, arnaque, enveloppe brune. On se fout des injonctions, des jugements, de la loi. Dans ce contexte, nous ne devons pas être surpris de la position adoptée par les étudiants.

Le report du trimestre? Inévitable. Va falloir que les étudiants prennent conscience des enjeux personnels, financiers et professionnels de leur petit jeu. Nous sommes à la mi-mai. Beaucoup de temps à reprendre, trop même. Une fois que la poussière sera retombée, une fois que les manifs quotidiennes n'attireront plus personne ou presque, que va-t-il rester? Des jeunes qui auront soit abandonné leurs études ou qui auront retardé d'une année leur entrée sur le marché du travail.

Et les leaders étudiants seront un jour chez National, Power Corporation, ministre et, qui sait, premier ministre. Avec une humble demeure à Outremont ou un 5½ à 500 000 \$ sur le Plateau.

Triste à mourir, par Maxime B. Couture

Cette pause ne réglera rien sinon le cas unique des injonctions offert aux étudiants qui ne veulent pas respecter les votes démocratiques effectués en assemblée générale. Les manifestations se poursuivront, tout comme la désinformation libérale constante et sans appel. Les associations étudiantes (et non seulement les «leaders», i.e. porte-parole) ont proposé à de nombreuses reprises la tenue d'états généraux qui auraient comme but de revoir non seulement la gestion et le financement des universités, mais aussi l'essence même de ces institutions, tout en y invitant l'ensemble des organismes impliqués dans les dossiers de l'éducation postsecondaire au Québec. Mais cette solution est rejetée du revers de la main par le gouvernement qui, lui, n'a pas étudié les réels besoins des universités, sinon les doléances des recteurs. Ainsi, la hausse demeure arbitraire et injustifiée. La pause n'aura qu'un seul objectif : désinformer les Québécois plus ardemment et plus longtemps. C'est triste à mourir... et des morts, il y en aura. La population, si elle ne se réveille pas, se radicalisera. J'ai peur pour l'avenir immédiat du Québec. Ne sommes-nous pas tous solidaires? Ce gouvernement nous mène à notre perte.

Solution réaliste, par Stéphanie Germain, étudiante au cégep du Vieux-Montréal

Enfin, une solution pertinente et réaliste! Je pourrai terminer mon dernier trimestre collégial en août-septembre et entrer à l'université en octobre! Les étudiants qui souhaitent continuer à boycotter leur cours pourront le faire sans mention d'échec mais ne pourront plus empêcher ceux qui désirent aller à l'école. Il était grand temps que quelqu'un pense enfin à nous dans ce conflit...

Je me souviendrai, par Nicole Cloutier

M. Charest, pour désavouer les étudiants, dit que seulement 30% d'entre eux sont contre la hausse des droits de scolarité. Quel était le pourcentage des votes du Parti libéral lors des dernières élections? Il dit aussi que la majorité des Québécois sont de son avis. À sa place, je ne me sentirais pas aussi sûr de cela. J'ai hâte que des élections lui prouvent le contraire car, d'après moi, la majorité des parents seront contre ainsi qu'une bonne partie de la population «silencieuse». J'espère que les Québécois se rappelleront leur devise qui est «Je me souviens», car M. Charest, à plusieurs reprises, ne semblait pas entendre ce que le peuple lui disait, et normalement il semble qu'il a besoin de deux ans avant de comprendre ce que nous lui disons. Heureusement, il n'a pas deux ans devant lui, car il devra déclencher des élections d'ici un peu moins d'un an.

Bon compromis, par Christian Dufour

L'annonce est une bonne nouvelle et un bon compromis. Il y a beaucoup d'incohérence dans le discours des étudiants : ils voulaient un moratoire pour calmer la crise, ils l'ont. Ils disaient dans les deux derniers jours vouloir faire respecter les moratoires, ce qui est faux: jamais nous avons entendu de telles déclarations haut et fort. En suspendant le trimestre, le gouvernement a évité plus de colère, fait respecter les lois et, en plus, donne du temps à des négociations. La ligne dure, ce sont les étudiants qui semblent l'avoir. C'est une perception mais, en politique, la perception, c'est important. Le premier ministre avait l'air ce soir d'un véritable chef d'État. Dommage qu'il ait fallu autant de temps et autant de gestes de violence pour le faire réagir!

Diviser pour régner, par Étienne Mathieu

Elle est bien belle, celle-là! Cette loi-là! C'est juste dommage parce que, pour une fois, tout le monde était d'accord! Enfin, tout le monde? Non, mon petit, un groupe d'irréductible libéraux est encore pour les solutions complexes.

Les rouges, les verts, les jaunes, les bleus, les blancs et même les «Bleu-vert-ak-des-pitons-jaune-orange» de Falardeau ont tous dit qu'ils étaient pour le moratoire d'un an et la création d'un groupe dont le seul mandat serait de regarder à mieux la gestion de nos universités!

Mais non! Divisons pour mieux régner!

Il est faux de croire que seul les verts veulent aller à l'école; les rouges comme moi le veulent aussi, et rapidement en plus, croyez-le ou non! Personne n'a de plaisir à se faire poivrer, personne n'a de plaisir à se faire frapper. La grève, ce n'est pas plaisant.

Cette loi encourage les gens à briser la grève de manière sournoise, en appelle de manière hypocrite à notre désir de retourner en classe rapidement.

On veut discuter et nous le criions dans les rues depuis déjà 90 jours!

Nous avez-vous entendus?

Nous voulons un moratoire, comme vous en vouliez un sur le gaz de schiste, sur le mont Orford, comme j'en voulais moi aussi.

Nos révolutions sont tranquilles!

Laissez-les ainsi!

N'obligez pas la police à frapper les gens qui veulent aller à l'école, même si pour cela, des fois, il faut en bloquer les portes!

Ça dégénère, par Michel Latour, Montréal

Charest et sa gang, des incompetents, ils ont perdu le contrôle. Un moratoire sur l'augmentation et une consultation sur le financement calmeraient le jeu qui dégénère. Il faut couper le financement des cégeps anglais, que les nouveaux arrivants, s'ils veulent étudier en anglais, s'en payent des collèges comme toutes les minorités linguistiques de tous les pays du monde et même comme dans les autres provinces du Canada. On a pu les moyens de financer l'enseignement dans une culture qui prend le dessus à Montréal sur la culture du peuple québécois et l'affaiblit au point de la faire disparaître.

Bravo, par Ghislaine Gagnon Pépin

Bravo au premier ministre. Ça fait déjà trop longtemps que ça dure. Les étudiants sont des enfants gâtés et pourris. Quand on est sérieux, on accepte de s'asseoir à une table et à négocier avec un esprit ouvert. Tout ce qu'ils ont démontrés, c'est leurs entêtements avec leurs enfantillages. Ils

crient, pleurent et brisent tout parce qu'ils ne réussissent pas à gagnés. Ils ne sont même pas prêts à mettre de l'eau dans leur vin. Et pire encore, les parties de l'opposition, les syndicats ainsi que les profs qui sont payés pour enseigner ou au moins pour modérer le jeu, en remettre en plus. Mr Charest, vous avez raison, on ne doit pas se laisser prendre en otage par des enfants gâtés. Vous négociez lorsqu'ils seront vraiment prêts et ouverts à la discussion.

Nous avons manqué une marche, par Jacinthe Racine, étudiante au Cégep Lionel-Groulx

Actuellement le Québec s'enlise dans un conflit qui oppose deux idéologies, deux générations, deux visions d'avenir, cependant, il ne faut pas perdre de vue que ce sont toutes ces personnes qui forment l'ensemble de notre société. Le gouvernement à titre de représentant de cette société est présentement sur le point de durcir sa position plutôt que de se porter à l'écoute de ses jeunes concitoyens.

Hier soir suite à l'annonce de l'apposition d'une éventuelle loi spéciale, le gouvernement a démontré qu'il préférerait manipuler les lois grâce à son pouvoir politique plutôt que de prendre les choses en main et de confronter le problème. Une loi spéciale ne sera en rien une solution au conflit et cela ne fera que mettre le feu aux poudres. Nous avons littéralement manqué une marche entre l'entente de principe du 5 mai et cette loi spéciale. Il y avait certainement une solution entre ses deux mesures et nous allons complètement passer à côté par orgueil. Une entente a été proposée de la part de la FECQ co-signées par la FEUQ, la TACEQ et la CLASSE. Celle-ci est pratiquement la même qui a été proposée précédemment comme entente de principe, mais elle rectifie le tir afin que les réductions engendrées par le conseil provisoire pourront également être applicables aux frais de scolarité et que les recteurs seraient restreints à 2 sièges plutôt que 6 afin de rééquilibrer la représentation des différents partis sur ledit conseil.

Sachez que les étudiants auraient probablement adoptés la première entente si le gouvernement n'avait pas tout fait pour la saborder en falsifiant les décisions prises avec les associations étudiantes et en discréditant constamment le mouvement étudiant. L'idée était bonne et elle l'est toujours, mais il faut qu'elle soit rédigée de façon équitable pour tous.

En quoi demandé un plan d'affaire et des objectifs de vision à long terme à nos universités a-t-il de négatif pour notre société? En rien. N'est-il pas légitime de s'enquérir où iront les fonds qui seront prises à même les poches des étudiants? Oui. Alors pourquoi ne pas prendre le temps de repenser à une solution, de réparer les erreurs qui ont été commises en mettant son orgueil de côté, plutôt que de s'embourber dans des lois qui ne mèneront à rien de concret.

Comme un lock-out, par Sébastien Talbot, étudiant en danse de l'UQAM

Cette loi spéciale s'apparente dangereusement avec un lock-out. D'autre part, suspendre la session jusqu'en août comporte des risques notoires pour l'économie, les manifestations et les perturbations économiques ne cesseront probablement pas. En fait, cette loi combinée à l'attitude générale du gouvernement à l'égard du mouvement étudiant vient d'ouvrir en force un été très chaud et je ne serais pas surpris de voir de grands événements touristiques perturbés pendant tout l'été. Jean Charest aurait facilement pu démonter cette crise simplement par un moratoire et des états généraux sur l'éducation, une voie pourtant très éloignée des premières revendications de la Classe au début de la grève, soit la gratuité.

Tensions exacerbées, par Alexis Bédard-Fiset, étudiant en études internationales et langues modernes

La loi spéciale annoncée par le gouvernement Charest ne réglera probablement en rien le conflit actuel. Au contraire, en contrecarrant le droit de grève des étudiants qui s'opposent à la hausse des droits de scolarité, M. Charest et son gouvernement mettent le feu aux poudres. Plus précisément, ils contribuent à exacerber les tensions déjà présentes entre l'État et les étudiants. Je croyais que ces tensions avaient atteint leur paroxysme, mais je constate avec amertume que je me suis trompé. J' imagine que j'ai fait preuve d'utopie lorsque j'espérais de tout coeur que le conflit se termine rapidement, et ce, en évitant les dommages collatéraux le plus possible.

Je réalise maintenant que le problème semble simplement être catapulté au mois d'août, moment où la reprise des cours est prévue. Une tension d'une grande intensité risque alors de caractériser le prochain semestre. Parallèlement, les policiers auront l'ordre d'empêcher toute tentative de bloquer l'accès aux cours; on flanquera alors des amendes particulièrement salées aux récalcitrants. Certains seront même arrêtés. Beau climat d'étude! De plus, Rouges et Verts risquent d'avoir de chauds échanges, voire des confrontations musclées. Est-ce vraiment une ambiance correcte, propice à l'épanouissement personnel et intellectuel? J'en doute!

Encore une fois, le gouvernement fait preuve d'une rigidité remarquable. Même si sa ministre de l'Éducation a changé, il répète la même rhétorique discutable : nous avons toujours été à l'écoute, nous avons fait des concessions, 70 % des étudiants ont terminé leur semestre...

Ici, une précision s'impose: ce n'est pas parce que certains étudiants n'ont pas été en grève qu'ils sont nécessairement en accord avec la décision prise par le gouvernement.

Tant qu'il y aura un refus de discuter l'enjeu de fond, soit la hausse des frais de scolarité, je crains que l'impasse perdure...

De l'huile sur le feu, par Christian Goyette

La loi spéciale annoncée par le gouvernement Charest n'est aucunement une solution, mais bel et bien un problème supplémentaire en vue de la résolution du conflit étudiant. Cette loi viendra mettre de l'huile sur le feu, bien sûr, encore une fois! C'est que ce gouvernement libéral, rien n'est nouveau, tente de se faire un capital politique sur le dos des étudiants en les taxant, injustement, de radicaux. Seuls les naïfs peuvent croire qu'il ne s'agit pas d'une stratégie électorale visant à séduire sa base électorale conservatrice. On le voit bien, ce gouvernement se vautre avec plaisir dans le pourrissement de la situation depuis des semaines, alors qu'il avait depuis le départ les moyens de résoudre le conflit d'une façon honorable. De plus, bien qu'il prétende jouer la carte de la ligne dure, ce gouvernement se fait absolument irresponsable, à l'égard des étudiants qu'il prétend défendre - même les verts sont d'accord sur ce point - en plus de faire preuve d'une très grande lâcheté en reportant le problème à plus tard et en n'ayant pas le courage politique d'entreprendre une négociation digne de ce nom. Il est trop facile de dicter une loi spéciale, et toujours très difficile de mener une véritable négociation.

Critique depuis longtemps de ce gouvernement, j'éprouve, depuis aujourd'hui, une profonde honte du Québec dans lequel je vis et que j'aime.

Cette stratégie a déjà échoué, par Michel Begoc

En suspendant les cours, M. Charest gage une nouvelle fois que le mouvement va s'étioler. Il espère par cette mesure que les étudiants libérés de leurs obligations vont aller vaquer à d'autres occupations que celles des trois derniers mois. Il se dit probablement que pour alors, les plus acharnés d'entre eux se retrouveront en sous nombre; isolés et rendu aphones, ils n'auraient alors d'autre choix que de rentrer dans le rang. Le premier ministre gage encore qu'à la reprise, les esprits se seront apaisés et que la menace de probablement lourdes sanctions musellera les velléités restantes en août. M. Charest a déjà fait ce genre de pari au début du conflit. Au milieu aussi. On voit ce que cela a donné. Cette suspension est donc une manoeuvre plus ou moins habile pour tenter une nouvelle fois de fractionner, de fragiliser la cohésion étudiante, en espérant que cela aura raison de leur mouvement. C'est là aussi une stratégie qui a échoué au cours de ce conflit. En sortant l'artillerie lourde, le premier ministre mise le tout pour le tout. Il tente d'ailleurs de frapper fort et sur tout les fronts à la fois: il veut d'abord saper les bases étudiantes en divisant le mouvement et en misant sur un essoufflement. Il va augmenter la pression populaire en martelant son point de vue dans les médias et en le légitimant grâce notamment à la rencontre de la ministre avec les étudiants. Finalement, il tentera de casser ce qui restera du mouvement grâce à le menace du bâton que lui donnera sa loi spéciale. Ce faisant, M. Charest restreint ses options à une seule et unique alternative: la force. En faisant le choix qu'il vient de faire, le gouvernement s'accule dans une situation où la seule carte qui lui restera à jouer sera celle de la répression.

Et si le chef du gouvernement perd son pari? Si le feu est mis aux poudres comme l'annoncent les leaders étudiants? Si le mouvement perdure? Charest devra sonner la charge. Au temps pour sa démocratie, qui devra s'accommoder de la violence, de l'amertume et de la frustration de sa jeunesse. Quoi qu'il en dise, le premier ministre n'a jamais ouvert la porte à la discussion avec les étudiants. Ces derniers voulaient parler des valeurs de notre société, ils voulaient parler du monde qu'on construit pour eux demain. Leur monde. Cette discussion n'a jamais eu lieu. Ils ont parlé valeurs et idéaux, on leur a répondu finance et budget. Justement la raison pour laquelle ils voulaient ouvrir le débat: notre société n'a plus d'yeux que pour les finances. Il me semble que le débat qu'ils ont voulu amener sur la place publique est sain. Il me semble que cette discussion, voulue par nombre de citoyens, est de plus en plus nécessaire face aux nombreuses dérives qu'on observe partout dans le monde en ce moment même. Il me semble que la démocratie dont se réclame M. Charest pour justifier ses choix devrait explorer cette voie. Il me semble, qu'on soit pour ou contre la hausse des droits de scolarité, que chaque amoureux de la démocratie devrait souhaiter que ce débat ait lieu. M. Charest y a d'emblée fermé la porte. Ouvrir cette discussion avec les étudiants aurait au moins permis de mettre en lumière que les deux parties ne parlaient pas le même langage. Ouvrir le débat aurait au moins permis de dire que les demandes des étudiants s'inscrivent dans un débat plus global que celui des droits de scolarités, ce qui aurait permis au gouvernement de renvoyer la question à une discussion ultérieure, plus large. Peut-être le premier ministre ne voulait pas ouvrir la boîte de Pandore et lancer un débat dérangeant pour lui et les milieux dont il fait partie. Peut-être avons nous tout simplement un chef de gouvernement joueur à ses heures. Il me semble qu'on ne gère pas un pays comme on joue au poker. Il me semble que la démocratie dont se réclame M. Charest pour appuyer ses

choix politiques s'accommode mal des "pile ou face". Il me semble que le Québec mérite mieux que ça.

Projet de loi inutile, par Sacha Dürig

C'est à peu près là on en est rendu. Le gouvernement prône l'accès à l'éducation dans un projet de loi, à mon avis, complètement inutile. Premièrement, retarder les sessions était déjà certainement au programme des différents cégeps et facultés universitaires durement touchés par la grève. Deuxièmement, des injonctions sont théoriquement déjà en cours pour permettre le retour aux études à ceux qui le désirent. Le hic, c'est que les étudiants ont votés démocratiquement en Assemblée générale une grève générale illimitée. Forcer le retour des étudiants en classe veut dire contester, voir illégitimiser le vote fait par les étudiants et cela ne va certainement pas leur plaire et c'est compréhensible: c'est comme priver une catégorie de personne de voter: c'est contre la Charte des droits et libertés. Bref, la "loi spéciale" de Charest peut être considérée comme anticonstitutionnelle, étant donné que le droit à la démocratie prône sur celui de l'accès aux études supérieures (à mon avis).

Grévistes infantilisés, par Félix-Antoine Boily-Audet

Jean Charest, par cette loi spéciale, démontre son impotence à gérer la crise étudiante de manière responsable et éclairée. Il rejette les revendications étudiantes et infantilise les grévistes sous prétexte qu'ils ne sont qu'une minorité. Ces sophismes perfides font oublier à la population que même si quelques 70% ont terminé ou achèveront leur session prochainement, une grande majorité de ces étudiants s'opposent tout de même à la hausse des frais de scolarité. Cette loi spéciale ne fera que donner de la vigueur au mouvement de contestation étudiante et ne constitue aucune solution en soi.

Dégoûtée, par Christine Pham

Dégoûtée. C'est le mot exact qui décrit ce que je ressens envers le gouvernement Charest. J'imagine que plusieurs sont contents du fait que cette grève tire à sa fin, mais je ne sais pas que si la plupart sont conscients de ce que cette nouvelle représente pour les élèves du 5ème secondaire qui sont supposés rentrer au cégep cette année, en août et non en octobre, 1 mois et demi plus tard. Comme tout finissant du secondaire, j'étais plus qu'excitée à l'idée de rentrer au cégep. Pour moi, le cégep, c'est un nouveau chapitre, un pas de plus vers le monde du travail et des adultes. Tout ce que je voulais, c'était une rentrée normale c'est-à-dire en août. Est-ce que c'est trop demandé? Je ne crois pas, mais maintenant je paye les pots cassés pour l'entêtement du gouvernement Charest qui n'a pas bougé un seul doigt avant la 10ème semaine de grève! Je suis épatée par votre compétence, M. Charest, pour la gestion de cette crise. Vraiment, chapeau.

Débat retardé, par Alain Senécal

C'est complètement ridicule! Ça ne fait que retarder le débat. Ça va reprendre exactement de la même façon même avec une loi spéciale. Je ne comprends vraiment pas la façon de penser du gouvernement. Ils refusent tout débat.

Des lâches, par Yves R. Morin, enseignant

Il n'y a plus de neige et pourtant, je viens de voir un politicien qui vient de tout pelleter le conflit dans la cours des directions d'établissements, sur les épaules des enseignants et sur les épaules des associations d'étudiants. Ce gouvernement fera des élections en juin ou juillet et comme il ne sera pas au pouvoir en automne, le problème imposera au prochain gouvernement ... quel gouvernement de lâches!

Cocktail explosif, par Jean-François Truchon, président du conseil exécutif du Parti québécois de la circonscription de Saint-Laurent

Je suis outré, stupéfait et abasourdi de la frivolité avec laquelle le gouvernement traite cette crise! Je refuse que mes taxes servent à frapper sur la jeunesse. Le report de la session accompagné de la négation du droit de grève étudiant forment un cocktail explosif évident. Je dénonce vertement l'attitude du gouvernement!

Vote secret, par Hélène Ducharme, Laval

La meilleure façon de ramener la paix sociale serait d'inclure dans la loi l'obligation de tenir un vote secret lors des assemblées étudiantes. Ce serait vraiment la victoire de la démocratie et la fin de l'intimidation.

Leaders étudiants dépassés, par Serge Trottier

J'ai écouté la conférence de presse de M. Charest et de Mme Courchesne. Je trouve l'ensemble de leur position très valable. Cela répond à des problématiques réelles et constitue une solution, quoique très imparfaite, sensée à ce stade-ci de l'affrontement. M. Charest a bien mentionné que chaque institution pouvait si les étudiants le désiraient reprendre dans les plus brefs délais les cours.

J'ai aussi écouté les commentaires des représentants étudiants et je trouve qu'ils montent vite aux barricades au sujet d'une éventuelle loi. Je crois qu'il ont étiré l'élastique un peu trop. La seule chose qu'ils ont pu dire ce sont des menaces particulièrement de la part des représentants de la Classe. Je crois qu'ils sont dépassés.

Arrogance, par Micheline Lemieux, Outaouais

C'est jeter de l'huile sur le feu! Ça ne règlera rien! Quelle arrogance! Qu'est-ce que ça demanderait de rencontrer les étudiants? Un moratoire pour ramener le calme! On se croirait en guerre...chose certaine, je sais pour qui je ne voterai pas LES prochaines élections!

Mauvaise volonté, par Carole Delisle

Si la question des frais de scolarité n'est pas abordée d'ici août, à quoi rime cette loi?

La mauvaise volonté du gouvernement tel qu'il l'a démontré jusqu'à maintenant, ne va pas aller en s'améliorant.

Selon moi, nous devons rapidement aller en élection générale.

Monsieur Charest demande aux associations étudiantes d'écouter le peuple, que veut-il dire par là? En tant que chef d'état, écoute-t-il son peuple?

Ma déception est très grande, j'ai perdu foi en nos élus, le fait de ne pas avoir voté pour eux demeure mon seul réconfort!

Une souris, par Nicola Timmerman

La montagne accouche d'une souris. Pourquoi le gouvernement Charest ne force pas maintenant les collèges à garder leurs portes ouvertes à ceux qui veulent étudier?

Mon fils attende depuis des mois à rentrer en classe et maintenant lui et nombreux d'autres doivent attendre la fin août pour reprendre leurs études. Merci pour rien.

En bon père de famille, par Claude Croteau

M. Charest a agi en BON PÈRE DE FAMILLE! Il a été beaucoup plus que patient, il s'assure de la qualité de l'enseignement et s'assure aussi du libre accès aux cours pour les étudiants qui désirent étudier.

Quant aux trois "dits leaders" étudiants, leur arrogance de ce soir les rattrapera. Aussi ils sont qui eux pour se présenter comme leaders? Ils ne contrôlent pas leurs membres. Ils n'honorent pas leur signature. Alors, que font-ils devant les caméras de TV sinon que de faire de la politique. Qu'ils se présentent aux prochaines élections et si ce n'est pas pour le parti Québec Solidaire, prouvez moi le contraire!

Guerre ridicule

Ridicule, cette guerre entre étudiants et gouvernement. En fait je devrais dire manifestants ou grévistes, puisqu'ils ne représentent qu'une fraction des étudiants. Les étudiants ne font que suivre leurs leaders ivres du pouvoir conféré par leur titre, ce qui mène à une impasse politique depuis trop longtemps déjà. Malgré le réveil tardif du gouvernement dans cette affaire, il est facile de réaliser qu'il cherche ardemment à régler la crise. Comme le dit le proverbe, vaut mieux tard que jamais. On ne cesse de répéter que la balle est dans le camp du gouvernement. Selon moi, elle est dans le camp des leaders étudiants. À eux de choisir s'ils préfèrent s'entêter ou accéder à l'éducation.

Prendre ses responsabilités, par Mathias Brazeau-Gélinas

Bravo M. Charest, il est temps que tout le monde comprenne que les injonctions émises par nos juges doivent être respectées. Personne dans notre société est au-dessus des lois, une chose que les étudiants devraient comprendre. Le premier ministre prend ses responsabilités vis-à-vis une situation intenable, c'est la population du Québec qui était pris en otage.

Yves Lortie

Ni gagnant ni perdant, par Marc Trudeau, Montréal-Nord

J'estime que le gouvernement a présenté clairement la position que la population a adoptée dans le débrayage étudiant, soit de permettre à chaque individu qui désire poursuivre ces études puisse le faire sans subir de l'intimidation ou de la violence.

Il n'a pas de gagnant, ni de perdant dans ce conflit.

Le gouvernement a accepté d'améliorer l'accessibilité aux études en bonifiant le volet des prêts et des bourses après avoir écouté les attentes réalistes des étudiants.

Chaque étudiant a une décision à prendre: il accepte les présentes conditions offertes par le gouvernement ou sinon, il accède au marché du travail sans diplôme.

Respect des institutions, par Sylvain Chartrand, Gatineau

Si les leaders étudiants avaient pris le gouvernement au sérieux dans leurs décisions au début, on n'en serait pas à l'application possible d'une loi spéciale. Eux, dans leur goût de l'aventure et leur inexpérience, ont cru pouvoir renverser une décision d'un gouvernement élu démocratiquement.

Je tiens à rappeler que la démocratie ne va pas sans un respect minimal des institutions. De plus rien ni personne ne devrait entraver le droit d'un citoyen d'avoir accès à son éducation. Chou aux étudiants qui boycottent les cours et manifestent dans la rue et devant les institutions au lieu de débattre intelligemment.

Ça sent les échecs, par Marc Dauphinais

Il n'y a pas de mots pour décrire ma déception face à la décision du gouvernement. Je suis un étudiant de 2^e me année en technologie d'analyse biomédicale au collège de Rosemont et je vois ma session coupée en 3. Par chance, on s'est fait exclure du boycott cela dès la 3^e me semaine de



"grève", parce que la direction et l'AGECR ont jugé qu'ils seraient impen- sible qu'on subisse une compression de nos cours déjà très condensé. Maintenant, j'apprends à 4 semaines de la fin de ma session qu'elle va être couper encore une fois. Ça sent les échecs dans notre cohorte... Je tiens à préciser que cette profession est en grande pénurie. Nous, les élèves, sommes les grands perdants dans ce combat qui n'est plus le notre...

La novlangue de Jean Charest, par Philippe Langlois, Sherbrooke

On doit se réjouir du fait que Jean Charest se réclame enfin du droit à l'éducation. Dans sa novlangue, cependant, ce droit est devenu synonyme de négation du droit de grève pour les étudiants. Habile, Jean Charest chatouille la fibre progressiste des Québécois pour leur enfoncer des idées néolibérales dans le crâne. Il se peut qu'il y parvienne. Toutefois, il trouvera sur son chemin non seulement des citoyens crédules, mais également les engagements internationaux du Québec en matière de droits de la personne. Le Québec s'est déclaré, par un décret du 21 avril 1976, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC). Or, le PIDESC codifie le droit à l'éducation notamment en ces termes : « 13. 2. Les États parties au présent Pacte reconnaissent qu'en vue d'assurer le plein exercice de ce droit [de toute personne à l'éducation] : c) L'enseignement supérieur doit être rendu accessible à tous en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun, par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité. » Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels précise cette obligation de gratuité notamment dans son observation générale no 11 : « les frais d'inscription imposés par le gouvernement, les collectivités locales ou les établissements scolaires, et d'autres frais directs, sont un frein à l'exercice du droit et risquent de nuire à sa réalisation. Ils entraînent aussi souvent un net recul de ce droit [...] »

Lorsque j'entends le premier ministre réduire le « droit » et « l'accès » à l'éducation à une rhétorique contre le droit à la grève des étudiants, j'admire le brio politique, mais je savoure aussi les discussions à venir. Son gouvernement se commet ainsi vis-à-vis un droit fondamental qui est, en réalité, diamétralement attaqué par ses orientations politiques. Alors M. Charest, on y va pour le droit à l'éducation ?

Assez c'est assez, par Jacques Masson

Même avec les frais parmi les plus accessibles en Amérique du Nord ces petits gâtés pensent pouvoir contrôler le gouvernement et la démocratie. Il faut prendre une douche d'eau froide et rationaliser que ce n'est pas aux étudiants de dicter, mais bien de suivre les règles. En plus de prendre la population en otage, ils empêchent ceux qui sont sérieux et désirent poursuivre. C'est cela la démocratie ?

Quelques idéalistes qui font la règle

Si non, que feront ils lorsque le patron demandera une tâche spéciale dans la future, retour à la rue et aux embuscades ?

Ils devraient tous, une fois qu'ils auront terminés les études, prendre la direction politique et faire face au vote populaire pour eux même ainsi repenser le système scolaire et démocratique.

Cadeau, par Jacques Leclerc, Montréal

Quel beau cadeau que Jean Charest vient de donner aux étudiants. Imaginez une seconde si le gouvernement avait cédé aux demandes de ces anarchistes-boycotteux, il aurait coupé leur fun. Les étudiants enfants-ros parlent de négocier en fait ce qu'ils veulent : « DONNER NOUS CE QU'ON VEUT ». Si le gouvernement avait cédé, les leaders étudiants perdaient leurs heures de gloires. Avez-vous vu Gabriel-Nadeau-Dubois faire son show hier soir. Le "CHE" était à son meilleur galvanisé par le cadeau que Jean Charest venait de lui donner : « À nous la rue camarade. »

Pas excessif, par Martin Clermont, St-Bruno

D'entrée de jeu, j'appuie les étudiants même si je dois avouer que la hausse de la facture reliée à l'éducation est rapide mais pas excessive. Notre société n'a tout simplement plus les moyens de la gratuité scolaire. Les boomers au pouvoir ont vidés les coffres de l'état pour leurs propres profits et leurs amis. A-t-on oublié le trafic d'enveloppes brunes ? Si nous payons 30% de plus pour les routes et infrastructures, cela signifie une facture de 72 millions annuellement (30 % du budget accordé à transport Québec). Vivement les conclusions de la commission Charbonneau ! Mais ne nous écartons pas et revenons à la crise étudiante proprement dite. L'une des conséquences les plus graves selon moi est que ce gouvernement est en train de saper complètement la base de la démocratie. La non-confiance des étudiants envers les élus a coûté son poste à Line Beauchamp mais dénote aussi une désaffiliation envers tout l'appareil politique actuel. Ces jeunes que vous méprisez, seront nos élus plus tard. Ils auront quoi comme modèle ? Un gouvernement corrompu et têtue. Une vision matérialiste et à court terme de la société qui les fait vivre. Les coûts de cette crise sont loin d'être uniquement monétaire. L'intransigeante approche du gouvernement dès le début, a créé cet affrontement

et sa réponse de type dictatoriale ne résous pas la problématique actuelle dont il est responsable.

Le 15 août est loin, par Denis Roy

Un retour en classe sera plus efficace sans l'interruption de deux mois pour les vacances des enseignants. Mais le citron qui sera ainsi pressé se traduira soit en " burnouts " pour toutes les parties, soit en graves lacunes dans l'enseignement. D'autant plus que les ressources de personnel et de locaux sont déjà très limitées.

Cela dit, il ne faut pas oublier le plus important : un retour fait de force sous surveillance armée (peut-être pas seulement par la police ?) sera toute une aventure de société. On est encore très loin du 15 août, tout peut arriver, même des élections.

À quoi bon ?, par Claude Duplessis

Le gouvernement libéral a pensé que tout rentrerait dans l'ordre après quelques semaines de manifestation. Nous sommes en présence d'un gouvernement dépassé par les événements. En plus de sacrifier Madame Beauchamp, le premier ministre continue de penser que les étudiants vont plier l'échine face à une loi spéciale.

Contrairement à des salariés, qui défient une loi avec la possibilité d'une perte de salaire, d'une amende substantielle ou d'une perte d'échelon salarial, Monsieur Charest n'a plus le choix avec les étudiants; il doit nommer un médiateur indépendant avec pleins pouvoirs, faire un référendum provincial sur la question et appliquer les mesures de guerre, selon les résultats du vote, afin de rétablir l'ordre social au Québec. Et, comme solution ultime, le déclenchement d'élections, pour que la population soit en mesure de se prononcer sur ce sujet ainsi que sur le programme du parti.

Si des étudiants ne respectent plus la démocratie, avec quel groupe le gouvernement va-t-il devoir pouvoir dorénavant négocier dans le respect de la démocratie? Pourquoi Monsieur Bachand, responsable de tout ce borborygme n'est-il pas plus présent? A-t-il consulté et écouté avant de déposer son budget ou a-t-il, comme Monsieur Charest, fait à sa tête en pensant que, parce qu'il est élu, il a tous les droits, malgré que cette mesure n'était pas dans le programme du parti?

Paix aux carrés rouges et verts, par Dominic Royer

Je ne suis pas un partisan du parti libéral du Québec. Je n'ai jamais voté pour ce parti et je ne planifie pas le faire dans le futur. Par contre, je dois reconnaître le courage de ce gouvernement qui ne cède ni au chantage, ni aux violences. La voix de la rue doit se faire entendre et il est important pour le gouvernement d'écouter, sans céder à la pression.

Par cette loi spéciale qui sera présentée sous peu à l'Assemblée nationale, le gouvernement tente d'obtenir une trêve, un cessez-le-feu, dans les violences qu'a connues la métropole dans les dernières semaines. Les étudiants ont maintenant la garantie que leur session ne sera pas mise en jeu. Avec les offres faites par la précédente ministre de l'Éducation, Mme Beauchamp, les étudiants les moins nantis seront plus riches à la fin de leurs études qu'avant la hausse. L'accessibilité est garantie par l'amélioration du régime des prêts et bourses et le remboursement proportionnel aux revenus, en plus de l'étalement de la hausse sur sept ans plutôt que cinq.

Le gouvernement a fait quelques pas vers les étudiants. Mais il semble que pour chaque pas fait vers l'avant par le gouvernement, les étudiants reculent d'un pas, désirent à tout prix garder la même distance.

Malheureusement, cette loi spéciale n'a pas été chaudement accueillie par les protestataires. La fin des violences ne semble pas être à nos portes. Mais le gouvernement a fait ce qu'il devait faire. Le gouvernement doit faire respecter la démocratie. C'est son devoir premier. Tous doivent comprendre que nous vivons dans une société démocratique et pacifique. Jamais nous n'accepterons collectivement qu'un petit groupe d'individus prenne en otage l'ensemble de la population. Jamais nous n'accepterons que nos biens individuels, collectifs et institutionnels ne soient détruits de la sorte. Il faut que ça cesse avant qu'un illuminé ne prenne le mors aux dents et décide de s'armer et de se prendre pour un justicier.

Chers étudiants portant le carré rouge, profitez de cette trêve que vous offre le gouvernement. Prenez votre été pour reprendre des forces. Je suis persuadé que vous aussi vous êtes épuisés à force de manifester et de crier de la sorte. Revenez discuter. Prouvez-nous que vous êtes plus intelligents que le gouvernement. Impliquez-vous dans la prochaine campagne électorale. Vivez la démocratie, respirez la démocratie.

À mes amis carrés verts, ne voyez pas cette loi spéciale comme une victoire. Ne soyez pas tenté de la brandir au nez des étudiants en boycottage. Personne ne sortira gagnant de cette crise. Nous serons tous un peu perdants. Essayons d'apaiser les colères. Soyons pragmatiques.

Un appel au calme, par Jean-Marc Girard

Devant cette crise étudiante qui ne cesse de s'éterniser et de prendre de l'ampleur, quelque chose de nauséabond ressort de tout ce brassage-camarade, soit le manque de respect de nos institutions démocratiques. Peu importe la façon de diriger de nos gouvernements élus démocratiquement, dès qu'un groupe quel qu'il soit, sombre dans la violence physique et verbale ou dans la désobéissance civile et dans le non-respect

des lois de notre société, on risque de basculer rapidement dans l'anarchie. Le gouvernement n'a alors d'autre choix que de réprimer cette violence. Si on accepte cette façon de faire, on ouvre la porte à une dégénérescence. Dans très peu de temps, moins de un an, une élection aurait pu trancher ce litige de façon très claire et sans aucune séquelle. Pour 325\$ et un peu de patience, les jeunes auraient pu mettre le gouvernement Charest dehors et obtenir ce qu'ils veulent des partis d'opposition opportunistes que sont celui de Pauline Marois et de François Legault. Le gouvernement Charest, je le rappelle a été élu par une majorité de Québécois pour prendre des décisions pendant quatre ans et nous devons respecter cela. S'il fallait qu'une minorité décide maintenant des orientations de tous, sans égard aux décisions des institutions en place, on n'en aurait pas fini avec les troubles sociaux.

Nous pouvons maugréer, être en désaccord, utiliser toutes les voies légales pour nous faire entendre, mais il existe une ligne de démarcation à ne pas dépasser et qui doit être sanctionnée par les autorités dès qu'on franchit cette ligne. Si on ne respecte pas cela, préparez-vous à une hécatombe, car on risque de sombrer dans un Québec chaotique et irrationnel et vous regretterez de ne pas avoir tenu ferme à nos vieux principes démocratiques.

Chou!, par Pierre LeBlanc

Le gouvernement n'avait pas le choix. Les étudiants veulent la gratuité et rien

d'autre. Si la politique était moins partisane, Madame Marois devrait appuyer le gouvernement et parler d'une seule voix unifiée: cela apaiserait les tensions, cela éviterait le petit jeu du « Je vais voir maman, parce que papa ne veut pas ». Mais non, cela serait trop beau. À madame Marois, à certains artistes et humoristes, je décerne une carte chouchou dans le sens de la huée "Chou à vous!"

Le rapt de la démocratie, par Marie-Iris Légaré

Lorsque des gouvernements font la sourde oreille aux revendications qui sont portées par un si grand nombre de gens, lorsqu'ils refusent d'entendre les aspirations de la population, lorsqu'ils préfèrent régler les conflits sociaux par l'usage de la force, par une loi injuste ou par les armes, ces gouvernements prennent la voie de la dictature. Avec la loi spéciale décrétée par le premier ministre Jean Charest, nous assistons, atterrés et dégoûtés, à un véritable rapt de notre démocratie. Par cette mesure autoritaire, le gouvernement libéral fait une fois de plus preuve de mépris envers les institutions démocratiques mêmes qui l'ont porté au pouvoir; assemblées délibérantes, vote majoritaire et recherche de compromis.

Pire, il indique à la population que rien ne sert d'exprimer un quelconque mécontentement, puisque ses décisions sont inflexibles. Du moins en ce qui concerne les gens. Car, lorsqu'il s'agit des entreprises privées et du capital, le discours est tout autre, plein de complaisance et de compromission. À preuve, Jean Charest était entouré de l'exécutif de la CRÉPUQ au moment d'annoncer sa loi spéciale. Ne soyons pas dupes, c'est à cette élite, ainsi qu'aux banques, que profite la situation! La démocratie est prise en otage et ce sont eux, les ravisseurs!

Mais du haut de leur pouvoir, nos dirigeants oublient l'essentiel. Les gouvernants ne peuvent gouverner sans le consentement des gouvernés. On a entendu monsieur Charest dire que la politique ne se fait pas dans la rue; c'est un mensonge! La démocratie n'étant que la façon la moins violente de réguler les conflits sociaux, lorsqu'elle est kidnappée, que le pouvoir est accaparé par une élite, la population trouve d'autres manières de se faire entendre. Et ce n'est pas en discréditant les protestataires par des lois injustes sur leur accoutrement ou sur le trajet qu'ils prennent, que le pouvoir établi parviendra à nous faire rentrer dans le rang comme des moutons. C'est l'une des grandes leçons de l'histoire; lorsqu'on prend la démocratie en otage, qu'on bafoue les droits légitimes des citoyens, il faut s'attendre à ce que la population s'insurge et organise la sédition.

Une bonne décision, par Danie Nelus

La loi spéciale est une bonne décision. Pour les étudiants, il semble que la seule option est d'enlever tout frais. Selon moi, ils sont aussi bornés que le gouvernement. Tout le monde doit mettre la main à la pâte, y compris les étudiants. Également, il est inacceptable de prendre la population en otage et de causer des dégâts matériels pour apaiser sa frustration. Ce n'est pas un comportement de personne responsable. Qui devra payer pour ces casses? Nous.

Visa le noir, rata le blanc!, par Jean G. Lengellé

La contestation prétendument démocratique était peut-être vouée à l'échec, puisqu'au lieu de viser les directions d'universités et la CRÉPUQ qui les représente, et par conséquent les organismes qui en demandent toujours davantage, le mouvement contestataire visait le gouvernement, qui n'est que le banquier et donc l'instrument, mais non la cause des augmentations des droits de scolarité.

Que ce soit par méconnaissance flagrante de l'université par les meneurs étudiants, ils ne pouvaient convaincre du sérieux de leur demande.

La teneur projetée de la loi ne pourra être efficace que si et seulement si cette loi contient des mesures immédiates et efficaces pour étudier et contrôler le bien-fondé des demandes des universités et de la CRÉPUQ. Il faudra également prévoir la fin du mécanisme d'attribution et de justification des nouveaux programmes, tel qu'il existe en ce moment par le biais de la CRÉPUQ, et le remplacer par l'équivalent de l'ancien Conseil des universités, et dont bien entendu le "club des recteurs" serait absent.

Il faudra également prévoir une révision rapide, et le cas échéant l'élimination des programmes cul-de-sac.

La communication électronique a montré d'abondance son pouvoir de mobilisation et d'information. Il est donc inutile de consacrer des sommes farineuses à la publicité et aux relations publiques des universités, ainsi qu'à la pléthore de services et bureaux qui n'ont que peu à voir avec l'avancement de la connaissance.

Parallèlement, il faudra aussi fixer des règles de quorum pour les votes de grève ou de boycottage, qui devront obligatoirement, pour respecter cette fameuse démocratie dont on parle à tort et à travers, comprendre 50% plus 1 de l'ensemble des étudiants et des cégépiens concernés inscrits dans l'unité réclamant la grève ou le boycottage.

Les cours pourront alors reprendre dans la sérénité.

Lassitude, par Layla Kanaan

Je suis une jeune professionnelle qui vient tout juste de terminer ses études, entourée de jeunes professionnels dans ma situation. En général, nos parents ne nous ont pas beaucoup aidés et nous nous sommes débrouillés. Autant que moi, ils sont tous las de cette situation, qui s'est dégénérée et pour laquelle les motifs originaux ont pris une tournure pour autre chose entièrement.

Je trouve décevant que les impôts que nous payons aient aidé ces gens qui causent tant de dommages financiers à notre société. Les ponts, les métros, les édifices et les autoroutes bloqués. Pourquoi tous ces gens ne sont pas arrêtés? Pourquoi les forces armées ne sont-elles pas intervenues pour faire respecter les lois et le droit des étudiants qui veulent aller à leur cours. Qu'on arrête tous ces gens! C'est vraiment triste d'en être rendus à ce point, où nos coeurs sont de glace aux blessures subies par ces manifestants. Mais, après plusieurs altercations avec des étudiants masqués, autour de la tour où je travaille, puis d'autres lorsque des manifestants ont sauté sur le véhicule de mon conjoint (pendant que leurs amis filmaient), je suis tannée. Je n'ai aucun problème avec les mesures et les forces employées par les policiers, qui eux aussi en ont eu assez. Les coûts additionnels encourus par la tour pour les gardiens de sécurité et autres moyens pour assurer notre sécurité s'ajoutent à ceux des policiers qu'il faut faire travailler tant d'heures supplémentaires et des commerces qui perdent leurs revenus.. Ces éléments coûtent cher à tout le monde. Pourquoi donner plus à ces étudiants? Ils ne méritent que la facture salée et de rester dans leur ignorance!

Tristement, avec l'âge de la population, la société attend une relève qui sera sans doute retardée par des gens qui ne comprennent pas le fonctionnement de notre société, qui est de payer pour les services que l'on désire.

Une bonne mesure, par Eric Martin

Je crois que la suspension de la session est une bonne mesure. En fait, elle annule les injonctions et évite les débordements dans les institutions. En août, les cours ne devraient reprendre que dans les institutions où les étudiants votent pour la reprise. Sinon, les institutions demeureront fermées indéfiniment. Les étudiants ont bien raison de penser que le marché du travail est tel qu'ils auront du mal à rembourser leurs dettes. Il faudrait diminuer de beaucoup le nombre de places disponibles dans les facultés affectées - toutes les facultés devraient être contingentées. Garder ces institutions fermées pour un temps diminuera le nombre de diplômés sans travail. Les contribuables payent moins et les étudiants qui obtiennent un diplôme pourront travailler et rembourser leurs dettes.

LE SOLEIL : Carrefour : La fin de la crise étudiante ? - Publié le 16 mai 2012 à 10h01 | Mis à jour le 18 mai 2012 à 09h42



Photo Le Soleil, Jean-Marie-Villeneuve

La loi de l'omerta, par Henri Marineau, Québec

C'était écrit dans le ciel du Québec... La nomination de Michelle Courchesne à titre de ministre de l'Éducation présageait d'une veille météorologique. La foudre s'est finalement abattue sur le Québec!

Dès le lendemain de sa rencontre avec les leaders des associations étudiantes, la ministre annonçait ses couleurs: «Il n'y a pas davantage de place au compromis... j'ai senti un durcissement de leur position». La porte de la loi spéciale était dorénavant ouverte...

Et ce, malgré l'ouverture des représentants étudiants sur une trêve sur l'augmentation des frais de scolarité, malgré les inquiétudes manifestes et légitimes des parents arborant le carré blanc concernant l'usage abusif et dangereux de la matraque de la part des forces policières, malgré le fiasco des injonctions qui placent les intervenants des institutions scolaires dans des situations dramatiques...

Et ce, malgré le compromis présenté à Michelle Courchesne par les leaders des quatre associations étudiantes le 15 mai et qui divergeait peu de l'accord de principe intervenu, le 4 mai, après une nuit de négociations. Le nouvel énoncé des représentants étudiants préconisait toujours la création d'un Conseil provisoire pour dégager des économies dans les cégeps et universités devant servir à diminuer la facture «globale» qu'assument les inscrits. Cette diminution se serait appliquée non seulement aux frais afférents imposés par les administrateurs des deux réseaux d'enseignement, mais aussi aux frais de scolarité. Le protocole pour émerger de la crise avançait que les recteurs perdraient deux des six sièges initialement prévus pour leurs représentants au Conseil provisoire. La principale avancée portait sur la suite à donner à un éventuel accord de principe. Le 4 mai, les leaders des associations n'avaient promis que de «soumettre» à leurs membres l'entente. Cette fois, ils entendaient la «recommander» tout en promettant de ne pas «organiser de manifestations» sur ce qui serait signé.

Néanmoins, dans ce marasme engendré par un gouvernement déterminé à faire passer la facture d'une gestion défaillante des universités aux étudiants, j'octroie la citation de la semaine au représentant de la FECQ, Léo Bureau-Blouin: «Un bon père de famille ne fait pas venir la police pour régler un problème avec ses enfants, un bon père de famille s'adresse à ses enfants et leur parle pour régler la crise».

Pourtant, sans grande surprise, le couperet est tombé, l'omerta est décrétee...Le gouvernement Charest a tranché. La récréation est terminée, la cloche a sonné, les étudiants doivent rentrer en classe! Fini le temps de la contestation... en termes clairs, assez, c'est assez, taisez-vous, on vous a assez entendus, nous reprenons le contrôle! «Il est temps que le calme revienne!», dixit Jean Charest.

À mon sens, une telle loi, ayant pour effet de contraindre les étudiants au silence dans le but de les ramener au «calme» tient de l'utopie! Le mouvement étudiant enclenché depuis des semaines, mobilisant encore près de 150 000 jeunes allumés et convaincus de la force de leurs arguments, ne s'éteindra pas sur un simple «appel à l'ordre».

Au contraire, la loi de l'omerta engendrera un effet boomerang qui ne fera que durcir la position des étudiants. Je ne suis pas prophète et je ne dispose d'aucune boule de cristal, mais mon «gros bon sens» m'a toujours bien servi... Dans ce cas-ci, il me prédit que le 16 mai aura été un jour sombre pour le Québec!

Toutefois, j'ai aussi été toujours bien servi par un tempérament positif qui me dit que le beau temps succède à la pluie... que l'avenir du Québec, grâce à tous ces jeunes imbus d'une société plus juste, est riche et rempli de promesses de jours meilleurs.

À nous toutes et tous d'appuyer notre jeunesse, de maintenir le cap avec eux sur une destination où la société québécoise portera fièrement le flambeau de l'accessibilité de tous ses citoyens à des études supérieures à l'intérieur d'une société dans laquelle le dialogue est encore possible.

L'heure des choix, par Caroline Sarah St-Laurent, Saint-Donat-de-Rimouski

C'est une «caractéristique des hommes de ne pouvoir vivre dans l'immédiat, où les bureaucraties les cueilleraient comme des lapins» (Fernand Dumont). Le fait de naître et de vivre au quotidien sur le rebord sud de l'estuaire - ou ailleurs au Québec - ne saurait donner à quiconque la science infuse de ses origines et des projets d'avenir. Branchée à un monde aseptisé, la génération montante doit faire ses classes et découvrir que le Bas du fleuve est une pépinière de créateurs passionnés et inspirants. Pittoresque est ce coin de pays, plus vaste que le Wallonie, où la mer invite à la rêverie, à la méditation et à l'errance alors que le plateau appalachien renvoie aux luttes incessantes pour la survie.

À contrario, le piège de la rectitude politique se referme quand l'ineffable gouvernement Charest sert à tous nos enfants dès le primaire le vieux projet de Lord Durham sous les applaudissements des parents. Pourquoi cette course au bilinguisme parfait quand on sait déjà que la grande majorité d'entre eux auront à habiter le Québec de demain? À cet effet, soulignons que le programme d'anglais intensif instauré à Saint-Charles-Garnier ne parvient pas à donner un second souffle à l'école Euclide-Fournier qui fermera officiellement le 1er juillet prochain. Détrompez-vous, l'anglais sans accent de nos jeunes ne fera pas d'eux de meilleurs ambassadeurs du Québec à l'étranger, mais simplement des individus plus mobiles sur le marché, plus aptes à être ailleurs et surtout nulle part, car si brader sa culture n'exige aucun talent, notre démission collective, elle, appauvrit la civilisation.

Bref, c'est une inquiétude légitime quant au devenir de nos identités régionale et nationale, une fois le réservoir de traditions épuisé, que je tenais à vous exposer. La crainte que nous nous infligions, par confort et indifférence postmodernes, un sort semblable à celui que nos aïeux - colons prolifiques de la Côte-du-Sud, de Québec et de Charlevoix - firent subir aux peuples autochtones. À moins que ce ne soit Ernest Renan qui ait raison: «l'essence d'une nation est que tous les individus aient beaucoup de choses en commun, et aussi que tous aient oublié bien des choses». Alors, que doit-il rester de nous au sein du village global?

Poser la bonne question, par Guy Perkins, Québec

Un des principes fondamentaux en négociation est de s'assurer que la cause d'un litige soit bien reconnue par les deux parties dès le départ. Le risque est de se camper tout simplement derrière ses positions, et ça ne peut que faire stagner les discussions. Il faut également que chacune des parties reconnaisse que l'autre a des intérêts à protéger. Encore faut-il que chacune fasse la distinction entre sa position et ses intérêts. Faire la différence entre un désir et un besoin. Il y a une nuance importante.

Or, on ne sait plus trop sur quoi le gouvernement et le mouvement étudiant débattent. Du côté du gouvernement, il lui est relativement facile d'exposer son enjeu (sous-financement des universités) et sa position (hausse des frais de scolarité). Le gouvernement ne parle que d'une voix. Du côté du mouvement étudiant, c'est un monstre à trois têtes qui ne semble pas avoir une compréhension commune de ce qu'ils visent. La mobilisation dans la rue n'a jamais été un gage de cohérence sur le besoin. Sur le désir peut-être (gel et/ou gratuité) mais un désir n'est pas nécessairement une bonne chose pour soi et pour la collectivité. La distinction doit se faire. Ne pas reconnaître les intérêts de l'autre parti est une garantie d'échec. C'est ce que nous voyons présentement. Une négociation c'est un appel au compromis. Pas un forum d'exigence.

La question pourrait se lire comme suit: Comment offrir un enseignement supérieur de qualité tout en y assurant l'accessibilité à toutes les couches de la société? Laissons les parties en cause commencer une vraie négociation.

Un gouvernement sans pilote, par Denis Morrissette, Québec

Normalement je m'abstiens de commentaires politiques pour quel que parti que ce soit. Mais les actes de l'actuel gouvernement, que ce soit à propos du conflit étudiant, des gaz de schiste, du Mont Orford ou de la mise en place trop tardive d'une commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, ne font que rappeler que celui-ci n'est que mépris, mensonges et moqueries des droits des citoyens ou groupes de citoyens.

À la tête d'un gouvernement, il y a normalement un premier ministre. Dans le cas présent, il y a absence de leader et c'est de plus en plus flagrant. Ce fait a culminé avec le conflit étudiant dans lequel un premier ministre aurait normalement été présent pour tenter de régler le conflit. Mais force est de constater qu'il n'est présent devant les caméras que pour montrer l'image d'un leader... mais uniquement une image.

Lorsque l'on entend de plus le ministre Bachand déclarer que les manifestations étudiantes ne sont que le fait de groupes marxistes et communistes, il faut alors constater comment un ministre peut être décroché de la réalité et dire vraiment n'importe quoi. Ce gouvernement tente de

légitimer ses actions ou inactions par le biais de lois pour cacher sa profonde incompétence à diriger le Québec. Après cela, comment persuader les jeunes d'avoir confiance en leurs élus? Le parti actuellement au pouvoir ne pourra assurément pas redorer l'image de la fonction politique. Je ne peux que dire «libérez nous des libéraux» et le plus vite possible.

Une bonne nouvelle, par Christian Dufour, Québec

L'annonce d'une loi spéciale est une bonne nouvelle et un bon compromis. Il y a beaucoup d'incohérence dans le discours des étudiants. Ils voulaient un moratoire pour calmer la crise, ils l'ont. Ils disaient dans les deux derniers jours vouloir faire respecter les moratoires, ce qui est faux. En suspendant la session, le gouvernement a évité plus de colère, fait respecter les lois et, en plus, donne du temps à des négociations. La ligne dure, ce sont les étudiants qui semblent l'avoir. C'est une perception mais en politique, la perception, c'est important. Le premier ministre avait l'air mercredi soir d'un véritable chef d'État. Dommage qu'il ait fallu autant de temps et autant de gestes de violence pour le faire réagir!

Je porterai un carré noir, par Yves Therrien, Québec

Je porterai un carré noir pour le deuil. Ni un rouge, ni un vert, ni un blanc. Le noir qui confond toutes couleurs et qui ne reflète que le chaos.

Avant de s'obstiner sur la nécessité ou non d'augmenter les frais de scolarité, de modifier le financement des universités, de se plaindre du problème de la dette provinciale, il faudrait peut-être asseoir le débat autour d'un projet de société.

Dans mes cours de philosophie, il y a longtemps, nous nous posions la question : qu'est-ce qui devrait primer dans la société, le politique ou l'économique? Après des heures de discussions, les collégiens que nous étions finissaient par répondre le politique parce que seul ce système pouvait tenir compte du bien commun, de l'avenir collectif. L'économique gère du bien privé, des profits, pas nécessairement des enjeux de société. Même à la fin des années 1990, le professeur Louis O'Neil reprenait un questionnement analogue nous invitant, les étudiants à la maîtrise en théologie, à nous poser d'autres questions, à douter méthodiquement et systématiquement de toute affirmation en apparence sensée.

Or, le gouvernement et les étudiants en conflit sur des questions d'argent ouvrent une voie sur un vrai débat de société, mais au lieu des questions sur le bien commun et le projet de société, c'est l'économique qui prend le dessus. Que ce soit une loi spéciale ou des injonctions, des manifestations, de la violence ou de la répression, tout tourne autour du bien individuel, du droit individuel, et pas assez autour du bien-être, du bien commun ou du projet collectif pour le présent ou pour l'avenir. Et je ne parle pas de souveraineté, de fédéralisme renouvelé, de Plan Nord, supposément un acte de développement durable.

Non, on parle d'argent. On argue une hausse 50¢ par jour par étudiant comme l'enjeu fondamental, la perte de bourse pour des étudiants ou l'endettement à long terme de ceux qui voudraient se rendre jusqu'au doctorat. Chaque partie regarde dans un prisme qui déforme la réalité alors que l'échelle de valeurs qui devrait permettre d'évaluer le problème n'a pas le signe de dollar comme premier échelon.

Mon carré noir du deuil s'appuie sur le manque de vision à long terme des personnages politiques, représentant des associations étudiants compris, l'absence de débat de fond pour régler à long terme un problème qui touche l'avenir de la société.

Déjà que l'éducation gratuite de la Révolution tranquille n'existe plus, que le rapport Parent devient presque du compost, que les commissions scolaires et les universités ont inventé les listes de matériel obligatoire et les droits afférents pour tenter de faire leur frais, il y aura bientôt 50 ans qu'on ne parle plus de projet global de société.

Non, les seuls enjeux qui surnagent au-dessus des eaux du chaos, c'est la profitabilité, la croissance économique, la corruption dans les contrats publics, même les dépassements de coût d'un amphithéâtre qui servirait à faire jouer de grands enfants.

Mon carré noir, mon deuil, sera celui de l'absence d'une vision humaniste qui surclasse les partisanseries de toute nature, celui du droit individuel qui étouffe la démarche collective, celui de la croissance économique qui entrave le développement de tout l'être et de tout être.

L'éducation, la culture, le sport, la protection de l'environnement, le vrai développement durable, le profit juste et les valeurs fondamentales devraient orienter un débat de société qui, au bout du processus, pourrait trouver une solution à la dette, notamment la dette de ce doute méthodique qui force tout bon père de famille à se poser plus de questions qu'à donner des réponses toutes faites comme l'on crée une pub pour promouvoir un simple produit de consommation jetable.

Gouvernez ou démissionnez !, par Gilles Émond, Québec

M. Charest, il est urgent d'agir. Gouvernez, vous avez été élu pour ça, ou démissionnez.

Vous devez en toute urgence, dans les prochaines heures, passer votre loi spéciale pour encadrer les manifestations et interdire le masque. Vous

devez inclure des peines minimales dissuasives pour les manifestations illégales et réviser au besoin les peines actuelles pour ceux qui causent des dommages inacceptables et permettre ainsi à la police d'être efficace. Faites respecter les lois et les injonctions. Des étudiants et la population l'exigent.

Comment se fait-il qu'il n'y a pas encore une loi qui oblige que tous les votes de débrayage au Québec soient tenus à scrutin secret? Un vote à main levée et tête baissée, ce n'est pas un vote secret, c'est de l'intimidation.

La tolérance n'est plus acceptable devant tous ces abus. Toutes les prochaines manifestations doivent être légales.

La majorité des étudiants est en classe et une minorité, des dissidents en fait, ils sont nombreux mais ce sont des dissidents déterminés à gagner à tout prix et à n'importe quel prix. Ils sont soutenus par des adultes qui les manipulent.

De plus, informez la population à répétition. Je vous mets au défi de faire un sondage sur la bonification des prêts et bourses, les nouveaux seuils et les personnes touchées. La majorité de la population n'a qu'une vague idée.

M. Charest, êtes-vous encore prêt?

La foule et la violence, par Jacques Plante, Québec

Lettre à mon cher gouvernement

Je t'écris pour te dire que j'en ai ras-le-bol que tu fouilles dans ma poche pour payer pour tout ce qui entoure le conflit étudiant, et qui coûte des millions, blesse des gens et nous donne une image de nonos un peu partout sur la boule.

De surcroît, tu me dis que ce sont les casseurs, anarchistes, révolutionnaires, le Black machin qui infiltrent les manifs de nos étudiants. Avec ta police tu me dis que tout ce beau monde se cache à travers la masse des manifestants. Alors si tu donnes aux étudiants l'argent que tu dépenses actuellement dans la sécurité, tu vas régler le conflit! Première conséquence, la rue va se vider. Il n'y aura donc plus de foule pour servir de cachette aux casseurs, anarchistes, révolutionnaires, peureux qu'ils sont en petit nombre... Ils vont rentrer chez eux dans l'attente d'un autre conflit ou d'un match que le Canadien va gagner.

J'accuse..., par Bruno Tremblay, L'Ancienne-Lorette

J'accuse le gouvernement et tous ses élus de négligence durant ce conflit envers les étudiants et étudiantes d'âge mineur. En semant la discorde entre les citoyens, en prêchant le mépris pour ceux et celles qui ne partagent pas ses opinions, ce gouvernement a outrepassé les bornes de l'honnêteté et oublié la protection des jeunes d'âge mineur. Il a par ce fait même souillé la bonne réputation démocratique du Québec et ne mérite pas la confiance des citoyens.

Ce gouvernement porte atteinte à la protection des jeunes d'âge mineur et, en concordance avec la Loi sur la protection de la jeunesse, devrait se faire retirer leur garde : négligence et agressivité (par sa police) sur des jeunes mineurs.

Fin de la récréation!, par Nicole Drolet, Québec

Depuis deux mois, les médias disent qu'il est minuit moins une. D'après moi, il est trop tard. Finie la session, finies les négociations.

S'il y a un revirement, nos grands penseurs «les enseignants» devraient donner des cours de soir et fin de semaine gratuitement, étant donné qu'ils sont payés depuis trois mois à encourager ces chers petits. Je ne veux pas payer plus d'impôt pour ces jeunes qui ne se privent de rien.

MM. Dutil et Fournier, faites respecter les injonctions et protégez le peuple des terroristes avant qu'on devienne une province anarchiste.

C'est assez!, par Lise Pellerin, Québec

Je ne peux comprendre que des députés de l'Assemblée nationale continuent à porter le carré rouge étant donné la situation actuelle: paralysie du métro, non-respect des injonctions, actes posés qui occasionnent des coûts exorbitants aux contribuables, aucun respect de quelque forme d'autorité que ce soit et jamais les porte-parole des étudiants (particulièrement la CLASSE) n'assument la responsabilité de quelque dérapage que ce soit. Ils ont la fougue de leur jeunesse mais vous, députés de l'Assemblée nationale, ne devriez -vous pas avoir la maturité et la sagesse de ne pas au moins encourager de tels gestes non seulement par quelques paroles qui semblent à peine "senties" à l'Assemblée nationale mais par une prise de position ferme contre toutes les formes de violence et de non-respect qui s'ensuivent.

Je ne comprends pas plus les médias. Ils montrent à répétition une dame d'un certain âge incommodée par certains gaz, mais ils sont beaucoup plus avarés d'images quand il s'agit de policiers qui se font tabasser à coups de barre et qui sont assaillis par une pluie de roches, de boules de billard etc. A ce que je sache, l'émeute de Victoriaville a été provoquée par les manifestants et non par les policiers mais encore une fois, à l'Assemblée nationale, certains élus demandent une enquête concernant le

travail des policiers. Est-ce ainsi que ces élus conçoivent leurs responsabilités envers toute la population? En est-on rendu à ce que l'appui à une cause fasse perdre toute objectivité et sens des responsabilités?

Madame Marois, vous qualifiez de "honteux" ce que le gouvernement Charest fait subir à nos enfants dites-vous; mais par le port de votre carré rouge, n'excluez-vous pas ceux qui veulent avoir accès à leurs cours? Faut-il en déduire que ceux-là n'ont aucune importance à vos yeux?

A mon avis, la sécurité de tous les individus et le maintien de l'ordre dans notre société devrait être la priorité de tous les élus. Le dérapage actuel me semble très inquiétant.

Sans oublier l'année en moins, Mario Leclerc, professeur, Québec

Il se dit toutes sortes de choses au sujet du financement et de la gestion des universités québécoises. Par exemple, qu'il en coûte plus cher en moyenne par année pour financer les études d'un Québécois par rapport à un Ontarien. Il faudrait toutefois rappeler qu'au Québec, les étudiants vont généralement à l'université pendant 3 ans pour un B.Sc. tandis qu'ils fréquentent l'université pendant 4 ans en Ontario. C'est également le cas pour le reste de l'Amérique du Nord. En bref, les universités québécoises ne donnent que les cours spécialisés dans un domaine et les cours plus généraux (avec de plus grandes classes) sont donnés lors de leur deuxième année au Cégep. Si on ne prenait que les 3 dernières années d'un programme en Ontario, on pourrait alors faire des comparaisons justes et valables. Il en serait de même si on calculait l'ensemble des droits de

scolarité universitaires pour un B.Sc. en Ontario (4 ans) et pour le même B.Sc. au Québec (3 ans).

Défiez les lois... et vous aurez ce que vous voulez, Lucien Pomerleau, Ste-Marguerite

SVP, M, Charest, rencontrez M. Michaud et sa femme (carré blanc). Faites-leur comprendre que ce qu'ils proposent est le pire message à envoyer aux étudiants et autres contribuables, si l'on désire une paix sociale à long terme. Peu importe le nom qu'on lui donne, pause ou armistice, le message sera: faites du brasse-camarade, défiez les lois, et vous aurez ce que vous voulez.

Dites-leur, qu'au contraire, les carrés blancs, les artistes et les représentants syndicaux devraient joindre leur voix pour convaincre les étudiants qu'ils ont fait des gains importants en assurant un meilleur support financier aux moins riches et qu'ils devraient en être fiers. Demandez-leur ce qui leur fait croire que les étudiants et les casseurs ne recommenceront pas si les comités ne dégagent pas les sommes requises pour un gel appliqué à tous les étudiants. Et s'ils croient encore à cette nécessité de geler temporairement la contribution des étudiants, faites-leur la suggestion suivante: un don volontaire de tous les carrés blancs, qui servira à financer l'armistice à l'automne (et plus longtemps si la cueillette est bonne).

Le financement des universités sera maintenu, les étudiants ne paieront pas plus, et les parents, convaincus du besoin d'une armistice, auront protégé leurs enfants, en attendant de savoir qui avait raison.

LAPRESSE.CA : Crise étudiante: Michelle Courchesne fera-t-elle mieux? - Publié le mardi 15 mai 2012 à 15h59 | Mis à jour le mardi 29 mai 2012 à 16h01

Que pensez-vous de la démission de la ministre Line Beauchamp ? Sa remplaçante à l'Éducation, Michelle Courchesne, parviendra-t-elle à dénouer la crise étudiante ?

LES COMMENTAIRES DOIVENT ÊTRE SIGNÉS.



LA VICTOIRE TOTALE, par Pierre Simard, Professeur à l'ÉNAP, à Québec

Michèle Courchesne a-t-elle le mandat de hisser le drapeau blanc? A-t-elle le pouvoir de signer la capitulation du gouvernement? À moins de faire volte-face sur la hausse des droits de scolarité, la ministre Courchesne a peu de chance de dénouer la crise étudiante. L'évolution du conflit étudiant n'a rien à voir avec l'intransigeance de Mme Beauchamp. Au contraire, jusqu'à la dernière minute, l'ex-ministre s'est affairée à faire des concessions et à trouver des moyens d'assouplir la position gouvernementale. Sans succès! En réalité, pour négocier, il faut être deux. Il faut que chacune des parties ait la légitimité de négocier et la volonté d'en arriver à une entente. Ce que semblent avoir perdu les leaders étudiants lorsqu'une majorité de leurs membres ont rejeté l'entente qu'ils avaient dûment signée avec le gouvernement. Depuis cette rebuffade, ils ont perdu toute marge de négociation. Ils ont dû revenir à leur position de départ. Aujourd'hui, ils revendiquent et ils exigent. Ils n'ont d'autre velléité que de mettre le gouvernement K.-O. La crise étudiante est devenue une affaire de leaders étudiants qui, après avoir été portés aux nues par les artistes et les leaders syndicaux, doivent absolument humilier le gouvernement pour redorer leur blason. Comme le disait Eisenhower : *Nous n'accepterons que la victoire totale!*



INGRATE, LA POLITIQUE, par Jean Guoin, Directeur général de la Fédération des médecins résidents du Québec

Que l'on aime ou pas Mme Beauchamp, elle a fait courageusement ce qu'on attendait d'elle. Elle a tenté de trouver une voie de passage au conflit qui l'opposait aux étudiants de presque tous les niveaux, qui ne voulaient rien entendre d'une augmentation des droits de scolarité. Elle s'est esquivée à convaincre ses collègues et la population du bien-fondé d'une hausse des droits de scolarité et elle y est parvenue. Elle a été la cible d'attaques verbales de toutes sortes. Ses bureaux furent saccagés.

Elle croyait qu'elle était parvenue à la solution avec des négociations de dernière heure qui ont résulté en un accord de principe. Les représentants de étudiants qui ont signé cet accord ont-ils eu le courage de le défendre, de respecter leur signature au bas de l'entente en question? Pas du tout. À tout le moins, ils auraient également dû avoir la lucidité et le courage de Mme Beauchamp en démissionnant comme porte-parole, lorsque cette entente de principe fut rejetée. La démission de Line Beauchamp va possiblement permettre la résolution du conflit, mais pas parce qu'elle n'a pas fait son boulot correctement. Elle fut loyale au gouvernement, tout au long de ce conflit. En certaines occasions, un recul s'impose et la façon de Mme Beauchamp de permettre ce recul fut de démissionner. Ce que la politique peut être ingrate parfois. Mme Beauchamp, je vous lève mon chapeau. Vous avez agi en grande dame. Ceci étant, le succès de Mme Courchesne est intimement lié à la volonté des étudiants à trouver un compromis.



DUR, DUR, LA POLITIQUE, par Jana Havrankova, Médecin endocrinologue

Prise en sandwich entre le premier ministre intransigeant et les étudiants tout aussi entêtés, Line Beauchamp ne pouvait pas sortir victorieuse de cette bataille mal engagée, mal menée. A-t-elle trop personnalisé ce conflit, ce qui a accru sa détresse? Des étudiants (des casseurs?) ont saccagé son bureau. Il y a de quoi prendre ça « personnel »! Line Beauchamp aurait-elle trouvé une autre sortie de crise si elle n'avait pas été manipulée par les faucons, incluant le premier ministre? Peut-être le dirait-elle éventuellement. Quelle était sa réelle influence sur les décisions concernant ce conflit? Plus largement, quel rôle assigne le premier ministre aux ministres (on dit « ses ministres », assez symptomatique d'une position dominante), sans parler de simples députés? S'il s'agit de servir de courroie de transmission des ordres du premier ministre, quelle personne dotée d'intelligence et du jugement voudra s'engager en politique? Line Beauchamp a sauvé sa santé, espérons-le, en quittant ce champ de bataille où s'affrontent deux armées fatiguées, mais obstinées. Il est illusoire de penser que sa démission aidera à résoudre la crise. Pour le conflit, Line Beauchamp ne représentait ni le problème ni la solution. Elle augmente le nombre de politiciens sacrifiés à l'autel de la politique elle-même.



L'AUTORITÉ BATTUE EN BRÈCHE, par Nestor Turcotte, Retraité de l'enseignement collégial

Que peut-on faire lorsque les lois sont déviées, les injonctions non respectées, les services publics sans cesse perturbés? C'est le chaos (le «chaos»...comme j'ai vu sur l'écran de la télévision d'État). Et que faire, lorsque le chaos s'installe, prend racine sous l'oeil fulminant des citoyens? Il ne reste qu'une chose à faire: faire respecter un certain ordre et prendre tous les moyens pour y arriver afin que ces derniers puissent vaquer à leurs occupations. J'en ai marre de me faire dire que je n'ai pas assez fait pour la nouvelle génération. Je pensais qu'être jeune, c'était être fougueux, enthousiaste, reconnaissant, prêt à tout faire pour aider ceux qui avaient aidé, qui s'étaient sacrifiés à un moment de leur vie, surtout lorsqu'ils étaient jeunes. Malheureusement, la jeunesse est descendue dans la rue pour avoir plus «d'argent». Mme la ministre de l'Éducation, les leaders étudiants ne veulent rien savoir et ne sont jamais responsables de rien. Sauf de leurs revendications. Prenez vos décisions. Et le peuple, s'il se réveille un jour, jugera qu'en société «rien n'est gratuit» et qu'il faut que quelqu'un paie. Les jeunes compris. Je suis fatigué de payer pour les autres qui ne veulent rien payer. Je voudrais que quelqu'un prenne le relais.



SACRIFICE INUTILE, par Jean Bottari, Préposé aux bénéficiaires

Je ne crois pas que la démission de Line Beauchamp et la nomination de Michelle Courchesne puissent améliorer le climat malsain qui s'est enraciné entre le gouvernement et les associations étudiantes. Les étudiants veulent que le discours provenant du gouvernement change et non pas que le flambeau de l'éducation passe à un simple messenger du premier ministre et ministre de la jeunesse qui laisse pourrir et s'amplifier ce boycottage. Selon moi, tous ont leurs torts dans le prolongement de ce conflit sans précédent. Le gouvernement incapable de dialoguer avec les étudiants. Les représentants des étudiants qui signent et approuvent une entente, mais ne la recommandent pas à leurs membres. Les directions d'universités qui, en se adressant pas aux tribunaux afin de faire respecter les injonctions, ne font que prolonger la crise. Et le Procureur général du Québec qui, pour l'instant, n'a pas daigné lui non plus prendre les choses en main et instruire le système de justice afin que celui-ci fasse appliquer les injonctions en vertu des dispositions du Code criminel. Mme Beauchamp s'est donc sacrifiée pour rien, car d'autres solutions auraient dû être envisagées par un gouvernement responsable et véritable gardien de la démocratie.



UNE CRISE NATIONALE, par Caroline Moreno, Écrivain et comédienne

La démission de la ministre Line Beauchamp a été précédée de celles de Nathalie Normandeau, de Tony Tomassi, de Monique Jérôme-Forget, de Thomas Mulcair, d'Yves Bolduc et de Benoît Pelletier. Attrait du secteur privé ou de la politique fédérale, pots-de-vin : les libéraux quittent le navire. Michelle Courchesne, blâmée par le Vérificateur général du Québec pour l'attribution de places en garderie à des amis du parti, aurait dû,

quant à elle, être démise de ses fonctions. Les étudiants ont réussi un tour de force. Bravo ! Un nouvel effort devrait entraîner la chute de ce gouvernement qui a fait reculer le Québec 40 ans en arrière. La crise est nationale. Elle connaîtra son véritable dénouement avec la destitution de Jean Charest.



LE CHAPEAU, par Mélanie Dugré, Avocate

Il n'existe sans doute aucun souhait collectif plus cher que celui de voir ce disgracieux conflit se régler. Toutes allégeances politiques confondues, les Québécois, particulièrement les Montréalais dont le quotidien est perpétuellement bouleversé par les incidents et méfaits publics, ont les yeux tournés vers Michelle Courchesne. Réussira-t-elle là où sa collègue Line Beauchamp a échoué? Souhaitons-le. Cependant, ceux qui croient qu'elle pliera au moment où sa collègue a refusé de céder commettent une grossière erreur.

La rumeur veut qu'au cours de la nuit des longues négociations, Michelle Courchesne ait fait preuve d'écoute et d'empathie à l'égard des représentants des associations étudiantes, témoignant d'une réceptivité face à leurs demandes et revendications. Ce préjugé favorable à la précède pourra peut-être contribuer à calmer certaines tensions, mais rappelons-nous que son rôle vient aujourd'hui de faire un virage à 180 degrés et du statut d'intervenante, elle vient de passer à celui de partie au litige. Non seulement je soupçonne Michelle Courchesne d'être animée de la même conviction que Line Beauchamp, mais je crois qu'elle possède aussi le détachement et le recul qui faisaient défaut à sa collègue. Nul doute que Michelle Courchesne a changé de chapeau. Celui qu'elle porte désormais fait d'elle une redoutable négociatrice et ses interlocuteurs n'ont maintenant qu'à bien attacher leur tuque.



OBLIGATION DE RÉSULTATS, par Denis Boucher, Associé au sein d'un cabinet de relations publiques

Il faut une grande dose d'humilité et de découragement pour en arriver à la décision prise par Mme Beauchamp. D'humilité d'abord pour se mettre sur les lignes de côté en se disant que quelqu'un d'autre fera peut-être entendre raison à la minorité étudiante qui refuse de faire face à la réalité. De découragement aussi, car elle a complètement abandonné la vie politique et relégué aux oubliettes plus de dix ans passés en politique. C'est dommage considérant qu'encre trop peu de femmes font de la politique. Mme Courchesne est une ministre aguerrie, intelligente et tenace. Les étudiants pourraient peut-être regretter Mme Beauchamp lorsqu'ils constateront que Mme Courchesne n'a pas été nommé ministre de l'Éducation pour aller les border. Les étudiants contestataires sont maintenant pris avec une obligation de résultats, car il sera très difficile pour eux de déclarer qu'ils ne peuvent réussir à s'entendre avec une ministre différente après avoir entraîné la démission de la ministre Beauchamp. À défaut de s'entendre, ils auront l'odieuse de ne pas être capables de conduire des négociations de bonne foi et d'avoir causé en vain la perte d'une session à un grand nombre d'étudiants.

Commentaires (10)

- rou_l, 18 mai 2012, 09h31
Madame Courchesne a bien débuté son mandat comme ministre de l'éducation. Je la vois capable de poursuivre le travail de Mme Beauchamp. Le premier ministre la soutient, ensemble tous les deux accompagnés de personnes responsables au sein du gouvernement, j'ai espoir qu'elle fera du bon travail.
Un point important que j'ai relevé, lors de la conférence de presse d'hier, le 16 mai, c'est le rappel à tous de nos valeurs québécoises (valeurs vécues par nos parents dans les années passées), respect de la loi (la loi est pour tous), respect de nos institutions, non à la violence, à l'intimidation, non à la détérioration des biens des autres. Ça, c'est un gouvernement qui se tient debout qui ne craint les critiques (il y en aura toujours des

- indatisfaits)...j'ai confiance dans ce ministère de l'éducation qui affiche ses couleurs en appuyant la population qui veut la paix sociale... beaucoup de québécois et québécoises détestent la chicane, les démonstrations non civilisées, le ministère doit donc faire oeuvre d'éducation sociale puisqu'il y a des adultes dans la vie de certains jeunes qui ont manqué à leur devoir d'éducateur responsable.
Louise Gagnon
TonyVerdechi, 17 mai 2012, 13h31
À voir le mépris et la condescendance que plusieurs affichent, je crois qu'on est plutôt au début d'une petite révolution. Pour moi, il est clair qu'il y a une scission très importante et, surtout, malsaine au niveau de notre société. Reste à savoir le niveau de tranquillité de cette révolution.
Tony Verdechi
RaphaelElement, 16 mai 2012, 09h32

- Je ne m'attends à rien de plus de sa part que ce qu'aurait fait Mme Beauchamp.
bleu_frog, 16 mai 2012, 09h32
Belle jeunesse molle
Les mous: ceux qui par peur de la confrontation ou simplement par paresse n'ont pas daigné se présenter aux votes pour signifier leur refus de l'arrêt des études.
Les enfants-roi
Ceux qui croient que tout leur est dû sans aucun effort. Que d'exister est suffisant pour exiger.
La solution:
Constat d'échec pour absentéisme pour tous les étudiants.
Pas contents? Tenez-vous debout la prochaine fois. Faites face aux enfants-roi qui se trouvent bien malins et qui admirent leur coups d'éclats au journal du soir.
Une jeunesse courageuse aurait campé devant l'assemblée nationale en guise de pro-

testation. C'est là que ça se passe, des lois. C'est là que les budgets sont votés.

pas sur le pont Jacques-Cartier, pas au Palais des Congrès, pas à Victoriaville et certainement pas dans le métro.

Cracher au visage des citoyens qui contribuent à la société ne devrait pas être récompensé...

Les étudiants manquent de courage, manquent d'intégrité. Ces ont des mous.

o nan7, 16 mai 2012, 09h32

Étant donné le comportement d'enfants gâtés des étudiants, il est grandement temps que le gouvernement prenne action et durcisse le ton pour faire respecter les lois. Je souhaite que Mme Courchesne fasse preuve de courage et que les étudiants subissent les conséquences de leurs actes. Il est temps que le Québec passe à autre chose!

o Quiquidissa, 16 mai 2012, 09h32

Madame Beauchamp a fait la chose honorable à faire dans les circonstances auxquelles elle était confrontée et a toute ma sympathie.

La nouvelle ministre de l'éducation, à moins de disposer d'un mandat différent ce qui est douteux, fera face aux mêmes problèmes et donc aux mêmes manques de solutions satisfaisantes pour les parties.

Le gouvernement joue avec le vote de ses habitués sympathisants qui attendent de lui une décision ferme. Les leaders étudiants, de leur côté, n'ont ni le mandat, ni la capacité et encore moins la volonté de céder le moindre pouce de terrain. Ils sont gonflés à bloc, ce qui est une erreur, et leur attérisage ne pourra qu'être difficile, à moins qu'ils ne demeurent en orbite.

o Sceptique, 16 mai 2012, 03h11

elle ne pourra faire mieux. Pas plus que Beauchamp, elle n'a pas comme mandat de

régler. Son mandat est de dire aux étudiants que la ligne dure sera suivie et que c'est ça. Rendu où on est, l'évidence est que c'est l'approche. les étudiants ont démontré leur crainte à plusieurs reprises. '.

Mario Duquette

Blip, 16 mai 2012, 03h10

Une fois de plus, je suis entièrement d'accord avec les propos - très lucides - de M. Boucher.

Martine Savard

Jluctremblay, 16 mai 2012, 03h09

Je me déssole de la situation de Mme Beauchamp. Je l'ai toujours considéré comme une députée responsable, intègre et dévouée. Il est à mon avis triste que la gouvernance libérale l'ait utilisé comme chaire à canon suite à l'adoption de mesure non présente dans leur plateforme électorale de 2008. Les citoyens qui ont élu le Parti Libérale comme gouvernement majoritaire à ce moment n'ont pas voté pour une augmentation aussi importante des frais de scolarité.

L'éducation, tout comme la santé, est une des grandes responsabilités de l'État qui influence directement le développement de la nation québécoise. Avant de porter des réformes significatives à ces domaines, une élection où ces enjeux sont discutés et débattus doit avoir lieu. Un gouvernement élu avec le mandat clair d'appliquer ce type de décision aura alors toute la légitimité requise au niveau du processus démocratique.

Jean-Luc Tremblay

o CloR, 16 mai 2012, 03h09

La mentalité du troupeau

Un troupeau apporte une protection à tous ses membres, en autant qu'ils restent dans le troupeau! Un isolé...se fait ramasser et finit comme lunch d'une meute.

En tenant compte du "verniss social" qui fait en sorte qu'une ministre puisse discuter et négocier avec des représentants de la population, l'erreur de Mme Beauchamp fut de croire que les étudiants (en tout cas les plus zélotes d'entre eux, ceux qui sont encore dehors) possédaient encore un peu de respect envers une élue de la population. Ce fut une erreur, elle était seule en face d'une meute et elle s'est fait ramasser.

Mme Courchesne ne fera pas la même erreur, elle a rencontré des représentants de la meute et connaît maintenant parfaitement leurs positions respectives. Demain, elle ira informer son troupeau (le Conseil des Ministres) des intentions de la meute et le troupeau va serrer les rangs.

Le débat n'est plus entre les étudiants et Mme la ministre, il est transporté devant tout le Conseil des Ministres, qui arrivera probablement demain aux décisions suivantes:

-Le trimestre sera maintenu.

-La hausse sera aussi maintenue (pour 5 ou 7 ans?).

-Les établissements devront offrir un calendrier permettant aux étudiants qui veulent terminer leur trimestre de pouvoir le faire.

-Les manifestants qui bloquent l'accès aux établissements auront droit à une répétition de ce qui s'est passé ce matin à Lionel-Groulx.

-Toute personne qui veut faire un peu de brasse-camarade...va se faire brasser un peu plus.

L'issue de cette confrontation ne laisse aucun doute. Désolant pour Mme Beauchamp mais la politique est souvent comme ça, une jungle.

Claude Rivard, md, Omni-intensiviste, Longueuil

LAPRESSE.CA : Droits de scolarité: faut-il un moratoire? - Publié le lundi 14 mai 2012 à 16h38 | Mis à jour le lundi 28 mai 2012 à 16h41



PHOTO: PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Des élèves du cégep Rosemont ont manifesté lundi devant l'institution.

Pour espérer ramener tous les étudiants en classe afin de sauver leur session, le gouvernement Charest devrait-il décréter un moratoire sur la hausse des droits de scolarité?

LES COMMENTAIRES DOIVENT ÊTRE SIGNÉS.



Louis Bernard

UN COMPROMIS PLUS NÉCESSAIRE QUE JAMAIS, par Louis Bernard, Consultant et ancien haut fonctionnaire au gouvernement du Québec

Après trois mois de grève et une tentative infructueuse de règlement, le gouvernement du Québec est confronté à une exigence fondamentale: préserver le bien commun et l'ordre public. Pour y arriver, il n'y a plus présentement qu'une alternative: décréter un moratoire ou en arriver rapidement à un règlement négocié. Car la poursuite de la grève mène inévitablement à l'annulation de la session pour un grand nombre d'étudiants, ce qui aurait des répercussions importantes sur le recrutement universitaire et causerait une congestion catastrophique dans la plupart des cégeps. L'intérêt public exige donc une solution immédiate. Étant donné que le décret d'un moratoire serait vu comme une victoire complète des étudiants et un écrasement de la part du gouvernement, la solution ne peut venir que d'un assouplissement de la position gouvernementale sur les droits de scolarité. Ce qui pourrait être fait sans grandes conséquences financières, compte tenu du coût de la poursuite de la grève. Il y a plusieurs semaines, j'ai proposé, comme compromis, que chaque partie fasse la moitié du chemin et que les droits de scolarité pour 2012 soient réduits de la moitié. Je maintiens cette suggestion et j'invite les parties à la considérer sérieusement.



Denis Boucher

DÉNI DE DÉMOCRATIE, par Denis Boucher, Associé au sein d'un cabinet de relations publiques

Je dois mal comprendre quelque chose, c'est à n'en pas douter! J'ai toujours pensé que l'on élisait des gouvernements pour gérer, pour prendre des décisions. Si, après un mandat, on se trouve insatisfait des décisions prises, on peut renverser ce gouvernement. Le gouvernement actuel a pris une décision par rapport aux droits de scolarité. Il a fait preuve d'une certaine souplesse en étalant la hausse sur sept ans au lieu de cinq et en offrant d'autres accommodements. Cette notion de moratoire est injustifiée et indéfendable en ce qu'elle représente un déni de la démocratie la

plus élémentaire. Si on décrète un moratoire sur les droits de scolarité, dans la même logique on doit nécessairement faire de même pour les hausses des tarifs d'électricité, des immatriculations, des permis de conduire, alouette! C'est sur l'immobilisme que l'on devrait imposer un moratoire au Québec! Il y a un temps pour les discussions et les négociations, mais il y a aussi un temps pour les décisions. Le cynisme envers la classe politique serait peut-être un moins grand si on lui permettait enfin de gouverner et ainsi pouvoir la juger sur ses réalisations. Si la majorité de la population juge que la hausse des droits de scolarité doit être un enjeu électoral, ce sera à elle de décider. La démocratie est ainsi faite. Ce serait important que plusieurs se le remémorent.



Jana Havrankova

OUI, ET QUE ÇA PRESSE !, par Jana Havrankova, Médecin endocrinologue

N'en déplaise à ceux qui en appellent à la reprise des négociations entre le gouvernement et les étudiants, les droits de scolarité constituent un enjeu qui dépasse ces deux parties. Il s'agit manifestement d'un débat de société. Ce débat ne peut avoir lieu dans le climat malsain qui sévit actuellement. Le gouvernement devrait déclarer une trêve et en profiter pour décréter des états généraux sur le financement des universités, incluant les droits de scolarité. Qu'est-ce que le financement adéquat? À quoi doit servir ce financement? L'enseignement et la recherche constituent évidemment les raisons d'être des universités. Mais a-t-on besoin des programmes multipliés à l'infini? A-t-on besoin d'investir tant dans des campus extérieurs? Quelle est la pertinence de certains projets immobiliers? Qu'en est-il des bonus juteux aux hauts dirigeants? L'autonomie des universités ne peut être absolue, puisqu'elles sont subventionnées en majeure partie par les deniers publics. Ensuite, comment assurer ce financement? Quel modèle désire-t-on adopter? La gratuité ou presque, assortie des examens d'admission et du contingentement pratiqués dans certains pays européens? Ou le principe d'utilisateur-payeur qui prévaut dans les pays anglo-saxons? Étant donné qu'il faut que quelqu'un finance l'enseignement postsecondaire, la discussion s'élargira. Un véritable débat de société s'impose.



Pierre Simard

UN MORATOIRE SUR LES MORATOIRES, par Pierre Simard, Professeur à l'ÉNAP

Le statu quo est la solution prisée par les opposants à tout projet politique. Il suffit d'annoncer un projet public - construction domiciliaire, gaz de schiste, Plan Nord, etc. - pour qu'on réclame un moratoire. Encore aujourd'hui, nos soi-disant progressistes n'en finissent plus d'écrêmer le dictionnaire des synonymes pour dégoter un terme séduisant permettant de remettre à demain une hausse des droits de scolarité. Comme si personne n'avait compris qu'un moratoire, une trêve, un gel ou un armistice rimait avec capitulation gouvernementale. Les droits de scolarité auraient dû être augmentés depuis trop longtemps. La crise que nous traversons aujourd'hui n'est pas uniquement celle des droits de scolarité. C'est aussi la crise d'une gouvernance qui, pendant des décennies, a refusé d'assumer ses responsabilités de gestionnaire des affaires publiques. C'est la crise de politiciens qui, pour des raisons électoralistes, n'ont jamais osé affronter les groupes de pression en quête de privilèges. C'est la crise d'élus qui ont trop souvent plié l'échine devant ceux qui défient la loi et l'ordre et terrorisent les citoyens. Et si, pour une fois, notre gouvernement gouvernait? Plutôt que de céder aux étudiants, il pourrait commencer par décréter un moratoire sur les moratoires et prendre des mesures pour faire respecter la loi. Ce serait déjà ça!



Le chef d'Option nationale, Jean-Martin Aussant

COMMISSION PARLEMENTAIRE, par Jean-Martin Aussant, Chef de l'Option nationale

Oui et rapidement. Il doit surseoir à la hausse décrétée de droits de scolarité pour l'année 2012, permettant le retour en classe des étudiants. Il devrait ensuite mettre sur pied de façon urgente une commission parlementaire non partisane qui réunira toutes les formations politiques représentées au Parlement, les principales associations étudiantes et tout organisme ou personne qui désirera se faire entendre dans le cadre des travaux de cette commission, afin de tenir ce nécessaire débat de société sur la valeur de l'éducation, l'accessibilité aux études, la gestion des universités et les droits de scolarité au Québec. Si l'intérêt collectif passe avant le calcul politique partisan, on voit mal comment le gouvernement pourrait s'opposer à une telle démarche. L'importance de l'éducation pour le Québec, comme pour tout pays du monde, n'est plus à démontrer. Une société mieux formée et plus instruite mène à une plus grande égalité dans la répartition des richesses, à une population globalement plus en santé et à un développement économique plus responsable. Ce débat est vital pour l'avenir du Québec et il est urgent de le tenir dans le cadre de cette commission, dont les coûts seraient à peu près nuls.



Adrien Pouliot

NE CÉDON PAS À L'INTIMIDATION, par Adrien Pouliot, Président de Draco Capital Inc., société d'investissement privée

Cessons d'infantiliser nos étudiants! Traitons-les comme des adultes majeurs et vaccinés qui savent assumer les conséquences de leurs gestes de protestation (qui, en passant, n'ont que pour seul but d'éviter aux familles prolétaires gagnant plus de 100 000\$ par année d'encourir la hausse) et laissons-les sauver eux-mêmes leur session. Décréter un moratoire ne ferait que retarder le problème à la session d'automne où la « crise » existentielle recommencera de plus belle. Rappelons que la « crise » n'en est pas une : la plupart des Québécois ne sont pas affectés (s'ils ne lisaient pas les journaux ou ne regardaient pas les bulletins d'info, ils ne sauraient même pas qu'il y a boycottage) et la majorité des étudiants sont en classe. Plutôt que de mettre de la pression sur M. Charest pour régler à tout prix, il faut au contraire encourager le gouvernement à ne pas céder au chantage, à l'intimidation et à la violence. Par ailleurs, M. Charest devrait annoncer que les contribuables ne feront pas les frais des conséquences du boycottage et que les cégeps et universités n'auront pas de budgets additionnels pour donner les cours de rattrapage aux boycottés.



AVANCER VERS L'ARRIÈRE, par Mélanie Dugré, Avocate

Un moratoire a ceci d'attrayant pour le gouvernement qu'il permettrait de calmer les esprits échauffés, contribuerait à ramener la paix sociale à Montréal et ferait de la question de la hausse des droits de scolarité un enjeu électoral qui, selon les sondages, favoriserait les libéraux. Mais aussi tape-à-l'oeil qu'elle puisse être, cette option n'en est pas une. Ce qui en apparence nous permettrait d'avancer d'un pas en avant nous en ferait en réalité faire deux en arrière et n'aurait pour conséquence que de remettre à plus tard une discussion, déjà bien entamée, sur un sujet qui, depuis la nuit des temps, a toujours soulevé les passions et provoqué la contestation. Interrompre l'exercice fastidieux et douloureux auquel s'astreignent gouvernement et étudiants pour le reporter aux calendes grecques serait symptomatique d'une abdication certaine et d'une grande lâcheté. Il est plutôt impératif que s'assoient à une même table des intervenants possédant la crédibilité et la légitimité qu'exigent les circonstances afin que les discussions reprennent, que ceux qui ont eu l'impres-

sion d'être floués puissent être entendus et que les correctifs nécessaires soient apportés à l'entente. Quant à notre responsabilité collective, elle consiste à refuser de voir le débat stagner et à exiger d'avancer vers l'avant plutôt que vers l'arrière.



Michel Kelly-Gagnon

UNE DÉCISION À APPLIQUER, par Michel Kelly-Gagnon, PDG de l'Institut économique de Montréal, Il s'exprime à titre personnel.

Non. Par contre, un compromis additionnel, en sus de la bonification des prêts et bourses déjà octroyés et de l'étalement sur 7 ans au lieu de 5 ans, pourrait être que la hausse en question n'entre en vigueur qu'à partir de l'année 2014 et qu'elle soit diminuée si de véritables économies sont dégagées dans la gestion des universités. Autrement, décréter un moratoire maintenant reviendrait, dans les faits, à exactement la même chose que de poursuivre le gel des droits de scolarité. Or, cette question a déjà été débattue en long et en large. Un gouvernement élu démocratiquement se doit de prendre des décisions, et de les appliquer. C'est ce que le gouvernement Charest fait dans ce dossier, pour une fois.



Jean Bottari

LE GROS BON SENS, par Jean Bottari, Préposé aux bénéficiaires

Le conflit étudiant qui perdure n'aide en rien la cause des étudiants. Le public qui, au début, semblait favorable à leur cause est aujourd'hui déstabilisé par les nombreuses manifestations et surtout par les actes violents commis par les casseurs. Je veux bien croire que les étudiants ne sont pas responsables collectivement du vandalisme commis lors de ces rassemblements. Si tel est le cas, pourquoi ne font-ils pas comme le font les centrales syndicales en instaurant un service d'ordre afin d'arrêter les perturbateurs avant qu'ils n'agissent? Cela dit, je crois que là où nous en sommes rendus, seul un moratoire sur les hausses de droits puisse sauver la donne. C'est une question de gros bon sens. Le gouvernement doit cesser de tenter de capitaliser sur cette crise et agir dans l'intérêt des étudiants et par le fait même pour le bien commun. Une fois instauré, ce moratoire donnerait un temps précieux aux partis afin de discuter des moyens qui pourraient satisfaire à la fois les étudiants et le gouvernement et permettre le retour en classe avant qu'il ne soit trop tard. Si lors de cette pause, les associations étudiantes et le gouvernement de Jean Charest n'en viennent pas à une entente, la nomination d'un médiateur pourrait alors être légitime. Cette personne, après avoir entendu les revendications des deux côtés imposera sa décision qui deviendra applicable et ne pourra être contestée. Si rien n'est tenté, la réputation du Québec en prendra pour son rhume. Réputation qui, avant même cet affrontement, laissait à désirer.

Commentaires (7)

- o ouhg, 18 mai 2012, 09h31
Lysiane Gagnon le proclame aujourd'hui, et avec raison: L'élément français de la population, en général, ne valorise pas nécessairement les études supérieures. C'est justement la raison qui guida les créateurs du Ministère de l'éducation, dans le rapport Parent, pour se positionner en faveur de l'éducation gratuite de la maternelle au doctorat. Ce retard, nous ne l'avons toujours pas rattrapé depuis l'ère de survivance comme hommes de peine en forêt comme en usine, loin de tout système d'éducation publique. La Révolution tranquille avortée dans la "mondialisation du pouvoir" rata son objectif. M. Guy Richer, témoin émérite, tout comme Hubert Reeves, nouvel humaniste, sont de ceux qui voudraient voir au pouvoir du Québec, des gens d'État capables de considérer comme le meilleur investissement à moyen terme, la préparation académique de tous ses jeunes talentueux, sans égard à leurs origines, familiales, et surtout dans les familles où le choix irait plutôt vers le décrochage pour perpétuer la tradition du gagne-petit.
- o j.michelpanagis@videotron.ca, 17 mai 2012, 08h04
M Legault a raison et c'est à M. Charest et au gouvernement en place de prendre les grandes mesures pour mettre fin à ces conneries, si le gouvernement peut agir contre toute grève illégale, alors qu'il agisse dans celle-là. D'abord annuler la session ou protéger ceux qui veulent retourner en classe par une présence policière improtante. Inscire un échèque à tous ceux qui ne reprennent pas leur cours et augmenter les frais de scolarité encore plus, pour toutes les pertes encourues.
- o denyse1, 17 mai 2012, 08h04
Ouf! Je cite: C'est la crise de politiciens qui, pour des raisons électoralistes, n'ont jamais osé affronter les groupes de pression en quête de privilèges...Juste quelques mots lancés à la volée: lobbyisme, corruption, enveloppe brune, privilèges, code d'éthique

modifie 3 fois pour accommoder les largesses de ces politiciens; ah, ce n'est pas de la pression, c'est de l'argent c'est vrai que ce n'est pas pareil. Ce gouvernement persiste et signe à ne pas vouloir adresser la parole aux étudiants alors que dans le même budget on finançait gazieres et minières et reconduisait l'exemption sur le gain en capital. Il n'est donc pas question d'argent mais d'idéologie neo-libérale qui veut faire payer les citoyens pour ses largesses à ceux qui financent sa réélection. Les mêmes erreurs se produisent partout sur la planète suivant la vague 'privatisons' américaine. C'est faux de prétendre que les universités sont sous-financées, si elles le sont c'est la faute de l'état qui s'est désengagé de façon brutale lorsqu'il a doublé les frais scolaires (en 1989 si ma mémoire est bonne) et que de l'autre côté les dites universités se sont jetées à pied joints dans les hausses des frais afférents maintenant joliment baptisés frais institutionnels obligatoires. Si le gouvernement gouvernait comme il se doit i.e. pour tous les citoyens peut-être que les moratoires seraient inutiles. À force d'utiliser les mêmes mots jusqu'à nous en donner mal au cœur: minorité, juste part, droit d'assister aux cours, boycott, on ne peut que déplorer l'état de la situation et sa dégradation dont le gouvernement est le seul responsable. Elle (Mme Beauchamp) a boude pendant 8 semaines, daigne s'asseoir avec eux une heure sur 40, saisi la première occasion (qui n'en était pas une) pour mettre un terme aux discussions, à sans arrêt tente de désolidariser les associations étudiantes par voie média, fait des annonces unilatérales sans leur en parler, lui (M.Charest) faisait des blagues pendant que les citoyens se faisaient tabasser et poivrer, il y a eu 180 000 étudiants en grève, deux marches pacifiques de plus de 200 000 personnes pour protester contre les façons de négocier du gouvernement, quand les étudiants ont signé l'entente il et elle se sont empressées d'aller dire aux médias, souvenir à l'avenant, que les étudiants avaient perdu et/ou mal compris et/ou mal interpréter, et après 14 se-

maines on n'a toujours pas abordé la question des frais de scolarité. Même les associations étudiantes qui ne sont pas en grève ont rejeté la dernière offre. Peut-être qu'en révisant la façon de gouverner ou pourrait ne pas toujours demander des moratoires? Un grand principe de vie tout simple veut que: si tu fais toujours les mêmes actions, tu obtiens toujours les mêmes résultats!

- o Fabien Chauny, 15 mai 2012, 11h35
Bonjour,
Je m'appelle Fabien Chauny, je travaille sur un campus universitaire et je suis père de trois grands enfants, dont deux en grève, l'un au cégep, l'autre à l'université.
J'ai donc trois points de vue sur ce conflit. Je le vois à travers mes enfants qui vont piquer, manifester et débattre en assemblée. Je le vois en côtoyant des étudiants qui veulent apprendre et d'autres qui voudraient bien mais qui refusent une hausse qu'ils disent abusive. Finalement, je l'observe en tant que citoyen, à travers les médias. Il faut l'avouer, on est dans un cul-de-sac... On a perdu beaucoup de temps en début de grève et le changement de ministre risque fort de faire perdre encore du temps. Il faut bouger, alors je propose les 5 points suivants pour l'année 2012-2013:
Pour débuter, Québec hausse les frais de scolarité de 2% comme il est prévu par l'indexation qui devra avoir lieu dans 5 ans. Ce n'est ni un moratoire, ni une trêve, mais force est de constater que les frais de fonctionnement des universités augmentent au rythme de l'inflation ! (Le 2% peut même être négocié et être de 2,5 ou 3%, mais ne pas être abusif), et bien sûr, les frais afférents restent contrôlés, voire gelés au même point qu'en 2011-2012.
En même temps, on installe le Comité provisoire de surveillance sur la gestion des universités, tel que prévu par l'offre négociée. Que ce comité travaille comme il était prévu jusqu'en novembre-décembre.
On peut demander à des étudiants des facultés d'administration de siéger sur ce comité. Il existe des cours-projet qui leur attribue-

raient des crédits universitaires pour ce travail. Ce comité aura, parmi ses obligations, de vérifier l'efficacité de chacun des campus satellites comme le suggère le professeur H. Boisvert d'HEC (qui devrait être invité à participer à ce comité). Les campagnes de publicité cannibales, qui consistent à ravir la clientèle des universités concurrentes, pourraient aussi faire partie de leur mandat. En échange de tout ça, les étudiants retournent immédiatement à leurs cours et tiennent leur assemblée générale cette semaine, comme ils le faisaient dans « le bon vieux temps » entre deux cours. Puis, on convoque des États généraux sur la part du gouvernement sur le financement des universités, où la CREPUQ, les associations étudiantes, les partis politiques, toute allégeance confondue, et tous ceux impliqués, ayant de bonnes idées à proposer, sont convoqués. Il est important de souligner que le rôle des universités réside principalement dans l'enseignement et la recherche. On ne peut pas demander à des étudiants de financer la recherche. Et nos gouvernements investissent dans différents secteurs de l'économie. Une campagne publicitaire d'investissement Québec nous le rappelle sans cesse ces temps-ci. Il est donc tout à fait normal que le gouvernement investisse dans la richesse de son savoir et de ses ressources humaines. Il y a un débat de société à faire ici, peut-être aurait-on dû commencer par ça ?

Finalement, en décembre 2012, on regarde où en sont rendus les travaux du comité de gestion. Il faut entrevoir trois options : La première possibilité est que les résultats du comité indiquent qu'il y a des économies à faire. La hausse serait alors révisée à la baisse, voire supprimée. L'indexation au coût de la vie demeurerait. La deuxième possibilité affiche des résultats montrant que les universités ont besoin de plus d'argent. Il faudrait alors augmenter les frais de scolarité au niveau recommandé par le comité. La dernière possibilité étant que le comité a besoin de plus de temps, une session supplémentaire au même rythme que la précédente serait de mise. Est-ce peut-être là un catalyseur pour activer les négociations qui ne semblent pas vouloir prendre la vitesse de croisière que le peuple désire ! Fabien Chauny

- Mlebel, 15 mai 2012, 09h11
NON au moratoire! La récréation doit cesser! Enfin faut-il rappeler que seule une minorité mène présentement le bal? La majorité des étudiants suivent leur cours ou ont fini leur session. La minorité ne devrait-elle pas se soumettre à la majorité? Le gouvernement ne doit surtout pas céder. Aucun groupe d'intérêt ne doit dicter sa conduite au gouvernement, autrement la démocratie n'est plus.
Michel Lebel
- Blip, 15 mai 2012, 05h38

NON, surtout pas de moratoire!! Ce serait trop absurde. Imaginez seulement ce qui arriverait lors de futures décisions gouvernementales qui, tout comme la hausse des droits de scolarité, ne seraient pas au goût de tel ou tel groupe de citoyens... Si les Québécois ont élu démocratiquement un gouvernement, c'est pour qu'il les gouverne. Si ce gouvernement ne fait pas l'affaire, il suffira de voter différemment lors des prochaines élections. D'ici là, les mécontents devront simplement prendre leur mal en patience. Bref, j'approuve entièrement les prises de position de MM. Denis Boucher et Pierre Simard.
Martine Savard

- Alexandrine55, 15 mai 2012, 05h37
J'en ai marre des adultes qui veulent un moratoire!!! Ce sont ces mêmes adultes qui n'ont pas su dire NON à leurs enfants quand c'était le temps et aujourd'hui, on nous demande encore de céder pour ces monstres d'égoïsme qu'ils ont produits de manière irresponsable pour des adultes...
Aucun moratoire, la LIGNE DURE!!! Accusations, amendes et emprisonnement là où cela doit être appliqué... Les Québécois sont-ils complètement irresponsables??? La morale de ce conflit, "Éduquer un enfant ne consiste pas à lui laisser croire que tout lui est dû, tout lui est permis, aucune conséquence à ses actes"...
F Vézina

LAPRESSE.CA / LAPRESSE : Qu'en pensez-vous? - Que pensez-vous de la démission de Line Beauchamp? / Un précédent dangereux - Publié le lundi 14 mai 2012 à 15h33 / Publié le lundi 14 mai 2012 à 19h10 | Mis à jour le lundi 14 mai 2012 à 20h05

Comment réagissez-vous à la démission de Line Beauchamp comme ministre de l'Éducation? Croyez-vous que sa décision contribuera ou non au dénouement de la crise étudiante?

Un précédent dangereux, par Christian Dufour

La démission de la ministre de l'Éducation envoie un très mauvais message. En partant du principe que le conflit avec les étudiants est bel et bien la véritable raison de sa démission, je crois que c'est admettre que les étudiants sont les plus forts. Mme Beauchamp a fait un très beau parcours politique et avait les compétences pour diriger un tel ministère. C'est dommage qu'un élu doive quitter parce qu'il ne peut résoudre un conflit. À cet égard, le message qui est envoyé, c'est qu'un groupe de pression a eu le dessus sur l'élu alors que c'est ce dernier qui a la responsabilité de gérer les affaires du ministère. C'est donc un dangereux précédent. La vie politique est difficile et il faut admirer le courage de ceux qui s'y engagent. En revanche, ce départ ne changera rien au fond des choses: le gouvernement a pris une décision d'augmenter les droits de scolarité et n'y dérogera pas. C'est lui qui est en charge et la seule manière de changer cet état de fait, c'est de voter pour un autre parti aux élections. Et dans le contexte actuel, jamais des élections n'auront été aussi nécessaires et désirées!

Les étudiants ont eu sa peau, par Sylvain Chartrand, Gatineau

Le départ de Line Beauchamp m'attriste. Les trois leaders, sans expérience, des étudiants auront eu sa peau. Eux, ils n'ont rien à perdre et semblent bien s'amuser dans cette croisade.

Responsable de son enlèvement, par Christian Gagnon, Montréal

Le rôle du premier ministre Charest et de la ministre de l'Éducation dans cette crise, c'est de

sauver le trimestre en péril en ce moment. Or, à ce titre, Line Beauchamp a failli en tardant terriblement à établir le contact avec les leaders étudiants. En n'agissant pas avec le sentiment d'urgence que la crise commande depuis le début du conflit, elle est responsable de son enlèvement. Son départ ne règle rien. C'est maintenant à M. Charest lui-même de prendre le dossier en main.

Du cran, par Serge Bendahan

Je suis déçu de voir la ministre Line Beauchamp partir. Rares sont les ministres québécois qui ont autant de cran que Mme Beauchamp. Je suis un de ceux qui croient qu'elle a tout fait pour sortir de l'impasse avec les étudiants. Ce sont ces derniers qui n'ont fait preuve d'aucune flexibilité, en plus d'avoir entaché tous les principes de démocratie, cette même démocratie qu'ils prétendent défendre. J'ose espérer que le successeur de Mme Beauchamp saura non seulement régler ce conflit, mais aussi s'assurer que les étudiants subissent les conséquences de leur inflexibilité. Merci pour votre ténacité, Mme Beauchamp.

Déclenchons des élections, par Alain Senécal

Je suis enchanté de lire cette nouvelle, pas pour la personne, car la pression qu'elle subissait devait être insupportable, mais ça démontre juste que le gouvernement ne contrôle plus la situation. Des élections générales devraient être déclenchées, car le mouvement ne diminuera pas. J'ai même peur qu'il s'envenime. M. Charest s'accroche au pouvoir inutilement. Il ne pourra venir à bout de cette situation.

Excellente nouvelle, par Steve Deschesnes

Quelle bonne nouvelle... Mme Beauchamp ne voulait pas négocier avec les étudiants. Cette démission est une excellente nouvelle et je suis

certain qu'avec un nouveau ministre de l'Éducation, les choses devraient se placer plus rapidement!

J'ai honte, par Mathieu Laperle

J'ai honte de voir que les représentants des étudiants ne reconnaissent pas le principe de la démocratie au Québec, par l'entremise de la représentation parlementaire. C'est avec beaucoup d'émotion et de tristesse que je ne peux voir comment nous pouvons donner de la crédibilité à la CLASSE, et autres associations, qui sont toujours en boycottage (et non en grève), qu'ils ne veulent pas trouver de solution à la crise actuelle, et qui ridiculisent l'ensemble de la population du Québec. J'ai honte de voir qu'il sera de plus en plus difficile d'amener de bons candidats en politique, j'ai honte de voir cette violence aux frais des contribuables, et j'ai honte de voir qu'il n'y a pas de consensus et de support de la part des autres partis politiques à Québec. Soyez assuré que ma position ne changera plus: je suis pour l'augmentation des droits de scolarité et en accord avec la dernière offre gouvernementale.

Un pion, par Mathieu Lavallée

Personne ne croit qu'elle avait le moindre pouvoir de négociation. M. Charest a simplement sacrifié un autre de ses pions pour cacher son erreur. Cela fait combien de sacrifices maintenant, chaque fois causés par une obstination au-delà de toute mesure raisonnable? Comme le disait le grand maître Philidor: «Les pions sont l'âme des échecs». Le Parti libéral du Québec perd petit à petit son âme. Il mérite mieux. Nous méritons tous mieux.

Je la comprends, par Julie Lussier

Je trouve regrettable la démission de Mme Beauchamp, mais je la comprends. Line Beauchamp est une personne professionnelle et intelligente et elle était contrainte de discuter avec des gens



bornés. Plusieurs auraient abandonné bien avant elle.

Sacrifice, par Benoit Falardeau, Montréal

Le départ de Line Beauchamp ouvre tout d'un coup la porte à des élections. Tout était planifié, Jean Charest a toujours agi de la sorte. Line Beauchamp se sacrifie pour le parti, elle faisait partie d'un plan bien établi: des élections. Jean Charest nous a bernés, encore une fois.

Mauvaise nouvelle, par Patrick Fontaine

La démission de Line Beauchamp n'est réellement pas une bonne nouvelle pour nous, contribuables. Il est évident qu'elle allait le faire, mais du moins, j'espérais qu'elle aurait la patience, mais surtout la force de le faire après le conflit. Le fait qu'elle ait démissionné donne une longueur d'avance aux étudiants qui demandent le beurre, l'argent du beurre et même la beurrerie au complet. Je paie près de 50% en impôts et j'aimerais avoir un peu d'aide. Que les étudiants paient leur juste part comme tout le monde.

Manque de consultation, par Marc Beaulé, Saint-Jean-Baptiste

Ce gouvernement est passé maître dans les décisions unilatérales qui ne sont jamais le fruit de consultations publiques. Cette façon de gérer les dossiers en s'imaginant que d'avoir une majorité d'élus suite à 34% des votes et de prétendre parler pour la majorité «silencieuse», les libéraux, une fois de plus, démontrent qu'ils n'ont pas la capacité légitime de mettre de l'avant des projets de société comme s'ils n'avaient pas besoin de notre opinion. Je vois, dans cette crise présente, de grandes similarités avec l'épisode des gaz de schiste et les grandes maladresses de Mme Normandeau envers les citoyens de la Vallée du Richelieu. Dans cette forme de démocratie déguisée (qui est plus proche de ce qu'Hervé Kempf nomme comme étant de l'oligarchie), il sera fréquent de voir les gens s'opposer aux mesures unilatérales que mettent en place nos «élus» qui sont censés nous représenter et nous entendre (n'est-ce pas là la signification même de démocratie, soit Démos = Peuple et Kratos = pouvoir, donc le pouvoir au peuple?). Malheureusement, tout comme l'épisode du mont Orford, les gaz de schiste et la crise étudiante, les libéraux de Jean Charest refusent obstinément de consulter le peuple, ils pensent qu'ils ont tous les droits. Ils gagneraient tellement à nous consulter avant d'arriver avec leurs mesures «bulldozer»! Avec le départ de Mme Beauchamp, il serait judicieux de déclarer une trêve, une pause et de vraiment consulter la population et de mettre sur pied des états généraux sur l'éducation. Un proverbe africain dit que «seul, on va plus vite, mais

ensemble, on va plus loin...». Les libéraux veulent agir vite et seuls, mais ils gagneraient à prendre leur temps et à nous inclure dans la démarche!

Chapeau!, par Maryse Turcotte

Je vous lève mon chapeau, Mme Beauchamp, pour votre dur labeur des dernières semaines. Bien que le PLQ ne soit pas parfait, votre discours a bien reflété ce dont je m'attends du gouvernement en ce moment. Reposez-vous bien et succès dans vos futures entreprises.

Réparer les pots cassés, par Ana Asenova

Je fais beaucoup plus confiance à Mme Courchesne : plus sincère, moins narcissique, plus mature et plus intelligente. Mais elle aura la tâche difficile de payer les pots que celle qui la précédait a cassés.

Manque de leadership, par Jean-Guy Rens

Le départ de Line Beauchamp est un geste positif, malheureusement cela ne réglera pas le problème qui est le manque de vision et de leadership de Jean Charest. La majorité des Québécois est favorable à un rehaussement des droits de scolarité à l'université, à condition que cela soit fait de façon raisonnable. Jean Charest a été incapable de démontrer qu'il avait ce plan d'ensemble (hausse des frais plus amélioration de la gestion des universités). Depuis le début de la crise, François Legault n'a pas esquissé le moindre geste en faveur d'une résolution du conflit. Les électeurs québécois ont donc le choix entre un gouvernement qui veut hausser les droits de scolarité sans fournir la preuve qu'il entourera ce «cadeau» aux universités de mesures de contrôle du gaspillage (ne pas répéter le scandale de l'UQAM dans le projet immobilier de l'Îlot Voyageur et stopper la prolifération de succursales universitaires à fins concurrentielles) et une opposition officielle qui épouse la cause des étudiants par opportunisme pur et simple. Non, le départ de Mme Beauchamp ne réglera rien, tout au plus permettra-t-il de repousser les problèmes jusqu'après les élections.

Une autre vice-première ministre brûlée, par Frédéric Tremblay, Cookshire-Eaton

Il y a des limites à la loyauté. Madame Beauchamp démissionne parce qu'elle pense avoir été au bout du mandat qu'on lui a confié. Mais ultimement, c'est le premier ministre qui confie les mandats à ses ministres dans notre système parlementaire. Faire porter le poids de sa démission sur l'intransigeance des étudiants n'est qu'un côté de la médaille. Qu'en est-il de l'intransigeance de ce gouvernement? Que le débat se soit personnalisé au cours des semaines

est une chose, et de «passer le flambeau» est tout à fait louable pour dénouer la crise. On démissionne de ses fonctions ministérielles, d'accord. Mais on ne démissionne pas du mandat populaire de député de circonscription si on n'est pas dégoûté de la vie politique. Et c'est ce dernier point qui transpire les conditions dans lesquelles le premier ministre maintient ses ministres dans des limites intenable et qu'y les obligent à défendre envers et contre tous sa vision du Québec sans qu'il ne se commette. Après la vice-première ministre Normandeau que M. Charest a brûlé avec le dossier des gaz de schiste et des redevances minières, après la vice-première ministre Beauchamp que M. Charest a brûlée avec le conflit étudiant, souhaitons la bienvenue à la vice-première ministre Courchesne. Madame, je vous souhaite seulement de survivre jusqu'aux prochaines élections.

Beau cadeau aux étudiants, par Raynald Laplante

Quelle déception! On attendait une conférence de presse au cours de laquelle le premier ministre sonnerait la fin de la récréation, c'est-à-dire le respect des lois et des injonctions, la réouverture des institutions d'enseignement pour ceux et celles qui veulent étudier et, de façon générale, la fin du "niaisage" avec les soi-disant leaders étudiants qui représentent des minorités bruyantes. Au lieu de cela, Mme Beauchamp démissionne et leur fait ce très beau cadeau qu'ils n'espéraient pas. On s'enfoncé ainsi encore plus dans la mare des hésitations et des atermoiements qui ont caractérisé cette crise depuis le début. La population du Québec méritait mieux que ça.

Des tensions insupportables, par Claude LaFrenière

La démission de Mme Line Beauchamp de ses postes de ministre de l'Éducation, de vice-première ministre et de député de la circonscription de Sauvé-Bourassa m'étonne et me désole. Mme Beauchamp a sans aucun doute été soumise à des tensions qui vont au-delà de celles qui sont le lot habituel des citoyens courageux qui s'impliquent en politique. Cette dame a conservé son calme et sa modération depuis le tout début de cette crise sans bon sens et a atteint des limites, ses limites, bien humaines et compréhensibles. Négociateur de bonne foi avec des gens qui ne le sont pas saperait l'énergie de plusieurs d'entre nous. Nous ne pouvons dans ces circonstances que lui démontrer considération et empathie. Permettez-moi de lui exprimer haut et fort ma gratitude pour ce qu'elle a fait, du mieux qu'elle le pouvait et avec dignité. Merci, Mme Beauchamp.

LE SOLEIL : Ce que vous pensez de l'entente entre les étudiants et le gouvernement - Publié le mardi 08 mai 2012 à 11h23 | Mis à jour le vendredi 11 mai 2012 à 09h20



Photo PC

Les ministres Line Beauchamp, Michelle Courchesne et Alain Paquet ont négocié l'entente avec les étudiants.

Les luttes étudiantes au Québec : 1958-2012 - Un mouvement historique, par Mario Beauchemin, président de la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ)

Certes, le Code du travail du Québec ne s'applique pas aux étudiantes et aux étudiants en grève et, en ce sens, ces derniers ne peuvent pas être considérés comme des salariés. Pourtant, les étudiantes et les étudiants constituent une catégorie sociale dont les conditions de vie sont largement tributaires des relations, souvent conflictuelles, qu'elle entretient avec l'État québécois. Un rappel historique n'est pas dénué

d'intérêt en plein coeur de la crise que nous traversons actuellement.

Entre le début des années 1960 et celui des années 2000, le quart du revenu disponible des étudiantes et des étudiants provient de l'aide financière aux études. Ce qui en fait, après les revenus tirés d'un travail rémunéré, la deuxième source de revenus en importance. Il n'est donc pas surprenant de constater que les luttes étudiantes, surtout depuis la réforme du programme de prêts et bourses en 1966 sous le gouvernement de l'Union nationale, tournent presque essentiellement autour du gel des frais de scolarité et de la bonification du programme d'aide financière aux études.

Le mouvement étudiant québécois déclenche dix grèves générales entre 1956 et 2012. Et si les

organisations étudiantes à l'origine de ces mobilisations se sont succédé au cours de cette période, leurs revendications sont demeurées les mêmes. Ainsi, le mouvement étudiant revendique l'abolition ou le gel des frais de scolarité (1958, 1968, 1974, 1978, 1986, 1990, 1996 et 2012). La bonification du programme des prêts et bourses est aussi au cœur des luttes étudiantes au cours de cette période. Le mouvement étudiant réclame, entre autres, l'instauration d'un présalaire (1956, 1978), la diminution du montant des prêts au profit d'une augmentation de celui des bourses (1968, 1974, 1978, 1988 et 2005), l'abolition de la contribution parentale et de celle de la conjointe ou du conjoint (1974 et 1978) et, de façon générale, la fin de l'endettement étudiant.

Lorsque l'État décide de modifier unilatéralement le financement de l'éducation supérieure, il redéfinit seul les contours des conditions de vie des étudiantes et des étudiants. Le gouvernement actuel, qui a d'ailleurs tendance à nier certaines de ses responsabilités envers l'ensemble de la société québécoise, devrait donc faire preuve de beaucoup plus d'ouverture envers ces milliers de jeunes citoyennes et citoyens.

Ti-Jean qui rit, Ti-Jean qui pleure!, par Pierre Desjardins, philosophe, Montréal

Notre premier ministre souffre! Il aurait aimé se présenter devant les caméras de télévision en bon père de famille et dire qu'il souhaite de tout son cœur que le conflit se règle. Mais il en est incapable! Car Jean Charest est ambivalent. Il souffre d'une maladie grave qui s'appelle la maladie du pouvoir. D'une part, il se voit comme un bon dirigeant, mais de l'autre, son attrait pour le pouvoir est tel qu'il ne peut s'empêcher d'user du conflit étudiant pour autre chose : satisfaire sa folle passion!

Pour lui la politique est un jeu dont il doit sortir gagnant. C'est là un défi personnel: il s'agit de gagner la partie. Non pas celle du Québec, mais la sienne, et cela, envers et contre tous ! Dès le départ, Jean Charest a perçu l'impasse dans le conflit étudiant comme une arme formidable pour gagner aisément les prochaines élections et cela, malgré le bilan désastreux de ses 4 dernières années au pouvoir ! Dans un premier temps, (de 9 semaines), Jean Charest a choisi de refuser systématiquement la table de négociation s'assurant ainsi de l'impasse totale. Notons que s'il y avait eu de sa part le moindre désir d'en venir à une entente sur les frais de scolarité, ce conflit aurait facilement pu se régler en quelques jours.

Ensuite, dans un deuxième temps, Jean Charest a délibérément rendu la situation invivable à tout le monde. Que des étudiants perdent leur session, que Montréal soit vandalisé, que des étudiants et des policiers se fassent tabasser, que des commerçants crient à la faillite, que des millions\$ soient perdus inutilement, peu importe pour lui les dégâts collatéraux que son entêtement insensé a pu créée, pourvu que la population oublie le temps d'une élection, grâce à l'ampleur démesurée du conflit étudiant, la corruption qui ronge de toutes parts son gouvernement. Toute sa stratégie dans la gérance du conflit étudiant consistera essentiellement à fomentier un momentum propice à sa réélection! Et ce momentum, Jean Charest le tient maintenant entre ses mains. Après avoir créé l'impasse, et l'avoir entretenu jusqu'à aujourd'hui, après avoir rendu la situation intenable pour tout le monde, il signe, dans un troisième temps, une entente de principe avec les responsables étudiants pour la répudier le lendemain même,

s'assurant ainsi que les assemblées étudiantes la rejettent du revers de la main. Nous y sommes. Tout est en place. Il a pris tout le monde à témoin : les étudiants ne sont que des enfants gâtés que l'on ne pourra raisonner autrement que par décrets. Jean Charest peut maintenant se positionner en sauveur du peuple. C'est le moment de gloire qu'il attendait depuis le début et qui le propulsera vers des élections gagnantes.

Notons d'ailleurs comment, en fin politicien, Jean Charest a su utiliser les faiblesses du parti d'opposition. Par exemple, il sait que l'appui inconditionnel des membres du Parti québécois à la cause étudiante risque de leur coûter très cher électoralement : non pas nécessairement parce qu'une partie de la population n'appuie pas le mouvement étudiant, mais plutôt parce que cet appui officiel obligera Pauline Marois à faire porter le débat électoral sur la résolution du conflit étudiant plutôt que sur les années pourries de la gouvernance de Jean Charest ou sur les nombreux aléas de son bizarre de Plan nord. Or, on le comprend, c'est exactement ce que veut Jean Charest...

Dans sa démente, notre premier ministre ne peut s'empêcher de saisir l'occasion opportune qui se présente avantageusement à lui. Il aura donc réussi à bernier tout le monde : les partis d'opposition, les journalistes, les commentateurs, les étudiants, la population en général et, jusqu'à un certain point, lui-même ou, du moins... une partie de lui-même.

Grotesques, disait-il de ceux qui osaient penser qu'il prendrait prétexte de la situation pour des élections... Pourtant, on le voit aujourd'hui, tel était bien son plan : une stratégie inconsciente mais éminemment tragique pour quelqu'un qui est appelé à diriger une province ! Et le plus désolant dans cet affreux cauchemar que vit actuellement le Québec est que ce n'est pas seulement nous mais, surtout, notre belle jeunesse étudiante qui en fait les frais. Elle n'aura été pour ce psychotique sans scrupule que de la vulgaire chair à élections !

Le meilleur choix, Père Paul Karim, Québec

Gagner et surtout réussir toute une session d'étude universitaire, ne vaut-il pas l'effort que demande actuellement aux étudiants le gouvernement qui a trouvé, avec les étudiants eux-mêmes, dans des pourparlers-marathons, une solution qui ne rend pas plus lourds les frais prévus au départ? Chers étudiants, si vous aidiez le gouvernement, de la bonne manière, à demeurer à votre service, par une confiance mutuelle et en faisant preuve de sagesse et de responsabilité, ne serait-ce pas le meilleur choix à prendre dans les circonstances actuelles ?

Quel gâchis !m, par Pierre Gérin, professeur, Moncton, N.-B

Quel gâchis a réussi le gouvernement Charest! La ministre Beauchamp devrait être limogée séance tenante, et Charest devrait déguer. Les étudiants ont fait preuve de courage et d'abnégation devant un matraquage incessant, une autorité inadmissible et une arrogance inqualifiable ! Il n'a jamais compris que l'éducation est une priorité sociale. On voit bien là un transfuge conservateur qui ne se gêne pas pour hypothéquer la nouvelle génération au profit de ses amis privilégiés. Entre Harper et Charest, il n'y a, en fin de compte, pas beaucoup de différences.

À M. Pierre Reid, député à l'Assemblée nationale, par Jacques Légaré, Saint-Augustin-de-Desmaures

Votre déclaration à propos des étudiants leaders «qui manqueraient de crédibilité» est une vraie honte. Jamais n'avons-nous vu nos étudiants avoir une si belle tenue médiatique et dans leurs assemblées.

Votre tentative de discréditation de cette belle jeunesse éclairée est politiquement débile et moralement une infamie. Instruisez-vous auprès des pays scandinaves, auprès des pays européens riches, voire moins riches, qui offrent la gratuité scolaire universitaire et vous constaterez votre inculture profonde... digne de la CAQ et de la trash radio.

Je comprends dès lors pourquoi votre premier ministre vous a chassé de votre ministère et ne vous en a jamais donné un autre: incompetence et nullité.

Quittez ce métier qui n'est pas fait pour vous.

Le cafouillage ministériel, par Augustin Réhel, Percé

Depuis le début de la grève des étudiants, le gouvernement est allé de cafouillage en cafouillage. Le plus récent, c'est cette entente avec les étudiants que la ministre qualifiait de «feuille de route». Avant même que les étudiants prennent connaissance des propositions de la ministre de l'Éducation, le premier ministre pavanait et parlait de cette entente comme étant définitive. Devant le scepticisme des étudiants, l'ex-ministre de l'Éducation, Pierre Reid, s'en prenait verbalement aux étudiants en des termes pour le moins cavaliers, allant jusqu'à mettre en doute leur crédibilité.

Si le gouvernement Charest cherchait à signer une entente pour mettre un terme au «chaos social» créé par les étudiants, force est de constater qu'il a tout mis en oeuvre pour que l'entente échoue.

Un mécontentement justifié, par Maude Lizotte, étudiante, Québec

«On récolte ce qu'on a semé», comme le dit si bien le proverbe. Le gel des frais de scolarité de 1994 à 2007 n'était peut-être pas une si bonne idée après tout. Certes, il a facilité l'accès aux études supérieures, mais à quel prix?

Ce sont désormais les nouvelles générations qui subissent les conséquences des décisions qui ont été prises pour avantager leurs aînés. Sans ce gel, la grève qui a lieu présentement aurait pu être évitée. Une élévation régulière des coûts sur une période plus prolongée aurait permis un taux d'augmentation beaucoup plus faible.

Les étudiants n'auraient donc pas vu la nécessité de s'alarmer puisqu'il n'y aurait pas eu de flagrante injustice. Je ne suis pas contre le fait qu'il faille dépenser davantage pour fréquenter l'université, mais je ne peux blâmer les étudiants de se révolter.

Trop peu trop tard, par Jocelyn Boily, Québec

Il nous apparaît certain maintenant que l'entente intervenue la semaine dernière entre le gouvernement et les représentants des différentes associations d'étudiants sera rejetée par les étudiants. Ce refus catégorique de l'entente par les étudiants est principalement dû à la façon désinvolte dont le gouvernement a géré l'après-signature.

En effet, le lendemain de la signature de l'entente, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp a jeté de l'huile sur le feu en s'empressant de dire haut et fort qu'il n'existait aucune garantie que le comité provisoire sur les universités identifie des «gains d'efficacité» permettant d'abaisser la facture des frais afférents.

De plus, Line Beauchamp a multiplié les entrevues lundi après-midi en refusant que d'éventuelles économies supérieures au montant des frais afférents servent à réduire la hausse des droits de scolarité, comme le réclamaient, à des degrés divers, les associations étudiantes depuis lundi.

Ajoutant à la pression sur les étudiants et n'étant jamais intervenue directement dans les négociations avec les associations d'étudiants, le premier ministre du Québec, Jean Charest, a déclaré que les associations étudiantes devaient respecter ce qu'elles ont signé, sans possibilité d'ouverture.

Un pari... fragile, Henri Marineau, Québec

Après douze semaines de grève et une ultime séance de négociations qui aura duré 23 heures, le gouvernement a conclu une entente avec les représentants des quatre associations étudiantes dans le conflit qui les opposait sur la hausse des droits de scolarité décrétée par le gouvernement Charest.

À ce chapitre, le gouvernement maintient sa position sur l'augmentation des droits de scolarité de 1778\$ pour les sept prochaines années. Néanmoins, l'entente de principe maintient les propositions de la solution globale de la semaine dernière, à savoir le transfert de 39 millions \$ en bourses, les bonifications des prêts pour les ménages gagnant 100 000 \$ et moins, et le seuil de revenu familial qui passera de 35 000 \$ à 45 000 \$ pour l'octroi d'une bourse. Toutefois, l'élément nouveau réside dans le fait que le gouvernement accepte et ce, pour la session de l'automne 2012 seulement, à compenser la hausse des droits de scolarité par une réduction des frais institutionnels obligatoires (FIO) équivalente à cette hausse, à savoir un plus 127 \$ dans une colonne et un moins 127 \$ dans l'autre.

Pour la suite des choses, à court terme, un conseil provisoire, sur lequel siègeront des députés, recteurs et étudiants, sera formé et mandaté pour scruter la gestion des universités. Si, comme le jugent les représentants des associations étudiantes, ce comité parvient à dénicher les économies nécessaires à combler le manque à gagner, à savoir le 127 \$ annuel, la facture totale des étudiants demeurera gelée...sinon, elle risque de monter en flèche. En signant cette entente, les leaders étudiants ont accepté ce pari...Reste maintenant à la soumettre à leur membre.

À mon sens, je considère ce pari comme fragile en ce sens qu'à partir du moment où le fardeau de la preuve appartient aux étudiants en ce qui a trait aux problèmes de gestion des universités et cela, sur un comité composé de députés de toutes allégeances et de recteurs, disons-le tout de suite, plutôt vendus d'avance à la «saine gestion» de leur université, les étudiants devront être drôlement bien armés pour obtenir la crédibilité nécessaire pour convaincre toutes ces «gentilles» personnes de la valeur de leurs arguments.

Pour toutes ces raisons, j'endosse la tendance actuelle qui laisse voir un rejet massif de l'entente de la part des étudiants.

Obligation bradée, par Pierre Simard, Québec

Donc, il relèverait dorénavant des mandatés des associations étudiantes au conseil provisoire d'examen budgétaire sur la gestion des universités d'en déterminer les dépassements indus. Belle façon pour ce gouvernement mollusque de s'éviter des efforts de discernement et de prise de positions risquant de lui attirer les critiques et le ressentiment de certains parrains allergiques à

une social-démocratie trop dissipée à leur goût et jaloux de leurs prérogatives actuelles. Il pourra toujours par la suite discréditer le jugement des jeunes pour sa naïveté et sa méconnaissance de la chose économique et financière. La balle croupira dans leur camp et le gouvernement, ayant ainsi obvié à sa mollesse et à son irresponsabilité, pourra s'en sortir exonéré, tel qu'il est facile et habituel pour lui de le faire, en ridiculisant l'opposant et en lui imputant les raisons de son propre immobilisme. Déléguer pour stagner, tactique machiavélique s'il en est.

En classe!, par Jacquelin Bois, Québec

Il est temps que la ministre Line Beauchamp lance un ultimatum aux manifestants. Ce n'est pas une grève, car les étudiants ne sont pas syndiqués. Tout le monde est perdant dans ce conflit. À ce que je sache, c'est le gouvernement qui doit suggérer des solutions. Ce ne sont pas les étudiants qui doivent faire des propositions. Les étudiants devraient apprendre à budgéter. La simplicité volontaire existe. Ils consommeront quand ils feront de gros salaires. En tant que citoyen, je paye des taxes, dont une partie va à l'éducation. Je suis fier d'y participer. Je suis retraité et je coupe dans mes dépenses. Je m'attends à ce que la relève en fasse autant. En attendant, le gouvernement doit se tenir debout.

Ma nouvelle vie sans efforts, par Michel Roy, Québec

J'aurai 65 ans au mois de juillet et je viens de compléter une formation intensive de 82 jours intitulée: «Méthode infaillible pour obtenir tout ce que vous voulez sans payer». Cette formation m'a forcé à revoir tout ce qu'on m'a inculqué depuis ma naissance: respect, obéissance et politesse. Dorénavant, lorsque je serai confronté à un représentant gouvernemental qui osera me demander un petit effort financier supplémentaire pour améliorer le bien commun, ma réponse sera des plus simples: j'irai casser des vitres, je garrocherai des roches au premier policier que je rencontrerai et j'irai détruire les commerces des honnêtes gens qui peinent sept jours sur sept pour joindre les deux bouts. Bien sûr, il se pourrait qu'un honnête citoyen respectueux des lois obtienne un ordre de la cour pour m'obliger à cesser ce comportement destructif et dorénavant illégal. En réponse, j'enverrai paître le juge qui a osé me contredire dans ma démarche et je n'aurai qu'à frapper à la porte du syndicat le plus près de chez moi pour qu'on assure gratuitement ma défense et qu'on m'encourage à continuer à cogner jusqu'à la victoire finale. Pour démontrer la grande utilité de cet inestimable apprentissage que je viens de compléter avec succès, je l'enseignerai à mes enfants et petits-enfants afin qu'ils apprennent, eux aussi, à tout obtenir sans trop d'efforts. Pour mieux les convaincre du bien-fondé de mes nouvelles idées, je pourrai leur montrer des photos de professeurs et de politiciens bien en vue accompagnant ces anarchistes en mal de gloire, probablement les mêmes qui «rêvassent» de bâtir un nouveau pays, un nouveau pays où on se «fourra» de la loi, où on cassera tout lorsqu'on ne sera pas content et où on bafouera l'autorité. Bel avenir en vue pour nos petits-enfants...

Rêve et réveil, par Alain Boulet, Québec

À la chef de l'Opposition, Pauline Marois
En vous voyant porter le carré rouge, je me questionne très sérieusement sur vos intentions. La grève étudiante me montre une fois de plus que vous êtes davantage guidée par l'opportu-

nisme que par l'intérêt général. Madame, vous désirez devenir première ministre du Québec, est-ce trop demander de vous comporter comme un chef d'état?

Un chef d'état doit être visionnaire, pragmatique et réaliste. Pour le bien commun, il doit aussi adopter des positions parfois impopulaires pour une partie de la population. Ce dont nous avons besoin, c'est de courage plus que d'ambition politique. Ce devrait être encore plus vrai pour un parti qui rêve faire du Québec un pays.

Le PQ a plusieurs fois baissé les bras et accordé le gel des frais universitaires, alors qu'aucun bien ni service n'est à l'abri de l'inflation. Nous ne pouvons continuer à masquer la réalité indéfiniment car elle nous rattrapera bientôt.

Un peu de courage, Madame Marois, et dites la vérité à la population et aux étudiants: la hausse de ces frais est inévitable parce que rien n'est gratuit dans la vie. La recherche universitaire est un maillon essentiel de la prospérité économique et sociale. Le sous-financement de nos universités entraînera inévitablement notre appauvrissement collectif.

Vous devez expliquer ce que vous ferez vraiment si vous prenez le pouvoir. Votre solution de moratoire ne fera que déplacer le problème l'an prochain. Madame Marois, comportez vous en vrai chef d'état!

Commission d'enquête en éducation, par Serge Duchesne, Québec

Avec toutes les horreurs que nous entendons en éducation, surtout sur les dépenses des universités, les étudiants devraient demander au gouvernement de Jean Charest qu'une commission d'enquête soit déclenchée! Je trouve que les dépenses sont exagérées à plusieurs niveaux et les étudiants ont raison de demander que le tout soit redressé. Par contre, il est certain que cela ne sera pas fait à court terme. À mon avis, l'éducation sera l'enjeu des prochaines élections et il faut que les partis proposent des solutions durant la campagne et les corrections après les élections. En attendant, les étudiants doivent terminer leur session.

Le silence est d'or, par L-Philippe Milot, Québec

L'entente entre le gouvernement et les étudiants sera, selon toute vraisemblance, rejetée. À qui la faute? À l'issue d'une négociation, les deux parties doivent avoir sinon la certitude, au moins l'impression d'avoir gagné quelque chose. Le discours intempestif de Jean Charest laissant clairement entendre qu'il était sorti le grand vainqueur de ces négociations ne pouvait qu'entraîner la conséquence que l'on connaît. Le premier ministre a fait un M. Pignon de lui-même. Il aurait dû savoir qu'il vaut mieux parfois se taire.

Quel leadership..., par Maurice Marcotte, Gatineau

Récemment, le premier ministre du Québec, Jean Charest, a beaucoup parlé de «leadership». Toutefois, il n'a pas fait pas de distinction entre le bon leadership, qui recherche le bien commun, et l'autre, recherchant les intérêts privés plus ou moins recommandables. Examinons de près le leadership passé et présent du chef libéral. La construction d'une usine thermo-électrique du nom de Suroît et la privatisation du Mont-Orford, ces deux projets si chers au chef, ont dû être abandonnées à cause des pressions du public qui se trouvait desservi au profit des amis du pouvoir. Pendant près de trois longues années, Jean Charest s'est aussi entêté à ne pas ouvrir d'enquête publique sur les agissements frauduleux dans la construction, pour des motifs inavoués,



semble-t-il. Il n'a bougé que lorsque la pression du peuple est devenue assez forte. Que penser du leadership d'un chef qui laisse pourrir pendant plus de deux mois une situation dommageable pour toute la population, dans cette grève des étudiants? On pourrait se passer d'un tel «leadership».

Négo-rétro, par Gilbert Blachon, Rivière-du-Loup

Alimenté sans doute par les syndicalistes ennemis jurés de l'industrie et par les partis de gauche, Gabriel Nadeau-Dubois a déclaré vouloir mettre en dehors des universités le monde des affaires. Il veut «transférer des fonds de recherche qui profitent aux entreprises privées vers l'enseignement».

Cela est un déni d'années de discussions et de partenariat entre les industries, les écoles secondaires, les cégeps (dont son éducation aux adultes) et les universités, afin que les cours, les programmes et les options reflètent les besoins du marché du travail.

Nous sommes arrivés, après maintes négociations, à créer une belle chimie entre les deux mondes, et ce jeune blanc-bec anarchiste voudrait tout détruire et revenir en arrière? Les compagnies offrent des bourses d'excellence aux étudiants méritants, des stages enrichissants aux deuxième et troisième cycle. Mon fils a bénéficié de l'aide d'une compagnie durant ses stages, il y a travaillé durant l'été, et y a été engagé à la sortie de sa maîtrise en physique. Il y détient aujourd'hui le poste de vice-président recherche et développement, et voyage à travers le monde pour y vendre et y installer un produit très sophistiqué. Ceci est très bon pour notre économie et notre renommée internationale.

Le but d'une formation n'est-il pas de préparer au marché du travail et de répondre à ses besoins? Donc pourquoi celui-ci n'aurait-il pas un mot à dire dans cette préparation? Je ne comprends pas qu'on puisse mettre dans la tête de ces jeunes sans expérience, des idées révolutionnaires, rétrogrades, d'extrême gauche, et syndicalistes, contre l'industrie. Ce n'est certainement pas avec de tels contestataires que ce pays qu'ils veulent nous faire avaler, sera producteur de richesse, développé et compétitif. Regardez autour de vous, tout est «*Made in China*». C'est revenir 45 ans en arrière, époque où on avait peur de l'entrepreneuriat québécois.

Un apprentissage à créditer!, par Denis Beaulé, Montréal

À la ministre de l'Éducation Line Beauchamp

On en est à la treizième semaine. Or, c'est justement le temps que dure une session, 13 semaines. Au cours de ces dernières, maints étudiants, sans cours, auront fait plus d'apprentissages, debout à l'extérieur, exposés au froid et aux intempéries, qu'en session «normale», tout confort, assis au chaud, à l'intérieur.

Qui plus est, ces mêmes étudiants viennent de se coller à l'ultime apprentissage qu'est celui de la négociation véritable au sommet, dans un monde adulte aguerri et expérimenté. Où, ou encore à la suite de quoi, ils auront appris entre autres la (re)lecture préalable que requiert une signature, a fortiori lorsqu'elle est faite sinon au nom, du moins pour des centaines de milliers de gens. Pourquoi donc de tels apprentissages inédits ne seraient-ils pas crédités? Ainsi vue, la session serait rien moins que perdue. Eh oui, là, tout le monde serait gagnant!

Enfin, il est faux d'alléguer qu'en toute négociation impose à chaque partie de tendre à se rapprocher de (la position de) l'autre. Vers quelque chose de mitoyen. S'il devait vraiment en être ainsi, comme position initiale, les étudiants n'auraient qu'à réclamer qu'on les paie pour étudier, attendu que c'est un travail étudiant et que l'ouvrier mérite son salaire. Si bien qu'à la fin, le «juste milieu» serait la gratuité.

Lutte étudiante : le Québec en sort grand!, par Normand Gilbert, coordonnateur, Pour le conseil d'administration du Réseau québécois de l'action communautaire autonome du Québec (RQ-ACA)

Si, comme plusieurs, nous appuyons la lutte étudiante, c'est parce qu'elle est d'abord et avant tout une lutte pour la justice sociale. Même si nous ne connaissons pas encore l'issue de cette lutte sur la question des frais de scolarité, nous sommes convaincus que le mouvement étudiant a déjà gagné sur plusieurs plans:

- Il a gagné notre respect pour son courage, sa détermination et l'exemple qu'il donne d'une lutte à mener;
- pour le fait d'avoir remis au centre des préoccupations politiques et sociales l'éducation comme outil de justice sociale;
- pour avoir dévoilé et démontré plus largement la mauvaise gestion des universités;
- pour avoir exercé, d'assemblées générales en assemblées générales, des processus hautement démocratiques;
- pour avoir démontré un sens des responsabilités en regard des générations futures;

- pour avoir démontré l'agenda néolibéral du gouvernement Charest;

- pour avoir eu le courage de confronter ce gouvernement arrogant au risque même de perdre une session de l'année scolaire;
- pour avoir forcé tous les partis politiques à clairement prendre position sur la question des frais de scolarité et de l'éducation postsecondaire;
- pour avoir brisé cette idée que la jeunesse est dépolitisée;
- pour avoir redonné le goût à des milliers de citoyens et de citoyennes de se battre pour leurs convictions d'égalité des chances;
- pour avoir redonné espoir en un avenir meilleur.

Cette lutte nous inspirera pour des années à venir et nous dynamisera pour confronter ces gouvernements (tant provincial que fédéral) qui sèment l'injustice sociale tout en favorisant la destruction de l'environnement, le manque de transparence et le cynisme politique.

C'est beau de se battre..., par Jeannot Vachon, Québec

Le jeu est terminé. Il faut maintenant que les étudiants reviennent sur terre. Ils ont fait des gains importants dans leur bataille. L'accessibilité aux études a été améliorée par la réforme des prêts et bourses. La hausse des droits de scolarité, malgré un pourcentage élevé, reste modeste considérant qu'il s'agit d'un simple rattrapage et considérant la valeur du diplôme au bout du processus. Le gouvernement vache-à-lait, c'est du passé. Il n'y a rien de méchant à demander à ceux qui reçoivent des services de l'État d'en payer une proportion raisonnable.

Et puis qu'ont à gagner les étudiants actuels? Ceux de 3e année d'université, en demandant une victoire totale sur le gouvernement, pour 254\$, vont risquer de retarder leur entrée sur le marché du travail? Puis 508\$ pour ceux de 2e année? C'est beau de se battre pour les futurs cohortes sauf que les présents étudiants seront alors les payeurs de taxes les plus sollicités par l'État providence. Ils auront bien du temps pour regretter d'avoir appuyé les beaux principes de gauche qui plaident pour refiler une facture toujours plus grande au gouvernement, sans considérer que les usagers riches qui ont les moyens de payer sont les grands gagnants de ce genre de politiques de gratuité ou de bas coûts.

LAPRESSE.CA : Quelles leçons tirer de la crise étudiante? - Publié le lundi 07 mai 2012 à 16h21 | Mis à jour le 21 mai 2012 à 16h23

Comme société, quelles leçons devons-nous tirer de la crise étudiante qui a secoué le Québec depuis trois mois? LES COMMENTAIRES DOIVENT ÊTRE SIGNÉS.



LA MOBILISATION EST POSSIBLE, par Jana Havrankova, Médecin endocrinologue

Première leçon : les jeunes, qu'on croyait passifs, ont démontré qu'ils pouvaient se mobiliser. Du moins, autour d'un sujet qui les touche de près. Mais vont-ils s'intéresser à d'autres enjeux?

Vont-ils aller voter, par exemple? Deuxièmement, laisser pourrir un conflit ne génère que des perdants : vieille leçon, hélas! souvent oubliée. Le gouvernement a perdu de sa crédibilité, déjà passablement amochée. Les étudiants n'ont pas eu de gain de cause : la hausse des droits de scolarité est maintenue. Une médiation efficace aurait dû intervenir beaucoup plus tôt, épargnant à tous un conflit enlisé et perturbant, dont l'issue finale demeure incertaine. Finalement, cette contestation s'est étendue à l'ensemble de l'oeuvre du gouvernement libéral, prouvant que la grève des étudiants sur les droits de scolarité constituait un symptôme d'un malaise plus profond. Ces contestataires, jeunes et moins jeunes, vont-ils se remobiliser pour obliger le gouvernement à expliquer aux citoyens leurs projets pour les ajuster au besoin? Les politiciens, qui répètent en chœur qu'ils désirent une population éduquée, ne devront pas se surprendre que

celle-ci devient de plus en plus exigeante. Ils ne peuvent plus la traiter comme une entité négligeable, tout juste bonne à cocher sur le bulletin de vote aux quatre ans.



AVOIR UN PLAN B, par Adrien Pouliot, Président de Draco Capital Inc., société d'investissement privée

Quand Margaret Thatcher a affronté les mineurs de charbon, elle a perdu la première bataille, car elle avait mal calculé la probabilité que le pays ne manque de charbon (et donc d'électricité). En préparation à la deuxième ronde, elle ordonna que des inventaires de deux ans de charbon

soient constitués et dissimulés des regards des syndicats. La grève des mineurs se termina deux ans moins une semaine plus tard par la capitulation totale des syndicats. Tout gouvernement québécois qui désire affronter les forces vives de l'immobilisme doit donc se préparer au pire, comprendre le rapport de forces des parties et avoir un plan « B ». J'espère, par exemple, que le gouvernement a déjà réfléchi à la stratégie à adopter si une minorité importante ou même si une majorité d'étudiants (probablement les plus militants) rejette l'offre. Une autre leçon : le gouvernement doit « vendre » ses réformes au public. La cause de l'État a été grandement aidée non pas parce que l'État a su convaincre mais parce que les étudiants ont perdu la bataille de l'opinion publique à cause de la violence, de l'intimidation et du débordement idéologique des révolutionnaires de la CLASSE.



AUX AUTRES À PAYER, par Michel Kelly-Gagnon, PDG de l'Institut économique de Montréal. Il s'exprime à titre personnel.

Cette crise a mis en lumière jusqu'à quel point l'observation de Frédéric Bastiat selon laquelle « l'État, c'est la grande fiction à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde » est fondamentalement vraie. Elle a montré aussi jusqu'à quel point la culture québécoise est fondée sur cette mentalité. Je ne suis pas près d'oublier cet étudiant qui, cité dans un article de La Presse, disait : « Pourquoi je m'endetterais pour payer mes études? ». Et personne pour lui répondre : « Mais, justement, parce que ce sont tes études ». Il faut dire que les étudiants-manifestants sont loin d'être les seuls à penser ainsi. En effet, à peu près tout le monde au Québec, y compris pas mal de gens d'affaires, à ce genre de réflexe. Ces jeunes ne sont que le fruit de leur société. Ils veulent la « justice sociale ». Lire : ils veulent que les autres assument le coût de leurs besoins et



UNE MATURITÉ EXEMPLAIRE, par Guy Ferland, Professeur de philosophie au collège Lionel-Groulx de Sainte-Thérèse

Ne laissons plus jamais un conflit dégénérer comme celui-là. Voilà la leçon que nous devrions tirer de cette grève des étudiants qui dure depuis trois mois. En laissant les choses aller sans véritablement répondre à l'appel au dialogue des étudiants, le gouvernement a permis aux extrémistes de s'emparer des manifestations et de les détourner de leur sens de protestation pacifique. De plus, les positions se sont radicalisées, rendant de plus en plus difficile de trouver un terrain de discussion. Le gouffre s'est agrandi entre le gouvernement et les étudiants, mais il s'est également élargi entre les générations. À travers les prises de position des différents intervenants publiques, un discours descendait envers les jeunes à vu le jour. Alors que les leaders étu-

dians ont démontré une maturité à toute épreuve sans personnaliser le débat, une partie de la population plus âgée s'en est prise aux individus et à leur personnalité. Ce sont les jeunes en général qui peuvent servir d'exemple dans l'art de bien argumenter sans utiliser des sophismes d'attaque contre la personne, de double faute, d'appel à l'autorité et bien d'autres. En fait, les étudiants ont peut-être démontré à travers ce conflit que notre système d'éducation actuel forme de citoyens responsables, solidaires et impliqués socialement.



STRATÉGIE, DIRONT LES CYNIQUES, par Alain Vadeboncoeur, Médecin urgentologue

En début du conflit, le gouvernement et certains commentateurs ont minimisé la portée sociale du mouvement étudiant. Erreur, mais qui pouvait alors se comprendre : le bon sens reprendrait ses droits, puis on passerait à autre chose. Or le 22 mars, il s'est effectivement passé quelque chose : la plus grande manifestation de l'histoire du Québec, ce qui n'est pas rien, dans le calme et la bonne humeur. Silence radio de l'autre côté, pas même un doute. Bah : il faisait beau, ça leur passerait. Erreur, plus difficile à comprendre. Stratégie, diront les cyniques. Puis, un mois plus tard, autour du Palais des congrès, le ton monte, c'est la confrontation, la confusion, les arrestations. On essaie ensuite de briser la solidarité associative. Rien n'y fait. Bah : ils vont rentrer dès que la session sera menacée. Erreur. Stratégie, diront les cyniques. Quelques semaines plus tard, le ministre Bachand affirme que la ligne est tracée, qu'il n'y aura plus d'offres, qu'on se revoit aux élections. Tout un timing : le lendemain, début du congrès du PLQ, déplacé à Victoriaville. Foire d'empoigne, manifestants entre la vie et la mort, confusion, désolation. Tout ça pour quoi? Serait-ce pour cliver les étudiants, la population, la solidarité et les institutions d'enseignement? Le résultat ne surprend pas les cyniques: remontée du PLQ dans les sondages. Puis, la négociation blitz de la dernière chance, qui aurait dû arriver deux mois plus tôt, accouche d'une entente boiteuse, dont on se vante le lendemain sur tous les toits. Et rejet massif. Rien n'est réglé, mais de grandes leçons, déjà. D'abord, l'avenir est assuré: cette jeunesse intelligente, cohérente et inspirante, que nous avions sous-estimée, s'est véritablement révélée et nous transformera un jour. La déception est de l'autre côté: gouverner, c'est rassembler, prendre du recul et de la hauteur, assurer la paix sociale et trouver des solutions aux crises; pas jouer sur les mots, tordre les concepts et planifier des astuces comptables compliquées. Ce qu'on attend depuis le début, mais qui n'arrive pas, n'arrivera plus. Stratégie, diront les cyniques. Et maintenant quoi? Des élections?



CHACUN SON VOCABULAIRE, par Nestor Turcotte, Retraité de l'enseignement collégial

Confucius a dit : «Si tu veux faire une révolution, commence par écrire un bon dictionnaire.» Ou bien un excellent lexique ou un glossaire accep-

table, afin que tout le monde s'entende sur le sens des mots. J'ai eu l'occasion d'assister à une des réunions de LA CLASSE. L'expression : «la démocratie étudiante» était sur toutes les lèvres et celle-ci était, selon les dires d'un cégépien, au-dessus de toutes les injonctions. Avant de sortir cet exercice long, fastidieux, démesuré, j'ai vu les jeunes exercer leur droit de vote (?). C'était hilarant ! Je retiens donc de cette crise qui n'est sans doute pas finie, notre incapacité à nous entendre sur le sens des mots utilisés dans notre société délabrée, centrée sur les seules valeurs matérielles. Chaque organisation sociale, politique, a maintenant son vocabulaire, l'impose, le torpille s'il le faut. Le but c'est faire accepter une option, faire progresser une lutte, dresser les groupes les uns contre les autres. On ne sait plus que c'est que le bien commun dans cette société où les groupes de pression font détourner les meilleures intentions des gouvernants, peu importe le parti au pouvoir. Il faut retenir de toute crise une chose : il n'y a pas de pire corruption que la corruption du meilleur. Et le meilleur dans l'homme, c'est la tête. Il ne suffit pas d'avoir une tête pleine de mots, il faut en savoir le sens et savoir comment les appliquer dans une société respectueuse des uns et des autres.



POUVOIR ET PERSISTANCE, par Jean Bottari, Préposé aux bénéficiaires

S'il y a une seule leçon à tirer de ce conflit, c'est sans aucun doute de ne jamais tenir pour acquis une décision gouvernementale, même si la population en générale en est en faveur. À travers cette saga, nous avons appris que le pouvoir et la persistance d'un groupe peuvent l'emporter sur la démocratie. En accord ou pas avec le boycottage étudiant et en condamnant la violence, force est d'admettre que nous avons en tant que société la possibilité de faire valoir notre opposition face à un gouvernement campé sur ses positions. Fait à noter aussi, l'entente signée par les associations étudiantes et le gouvernement Charest illustre ce que nous dénonçons en tant que société, soit la dilapidation de fonds publics. Certes, cette entente pourra faire en sorte que notre argent ou du moins une grande partie de celui-ci, soit dispensé afin de rendre des services directs aux étudiants. Si cette formule fonctionne, pourquoi ne pas l'étendre par exemple, à la totalité du réseau scolaire, au réseau de la santé et à tout organisme relevant du gouvernement? Nous serions ainsi en mesure de diriger les sommes accordées par le Conseil du trésor, donc vous et moi, aux bon endroits. Cessant du même coup le versement de primes de toutes sortes, le paiement de voyages «d'affaires» ainsi que tout autre avantage financier aux hauts gradés de la fonction publique. Prendre exemple sur les étudiants? Pourquoi pas?



L'IMPACT D'UNE POIGNÉE DE DISSIDENTS, par Denis Boucher, Associé au sein d'un cabinet de relations publiques



Il est peut-être un peu prématuré d'affirmer que cette période tumultueuse est maintenant terminée. Les votes n'ont pas encore été tenus et il n'est pas certain que les étudiants accepteront ce qui a été offert après 12 semaines perdues. On n'a qu'à lire ou écouter les nouvelles pour comprendre qu'il existe des factions contestataires de cette entente. Ce qui apparaît toutefois évident depuis plusieurs semaines est qu'une poignée de dissidents peut parfois remettre en question les fondements mêmes de notre société et de notre démocratie. Manifestations violentes, injonctions non respectées et intimidation ne sont que quelques tristes souvenirs de ce débat qui a largement débordé les 50 sous en plus que l'on demandait aux étudiants pour leur éducation post-secondaire. Comme je l'écrivais avant même que la « grève » ne commence, ce sont les étudiants qui avaient le plus à perdre. Si la confrontation prend effectivement fin en raison de l'entente, tous les étudiants, pour ou contre la grève, auront maintenant à rattraper le temps perdu, si cela est désormais encore possible. Il est rare que ceux qui font la grève en sortent gagnants. Celle des étudiants ne fait pas exception.



LE QUÉBEC MÉRITE MIEUX, par Caroline Moreno, Écrivain et comédienne

Dans son premier discours en tant que président de la France, François Hollande a déclaré qu'il était le président de tous : «Aucun enfant de la république ne sera laissé de côté.» La société québécoise retiendra des récents affrontements que le gouvernement en poste n'est pas celui de tous, mais qu'il est au service de la mafia, de son électorat et des gens d'affaires. Jean Charest doit être tenu responsable de l'état de santé des jeunes qui ont été grièvement blessés par les policiers. Il s'agit d'actes criminels. La leçon à tirer de cette crise est qu'un premier ministre qui reste sourd à 200 000 voix qui s'unissent pour demander un retour à la table des négociations, qui ridiculise des manifestants en colère tout en s'adonnant à la corruption, n'a pas la légitimité nécessaire pour gouverner. Il devrait avoir la décence de démissionner ou de déclencher des élections. Il est temps de redonner à la démocratie toute sa noblesse. Un gouvernement pour tous !



MANQUE DE LEADERSHIP, par François Bonnardel, Député de Shefford

Comme société, nous devons tirer des leçons de la crise étudiante qui a secoué le Québec au cours des dernières semaines. La première constatation que nous pouvons tirer est que le gouvernement a démontré un manque flagrant de leadership dans ce dossier. Pourquoi avoir attendu plus de 80 jours pour en arriver à cela? Après avoir laissé la situation pourrir pendant plus de 12 semaines, Jean Charest a fait appel aux syndicats pour finir par pelletter le problème par en avant. Le résultat net, c'est qu'en septembre, il n'y aura pas de véritable réinvestissement dans nos universités et les étudiants seront les premiers pénalisés parce que c'est la qualité de

l'enseignement qui va souffrir de l'absence de nouvelles ressources. De l'aveu même des associations étudiantes, le débat n'est pas terminé. L'incapacité du premier ministre à gérer une crise risque de nous replonger dans un climat de confrontation d'ici quelques mois. Nous avons dit dès le départ de la crise que la solution passait par la qualité, l'accessibilité et la bonne gestion des universités. Aujourd'hui nous nous retrouvons avec une solution alambiquée qui risque de diminuer la qualité de nos universités et des services offerts aux étudiants.



L'ORGUEIL, MAUVAIS CONSEILLER, par Mélanie Dugré, Avocate

D'emblée, il faut user de prudence en référant à cette crise comme un événement du passé puisque le vote des diverses associations étudiantes n'a pas encore été tenu et que certains représentants semblent maintenant répudier l'entente conclue avec le gouvernement. Près de tout ce litige sera résolu incesamment, force est d'abord de constater que le printemps érable aura accouché d'une souris et que le temps aura été un remède à bien des maux. Malheureusement, l'écoulement du temps, et des érables, a été coûteux et lourd de conséquences mais il aurait été impossible de conclure pareille entente dans les premiers jours du conflit. Le temps et l'usure auront fait couler la sève. Par ailleurs, le gouvernement aura tenu sa promesse initiale. Si certains adoucissements ont été ajoutés à la hausse des droits de scolarité, la mesure reste à l'agenda. Le résultat est susceptible de déplaire mais il témoigne néanmoins d'une cohérence certaine. Enfin, rappelons-nous que l'orgueil est un bien mauvais conseiller. Gouvernement et étudiants ont voulu sauver la face en se tirant mutuellement la barbichette, mais aucun d'entre eux ne sort gagnant de ce petit jeu. Voilà bien la preuve que derrière la cause et les principes, se terrent l'orgueil et l'ego des messagers.



UNE SOLIDARITÉ REMARQUABLE, par Raymond Gravel, Prêtre dans le diocèse de Joliette

Ce que je retiens du conflit des étudiants avec le gouvernement Charest, c'est la solidarité des leaders étudiants qui ont su garder le cap, malgré tous les efforts mis en place par Charest pour les diviser. On peut ne pas être d'accord avec toutes leurs revendications, mais on ne peut que louer leur obstination à servir démocratiquement ceux et celles qu'ils représentent. Le gouvernement libéral a tenté de se servir de la cause étudiante pour se faire du capital politique. C'est honteux! Jusqu'à la dernière minute, on a cherché à discréditer la CLASSE et son représentant, sous prétexte qu'il favorisait la violence. Des courriels circulent qui montrent Dubois, fumant la cigarette et utilisant un cellulaire, afin de le

démoniser aux yeux du public et le forcer à entrer dans le rang, pour régler une fois pour toute ce conflit qui a trop duré, mais dont le seul responsable est le premier ministre du Québec : Jean Charest. J'ose espérer que cette entente de principe concoctée par le gouvernement, les recteurs des universités et les centrales syndicales sera rejetée par les étudiants, car il s'agit là d'une démonstration hypocrite d'un gouvernement en phase terminale qui cherche désespérément à se faire réélire aux prochaines élections. Dans ce conflit, j'appuie complètement les étudiants et même s'ils doivent sacrifier leur session d'hiver, qu'ils le fassent! C'est une question de dignité pour eux et pour ceux qui les suivent. J'ai honte d'être dirigé par des femmes et des hommes qui sont prêts à sacrifier les jeunes pour se sauver la face...

Commentaires (8)

- o lagentefeminine, 13 mai 2012, 12h20
Faire des lois qui ont de l'allure, les faire respecter, imposer l'autorité, l'ordre. Le jugement de Guy Turcoot n'aurait pu avoir ce dénouement n'importe où ailleurs. Non criminellement responsable. On fait pareil avec le non respect des injonctions, du cellulaire au volant, de l'alcool, la vitesse, les gens ont de la misère à imposer l'ordre et le faire respecter parce qu'ils sont de nature trop violente et on peur de la confrontation. Apprenez à respirer par le nez. Et cessez d'être molasse devant la révolte. On a écouté, on a négocié s'ils ne veulent rien entendre on ne va pas les laisser tout virer à l'envers. Ce sont les syndicats qui mènent la crise depuis le début. Maintenant ils nous annonce des coups d'écart plus grand. On connaît la chanson, les syndinats nous l'on fait vivre avant. Ils se préparent à nous sortir des bombes pour nous obliger à plier. Des terroristes. Les syndicats sont des terroristes. Et les étudiants ne le soupçonnet même pas.
- o Alexandrine55, 09 mai 2012, 13h24
Personnellement, je trouve que les syndicats cherchent de plus en plus à prendre le pouvoir, en manipulant les gens... La manipulation (des motifs prétendus louables mais faux), l'intimidation et la casse, ils cherchent à prendre le pouvoir, soumettre le gouvernement et les employeurs à leurs décisions, et vont aller jusqu'à essayer de faire des conflits mondiaux...
la preuve la plus évidente est le conflit Rio Tinto contre les métallos... les syndicats veulent en faire un conflit mondial, sous prétexte qu'ils veulent que tous aient les mêmes conditions de travail : le hic, c'est qu'ils cherchent à écraser et détruire tous les petits contracteurs qui font de la sous-traitance... Cela ressemble étrangement aux étudiants qui boycottent pour ceux qui s'en viennent mais non pour eux...des motifs altruistes les syndicats???
- F Vézina
- o Jonathan Lépine, 09 mai 2012, 13h24
La leçon est simple.
Il faut que les débats aient lieu.
Ce n'est pas plus compliqué que cela. Lorsqu'il y a un conflit, il est important de s'asseoir avec son adversaire et de débattre avec lui. Logiquement, il devrait y avoir un constat qui devrait en sortir.
Or, ce n'est pas ce qui s'est passé au courant du conflit étudiant.
Le gouvernement, malgré ses dires, n'a jamais été ouvert au dialogue. Il ne cessait de redire les mêmes arguments encore et encore sans jamais prendre en compte les arguments de ceux en défaveur de la hausse.

Et je ne peux pas dire la même chose pour le camp adverse qui ne cessait de répondre aux vieux arguments de ceux étant pour la hausse. L'IRIS est un bel exemple. Ils ont publié une série de réponses aux arguments les plus populaires en faveur de la hausse. Malheureusement, le débat n'est pas allé plus loin que ça, car le gouvernement n'a pas daigné défendre son point plus loin.

Devant cette fermeture, cette arrogance de leur part, il est parfaitement normal que certains étudiants décident de tenir bon. Il est aussi normal que d'autres décident de laisser tomber et ça, c'est malheureux. Décourager un citoyen est un drame, une tragédie. Il est inacceptable que le gouvernement désire le découragement de sa population et pourtant, c'est qu'il a fait.

En conclusion, il faut à l'avenir faire preuve d'ouverture et accepter l'idée que notre position puisse ne pas être la bonne. Il faut faire preuve d'écoute et de bons sens. Ce n'est pas ce que les libéraux ont fait. Ils ont voulu avoir raison jusqu'à la fin, mais sans faire la preuve que leur point était le meilleur. C'est déplorables... Jonathan Lépine

- o Pierre La Buissonnière, 09 mai 2012, 09h13 "Mieux vaut prévenir que guérir"...

Si aujourd'hui nos universités sont à ce point en manque de financement qu'il faille à tout prix imposer à l'ensemble de nos jeunes adultes étudiants, groupe de la population aux revenus parmi les plus modestes et notre relève dans un futur rapproché, une hausse drastique de plus 1,700\$, sous prétexte que la qualité de leur éducation en dépend et qu'ils doivent payer leur juste part, comme tout usager d'un service public financé par l'ensemble de la population, c'est qu'à quelque part, volontairement ou par incompetence ou les deux, on a oublié de prévenir...!!! Et dans un domaine aussi crucial à moyen et long terme pour la société que l'éducation, et spécialement pour le Québec d'aujourd'hui, c'est à la fois très inquiétant et impardonnable. La planification, c'est la base de succès de toute entreprise, gouvernementale ou privée, de tout organisme, de tout projet. Force est d'admettre qu'elle a fait terriblement défaut et que ce n'est pas la responsabilité des étudiants.

Autre leçon à tirer, c'est qu'il faudrait dissocier le plus possible la gestion de l'éducation de la politique. La première doit viser des objectifs politiques à moyen et long terme alors que les objectifs politiques sont le plus souvent à courte vue et partisans ou en apparence de "partisanerie" à tout le moins. Le présent conflit en est une superbe illustration...

Autre désolante leçon à tirer, c'est que le principe de Peter (tout employé tend à s'élever à son niveau d'incompétence) semble particulièrement s'appliquer aux plus hautes instances de la gestion de l'éducation universitaire québécoise.

- o Charles-Gilles Massé, 09 mai 2012, 09h11 Manifestation de la bêtise humaine Les leaders étudiants, les étudiants qui ont voté pour boycotter ces cours pour lesquels ils payent en droits de toute sorte ou en frais

de subsistance, tous ceux qui les ont encouragés à s'engager dans ce bras-de-fer avec le gouvernement dont ils ne pouvaient qu'espérer des miettes de gains à un prix monétaire et psychologique exorbitant et qui persistent encore en les flattant de « Maturité exemplaire » ou de « solidarité remarquable » devraient faire un sérieux examen de conscience.

Pour exprimer un ras-le-bol généralisé déclenché par le dégel des frais, ils auraient pu suivre leurs cours le jour et descendre dans la rue le soir comme ils l'ont fait de toute façon.

S'ils étaient descendus dans la rue au moment où le gouvernement Charest persistait pour ne pas lancer d'enquête sur la corruption et la collusion dans la construction ils auraient eu plus de chance de recevoir l'appui de l'ensemble de la population.

Tous les professeurs, les directeurs d'établissement d'enseignements, les syndicalistes d'expérience qui les conseillent et les financent devraient avoir honte. C'est facile d'encourager des jeunes fringants et pleins d'idées à se battre. C'est ignoble de les lancer dans une bataille où le risque est grand qu'ils s'y fassent planter.

Oh, vous avez beau être en déni et proclamer que « ? le seul responsable est le premier ministre du Québec Jean Charest? » et accuser le gouvernement de « sacrifier les jeunes pour se sauver la face? », on voit très bien ceux qui utilisent les jeunes pour prêcher la haine du gouvernement : « ? s'ils doivent sacrifier leur session d'hiver, qu'ils le fassent! »

Comme dans toutes les guerres, les vieux tirent les ficelles en retirant confortablement leurs salaires et les jeunes sont envoyés au combat et subissent les traumatismes et les blessures.

Charles-Gilles Massé

Sceptique, 08 mai 2012, 15h28

le plus important des apprentissage est le respect de ses adversaires. Le gouvernement a sous-estimé et ridiculisé (et le fait encore) les étudiants. Très difficile d'avancer dans ce cas.

o Fernand Lavigne, 08 mai 2012, 14h20

Beaucoup de devoirs à faire.

D'innombrables leçons sont à tirer du boycottage de cette minorité d'étudiants, rappelés-le.

La première leçon consiste à réaliser que tout groupe bien organisé et financièrement bien soutenu peut imposer sa loi au gouvernement, même au système judiciaire en ne respectant pas les injonctions.

Leçons aussi, que la démocratie est un concept à interprétation très variable et récupérable en sa faveur. Leçon également, que par l'instrumentalisation, la démocratie peut abriter la dictature du plus fort sur l'ensemble. On nous parle de démocratie, l'écho résonne la dictature.

Leçon encore, que beaucoup trop d'espaces décisionnelles, bien au-delà des compétences des étudiants, a été accordés à leurs associations. Si les connaissances s'acquiert par

les études, les compétences, elles, ne s'acquiert uniquement que par l'expérience, ce que les étudiants ne possèdent aucunement. D'ailleurs, les grandes orientations stratégiques des universités incluant les droits de scolarité doivent impérativement redevenir sous l'autorité ultime des gouvernements, l'enjeu ne peut que demeurer strictement politique, sans négociation directe avec les intéressés, pas plus que les taux d'imposition ou tarifs d'autres services ne le sont.

Enfin, la plus importante des leçons consiste à réaliser que les centrales syndicales dépassent largement leurs rôles premiers. En effet, leurs implications dans cette saga nous démontrent une fois de plus qu'ils sont devenus des gouvernements parallèles. Force est de constater que l'ampleur des pouvoirs financiers et médiatiques des centrales syndicales est devenue inquiétante pour la démocratie parlementaire.

Plus encore, spécifiquement en regard à leurs récents soutiens financiers des associations des étudiants, une question éthique se pose d'elle-même. Considérant que l'apport financier des centrales syndicales à des groupes de pression est légal, est-il pour autant éthiquement acceptable que l'on puisse utiliser, à ces fins, les argents reçus par cotisations syndicales obligatoires des travailleurs. En d'autres mots, peut-on en démocratie forcer un travailleur à financièrement soutenir des causes pour lesquelles il s'oppose? Poser la question, c'est d'y répondre.

Fernand Lavigne

o Yves Claudé, 08 mai 2012, 05h26

La crise étudiante : une bouée de secours pour le PLQ !

Il est absolument inhumain de demander à un naufragé de lâcher sa bouée de secours ! C'est pourtant ce que des comploteurs, auteurs selon le chroniqueur Benoît Aubin, d'un « putsch d'une phalange de la gauche organisée » (*), tentaient de faire vendredi et samedi derniers à Québec, en cherchant à trouver des solutions à la crise étudiante. Or cette crise est précisément la bouée de secours du PLQ. On comprend ainsi pourquoi le PLQ s'emploie à se débarrasser d'une ?entente?, qui constitue en fait une tentative carrément (sic) homicide de le priver de sa bouée de secours !

Au cas où cette bouée ne suffirait pas à maintenir à la surface des eaux un pouvoir trop pesant économiquement, une solution humanitaire pourrait consister à transformer la crise étudiante actuelle, en une crise généralisée à la faveur de laquelle un PLQ naufragé, confortablement remis à flot, se métamorphoserait en Sauveur de la Nation !

Yves Claudé

(*): «Chronique d'une émeute annoncée», Benoît Aubin, Blog, Journal de Montréal, 4 mai 2012.

http://blogs.journaldemontreal.com/benoit_aubin/actualites/chronique-dune-emeure-annoncee/

LA PRESSE : Qu'en pensez-vous?: Crise étudiante: qui sort gagnant? - Publié le samedi 05 mai 2012 à 20h36 | Mis à jour le dimanche 06 mai 2012 à 22h33



Le Soleil, Yan Doublet
Martine Desjardins de la FEUQ et Léo Bureau-Blouin de la FECQ, samedi en point de presse.
La Presse

Le gouvernement Charest a conclu une entente avec les associations étudiantes: la hausse des droits de scolarité est maintenue, mais les économies éventuelles dégagées dans la gestion des universités serviront à réduire les frais afférents imposés aux étudiants. Croyez-vous que cet accord est raisonnable? D'après vous, qui sort gagnant de ce conflit de 12 semaines?

Il est probable que cette entente mettra fin à la grève et que les étudiants retourneront en classe. Cependant, il me semble que cette entente est nettement désavantageuse pour les administrateurs des universités, car ils auront la responsabilité de gérer les dépenses pour gérer cette diminution des frais afférents. Ce n'est pas certain qu'ils réussiront et il est fort probable que la qualité de l'enseignement en souffrira en bout de compte. Enfin tout le monde voulait sauver la face dans cette affaire, mais moi je pense que l'on vient de changer 4 trente sous pour une piastre.

Pierre Lasanté, Montréal

La pression était évidemment devenue trop grande sur les leaders étudiants car cette entente ne leur donne même pas une réduction de l'augmentation annoncée. Tant qu'aux frais afférents, c'est loin d'être certain qu'ils seront réduits avec une meilleure gestion des universités. Les mauvaises dépenses peuvent se savoir seulement une fois qu'elles ont été faites ! Le négociateur gouvernemental a eu le dessus en négociant toute la nuit. La fatigue a eu raison de la volonté des jeunes représentants des fédérations étudiantes. Cependant, je me réjouis de cette fin de crise qui a coûté cher et même très cher à tout le monde à cause d'un gouvernement qui a voulu la résoudre en la laissant pourrir. Comme stratégie, ce n'est pas génial !

Paul-E. Paquette, Gatineau

Bravo aux étudiants qui montrent que dans un pays démocratique, faire de la casse nous fait gagner. C'est encore de le cochon de contribuable qui va payer, puisque les frais afférents sortent de notre poche. Je ne voterai sûrement pas pour M. Charest ni encore moins Mme Marois aux prochaines élections. Les intérêts des contribuables sont encore une fois mis aux poubelles. Merci M. Charest et les syndicats.

Jean-François Picard

Ce n'est pas une sortie de crise. Il s'agit d'un moratoire déguisé, soit le statu quo de la facture étudiante globale, jusqu'en décembre prochain. Cela signifie un certain report de la question, incarné par le conseil provisoire chargé de dénichier des coupures. Quelle idéologie gouvernementale dissimule cette entente de principe? Assiste-t-on à une deuxième prise de l'écoeurément national qui a mené à la commission Charbonneau, retardent-ils le dénouement de la question croyant que s'essouffera le mouvement contestataire ou mettent-ils ce débat en veille en vue d'un déclenchement prochain d'élections? Le coût farineux d'une annulation de session écartait cette possibilité. Après douze semaines

de grève, Jean Charest et ses collègues se trouvaient au bord du précipice. Cette offre ne clôt certainement pas la crise sociale d'une ampleur impressionnante et rassurante sur la politisation de la jeunesse. Le « gagnant » demeure inconnu.

Raphaëlle Élément

C'est maintenant clair. Tout groupe qui ne veut plus payer d'impôt ou qui est en désaccord avec une décision des élus n'a qu'à manifester 12 semaines et il aura ce qu'il voudra. Je vote libéral depuis 16 ans et je ferai mon crochet ailleurs aux prochaines élections. Je croyais vraiment que les étudiants allaient payer leur juste part!

François St-Laurent

Selon moi, c'est un pari de dupes, les frais afférents vont bien sur remonter dans les années suivantes où l'on invoquera la sacro sainte escalade du coût de la vie, alors que le problème de l'accessibilité aux études reste entier. Selon moi, cette proposition n'est qu'une entourloupe du gouvernement libéral pour noyer le poisson, et j'ose croire que les dirigeants des mouvements étudiants, syndicaux ainsi que les étudiants eux-mêmes diront un non franc et massif à cette entente toute en demi-teintes et qui dans le fond ne règle rien sur le fond de la question. Encore une fois, notre "cher" dirigeant agit en anguille et se faufile en évitant la question de fond, c'est proprement indigne d'un dirigeant, on croirait qu'il gère le Québec comme il s'occuperait d'une simple PME. Il est temps de décider quel Québec nous voulons, un Québec à l'américaine où tout va aux plus riches, ou un système d'inspiration plus européen où il fait bon vivre et où tout le monde, employeurs, travailleurs et gouvernement font leur juste part.

Frédéric Bourbeau

Voilà dés sont jetés. Les étudiants ont gagné, le gouvernement a perdu. Attendons maintenant de voir tous les groupes d'employés de l'état où autres groupes de pressions revendiqués des demandes déraisonnables. Ils n'auront qu'à tenir trois mois en faisant des manifestations à répétition et en désobéissant aux injonctions pour finir par avoir gain de cause. La mollesse et le désir inexorable des politiciens de plaire en gérant en vue de la prochaine élection, a fait de nous un peuple extrêmement endetté et ça continue ainsi. Pelleter par en avant les dépenses d'aujourd'hui, mais n'est-ce pas là ce que les jeunes d'aujourd'hui reprochent aux baby boomers et ils viennent de quémander et d'obtenir la même chose. Abdiquer sous le terrorisme étudiant et celui des casseurs, voilà qui est bien bas et faible comme gouvernement.

Daniel Lavertu, Chicoutimi

Cette offre n'est qu'une preuve de plus de la mauvaise foi du gouvernement envers les étudiants. Le gouvernement va même jusqu'à couper dans les frais afférents pour ne pas toucher aux droits de scolarité eux-mêmes. Cet entêtement est incompréhensible. Pourquoi vouloir maintenir ses frais à tout prix? Cette offre sent le coup fourré à plein nez, il suffit de voir le sourire satisfait de Jean Charest et de Line Beauchamp pour se douter que quelque chose ne tourne pas rond. De plus, que penser de la clause interdisant aux associations d'organiser des manifestations par apport à cette offre. Tout cela sent le piège, espérons que les associations seront plus futés qu'en 2005 et qu'elle résisterons à la tentation de rentrer en classe sans savoir exactement ce qu'elles acceptent.

Vincent Rivard

Le gouvernement a acheté la paix avec ceux qui se croient plus fort que la démocratie et s'octroient le pouvoir de gouverner. Manque de fermeté que de négocier une entente à effet zéro mais c'est encore le bon peuple qui va payer pour tout ce gâchis. Temps supplémentaire des

policiers, factures à venir de poursuites éventuelles et les avocats de l'aide juridique pour défendre ces pauvres étudiants arrêtés par ces méchants policiers. En espérant qu'il y aura des recours collectifs contre les associations étudiantes par ceux qui voulaient étudier et ceux qui ont subi des préjudices (commerçants, port de Montréal).

Régis Rioux

L'offre du PLQ est un piège. Le conseil provisoire n'a aucune obligation de résultat. Les étudiants doivent absolument la refuser. Sinon, ils vont se retrouver avec une pleine hausse et des frais afférents non diminués. Cette « offre » démontre bien l'immense mépris que le PLQ a pour l'intelligence des Québécois.

Michel Laurence

Les seuls qui ne perdent rien sont les professeurs de cégep qui ont poussés leurs élèves dans cette aventure, qui ont été payés à rien faire et qui demanderont probablement d'être payés en temps supplémentaire pour ramasser ce gâchis. Les élèves et leurs parents eux perdent des centaines de millions de dollars. Il ne faut pas oublier que plus de 40% des étudiants étaient en grève contre leur gré. Qui va les indemniser?

Patrick Sullivan

Le grand gagnant : le gouvernement, car il ne fait aucune concession. Les perdants : les étudiants, S'il est possible de dégager 127\$ par session la première année en examinant les dépenses des universités, il serait utopique de croire qu'ils puissent dégager 1778\$ par année par étudiant dans 7 ans. De plus, l'endettement des étudiants augmentera en raison de la bonification du programme de prêts et bourses qui augmente aussi le seuil à partir duquel l'aide financière devient une bourse (selon ce que j'ai retenu un endettement de près de 5000\$/an au lieu de 2900\$/an). Le financement de la bonification du programme de prêts et bourses se fait à même des coupures au niveau des crédits d'impôt des étudiants (c'est changer quatre 25¢ pour 1\$). Je ne comprends pas pourquoi l'on n'a pas adressé à la question du financement des écoles privées et des crédits d'impôt accordés aux familles qui font le choix d'envoyer leurs enfants au privé dans ce débat. Tristement, le dernier espoir des étudiants réside dans un changement de parti aux prochaines élections et c'est un pari que les libéraux sont prêts à tenir.

Mylène Veilleux, étudiante

Après 82 jours, le gouvernement de Jean Charest a abandonné les 68% de la population disant que son offre était la meilleure. Jean Charest a utilisé la technique de Pauline Marois et il a décidé que le dossier de la hausse des droits de scolarité se réglerait dans deux ans, lorsque les 800 \$ de frais afférents auront été abolis. Est-ce que le gouvernement veut envoyer comme message qu'en démolissant le centre-ville de Montréal, on peut le faire plier? C'est ce que je comprends de cette entente à rabais qui fera perdre tout plein d'argent aux universités et au gouvernement. Quelle honte!

Charles Beaudet, St-Marc-sur-Richelieu

Les associations étudiantes ont réussi à obtenir gain de cause sur les points qui faisaient l'unanimité entre elles, tout en permettant au gouvernement de sauver la face, une condition non écrite de toute sortie de crise. Elles ont obtenu le gel de la facture universitaire et qu'on arrête de piger dans les poches des étudiant-e-s pour financer les activités discutables des universités. Il s'agit selon moi d'une importante victoire citoyenne, aux membres des associations de décider maintenant s'ils la juge suffisante pour mettre un terme à cette grève.

Jean-Frédéric Messier, professeur, École supérieure de théâtre, UQAM

Personne ne sort vraiment gagnant de cette crise, car le recul du gouvernement n'aura servi qu'à amener les étudiants à se tirer eux-mêmes dans le pied. Le laxisme de notre société causera tôt ou tard bien des problèmes! Je suis toutefois d'accord pour assainir les finances publiques, mais avec toute la corruption que l'on décèle jours après jours, je demeure pessimiste. C'est la victoire du mal contre la droiture!

Guy Côté

Je suis une étudiante qui suit de très près le débat concernant la hausse et je participe activement aux diverses manifestations organisées. Lorsque j'ai eu vent de l'entente, j'étais dans les rues en train de manifester. À mon grand malheur, ce n'était pas ce que j'espérais lire. Au niveau économique, l'entente est satisfaisante considérant que les étudiants payeront le même prix, mais qu'en est-il du débat idéologique que nous menons derrière tout cela depuis 12 semaines? Selon moi, pour la majorité des protestataires, le débat n'était pas au niveau de la valeur des droits de scolarité, mais bien pourquoi en tant que société devrions-nous payer ce surplus nécessaire par la faute de la mauvaise gestion de l'argent des contribuables dans notre province actuellement. Et oui, j'ouvre le débat plus largement en me permettant de cibler TOUTE la mauvaise gestion et non seulement celle des universités. J'ai espoir qu'un jour, nous vivrons dans une collectivité où l'argent que le peuple paye au gouvernement soit réinvesti pour son bien-être. La gratuité scolaire et l'amélioration de différents services sociaux ne sont plus des utopies dans la société actuelle. Je pense que les négociations à Québec auraient pu donner de biens meilleurs résultats et que la solution actuelle n'est que temporaire et j'ai vraiment l'impression que la compensation avec les frais afférents et la gestion universitaire ne sera pas très exacte. J'ai de la misère à croire que si on dit être capable d'aller chercher l'argent de la hausse dans ces deux endroits, on ne puisse pas annuler le concept de hausse au grand complet. C'est pourquoi je me sens un peu "niaisée" par le gouvernement.

Andra Florea, étudiante de l'École d'éducation Internationale de Laval

Cette entente devient intéressante dans le sens que l'objectif de l'absence de hausse n'est pas atteint mais en même temps, il y a une volonté d'une réduction équivalente au chapitre des frais afférents. C'est ce principe des vases communicants qui permettra aux étudiants de ne pas payer davantage pour leurs études. En ce sens c'est un gain notoire mais qui aurait pu être réglé bien avant aujourd'hui. Le gouvernement a préféré faire semblant de négocier la dernière fois avec la présence de Line Beauchamp pendant seulement une heure à la table de négociations. Hier et aujourd'hui, trois ministres à plein temps soit plus de 22 heures (dont Mme Beauchamp) en présence continue et ce, après plus de 82 jours de grève, manifestations etc. Il me semble évident que le gouvernement a préféré faire preuve de mépris et d'arrogance envers les étudiants et d'étirer le temps, mais à quel prix? Des débordements et des manifestations dont l'objectif principal s'est élargi au ras-le-bol de ce gouvernement en fin de régime: Plan Nord, gaz de schiste etc. Ce gouvernement corrompu jusqu'à l'os va même vouloir rendre responsable la CLASSE de la violence tout en veillant à son exclusion de la toute dernière session fictive de négociations. Plutôt machiavélique comme plan car les forces policières ont bien spécifié qu'il s'agissait de casseurs qui s'infiltrèrent dans toutes les manifestations et qu'ils représentaient à peine 2% du nombre des manifestants. C'est tout dire... À vouloir laisser pourrir le dossier pour des

fins électoralistes, Jean Charest a créé un climat social chaotique lequel s'inscrira dans la triste histoire du Québec car c'est du jamais vu depuis les années 70. Bref souhaitons que le comité provisoire, lequel doit devenir permanent, saura bien analyser la gestion financière des universités québécoises. En attendant que le comité soit en permanence, il y a un moratoire sur la hausse des frais de scolarité. Oui, il y a une date prévue pour que ce comité devienne permanent mais au moins, ce n'est pas une date butoir. Les associations étudiantes ont la prétention de croire que des sommes peuvent être dégagées justement afin d'éviter une hausse des frais de scolarité en diminuant les dépenses jugées futiles dans la gestion des universités pour dégager des surplus qui seraient directement affectés aux étudiants. Il est à souhaiter que leur conviction à cet égard puisse s'avérer juste car dans le cas contraire, c'est la crédibilité des leaders étudiants qui risquerait d'être mise en cause. Quelque part, ce serait malheureux car je suis vraiment fier de ces trois jeunes très articulés qui ont su éveiller les consciences. Uniquement pour cette dimension, c'est un gain plus qu'appréciable. On ne peut que les remercier pour leur apport à la société québécoise de demain. Dans les prochaines décennies, les défis seront majeurs pour le Québec de demain. C'est maintenant qu'il faut un forum socio-économique de même que des États généraux sur les études supérieures. Ça urge de définir dès maintenant les priorités et de revoir toute la fiscalité gouvernementale et ses institutions. Dans le cas contraire, la paix sociale sera fragilisée.

Jean-Yves Larose, Québec

Le gouvernement a plié envers des terroristes. Les étudiants en boycott (à peine 1% de la population du Québec) ont tenu tous les citoyens en otage pendant 12 semaines, permettant des gens à faire de la casse et aux municipalités de dépenser des millions en frais de forces policières. Le fait que les hausses demeurent sur la table, mais que la différence est enlevée des frais afférents est ridicule. C'est de la comptabilité chinoise. De plus, la bonification des prêts et bourses font en sorte que ça coûte plus cher au gouvernement qu'avant l'annonce des hausses. Encore les contribuables qui vont écopper. La solution était de maintenir la ligne dure ainsi qu'envoyer les factures des frais de police, de casse et de nettoyage aux associations étudiantes. Tôt ou tard, après les annulations des sessions, les étudiants seraient retournés en classe en ayant appris une vraie leçon de démocratie et de vie. En bout de ligne, la leçon envoyée est celle que n'importe quel groupe qui veulent quelque chose du gouvernement n'ont qu'à tout casser et ils l'obtiendront.

Jeffrey Foucault

Beau projet, mais comment en calculer les économies? Est-ce que les frais seront moins élevés pour les étudiants d'une université qui réduit ses coûts/services? Va-t-on couper sur le chauffage/climatisation, le service alimentaire, la pastorale, les activités sportives, l'engagement de professeurs émérites, etc. De plus, les universités n'ont pas toutes les mêmes priorités. Enfin, si je comprends bien, ce seront les universités qui feront en bout de ligne les frais de cette entente: l'amélioration du régime de prêts/bourses sera de l'argent non versé aux universités, les économies se feront sur une diminution des services, la comptabilité de tout cela coûtera évidemment très chère à gérer.

Pierre Boutet

Une simple annulation de la hausse des droits de scolarité ou une diminution de celle-ci aurait certes eu des effets politiques négatifs pour le gouvernement et positifs pour les représentants

des étudiants, mais cela n'eût été qu'un report dans le temps de l'inévitable augmentation. La présente entente est à l'honneur des deux parties en ce qu'elle procède d'un réel dialogue et, partant, du compromis, apanages de notre société démocratique. Non seulement, d'un point de vue strictement financier, les étudiants n'auront probablement pas à déboursier davantage, mais la présente issue force un débat économique de fond sur la gestion de nos universités. Il fallait que ça dérange. Objectif atteint. Mais demeurons vigilants face à l'establishment qui, on s'en doute, aurait préféré la première solution.

Jean Martel, notaire

Cette entente souligne que le fardeau de la preuve est actuellement inversé, dans la mesure où les universités n'ont pas à prouver la nécessité de ces nouvelles sommes mais plutôt qu'il est possible de les dégager de la mal-gestion. Il n'a d'ailleurs pas encore été prouvé que les universités ont besoin de telles sommes pour assurer un enseignement de qualité. Force est de constater que le 2 avril, Guy Breton était incapable d'évaluer les effectifs professoraux pour dispenser un enseignement de "qualité". Pour considérer cette offre comme étant réellement avantageuse, il faut prouver qu'il est possible d'absorber l'entièreté de la hausse **seulement** par la mauvaise gestion et seuls les FIO (environ 500\$) sont assujettis à une baisse éventuelle ce qui rend impossible l'abolition de la hausse. Il faudra faire également une confiance absolue au conseil provisoire sur les universités, composé de 6 marionnettes rectorales, 2 gens d'affaires (lire patronat acoquiné) et un représentant de gouvernement. Le gouvernement actuel a démontré pendant plus de 80 jours que son but ultime était d'atomiser le tissu social québécois afin de parvenir à ses fins. Il faudra donc réfléchir au fardeau de la preuve qui se retrouve inversé dans la situation actuelle et peut-être à proposer une contre-offre qui inclurait la notion de fardeau de preuve de la nécessité de l'augmentation du financement pour les universités. Une telle contre-offre pourrait inclure la nécessité pour les universités d'établir leur besoins financiers non pas en termes comparatifs par rapport à la moyenne canadienne mais plutôt par rapport aux besoins réels.

Sébastien Fautoux

Il y a dans cette entente de principe beaucoup d'a priori qui ne sont pas tout à fait transparent. D'abord les étudiants sont minoritaires: au mieux avec une alliance avec les syndicats ils se retrouvent 8 (bloc syndicaliste (?)4, 4 étudiants) contre 10 (6 recteurs, 2 entreprise privée, ministre nommé 1 MELS, 1 cégep) et le président s'il a un vote prépondérant, le compte est de 11. Finalement, il faut trouver des exemples de mal gestion des fonds sinon il n'y a pas de baisse. Cela peut s'avérer difficile car on a en face des universités privées et des frais afférents différents d'une université à l'autre: de \$ 600 McGill à \$ 225 UQO. Joli casse-tête.

Gilles Parent

La proposition ne passera pas. Le gouvernement se moque de nous.

Fanny Boutin

Cette entente sera probablement acceptée pour les raisons suivantes: les syndicats sont les amplificateurs, les chefs étudiants, les haut-parleurs. Les syndicats (avec l'aide de Gilles Duceppe) devaient trouver rapidement une porte de sortie honorable. Les soi-disants "leaders Étudiants" ne sont en fait que des portes-parole des puissants syndicats au Québec. Les syndicats (les vrais, pas le club-école) réalisent qu'ils ont été trop loin et étaient en train de provoquer un chaos social insoutenable, qui allait contre leurs intérêts: pas d'étudiants, moins besoin de pro-

fesseurs (de "science humaine" non-math), moins de membres, moins de cotisations. Les "Leaders Étudiants" ne sont en fait que des participants dans un concours d'art oratoire. Ils n'ont cependant pas l'expérience et la maturité de comprendre ce qu'est une négociation. Les grands frères les ont bien coaché durant 3 mois mais ils ont totalement perdu le contrôle. Aucun de ces "Leaders étudiants" n'a fait d'étude de commerce, comptabilité ou finance. Cela risque d'être intéressant lorsqu'ils tenteront d'expliquer aux étudiants la teneur de ce qui vient d'être soumis. Il serait facile d'expliquer ce concept aux élèves du HEC, mais bonne chance pour les étudiants n'ayant pas cette base de connaissance. La raison pour laquelle ils vont retourner en classe, c'est qu'ils sont acculés au pied du mur. Ils perdront la face s'ils refusent. Ils acceptent aussi parce que des élections vont se tenir et ils pensent que notre Pauline Nationale va tout annuler. En fait Pauline Marois va perdre les élections, on aura un gouvernement minoritaire libéral, Gilles Duceppe va revenir car il est encore en toile de fonds, comme la souveraineté qu'elle promouvait du bout des lèvres. Qui a gagné, qui a perdu, on n'en sait rien on ne sait plus.

François Laurier, St-Laurent

Selon l'entente de principe, le gouvernement maintient la hausse des droits de scolarité de 82 % sur 7 ans. Ces droits pourront être partiellement ou totalement compensés par des économies qu'un Conseil provisoire aura identifiées. Dès septembre, les universités créeront un compte à payer de 127 \$ pour chacun de leurs étudiants (254 \$ pour la 1ère année). Ce compte pourra être réduit selon le rapport du Conseil provisoire qui doit être déposé en décembre. Si le rapport n'est pas déposé en décembre, un autre compte à payer sera créé en janvier. Les étudiants devront acquitter ces comptes, qu'ils soient réduits ou non, à la suite du dépôt du rapport du Conseil provisoire. Les leaders étudiants pensent qu'ils pourront identifier des économies d'efficience importantes dans la gestion des universités. Mais on peut penser que les universités n'accepteront pas facilement les coupes proposées. Comme les étudiants seront minoritaires sur ce Conseil (4 représentants sur 19), il n'est pas certain qu'ils pourront convaincre les autres membres du conseil, dont les représentants des recteurs, du milieu des affaires et des syndicats, que les coupes budgétaires sont opportunes. De plus, à mesure que les années passeront, il sera de plus en plus difficile, voire impossible, de trouver les économies nécessaires pour compenser la hausse des droits de scolarité. Les montants en cause sont impressionnants. La première année, il leur faudra trouver environ 49,5 millions de \$ (254 \$ X 195 000 étudiants universitaires); la 2e année, 99,1 millions de \$; la 3e année, 148,6 millions de \$; la 4e année, 198,1 millions de \$; la 5e année, 247,6 millions de \$; la 6e année, 297,2 millions de \$ et la 7e année, 346,7 millions de dollars. Compte tenu du contexte de crise, il devrait être possible de faire des coupes de 49,5 millions de \$ la première année et ainsi compenser les étudiants pour la hausse des droits pour la 1ère année. Les universités vont invoquer qu'elles sont sous-financées d'environ 600 millions de \$ et le milieu des affaires devra continuer de les appuyer, mais elles devraient s'y soumettre la première année. Pour les autres années, ce sera beaucoup plus difficile d'ajouter d'autres coupes budgétaires car les budgets auront déjà été réduits. Il est douteux qu'après la 1ère année, les étudiants puissent convaincre les autres membres du Conseil de la justesse de leurs propositions. Dans ce genre de dossiers, il est

toujours possible de trouver d'excellentes raisons pour maintenir les dépenses en faisant valoir des inconvénients importants de les éliminer. On peut penser que le Conseil ne pourra pas aboutir à des sommes significatives dès la 2e année et par conséquent, qu'il n'y aurait pas de compensation significative pour la hausse des droits de scolarité à partir de la 2e année. À moyen terme, cette entente n'est pas bonne pour les étudiants puisque la compensation pour la hausse des droits de scolarité (environ 350 millions de \$ à terme) n'excèdera pas le montant de la 1ère année (environ 50 millions de \$), pour un taux de compensation de 15% environ. Que faire alors ? Comme l'entente est assez neutre pour la 1ère année, cette entente pourrait permettre de gagner du temps. En effet, la première année, les étudiants ne devraient pas assumer de déboursés additionnels, si les universités ne contestent pas trop leurs propositions de coupes budgétaires. Il n'y aurait pas d'impact budgétaire pour le gouvernement par rapport au budget. Mais les universités pourraient perdre environ 50 millions de \$. Un aspect très important, les étudiants pourraient terminer leur session s'ils acceptent l'entente. Enfin, les électeurs pourraient trancher le débat dans une élection qui devrait avoir lieu d'ici douze mois.

Léandre Nadeau, Québec

Le contenu de cette "entente" est absolument grotesque ! Le gouvernement a endormi les leaders étudiants avec une vieille stratégie technocratique consistant à faire semblant de régler un problème en le dissimulant derrière une pléiade de comités. Ainsi, il y aura un comité provisoire où 4 étudiant(e)s siègeront avec 13 représentant(e)s des institutions d'enseignement, des milieux d'affaires et des syndicats, sous l'oeil vigilant de 2 représentant(e)s de la ministre, pour déterminer s'il est possible de couper dans les budgets des universités ... Or, tous ces futurs "partenaires" des étudiant(e)s dénoncent depuis des années les sous-financements des universités et ils considèrent tous en avoir fait maintes fois la preuve. Sur ce fameux conseil provisoire, les 4 étudiant(e)s, croient-ils vraiment qu'ils pourront convaincre leurs 13 autres "partenaires" de renier toutes leurs déclarations, tous leurs mémoires, toutes leurs revendications et toutes leurs réclamations économiques ? C'est d'une incroyable naïveté ! Et si, par miracle, les 4 étudiant(e)s parvenaient à convaincre les 13 autres partenaires et les 2 représentant(e)s de la ministre, le conseil provisoire sera ensuite remplacé par un conseil permanent qui fera à son tour des suggestions de coupures à la ministre, qui pourra en disposer comme elle l'entend. Et ensuite, si par miracle ces coupures sont acceptées par tous les "partenaires", en contradiction flagrante avec leurs propres intérêts, ces coupures serviront alors à réduire l'augmentation des frais de scolarité !!! Quelle belle entente ! Comme d'habitude, le gouvernement libéral aura réussi à renvoyer dos-à-dos tous ceux qui réclament, pour diverses bonnes raisons, une augmentation des investissements gouvernementaux en éducation. Le gouvernement leur dit : *"Vous réclamez tous plus d'argent ! Pas question qu'on augmente les impôts des riches. Alors répartissez entre vous les sommes qu'on vous donne déjà. Moi et mes amis, on met pas un sou de plus"*. Les "partenaires" s'entredéchireront : les administrateurs universitaires, les syndicats d'enseignants, les milieux d'affaires (surtout ceux-là), et les étudiant(e)s formeront ainsi un magnifique panier de crabes, sous l'oeil amusé et satisfait du Ponce Pilate gouvernemental. Il n'en sortira rien du tout pour personne, surtout pas pour les étudiant(e)s. Et le gouvernement et les plus fortunés de la société auront encore vaincu. L'argent neuf dont les universités et leurs étudiant(e)s ont besoin, il se trouve dans les revenus mirobolants d'un grand nombre d'entreprises financières. Mais évidemment, les milieux d'affaires et leurs "délégués" gouvernementaux veillent au grain ! Ils seront même aussi nombreux que les étudiant(e)s au sein de ces fameux comités trompe l'oeil ! Bref, cette "entente" est une odieuse supercherie et j'espère que tous les étudiant(e)s du Québec la rejeteront.

Pierre-Yves Guay, professeur, UQAM

Je crois que les deux parties en sortent gagnantes. En effet, le gouvernement qui aime bien jouer avec la sémantique, conserve sa décision : les frais de scolarité seront augmentés et garde l'honneur bien haute dans le face à face avec la population. Tandis que les étudiants reçoivent ce qu'ils désiraient : augmentation nul des frais grâce à l'annulation des frais afférents; ainsi qu'un droit de regard sur la gestion des universités et de cégep.

Raynald Boucher

Il n'y a rien dans cette entente là-dedans de bien réjouissant, et surtout rien de solide, de concret. On sonne la trêve, pour les élections. Et les grands gagnants à court terme, ce sont les libéraux qui pourront dire qu'ils ont réglé la crise sans avoir rien lâché (ce sont les universités le problème). Le fond du débat est complètement évacué, après avoir été mis en lumière par le mouvement. Rien sur les liens entre l'université et l'entreprise, sur son virage prononcé vers une logique néo-libérale. Rien sur la juste part des milieux financiers, et d'autres secteurs en plein développement au Québec, lourdement soutenus par les libéraux (ex. : gaziers et miniers). Toutefois, il est clair que la lutte étudiante de ce printemps a permis de mettre sur la carte de grands enjeux concernant le bien commun. Et ce malgré les tirs nourris (au figuré...et parfois en réel) des pouvoirs en place, via leurs chantres bien disciplinés (Les lucides, les médias de masse, le milieu des affaires, les corps policiers, etc.). Si la lutte étudiante de ce printemps devait se terminer sur cette note (ce sera aux associations de décider), elle laisserait un goût amer dans la bouche de bien des jeunes qui se sont impliqués à des niveaux variables dans leur mouvement. Un mépris constant, une absence éhontée de reconnaissance, voire la haine chez certains commentateurs. Mais il a permis à des milliers de jeunes et moins jeunes de se politiser et d'affirmer leur point de vue. La devise du Québec est je me souviens. Ce printemps restera dans la mémoire pour beaucoup. La manifestation du 22 mars, et la grande marche pour la terre du 22 avril seront peut-être des moments fondateurs pour un Québec différent. Si j'étais un puissant, je m'en inquièterais sérieusement. Il y a un solide réveil à gauche.

Jean-François René, professeur, École de travail social, UQAM

Les Fédérations d'étudiants viennent de remporter haut la main la première lutte d'envergure de l'ALLIANCE SOCIALE, ce regroupement de toutes les forces de gauche souhaité par Mme Claudette Charbonneau peu avant son départ de la CSN. L'ALLIANCE SOCIALE dont font partie les Fédérations des étudiants, les artistes et travailleurs culturels, les groupes communautaires, les syndicats, les écologistes, les féministes ... a pour objectif d'empêcher la réduction de la taille de l'État et la privatisation ou la tarification des services publics, en un mot de lutter pour le maintien des acquis de la révolution tranquille. En luttant contre la hausse des droits de scolarité et en remportant la victoire éclatante que constitue l'entente récente avec le gouvernement, les Fédérations étudiantes viennent de justifier

l'existence de l'ALLIANCE SOCIALE. Paradoxalement, les Fédérations étudiantes seront aussi fort utiles au gouvernement. Le Conseil provisoire des universités qui sera créé à leur suggestion, permettra une analyse et un contrôle des dépenses universitaires que le gouvernement semble incapable de mener. Il est un peu étonnant de constater que le gouvernement a décidé d'améliorer substantiellement le financement des universités sans avoir préalablement procédé à cette étude. Grâce aux Fédérations des étudiants, les excès des universités seront enfin dénoncés. Il n'a jamais été facile pour le gouvernement d'interpeller ces vaches sacrées que constituent les universités. Rappelons-nous ce qui est arrivé à Jean Garon, alors ministre péquiste, quand il avait osé les questionner.

Louis Dion, administrateur scolaire retraité, Saint-Jérôme

Si les associations étudiantes devaient accepter, ce qu'elle feront sans doute par lassitude et épuisement, le compromis concocté en fin de semaine par le groupe de sortie de crise invité par Jean Charest, y incluant les « mononcles » syndicaux (coup de génie de Jean Charest), elles auront cédé au paternalisme des vieux et perdu leur combat initial soit celui du gel des droits de scolarité. Elles auront renoncé à leurs principes pour une poignée de dollars provenant d'une baisse des frais afférents théoriquement équivalente au gel. Un enjeu qui n'a jamais été évoqué pendant les douze semaines de grève. Une offre qui aurait dû être offerte dès le départ. Clairement, les étudiants ont perdu leur combat et une partie de leur dignité. En effet, Jean Charest, fort de l'appui de 68 % de la population, a organisé le jeu pour gagner le match final. En effet, il déplacé son conseil général de Montréal à Victoriaville plutôt qu'après un règlement de la crise que tout le monde souhaitait. Ce faisant, il a provoqué les étudiants les plus radicaux. Et devant les policiers de la Sûreté du Québec, moins aguerris que ceux de la police de Montréal, et un lieu statique de manifestation, soit devant un hôtel, toutes les conditions étaient réunies pour un dérapage. Rapidement, des images d'une grande violence sont, en effet, apparues sur nos écrans. Les leaders étudiants ont dû les dénoncer vertement, se plaçant ainsi dans une position de négociation affaiblie. Ce qui les a amené à accepter une proposition de compromis pour sauver la face et le reste de leur dignité abîmée par la manifestation de Victoriaville. Ainsi, Jean Charest aura gagné mais pour un chef d'État, ne s'agit-il pas d'une victoire honteuse sur le dos de la jeunesse ?

Denis Forcier, Shefford

Après 82 jours de boycott et des dizaines de manifestations les associations étudiantes et le gouvernement sont enfin parvenus à s'entendre. Cette entente de principe ne prévoit pas de gel pas plus que la gratuité des frais de scolarité, cheval de bataille de la CLASSE. Par contre les étudiants ont tout de même gagné un point. En effet cette entente prévoit que les gestionnaires d'universités devront faire preuve d'imagination afin de faire baisser les frais afférents facturés aux étudiants d'un montant équivalent à la hausse instaurée par le gouvernement Charest. Le conseil provisoire qui verra le jour suite à ces négociations sera certainement en mesure d'identifier des économies intéressantes qui pourront par la suite être remises en baisse de frais aux étudiants. Nous savons tous que tout organisme public et gouvernementale, incluant les universités, souffrent d'une "structurite" aigue qui fait en sorte que l'argent qui devrait aller en services directs à la population est trop souvent mal dépensé. Ces négociations auront

donc aussi permis au gouvernement Charest d'admettre en quelque sorte qu'il est vrai que certains administrateurs doivent se responsabiliser et cesser de dilapider comme bon leur semble les fonds publics. Tant qu'à y être les chefs syndicaux présents à la table de négociation devraient demander que cette saine gestion s'applique à l'ensemble du réseau scolaire et aussi au gouffre sans fond qu'est devenu le réseau de la santé. Oui c'est un tout autre débat. Mais ne mérite-t-il pas que l'on s'y attarde aussi? Le conflit devrait donc prendre fin avec ces propositions. Ne reste qu'à chaque étudiant à peser le pour et le contre en votant sur la seule et unique entente négociée depuis le début de cette saga qui semblait ne pas avoir d'issue. Une entente acceptable car le gouvernement ne faisait preuve d'aucune ouverture et semblait vouloir gagner à tout prix cette guerre d'usure.

Jean Bottari, Montréal

Un petit pas au niveau des résultats, mais qui donne l'élan nécessaire, celui qu'on attendait. Il y a du bon dans l'entente, dont cette révision du mode de gestion des dépenses dans les universités, mais les étudiants et l'ensemble de la société perdent sur le fond. On dégèle et la porte restera ouverte à des augmentations récurrentes. Le débat n'est pas terminé, celui de l'accessibilité, mais aussi celui de la transformation de notre système d'éducation, qui se plie progressivement à la logique de marché, à commencer par l'instrumentalisation du secteur de la recherche, jusque dans l'intégrité de la formation elle-même. Les frais de scolarité ne sont qu'une pointe de l'iceberg, voire une question piège qui nous détourne des débats de fond. Les étudiants ont d'ailleurs réussi à susciter cette réflexion collective. La grève s'est ajoutée à de nombreuses insatisfactions et aura amené la société québécoise à débattre franchement, enfin, et à oser remettre en question. Le dossier de l'éducation n'est pas réglé, et il reste ces lourds enjeux qui menacent la santé du Québec : le mode de gestion de ressources naturelles et énergétiques, l'intégrité et l'efficacité du système démocratique, la qualité et l'accessibilité de l'ensemble des services sociaux, l'équité sociale, la protection de l'environnement, notre capacité à nous doter d'une réelle autonomie, etc. Le système socioéconomique qui s'est installé démontre clairement ses limites et ses dangers, et notre classe politique fait quotidiennement la preuve de son incapacité à protéger l'intérêt collectif et le bien commun. Nous devons avoir le courage de nous doter d'institutions, de services et d'un système démocratique à la hauteur de nos aspirations. Nous devons, oui, articuler un projet collectif. Cette grève aura une fin, ne serait-ce qu'en raison de l'épuisement des troupes, du climat social qui s'est installé ou pour des raisons logistiques. Mais, plus qu'en 2005, plus que jamais, la fin de la grève n'est pas la fin d'un mouvement. Non, les étudiants ont crevé l'abcès, ont enfin mis sur la place publique un débat avec lequel nous continuerons d'évoluer et ils nous démontrent que le statu quo peut être ébranlé. L'insatisfaction générale et ces prémisses d'une mouvance sociale et d'un courage collectif, auront raison du pessimisme ambiant et de l'immobilisme politique. Nous avons beaucoup à faire pour redresser le Québec et pour montrer au reste du monde que rien ne nous oblige à nous prosterner sagement devant les soi-disant impératifs de la vague néolibérale. Notre vitalité politique, économique et culturelle peut se fonder sur d'autres bases. Étudiants, votre réelle victoire se manifeste dans la mobilisation d'une génération, dans ce vent de réflexion et de débat semé dans toutes les strates de la société et dans cette brèche ouverte dans notre quotidien.

Merci, vous nous avez donné un magnifique élan. J'aime ce Québec qui se dévoile et celui qui se dessine. Vos efforts remarquables, votre ténacité exemplaire et votre créativité inspirent et donnent le ton pour la suite du printemps québécois.

Joël Nadeau

L'offre proposée par le gouvernement n'est pas acceptable. Elle propose l'équivalent du gel pour une session. Par la suite, les gains financiers obtenus potentiellement par une meilleure gestion universitaire seront déduits des frais afférents. Or, les frais afférents, tout dépendant des universités, sont d'environ 500-600\$ par année. La hausse de 1779\$ sera donc à terme, dans le meilleur des scénarios, une hausse de "seulement" 1200\$. Les étudiants sont en grève depuis 12 semaines pour contrer cette hausse. Avec cette annonce, même dans le meilleur scénario possible, cela demeure une hausse substantielle. Même si élections auront lieu dans moins d'un an, le risque que les Libéraux soient encore réélus demeure présent. Ce n'est pas un risque à prendre d'accepter cette offre et d'espérer un changement éventuel de gouvernance. Si nous tenons encore un peu, je suis certaine que le gouvernement va finalement modifier la hausse des droits de scolarité. Finalement, selon ce qui se dit à l'intérieur des associations, je doute sincèrement que la majorité d'entre elles vont voter en faveur de cette offre.

Sarah Michelle Neveu

Le gros loup Charest, le méchant, se servi de la mère-grand Beauchamp pour attirer les chapeaux à carrés rouges éclatants, pour les bouffer goulument. Ils se défendirent en marchant, sauvant ainsi quelques galettes et petits pots de beurre nourissants, pour subsister jusqu'aux saisons nouvelles, évidemment.

Gilles Bousquet, St-Hyacinthe

C'est une aberration totale. Encore une fois ce gouvernement ne sait pas gérer le Québec. Qui va payer le coût engendré jusqu'ici en ce qui a trait aux démonstrations contre la hausse des droits de scolarité? Et oui c'est nous encore une fois. Près de 70% de la population était pour la hausse de ces frais. Franchement, vivement un autre gouvernement. Assez c'est vraiment assez.

Pierre Chartrand

Les étudiants sortent gagnants de ce conflit de 12 semaines. Belle leçon de démocratie offerte à un gouvernement qui en a si peu fait la démonstration pendant la lutte menée par les étudiants au sujet des frais de scolarité. Les étudiants représentant les fédérations étudiantes ont démontré plus de sagesse que le gouvernement en place et surtout ont donné au gouvernement de Jean Charest une belle leçon de démocratie. Le premier ministre du Québec et surtout chef du parti libéral faisait pitié à voir. Mal habile, petit homme, mesquin, vengeur, petit politicien de bas étage, sans envergure et anti-démocratique. Une honte pour tout le Québec, le Canada et le monde. En toutes circonstances, il a fait de la bien petite politique. En comparaison de Barack Obama, son image est bien pâle et révèle le personnage dans toute sa petitesse. Ce politicien, si faible dans son rôle de premier ministre contrastait avec le "campaner" si rapide lors des campagnes électorales, a laissé perdurer le conflit, essayant au passage d'amasser du capital politique. C'était évident, Tous ses clips à la télé en témoignent. Accusant les étudiants de la Classe en particulier de préconiser la violence, accusant tout un chacun arborant le carré rouge d'engendrer la violence parce que cela faisait bien son affaire de faire peur aux personnes âgées les plus vulnérables qui craignaient même une révolution sanglante au Québec. L'idée de la violence terrorisait aussi une clientèle de gens moins scolarisés, peu sensible aux études, igno-

rant l'importance même de l'éducation, n'ayant jamais eu la chance pour elle-même de fréquenter les CÉGEPs ou les Universités. Le seul but de Jean Charest en agissant ainsi était de remonter dans les sondages. Quel personnage ignoble et grotesque. La peur au Québec, oui les québécois sont de grands peureux, c'est connu, est habituellement une formule gagnante que l'actuel premier ministre utilise avec doigté chaque fois qu'il est dans l'embaras et que l'enjeu politique risque de tourner en sa défaveur. Cela fera bientôt 10 ans qu'il est au pouvoir et ce qui ne va pas bien au Québec est toujours de la faute des péquistes. Beau groupe d'amis pour M. Charest, les vieux les plus vulnérables, ceux qu'il réussit chaque fois à effrayer, les non-scolarisés sont aussi des gens plus vulnérables au chantage de ce politicien et à l'intimidation; enfin, les anglophones et allophones, des clientèles acquises au parti libéral, coûte que coûte. Vous avez vraiment une belle clientèle au parti libéral. Bravo M. Charest! Vous êtes vraiment un bien petit homme...et vous êtes le grand perdant de ce conflit puisque l'occasion nous aura été donnée à tous, d'apprécier combien petit et minable vous êtes. Vite des élections pour qu'enfin on se débarrasse de votre gouvernement. Souhaitons que vos successeurs prennent exemple auprès de la classe étudiante, ces jeunes qui nourrissent l'espoir d'une société meilleure, pour nous donner un gouvernement démocrate, équitable, juste et généreux pour tous les Québécois.

Adalbert Lévesque, Rivière du Loup

Au sujet du conflit étudiant, pensez-vous que les membres de la CLASSE vont accepter cette entente? Leur représentant Gabriel Nadeau-Dubois n'a rien de moins que réclamer la gratuité scolaire. Pensez-vous que le boycott de ses membres qui a été amorcé depuis douze semaines aura été fait pour en arriver à un règlement à moitié? Il est évident que les grandes centrales syndicales étaient les maîtres à penser des "leaders" étudiants et ce n'est pas pour rien qu'ils étaient tous à Québec pour les négociations en fin de semaine. Toutes les manifestations où il y a eu des dommages aux personnes et aux propriétés privées et publiques, aux injonctions non respectées donc considérées comme un outrage au tribunal autant de la part des étudiants que de certains professeurs ont été négoc-

ciés dans un protocole de retour aux études. Gabriel Nadeau-Dubois n'a pas lâché le morceau pour rien. Que pensez-vous que les ordonnances de cour de justice et des dossiers judiciaires de tout ce beau monde vont devenir? Néant! Sur ce point il est certain qu'il y a eu des négociations et soyez assuré que tout s'effacera par magie et que personne n'en aura vent. Quel seront les journalistes qui oseront poser la question à ce sujet? Entendez-vous quelques questions à ce sujet? Néant! C'est très simple, le gouvernement a fait dans ses culottes et se sera encore les honnêtes contribuables qui paieront la note. Des élections au plus coupant car nous avons besoin d'un gouvernement avec une colonne vertébrale...

Éloi St-Pierre

Les deux sortent perdants : les jeunes ont mis leur session en péril et perdront du salaire d'été; les libéraux seront éventuellement perdants aux élections, car les étudiants iront voter massivement « j'espère ».

Raynald Breton

Par son entêtement à ne pas se laisser dicter quoi faire par des "petits morveux d'étudiants", Jean Charest, a plongé le Québec dans la plus grande crise étudiante qu'il ait jamais connue. Résultat, après 12 semaines de conflit: on change quatre trente sous pour une piastre! Bravo! En bout de ligne il n'y aura pas plus d'argent pour le financement des universités. En plus, comme il a été démontré que les coûts de ce conflit excèdent déjà de beaucoup la hausse des frais de scolarité pour la première année, en bout de ligne, le gouvernement est perdant. Mais il pourra avoir la tête haute le premier ministre, il a tenue parole devant ses amis recteurs: "Je vous l'avais promis qu'on augmenterait les frais de scolarité. Maintenant, je vais pouvoir me consacrer à la vente de nos ressources du nord!" Bravo à cette génération d'étudiants qui ont tenu tête, vous me donnez de l'espoir!

Denis Laplante

À mon sens, rien en fait dans cette entente, ne semble raisonnable sur le fond. Le gouvernement a laissé la crise se prolonger pour se donner bonne conscience, mais dans les faits il a provoqué cette situation et qu'il aurait pu éviter lui-même en prenant ces mesures avant de déposer son budget. Donc, on revient en quelque sorte à la case départ, c'est-à-dire on fait une facture,

ou il y a un débit crédit qui s'annule. Est-ce que ça valait 12 semaines de grèves, des millions dépensés avec les interventions policières, les bris et méfais, des cours retardés, des emplois d'été retardés pour les étudiants qui deviennent un casse-tête pour des commerçants, etc.? Pour ma part, il est évident que seul le gouvernement est directement lié à ses décisions, soit sa responsabilité d'avoir laissé cette situation se détériorer. De plus, rien n'est selon moi, encore réglé, on vient de repousser le problème. Le prochain gouvernement qui sera élu devra corriger cette situation, car l'accessibilité n'est toujours pas garantie pour tous les jeunes qui voudront faire des études collégiales et universitaires (prêts et bourses). Je me demande comment les étudiants ont pu accepter ce genre d'entente, je ne donne pas ma confiance dans ce gouvernement Charest, il ment comme il respire. Ce débat reviendra hanter ce gouvernement, car le parti Libéral est allé contre les idées qu'il défendait au départ, c'est-à-dire assurer l'accessibilité à tous pour une éducation.

Henri Lebarbé

Les étudiants font preuve de courte vue et d'ignorance. Moins d'argent, peu importe où s'applique le "rationnement", dans le financement global des institutions, c'est moins de services, moins de recherche, moins de gens compétents. Ils croient avoir gagné quelque chose, soit. Ils auront moins en retour. Seul point positif, s'il en est un peut-être, c'est potentiellement plus d'observation dans l'administration des institutions. Toutefois, le prix n'en valait pas la chandelle. Je n'aime pas ce gouvernement, mais dans ce contexte il se doit de garder l'énoncé de départ. Le monde des universités anglophones comprend beaucoup mieux les besoins en financement de leurs institutions.

P.-E. Perreault

Les étudiants 1, la société 0 Quel est LE message que ces étudiants retiendront de leur expérience? Dès que vous n'êtes pas satisfaits d'une politique, vous sortez dans la rue tous les jours, vous faites un peu de grabuge, 1 ou 2 émeutes, et voilà, vous finissez par obtenir gain de cause, en tout ou en partie... La belle société que l'on se prépare!

Danielle Villeneuve, Laval

LE SOLEIL.COM: Pour ou contre la grève des étudiants (10) - Publié le jeudi 03 mai 2012 à 13h23 | Mis à jour le lundi 07 mai 2012 à 14h46

À quand la paix et l'ordre?, par Lucile Roy, Saint-Georges de Beauce

Je suis une grand-mère de 71 ans et je ne reconnais plus la province où je suis née et où j'ai grandi. Je regardais récemment un reportage à la télé concernant l'ouverture d'un collège où plusieurs étudiants et étudiantes voulaient entrer pour suivre leurs cours après avoir obtenu une injonction de la Cour supérieure. Sur le perron de l'entrée du collège en question, je voyais des jeunes, j'en déduis (parce qu'ils ou elles étaient cagoulés avec de grosses lunettes) qui en bloquaient l'accès.

J'ai paniqué en voyant ce désolant reportage et je me suis demandé où sont les autorités qui peuvent faire appliquer les lois et les ordres de la Cour. C'est à ce moment que j'ai réalisé que ma protection et celle de mes enfants ne sont plus assurées dans ma province.

Notre province est sous l'emprise de personnes qui font ce que bon leur semble sans se soucier de la liberté des autres et c'est vraiment désolant. Où sont les ministres de la Justice et de la Sécurité publique? À quand la paix et l'ordre et qui, au gouvernement, va se lever pour sonner la fin de la récréation? J'ai bien hâte, mais en

attendant, je n'aime pas ce que je vois, ce que je lis et ce que j'entends.

Négociation 101, par Laurent Nolin, Québec

Je suis semi-retraité et j'observe depuis plusieurs semaines le débat entre les étudiants et le gouvernement. J'avoue avoir l'impression d'assister à un cours de «Négociation 101». À la question: «Que faire si on ne veut pas négocier un point avec la partie adverse?», le professeur répondrait sans doute :

- 1-** vous affirmez haut et fort que vous ne voulez pas négocier pour impressionner l'autre partie;
- 2-** si cela ne fonctionne pas, vous détournez le sujet de la négociation. Vous parlez de prêts et bourses au lieu de droits de scolarité.
- 3-** vous cherchez un prétexte pour attirer l'attention sur autre chose que le thème principal de la négociation, par exemple, la violence des manifestations;
- 4-** vous vous acharnez sur l'importance d'un mot, par exemple « condamner » pour éviter d'aller plus loin dans la discussion;
- 5-** vous essayez de diviser les autres parties pour les affaiblir comme groupe, et pour cela,

vous cherchez à discréditer les plus militants comme ceux de LA CLASSE;

6- vous vous attaquez au messenger, Gabriel Nadeau-Dubois, pour lui faire perdre sa crédibilité auprès de sa base;

7- vous faites pourrir les négociations pour que les autres parties se mettent en colère, au risque que certains individus deviennent même violents, ce qui vous permet de corroborer vos dires que les autres agissent de mauvaise foi;

8- vous offrez des «peanuts» pour donner l'impression que vous agissez de bonne foi aux yeux de tout le monde;

9- et quand tout cela ne fonctionne pas et que les représentants des autres parties ne se laissent pas faire, vous essayez d'éviter ceux-ci en vous adressant directement aux étudiants et à la population qui ne voient pas vos manoeuvres, espérant qu'ils vont faire le travail à votre place. Naturellement, vous rechercherez à en retirer les bénéfices politiques, s'il y a lieu.

Voilà exactement où se situe notre gouvernement dans ce conflit. Il ne veut pas négocier. Ses façons de faire sont en fait un mépris mal déguisé et l'on sait que le mépris induit la violence. Mais il n'y a aucun problème pour nos politiciens



à inciter à la violence par ses façons d'agir tout en condamnant haut et fort cette dernière. On ne peut certainement pas parler ici de bonne foi. Alors que fait-on quand une des parties ne veut pas négocier? On nomme un médiateur ou on change les négociateurs. M. Charest et Mme Beauchamp, vous n'êtes plus crédibles dans ce processus de négociation.

Trop et trop cher, par Sylvain Dagenais, Québec

Trop de choix de société et des choix trop coûteux! Faut se décoller le nez de sur la vitrine et voir le débat sur la hausse ou non des frais de scolarité à un autre niveau.

La société québécoise fait beaucoup trop de choix. Des priorités; communément appelé des choix de société :

- nous sommes «pour» beaucoup d'enjeux;
- nous sommes «pour» un accès aux études supérieures au coût le plus faible;
- nous sommes «pour» un aide financière aux familles au prise avec des problèmes de fertilité;
- nous sommes «pour» des garderies à 7\$ et faut pas que ça monte trop;
- nous sommes «pour» l'accès aux médicaments...
- nous sommes «pour» l'augmentation de la qualité des services à nos aînés;
- nous sommes «pour» des routes, des ponts et des immeubles entretenus de façon optimale et régulièrement;
- nous sommes «pour» une dette qui diminue;
- nous sommes «pour» tout...

Comme personne, je suis aussi pour tout ça. Mais comme payeur de taxes, je n'ai pas les moyens de tout me payer. Comme société québécoise, faut faire des choix, les prioriser. Mais aussi comprendre que les enjeux qui ne seront pas priorisés coûteront plus cher ou ne seront tout simplement pas accessibles. Tant que nous ne ferons pas ces choix par l'entremise d'un gouvernement qui aura le courage de les actualiser, tout le monde continuera de tirer la couverture de son bord en pensant que son enjeu est le plus important, que notre porte-monnaie commun est infini et que les coupures devraient être faite ailleurs.

Jean Charest «le magnanime»..., par Geneviève Dubé, Québec

J'ai suivi avec intérêt la conférence de presse donnée par Jean Charest et son ineffable ministre Line Beauchamp vendredi dernier. Tous deux avaient, semble-t-il, une annonce importante à faire. Alors, je me suis plantée devant ma télé à 11h pile.

Le premier ministre, couvé par le sourire bienveillant de sa ministre, et outillé d'un éloquent tableau, a rendu public le détail des solutions proposées aux étudiants. Ce faisant, il en a profité pour rappeler à toutes les Québécoises et les Québécois à quel point durant les onze dernières semaines, son gouvernement avait fait preuve d'ouverture et de patience envers les

manifestants. Ben oui! Quoi qu'il en soit, le PM et sa courageuse ministre ont largement insisté pour que les membres des associations étudiantes (et la population en général) prennent le temps d'analyser leur audacieuse proposition.

Cette offre mirobolante, que tout être sensé accepterait en criant «Hourra!» pourrait être résumée ainsi : non seulement les frais de scolarité vont augmenter, mais en plus, ils seront désormais indexés en fonction du coût de la vie. La hausse ne sera pas étalée sur cinq ans, mais Ô, quel soulagement, sur sept ans. Jean Charest fait preuve d'imagination et va piger dans le crédit d'impôt sur les droits de scolarité pour qu'un étudiant dont les parents gagnent 45 000\$ et moins ait accès au calcul sans contribution parentale. L'histoire ne dit pas à quoi étaient destinées ces sommes il y dix semaines, pourquoi cet argent est subitement disponible, mais bof! Y a mieux encore.

Ce que nous rappelle Jean Charest dans sa conférence de presse, c'est que si une infime partie de la hausse du financement des universités, à peine 50¢ par jour (*sic*) devra être assumée par les étudiants, le reste le sera par les contribuables. Notre premier ministre et son amène ministre de l'Éducation vont prendre notre argent, celui des étudiants (ce qui, bien souvent, revient au même) pour augmenter le financement des universités tout en continuant de refiler des contrats de plusieurs millions à la mafia, en fermant un oeil et demi sur l'évasion fiscale, en permettant que des recteurs quittent le navire les poches bien pleines, et j'en passe et j'en passe.

Eh bien, en ce qui me concerne, maintenant que Jean Charest m'a rappelé que je lui remets 40% de mon salaire afin qu'il l'utilise à bon escient, non seulement je suis fermement opposée à ce que le gouvernement augmente les frais de scolarité, mais je refuse qu'un si mauvais gestionnaire gaspille ce que je verse pour le bien commun.

J'en ai ras-le-bol de me faire niaiser par un premier ministre arrogant et par une ministre aussi incompétente qu'orgueilleuse. J'en ai plein mon casque que nos dirigeants permettent le saccage de notre territoire, vendent nos ressources naturelles à rabais, engraisent leurs amis à même nos impôts. Je veux que ça cesse et maintenant. Tout le monde debout!

Le baril de poudre gouvernemental, par Gilles Desharnais, St-Jean-Port-Joli

Deux commentaires au sujet de la hausse des droits de scolarité. Tout d'abord, quand va-t-on se rendre compte qu'il n'y aura jamais de véritable négociation avec les étudiants? Pourquoi? Parce que le gouvernement n'en a jamais voulu. C'était décidé d'avance, le gouvernement sachant qu'il ne sortira jamais gagnant d'une négociation avec les étudiants. S'il doit s'asseoir et négocier, il sait qu'il ne va pas rencontrer ses objectifs, et alors que ça ne passera pas et que

ça va faire du grabuge. Son alternative? Une tactique de confrontation, éviter à tout prix une table de négociation.

On comptera alors sur l'appui de la population qui viendra de deux sources : les gens ne vont pas apprécier ce que les étudiants vont faire au cours de leurs manifestations, et ensuite le gouvernement compte aussi sur l'appui de tous ceux et celles qui sont d'accord avec une hausse. Voilà une tactique totalement politique, presque électoraliste et quasi déloyale. En bout de ligne, ce sont en effet les étudiants et la population qui en paieront le prix. C'était donc une voie toute tracée, une tactique calculée vers un conflit important et prévisible.

Deuxième point important, on nous dit que les frais de scolarité dans les autres provinces et pays, sont partout plus élevés. Par hasard, est-ce que les impôts seraient plus bas? SVP, quel-qu'un peut-il tenir compte de l'impôt? Ici au Québec, nous sommes les plus taxés, mais si vous me laissez 5000 \$ de plus dans mes poches, peut-être serais-je prêt à payer un peu plus de frais de scolarité pour mon enfant. En Alberta, il y aurait un taux d'impôt plus bas mais fixe (ou minimum) pour tout le monde, qu'est-ce que ça veut dire de plus comme revenu disponible dans les mains des contribuables? Comment se compare-t-il avec moi? Et en Ontario, avant de dire qu'il en coûte plus cher, combien reste-t-il de plus dans les poches des gens? Ici au Québec, je paie plus pour plein de choses, taxes diverses plus élevées, impôts plus élevés, j'achète mon vin à prix abusif après d'une régie qui est propriété du gouvernement et qui fait des profits énormes, etc.. Je m'attends donc à en avoir plus pour mon argent, mais de toute évidence, ce n'est pas le cas. Pour preuve cette hausse des frais de scolarité qu'on veut imposer en disant qu'ailleurs «c'est pire et plus élevé», est-ce à dire que je me fais avoir par les deux bouts? Je répète, baisser mes impôts et mes taxes, augmenter mes revenus disponibles à hauteur des autres provinces ou des autres pays, et après, seulement après, je vous autoriserai à me parler d'une hausse des frais de scolarité.

Entre-temps pour régler cette impasse, svp au plus vite un moratoire, car c'est vous le gouvernement qui avez choisi cette manière de faire, qui avez orchestré la chose depuis le début, vous qui avez choisi cette tactique machiavélique pour en arriver à vos fins sur le dos d'un groupe vulnérable. Sans moratoire, soit dit en passant le meilleur et seul appel au calme possible, c'est vous qui choisirez la casse, et je ne fais pas de jeu de mots avec la CLASSE, à cause de votre choix délibéré et tactique depuis le tout début. Au fond, le véritable baril de poudre, c'est vous autres qui l'avez placé au centre avec la mèche bien visible, et puis vous avez regardez les images à la télé. Conclusion, les étudiants sont les adultes dans cette aventure, et les enfants sont au gouvernement, des bébés, stratégies dangereux, me direz-vous, mais enfantins quand même.

LESOLEIL.COM: Pour ou contre la grève des étudiants (9) - Publié le lundi 30 avril 2012 à 11h27 | Mis à jour le mercredi 02 mai 2012 à 11h38

Vertus théologiques, par Jean-Marie Desagné, Québec

Discourir comme on le fait au sujet des frais de scolarité, c'est un peu tenter d'attraper un chien par la queue. Il faut saisir la bête par la tête. La tête, c'est la société civile apte à faire des choix éclairés en fonction des valeurs qu'elle privilégie. C'est la démarche que semblent vouloir amorcer les étudiants. Ils le font avec détermination et un certain succès devant un gouvernement qui ne

veut rien entendre et cherche, pour se sauver, à les diaboliser.

Pourtant, ceux-ci ont un message qu'il serait peut-être intelligent d'entendre. On pourrait même dire que, par leur attitude calme devant les médias, ils apportent de la fraîcheur et un baume dans le contexte du climat politique aigre dans lequel nous vivons. Un jour, ils seront aux commandes de l'État. J'aurais aimé pouvoir être là afin de les voir, peut-être, instaurer le règne des vertus théologiques, la foi, l'espérance et la

charité, valeurs qui ne sont pas étrangères à leurs discours.

Jean Charest et la violence, par Jacques Plante, Québec

Le gouvernement libéral de Jean Charest dénonce la violence qui serait le fruit d'un groupe d'étudiants minoritaires de la CLASSE. Pour Jean Charest, ses élus et son parti, on ne négocie pas sous la menace. Beaucoup soutiennent cette position et c'est tant mieux. Mais monsieur

Charest aurait-il oublié que c'est ce même parti libéral qui était au pouvoir, en septembre 1990, quand des Warriors Mohawks ont saccagé un club de golf, bloqué une route, le pont Mercier et tué par balle le caporal Marcel Lemay de la SQ dans la pinède D'Oka. C'est aussi ce même Parti libéral, dirigé alors par Robert Bourassa, qui a envoyé son ministre des Affaires autochtones, John Ciaccia, signer devant les caméras de télévision une entente avec le warrior masqué, Lasagne, pour mettre fin au conflit. SVP un peu de cohérence de respect. Je me souviens.

Un mouvement révélateur, par Jean Seaborn, Québec

Actuellement, le mouvement de grève des étudiants est le révélateur d'un malaise de société plus grand que les frais de scolarité. Je parle ici du fait que la classe moyenne s'appauvrit de plus en plus et que l'accès des plus pauvres aux études supérieures sera assorti d'une plus grande dette à la fin de ses études et que ça lui prendra du temps pour se sortir de ce trou financier. Merci aux courageux étudiants qui ont à cœur une vision à long terme.

Écoutez-les, par Mireille Caron, Québec

«On a mis quelqu'un au monde, on devrait peut-être l'écouter !» Cette chanson d'Harmonium des années 70 raisonne encore dans mes oreilles. Je devrais dire résonne...

Je suis une baby-boomer. Pardonnez mon existence, mais mes parents étaient très catholiques. Quand j'entends les propositions du gouvernement, je trouve ça un peu étourdissant. C'est comme si j'avais mal au genou et qu'on me prescrivait des remèdes pour une otite et une coupe de cheveux. Ça me fait penser aux publicités qu'on reçoit parfois. Belle image mais ça ne tient pas la route.

Ça va être difficile pour les étudiants d'évaluer. Les chiffres sont-ils vraiment les bons?

Je sais que les loyers augmentent, et la nourriture aussi. C'est déjà un exploit d'y arriver actuellement. Peut-être que d'ici quelques années, les étudiants seront plus malléables. Déjà qu'en maternelle, on a autorisé une élève à porter des écouteurs pour ne pas entendre «Une souris verte» ou «Pomme de rainette ou Pomme d'Api». Si on souhaite habituer les étudiants à ne pas entendre, on ne peut pas quand même pas les habituer à ne pas comprendre !

Et dire que pour moi la jeunesse, c'est notre trésor le plus précieux.

Pour clore ce débat avec moi-même, si ça revient au même pourquoi faire ces changements !

Conduite avec facultés affaiblies..., par Fernand Cousineau, professeur d'économie retraité, Matane

Monsieur Charest, prétendant avoir les deux mains sur le volant, nous disait lors de la présentation de sa «solution globale» qu'il trouvait «grotesque» - le répétant avec une tonalité impérative - que certaines gens prétendent qu'il se servirait du conflit avec les étudiants comme tremplin pour une campagne électorale à venir.

Ce que nous trouvons grotesque, nous : c'est son attitude au Salon du Plan nord lorsqu'il s'est permis de faire des sarcasmes sur les étudiants qui manifestaient et qui le font depuis plus de deux mois.

Ce que nous trouvons grotesque, nous : c'est que M. Charest ne se soit même pas excusé de ses paroles outrageantes et qu'il prétend avoir été cité hors contexte, alors qu'il n'a pas été cité du tout. Nous l'avons tous entendu et surtout,

tous vu rigoler de ses bévues inconvenantes et méprisantes.

Ce que nous trouvons grotesque, nous : c'est la violence psychologique avec laquelle le gouvernement, en place, a décidé d'ignorer, depuis des mois, les doléances et revendications légitimes des étudiants.

Ce que nous trouvons grotesque, nous : c'est la conception archaïque de la démocratie que pratique le gouvernement actuel, en se laissant croire que le seul qui peut avoir raison ; avoir une bonne compréhension des enjeux ; avoir une solution juste et équitable de la question ; c'est l'État. Et nous, comme les étudiants, sommes de pauvres bougres qui n'y comprennent rien.

Ce que nous trouvons grotesque, nous : c'est l'attitude du ministre de la Sécurité publique M. Robert Dutil qui, bien qu'ayant adouci ses propos, a quant même fait porté le blâme de la violence lors des manifestations sur les seules épaules de Gabriel Nadeau-Dubois.

Ce que nous trouvons grotesque, nous : c'est que M. Charest et Mme Beauchamp se soient servis des violences lors des récentes manifestations pour rompre les discussions avec les étudiants et en prendre prétexte pour tenter de diviser les étudiants en excluant La CLASSE. Alors que M. Marc Parent, directeur de la police de Montréal, a fait la distinction entre les manifestants et les casseurs.

Ce que nous trouvons grotesque, nous : ce sont ces silences, cette indifférence devant ces manifestations sans commune mesure dans l'histoire du Québec. Souvenons-nous, entre autres, une première fois quelque 200 000 étudiants et sympathisants à leur cause, et cette seconde manifestation du 22 avril où plus de 200 000 citoyens exprimaient leur ras-le-bol de la conduite avec facultés affaiblies des gouvernements tant provincial que fédéral.

Si, comme vous le dites, M. Charest, vous n'avez aucune intention électorale dans la gestion de la crise actuelle, ce dont nous doutons, eh bien! nous sommes dans l'obligation d'être en accord avec les propos tenus par Mme Lise Payette dans *Le Devoir* du vendredi 27 avril qui suggère d'avoir, comme nos voisins américains, une procédure d'empêchement. Il nous faut comprendre que bien que vous prétendiez avoir les deux mains sur le volant, vous conduisez avec des facultés affaiblies. Auriez-vous oublié que David a vaincu Goliath?

L'éducation, richesse collective, par Jacques Gagnon, médecin retraité, Québec

Je suis pour la grève étudiante et contre la hausse des droits de scolarité. Comme bien des parents pouvant se le permettre financièrement, j'ai payé les droits de scolarité de mon fils tout au long de sa formation universitaire. Je valorisais qu'il puisse débiter sa carrière sans dettes d'étude. Même si les droits de scolarité sont majorés, plusieurs parents continueront de les défrayer en totalité.

En revanche, les étudiants dont les parents sont moins fortunés (mais dont le revenu familial se situe un peu au dessus de 45000\$) devront s'endetter encore plus pour leurs études (en plus des frais de logement et de subsistance, s'ils étudient loin du domicile familial).

La hausse proposée accroît donc une situation inéquitable entre deux groupes d'étudiants. Il serait d'ailleurs intéressant de savoir si la proportion d'étudiants dont les études sont payées par les parents est plus élevée chez ceux qui acceptent la hausse que dans le groupe qui la dénonce.

L'éducation supérieure n'est pas une marchandise, mais bien une richesse collective qui profite

à toute la société et non seulement à l'étudiant qui la reçoit. Elle devrait donc être financée par l'ensemble de la société. L'étudiant qui en aura profité pourra contribuer à son tour en payant sa juste part d'impôt sur son revenu supérieur de profession.

Les aléas de la démocratie, par Normand Pomerleau, Saint-Georges-de-Beauce

Il est vrai que la richesse d'un pays est sa jeunesse, mais cela ne lui accorde pas les droits de perturber notre Société et bafouer les valeurs de respect, de liberté, de tolérance de notre Société démocratique, valeurs qui font l'envie de la majeure partie des populations du monde.

Dans le conflit actuel qui oppose un boycott illégal des étudiants dans la recherche de l'amélioration de leur futur face au Gouvernement du Québec, et au-delà de toute partisanerie politique, il faut :

- que les étudiants en boycott et ceux qui les appuient comprennent que les frais de scolarité n'ont au fil des années antérieures malheureusement pas suivi l'indexation des prix à la consommation - ayant été gelés sur une période de plus de 30 ans - et ont de cette façon positionné nos universités québécoises devant un manque à gagner important. À titre d'exemple, actualisons le coût des frais de scolarité de 1965 en dollars 2012 ou bien comparons nos frais de scolarité du Québec avec ceux des autres provinces ou autres pays.

En fait, la portion du coût des frais de scolarité assumée par la classe étudiante représente moins de 20% du coût global des frais de scolarité. Certes, ou la Société doit augmenter aussi sa contribution.

Il faut que les étudiants réalisent qu'un baccalauréat obtenu dans une université qui n'a pas les moyens pédagogiques, techniques et financiers pour dispenser un enseignement de qualité à cause d'une carence en équipement à la fine pointe de la technologie, en services de recherches ou en manque de professeurs qualifiés, n'aura pas la même valeur pour un employeur à la recherche d'un candidat pouvant aspirer à un poste important au sein de son entreprise.

Il faut que la presse écrite et électronique, la majorité silencieuse des étudiants désireux de poursuivre leur étude et la population en général se lève contre ces actes illégaux de boycott, de désobéissance civile et de non-respect de nos institutions, de nos autorités et des individus et contre ces manifestations qui représentent déjà un coût et un impact important pour l'économie du Québec, de ses municipalités, et pour ses entreprises.

Vendredi le 27 avril dernier, le Gouvernement a déposé une offre qui inclut des mesures très intéressantes pour la classe étudiante : étalement de la hausse projetée de 5 à 7 ans, importante bonification du programme de prêts et bourses, amélioration de l'accès aux études pour les gens de la classe moyenne, allègement dans le remboursement des prêts proportionnel au revenu du diplômé, participation à la gestion de nos universités.

L'implication globale de ces nouvelles mesures a-t-elle été bien expliquée et vulgarisée aux membres de chacune des associations d'étudiants?

Mais que veulent de plus les leaders étudiants ? Politiser le débat ? Prendre la direction de nos universités ?

À leur arrivée sur le marché du travail, voudront-ils immédiatement les clefs de nos entreprises ?

Au cours des dernières semaines, j'ai eu l'opportunité de suivre l'évolution de ce conflit à partir de deux pays différents et laissez-moi vous dire

que vu de l'extérieur, les valeurs de notre société mentionnées en début de cette opinion en prennent pour leur rhume et malheureusement, ce conflit, vu à l'échelle internationale, ne reflète aucunement nos belles valeurs.

Étudiant(e)s, vous avez relancé la notion de la gratuité des frais de scolarité de bout en bout, ce qui serait un monde idéal; nous n'en sommes pas là au Québec, chacun doit payer sa juste part et c'est bien comme ça. De grâce, Étudiant(e)s, cessez de perdre ce temps précieux de vos études, retournez à vos cours et arrivez sur le marché du travail avec des diplômes de qualité. Vous êtes le savoir-faire de demain et nos entreprises vous attendent.

La FEUQ et la FECQ doivent prendre les commandes, par Jean Baillargeon, expert-conseil en communication stratégique et ex-leader étudiant, Québec

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) doivent reprendre le leadership dans le règlement du conflit actuel et ne plus laisser le leadership à la CLASSE. Comment? En proposant publiquement à la population du Québec une solution constructive et réaliste pour le retour dans le calme aux études, tout en se dissociant de la dérive actuelle. En effet, il n'est pas besoin d'être un grand stratège pour comprendre que la radicalisation de la crise actuelle favorise davantage les forces du statu quo au détriment de l'avancement du dossier du financement et de l'accessibilité aux études universitaires.

Quelle pourrait être cette solution? Voici ma suggestion: suspendre toute augmentation des frais de scolarité jusqu'à la publication d'un rapport d'une Commission indépendante sur la gestion et le financement des universités au Québec. Cette proposition simple permettrait objectivement d'évaluer l'ampleur des besoins actuels des universités, d'établir des normes strictes de dépenses et d'évaluer l'ampleur des dommages de la mauvaise gestion des universités, et ce, au-delà des nombreux scandales ponctuels reliés au laxisme et à l'incompétence de certains dirigeants universitaires.

Cette proposition issue de la FEUQ et déjà acceptée par le gouvernement du Québec, permettrait de calmer l'atmosphère, tout en évitant que l'une ou l'autre des parties perde la face. Entre-temps, qu'il y ait ou non des élections anticipées afin de débattre de cet enjeu ne changera rien au fait que des milliers d'étudiants et de citoyens sont pris en otages et veulent rapidement trouver une solution pour sortir du chaos actuel.

Par ailleurs, je dois reconnaître l'habileté des dirigeants de la CLASSE à maintenir à leur profit directement ou indirectement ce climat de chaos actuel. Ils évaluent que les stratégies du Parti libéral désirent profiter de cette dérive pour augmenter la popularité du gouvernement dans les sondages et n'a donc aucune raison, au contraire, de faire des concessions aux éléments radicaux du mouvement étudiant. Le débat de sémantique qui perdure est une démonstration éloquente du manque de volonté de part et d'autre de régler le conflit tout en jetant de l'huile sur le feu.

En somme, les dirigeants de la CLASSE et du Parti libéral du Québec sont devenus des alliés objectifs pour des raisons opposées. C'est pourquoi, il est temps que la FEUQ et la FECQ reprennent les commandes du mouvement étudiant, leadership assumé actuellement par la CLASSE, qui dicte l'agenda du conflit en maintenant le chaos actuel, chaos encouragé par le

comportement de la ministre de l'Éducation qui, semble totalement absente et hors jeu pour le dénouement de la crise en cours. Son absence à la table de discussion avec les associations étudiantes est une autre preuve de son manque de leadership.

Une proposition réaliste de règlement du conflit comme je l'ai suggéré plus tôt, et ce, dans l'intérêt des membres étudiants qu'ils représentent, permettrait aux dirigeants de la FEUQ et de la FECQ de reprendre le leadership dans le règlement du conflit et ramènerait le débat sur le financement et l'accessibilité aux études universitaires. Une telle attitude constructive obligerait le gouvernement à se positionner publiquement tout en empêchant les éléments extrémistes du mouvement étudiant et de la société québécoise de récupérer le conflit en le faisant dévier sur d'autres enjeux.

Le p'tit confort des boomers, par Sylvie Morin, Lévis

Je n'en peux plus d'entendre Jean Charest et Mme Line Beauchamp se gargariser avec le fait qu'ils ne peuvent négocier avec la CLASSE sous prétexte qu'elle utilise la violence. Combien de fois avons-nous vu des gouvernements passer outre la violence et négocier avec des groupes. Nous n'avons qu'à nous rappeler de toutes les crises qui concernent les Amérindiens (Mohawks en 1990, Kanésatake et bien d'autres). Pont barré, route barrée et surtout de la violence. Même l'armée a dû intervenir à certains moments. Vous allez me dire que c'est tout à fait différent. Je vous répondrai que non. Ce sont des groupes qui ont des revendications à faire et quand on veut se faire entendre, qu'est-ce qu'on fait?

Il y a aussi dans l'histoire les syndicats qui ont souvent, eux, dans leurs rangs des extrémistes, mais est-ce que le gouvernement a arrêté de négocier avec eux, Bien sûr que non alors pourquoi le mouvement des étudiants serait-il différent?

Je ne cautionne en aucun cas la violence, mais je trouve que l'on généralise le mouvement de violence à tout le regroupement étudiant. Les étudiants ont des revendications et ceci est tout à fait légitime. Il n'y a pas si longtemps j'entendais des *baby boomers* se plaindre de la non-solidarité des jeunes, qu'ils ne se préoccupaient plus de rien, qu'ils ne se regardaient que le nombril. Eh bien, maintenant qu'ils se mobilisent et qu'ils se préoccupent de demain, ça ne fait plus l'affaire de personne.

Excusez-les de déranger votre petit confort.

Libérez-nous des libéraux, par Gilles Létourneau, Ragueneau (Côte-Nord)

Le groupe Loco Locass, en composant cette chanson à l'époque, était habité par la clairvoyance. Élu en 2003, le Parti libéral en est dans sa neuvième année de gouvernance.

Ce parti arrogant, passera à l'histoire comme étant un des pires partis politique à avoir dirigé le Québec. Depuis 2003, le climat social ne cesse de se détériorer au Québec et surtout depuis les dernières semaines. Ce gouvernement-là, est entaché de partout! Et si il ne règle pas bientôt le conflit étudiant, il sera peut-être aussi taché de sang. Toujours long à réagir devant les problèmes, on n'a qu'à penser au temps que cela a pris avant qu'il décide d'aller de l'avant avec une commission d'enquête sur la construction au Québec.

Dernièrement j'entendais le premier ministre au bulletin de nouvelles répondant à une question sur la grève étudiante, dire que ce qui se passe présentement n'est pas dans les valeurs du Parti libéral. De quelles valeurs nous parliez-vous

monsieur Charest? Des valeurs élastiques de votre parti ou de celles de vos citoyens?

Nous sommes au printemps et pour plusieurs, c'est la période du grand ménage. Alors, vive-ment des élections pour que l'on fasse le grand ménage!

Courage!, par Nancy Carrier, Lac-Delage

Je veux dire aux associations étudiantes que nous sommes derrière vous. J'ai ma petite dernière de trois mois dans le porte-bébé et j'écoute à la radio depuis plusieurs semaines ce dérapage gouvernemental qui me donne froid dans le dos. Je me sens impuissante et pourtant je sens que des enjeux sociaux tellement importants sont en train de se décider, sans pour autant que la jeunesse soit écoutée. J'ai peur. Peur que notre Québec n'ait dans plus si longtemps cette fierté des valeurs sociales pour lesquelles plusieurs se sont battus il y a quelques décennies.

Je tiens à vous dire que j'appuie vos démarches. Mon conjoint, ma fille de 2 ans, ma fille de 3 mois et moi-même étions présents le dimanche 22 avril à Montréal (nous sommes de Québec). Nous avons marché pour le bien commun et il est clair pour nous que l'éducation fait partie du bien commun.

Moi qui ne suis plus étudiante (maîtrise terminée en 2009), je suis citoyenne, travailleuse en congé de maternité, soeur, amie, mère, conjointe et je veux agir pour protéger notre Québec...

Mais comment? Comment faire pour mobiliser tous ceux et celles qui pensent comme moi. Si je vais dans la rue, ce sera avec mes 2 filles. Je n'ai pas peur de la rage des étudiant-e-s, je la partage et je la sais pacifique. J'ai peur de l'abus de pouvoir des forces de «l'ordre» ou ces jours-ci du «désordre»... Alors j'écoute la radio et j'attends... Vous êtes la voix de plusieurs...

Courage, continuez au nom de tous ceux et celles qui vous appuient sans que vous ne le sachiez. Continuez au nom de la démocratie, continuez au nom de l'avenir du Québec, notre Québec, mais aussi le Québec de demain, celui des prochaines générations.

Pour préserver la paix sociale, par Jean-Pierre Lefebvre, Québec

Au premier ministre du Québec Jean Charest Vous avez toujours eu comme point d'honneur que la paix sociale existe au Québec. Vous l'avez démontré lors de la dernière ronde de négociations avec les employés de l'État et nous l'avons constaté par le nombre réduit de grèves durant les dernières années. Je crois aussi que les étudiants ont démontré de manière évidente qu'au-delà de certains propos de leurs porte-parole, eux aussi recherchent la paix sociale en manifestant pacifiquement et en chassant eux-mêmes les casseurs de leurs manifestations. Vous devez en conséquence exercer votre leadership en invitant rapidement les représentants des associations étudiantes à poursuivre leur dialogue avec vos représentants. De plus, vous pourriez bonifier votre offre globale en offrant l'étalement sur sept ans mais sans indexation soit le 1625\$ étalé véritablement sur sept ans. Le plus sage doit effectuer le prochain pas... pour la paix sociale tant recherchée et si essentielle dans nos démocraties fragiles.

Boycotteurs en vacances, par Jean Ratté, Québec

Peu importe les propositions du gouvernement, les leaders étudiants ne suggéreront jamais la fin du boycottage. Compte tenu des semaines perdues en raison de ce boycottage et compte tenu



que la majorité des boycotteurs aux universités proviennent des facultés des sciences humaines (peu d'avenir), pourquoi le gouvernement n'ordonne-t-il pas la fermeture de ces facultés vu que ces facultés ne sont pas génératrices d'emploi pour l'économie d'une province ou d'un pays. Quant aux cégeps en grève, idem, c'est-à-dire la fermeture afin de permettre aux étudiants de réfléchir sur leur avenir et ainsi sauver des années assis sur les bancs du cégep.

À défaut, les universités et cégeps vont « donner » des diplômes à rabais, perpétuant ainsi la réputation que la qualité des études au Québec est très peu enviable à l'exception du cas de l'Université McGill, dont la réputation n'est plus à faire.

Je porte le carré rouge pour emmerder les vieux chiâleux!, par Dorothee Nicholls, étudiante au secondaire, Québec

Depuis plusieurs semaines déjà, je porte fièrement le carré rouge. Cet ajout à ma tenue vestimentaire m'a valu plusieurs questionnements. Pour répondre à votre question, oui je suis contre la hausse que le gouvernement Charest veut instaurer! Selon moi, cette hausse est totalement injustifiée et brutale. Cette hausse ajoutée 103 M\$ de bourses transformées en prêts il y a quelques années est une gifle pour notre génération. Elle nous annonce encore une fois qu'avec Charest l'amour est dans le prêt.

Je suis contre la hausse, parce que, encore aujourd'hui, je n'ai su trouver un argument qui l'appuie réellement. Voyez-vous, l'argument qui ressort le plus du côté des «verts» est que nos universités seraient sous-financées. Oh oui, elles le sont réellement quand on s'aperçoit que le salaire des recteurs avoisine les 500 000\$ par an. Oh oui elles le sont vraiment quand l'on sait que les universités québécoises sont celles qui reçoivent le plus d'argent par étudiant. Non vraiment, je ne vois pas où est le problème!

Selon l'étude menée par l'IRIS (institut de recherche et d'information socio-économique), une firme indépendante, les universités n'ont jamais été autant financées. Elles reçoivent en moyenne 29 000\$ par étudiant comparativement aux institutions canadiennes qui elles reçoivent en moyenne 27 000\$. Nous sommes présentement la province au Canada qui donne le plus d'argent aux universités. Et il faudrait leur en donner plus ?

Et vous vous demandez encore pourquoi je porte ce carré rouge ? Parce que je refuse de voir le Québec se faire « américaniser » ! Je refuse de calquer un modèle où se sont les plus fortunés qui accèdent aux études supérieures, et non les plus doués. Je refuse de copier un modèle éducationnel qui n'est pas le nôtre, et plus encore, reconnu comme l'un des pires par l'OCDE (organisation de coopération et de développement économique).

Je porte ce carré rouge pour emmerder les discours des vieux «chiâleux» et de leurs années d'études, de «c'était donc ben plus dur quand on l'était nous étudiant pis qu'on mangeait des cannes», de la classe moyenne croule sous les dettes, on ne peut plus payer pour ça ». Alors qu'elle paye volontiers pour ses autos, ses banlieues, ses télé HD et son gaz à 1,50\$.

Le gel des frais de scolarité n'est pas une utopie amenée par des étudiants gauchistes et déconnectés du monde comme on entend trop souvent le dire. Instaurer la quasi-gratuité scolaire coûterait 700 M\$. Oui, ce chiffre semble énorme, mais comme outil de comparaison, prenons des exemples de décisions que le gouvernement a prises dans les dernières années et qui ont coûté plus cher que la gratuité.

En 2007-2008, élimination progressive de la taxe sur le capital, 890 m\$

En 2006-2007 Réduction d'impôts, 950 m\$

En 2000-2001, indexation des paliers d'imposition, 2G\$6

Ces simples exemples démontrent encore une fois comment le gouvernement assume ses responsabilités, en les faisant porter aux générations futures.

Et nous devrions leur faire confiance et leur donner encore plus de notre argent ? Non, je ne leur fais pas confiance ! Surtout quand l'on sait que 15% à 20% de la hausse servira au « positionnement concurrentiel des établissements universitaires sur les scènes canadiennes et internationales ». Autrement dit, de la pub. 20%.

Ce sont 20% de la hausse qui ne servira pas à améliorer notre éducation. Saviez-vous aussi que 25% de l'augmentation iront à la recherche, et de préférence pour le compte du privé ? Ce que le gouvernement tente de faire, c'est de rendre la recherche universitaire, un produit. Plutôt que de transmettre l'héritage intellectuel, culturel ou scientifique, on demande aux universités de contribuer au développement et la croissance économique du Québec. N'y voyez-vous pas là une erreur ? Cette mesure concorde très bien avec le nouveau slogan des libéraux «Pour une économie plus forte», oui mais à quel prix ?

En écrivant ce texte, je me suis aussi demandé : Où se situe l'éducation dans nos priorités ? Avant ou après les bonis octroyés aux investisseurs de Plan Nord ? Avant ou après les primes de départ données aux recteurs des universités ? C'est pour toutes ces raisons que je porte le carré rouge. Ce sont tous ces arguments qui me prouvent que la hausse est inacceptable !

Le carré rouge, je le porte pour me convaincre que les idéaux peuvent triompher. Je porte le carré rouge par indignation, mais aussi par espoir, car comme Bertholt Brecht, célèbre poète allemand, a dit un jour «Ceux qui luttent ne sont pas sûrs de gagner, mais ceux qui ne luttent pas ont déjà perdu».

Qui doit payer la facture pour les frais de scolarité?, par Alain Hains, père de deux étudiants, Québec

Pour répondre à cette question, il faut en poser une autre: à qui profite l'éducation? Et la réponse doit être honnête, c'est-à-dire reconnaître ma part des bénéfices socioéconomiques issus de cette institution.

Voici une liste (non exhaustive) de ceux et celles qui profitent directement du système d'éducation :

- les étudiants (la majorité aura un emploi à la fin);
- le secteur privé qui profite de l'expertise, voire qu'il l'attend, la demande (ex : le Plan nord);
- le secteur public (ministères et organismes assimilés);
- le secteur parapublic (secteurs de l'éducation et des affaires sociales);
- le secteur des organismes paragouvernementaux;
- la société (les individus) pour leur bien-être (ex. : le médecin qui les soignera).

Ce groupe bénéficiaire doit partager équitablement les frais d'éducation et offrir des accommodements aux étudiants sous forme de prêts et bourses, afin qu'ils puissent fonctionner pour la durée de leurs études.

Si une session à l'université coûte en moyenne de 1500\$ pour accumuler 15 crédits (voir UQAC), il faut faire un calcul de base pour préparer la facture: 1500\$ divisés par tous ceux qui profitent des services et, dans ce cas-ci, nous avons six clients. Chacun recevra alors une facture juste et équitable, voire raisonnable, et le gouvernement

et les étudiants (voir aussi les parents) n'auront pas à supporter seuls le fardeau des coûts. Ce principe doit aussi s'appliquer au cégep et aux autres centres de formation, tel l'enseignement professionnel.

Bref, pour cet exemple, il en coûterait environ 250.00\$ par session à chacun des clients pour faire rouler l'institution la plus importante, voire fondamentale, de notre société. Dans cette approche, à la fin de son baccalauréat, sa maîtrise ou autres, l'étudiant rembourserait ses prêts selon un calcul proportionnel à ses revenus selon un taux d'intérêt et une durée relative aux revenus de la personne. Et s'il devait quitter le pays pour pratiquer ailleurs dans le monde, il devrait s'acquitter de la facture en totalité, évidemment.

Finalement, c'est sur la déclaration de revenus qu'apparaîtrait la case pour déterminer la part à payer pour chacun des acteurs sociaux-économiques.

Pour ce problème, la solution est simple. Si tout est rendu si compliqué, c'est parce que certains refusent de reconnaître les bénéfices qu'ils tirent de l'éducation. C'est peut-être aussi parce qu'ils n'arrivent pas à comprendre. Il faudrait alors les éduquer, les aider dans cette démarche...

Radicaux nuisibles, par Sébastien Bonnelly, étudiant en 5e secondaire, Québec

Il me semble que ces derniers temps, les manifestations étudiantes ont gagné en violence. Je ne pense pas avoir besoin de vous rappeler tous les événements qui se sont produits pour vous faire comprendre ce dont je veux parler. Je trouve cela très regrettable, car ces tristes événements n'aident pas la cause de ceux qui en sont responsables. À la base, ces manifestations devraient être bien vues, puisqu'il s'agit d'une lutte légitime pour une cause sociale. Bien que je sois pour la hausse, je respecte ceux qui s'y opposent; après tout, ils ont le droit de se regrouper pour faire valoir leur opinion.

Toutefois, il y a parmi les manifestants, des individus beaucoup trop radicaux qui ne savent pas où s'arrêter et dépassent les bornes. C'est bien dommage, car leurs actions violentes et irréfléchies font perdre de la crédibilité aux manifestations. Pensent-ils vraiment qu'en affrontant les forces de l'ordre et en transgressant les lois, ils inciteront les gens à supporter leur cause?

Charest n'est pas socialiste..., par Paul Lafrance, Québec

Si j'étais Jean Charest, je dirais aux associations étudiantes que les mesures qu'elles me demandent de prendre sont des mesures socialistes. Or, le PLQ n'est pas un parti socialiste. Il a été élu sous la bannière de centre droit qui, au cours de ses mandats, a adopté ou bonifié une foule de mesures sociales.

L'idée de conserver les coûts reliés à l'éducation à un niveau raisonnable est une mesure sociale, mais accepter les demandes des étudiants telles que les associations les ont formulées, c'est du socialisme.

Quand le peuple québécois voudra élire un parti socialiste, il élira Québec solidaire ou le Parti québécois, si ce dernier parti veut bien admettre qu'il est un parti socialiste, ce qu'il n'a jamais voulu admettre, craignant que les Québécois ne veuillent pas d'un gouvernement socialiste.

«Dégeler» le Québec !, par Serge Parent, Québec

Une entente avec les associations étudiantes apparaît impossible. M. Charest devrait donc



déclencher des élections. Cette demande n'est pas fondée sur une stratégie politique difficile à évaluer. Car il est vrai qu'une élection comprenant un débat sur les droits de scolarité pourrait représenter une planche de salut inespérée pour M. Charest. A l'inverse, il apparaît très risqué, pour lui, d'entreprendre une élection avec à ses trousses des commandos de militants étudiants qui ne le lâcheront pas d'une semelle. En plus de lui rappeler les nombreuses faiblesses de son gouvernement, ils lui reprocheront d'avoir voulu faire une élection sur le dos de sa jeunesse, qui constitue l'avenir du Québec. Ce pourrait être fatal pour le PLQ.

Mais au-delà des calculs stratégiques, j'ai toujours cru que le débat sur les frais de scolarité constituait un excellent indice de notre capacité d'évoluer, en tant que société. Plusieurs avancent que le Québec est bloqué. Je dirais plutôt que pour ceux qui ignorent le contexte actuel des finances publiques et qui ne veulent pas déroger de leurs revendications sur la gratuité ou le gel des frais scolaires, le Québec doit être gelé. Ils s'inspirent peut-être de Gilles Vigneault qui chantait: «Mon pays, ce n'est pas un pays, c'est l'hiver». Un retour à la réalité s'impose. Les citoyens doivent décider s'ils veulent régler leurs problèmes pendant qu'il en est encore temps ou

donner raison à ceux qui croient que le Québec est devenu ingouvernable.

Consentement implicite, par Georges Cannon, Québec (Sillery)

Le dicton «Qui ne dit mot consent» s'applique admirablement bien aux trois leaders à l'origine des troubles sociaux actuels.

Cessez de penser que tout vous est dû!, par Gabrielle LaRue, Québec

Puis-je dire à Monsieur Charest qu'il n'a pas l'exclusivité des blagues sur nos «pôv' tits étudiants». J'avoue l'avoir précédé, comme bien d'autres, dans le souhait d'expédier quelques-uns de nos étudiants étourdis se rafraîchir un peu dans le nord. En vous entendant j'ai cependant vite compris quelle écluse vous veniez d'ouvrir pour écouler toutes les larmes de nos bien-pensants; politiciens et autres. Toutes nos vierges offensées se sont précipitées sur les micros, outrées, offensées, révoltées, insultées, pour vous honnir et consoler les «tites filles et les tits gars». J'avoue que je préfère de loin un premier ministre qui utilise l'ironie sur les fauteurs de trouble plutôt que les armes et les bombes comme dans certains pays.

Personnellement, je suis fière de mon gouvernement, de ses ministres et de la société que nous avons bâtie. J'ai honte de ce petit pourcentage de notre jeunesse qui croit posséder toutes les réponses et toutes les solutions pour améliorer notre monde et tous les droits pour arriver à leurs fins. Commencez donc par apprendre et acquérir de l'expérience avant de condamner tous ceux qui ont construit ce merveilleux milieu de vie qui est le nôtre. Si vous pouvez faire mieux, vous aurez tout le temps pour le faire quand enfin vous deviendrez de adultes.

Des difficultés et des injustices, il y en aura toujours; la perfection n'existe pas chez les humains. Des tricheries, des malhonnêtes, il y en aura toujours; c'est malheureusement inscrit dans les gènes humains de toutes les générations, la vôtre comprise.

Ce n'est pas en faisant les fous que vous pourrez changer le monde; c'est plutôt en agissant avec intelligence et sagesse que l'on progresse. S.v.p., cessez de penser que tout vous est dû; que les autres vous doivent tout; que le bien des générations futures dépend de vous. Concentrez-vous à devenir des personnes instruites, intelligentes, sages. Apprenez à apprécier l'humour en tout (ça repose l'âme et adoucit les moeurs).

Puis si vous avez pas compris encore alors... tant pis pour vous!

LA PRESSE: Débats: Crise étudiante: que faire? - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 15h34 | Mis à jour le vendredi 11 mai 2012 à 15h35



Le Soleil, Jocelyn Bernier
Le premier ministre Jean Charest, accompagné de sa ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a indiqué qu'il n'accepterait en aucun cas d'agir sous la pression de la violence.

Que doit faire le gouvernement Charest pour dénouer l'impasse dans la crise étudiante? Déposer une offre finale, nommer un médiateur, accepter un moratoire sur la hausse des droits de scolarité?

LES COMMENTAIRES DOIVENT ÊTRE SIGNÉS.



PHOTO FOURNIE PAR DENIS BOUCHER
Denis Boucher.

Denis Boucher, Associé au sein d'un cabinet de relations publiques.: RETOUR EN CLASSE D'ABORD

Tout comme un enfant doit apprendre que chaque geste qu'il pose a des conséquences, les étudiants doivent aussi comprendre que leurs actions ont des conséquences. Le boycott des cours est ni plus ni moins qu'une absence injustifiée des classes. En ce sens, les étudiants doi-

vent saisir que s'ils persistent à manquer des cours, ils échoueront leur session et verront leur moyenne calculée en fonction de ces échecs. Le retour en classe est clairement une condition sine qua non pour qu'ensuite le gouvernement entende les doléances des représentants étudiants. Toutefois, le gouvernement ne peut et ne doit pas reculer sur la question des droits de scolarité. Il peut bien trouver des accommodements, comme il vient d'être annoncé, mais il ne doit pas baisser les bras en raison des manifestations d'une minorité d'étudiants. Sinon, expliquez-moi pourquoi nous ne devrions pas tous descendre dans la rue pour contester la hausse des tarifs d'Hydro-Québec, l'augmentation de l'assurance médicaments, la hausse des prix de l'essence, du coût des transports en commun, des permis de conduire, des immatriculations, de la TVQ, des impôts, des taxes municipales. Après un retour en classe volontaire de la part des étudiants, ceux-ci devront sérieusement se poser la question afin de faire des suggestions réalistes qui tiennent compte de la capacité de payer des contribuables. Le gouvernement se doit de les entendre mais il se doit aussi de prendre ses responsabilités, c'est-à-dire de gouverner et de faire face à l'électorat en temps et lieu. Si les étudiants n'obtiennent pas ce qu'ils veulent dans le cadre de discussions posées, ils pourront se prononcer aux prochaines élections plutôt que de faire comme un enfant de trois ans qui se roule par terre à l'épicerie parce que sa maman ne veut pas lui acheter un suçon. Aux dernières nouvelles, c'est comme cela qu'on fonctionne dans une société démocratique.



PHOTO FOURNIE PAR MÉLANIE DUGRÉ
Mélanie Dugré

Mélanie Dugré, Avocate.: VIVEMENT UNE MÉDIATION

Gouvernement et étudiants se regardent désormais en chiens de faïence, prêts à déchirer leur chemise sur la place publique pour défendre leurs intérêts respectifs. Les deux parties à ce disgracieux conflit font preuve de mauvaise foi et restent campées sur des positions déraisonnables. D'une part, le gouvernement fait porter l'odieuse de certaines manifestations violentes sur les épaules d'un seul individu, Gabriel Nadeau-Dubois, et en contrepartie, ce dernier refuse de lancer un appel au calme aux troupes de la CLASSE tout en élargissant le débat à des questions qui débordent considérablement du sujet des droits de scolarité. Il est temps pour le gouvernement et les étudiants d'admettre qu'ils ont perdu le contrôle de la situation et d'accepter la voie de la médiation par l'entremise d'un médiateur crédible, objectif et approuvé par les deux camps. Ma profession me permet régulièrement d'être témoin de petits miracles en médiation et j'ai une grande confiance en cet outil comme mode de solution des litiges. Reste à voir, toutefois, si les parties sont mûres pour cette alternative puisque le succès d'une médiation est tributaire de la bonne foi de chacun et de leur volonté réelle de faire des concessions. Les récentes déclarations de nos protagonistes me laissent malheureusement croire que le fruit est encore vert.





Marc Simard, Professeur d'histoire au collège François-Xavier-Garneau.: UNE OFFRE ET UN SCRUTIN DÉMOCRATIQUE

Il fallait s'y attendre : les ténors des syndicats et de la gauche ont ressorti une de leurs armes favorites, la demande de moratoire. Celui-ci équivalant à un retour au gel, le gouvernement doit y répondre par un non catégorique. Repousser la solution du problème à plus tard et ainsi abdiquer devant le mouvement étudiant une fois de plus serait irresponsable. Certains proposent la médiation. L'idée paraît séduisante, mais elle se heurte à un écueil majeur : comment un médiateur pourrait-il rapprocher deux parties aux positions inconciliables, le gel ou la gratuité d'un côté, l'augmentation des droits de l'autre? De plus, la médiation ne pourrait se tenir que si les étudiants acceptaient de retourner en classe le temps qu'elle se fasse (soit au minimum quelques semaines). Sans être cynique, on peut douter qu'ils acceptent cette option. Il y a néanmoins une issue par laquelle on pourrait sortir de la crise sans que quiconque perde la face. Sans renoncer à la hausse, le gouvernement propose de l'étaler sur 7 ans au lieu de 5 et fait des propositions concrètes d'amélioration du régime de prêts et bourses pour aider les jeunes de la classe moyenne. Les associations étudiantes ont le devoir de soumettre cette offre globale à leurs membres, qui devraient la ratifier (ou non) *par vote électronique*. Le gouvernement a démontré ainsi son ouverture et les leaders étudiants démontreraient ainsi leur bonne foi et leur respect de l'opinion de leurs membres.



Michel Kelly-Gagnon, PDG de l'Institut économique de Montréal, il s'exprime à titre personnel.: DÉRÉGLEMENTER LES TARIFS

Il faut réaliser au départ que si l'objectif est de rendre les universités québécoises le moins compétitives, en termes de ressources financières, la hausse actuellement décrétée est en fait déjà trop timide. Ainsi donc, la marge de manoeuvre pour entamer une négociation sur le quantum de la hausse comme tel est fort limitée. Par contre, un compromis pourrait être d'offrir aux étudiants de déréglementer les tarifs, plutôt

que d'imposer une hausse uniforme pour toutes les universités dans toutes les disciplines. En pratique, cela signifierait que les universités bénéficieraient d'une marge de manoeuvre pour appliquer la hausse selon les disciplines ainsi qu'en tenant compte de considérations géographiques et de la vocation et de la capacité d'attractivité de chaque université. Concrètement, un étudiant en sociologie de l'UQUAM paye déjà peut-être trop pour sa formation par rapport à la valeur objective de celle-ci, ceci étant dit simplement du point de vue de la valorisation donnée à ce type de diplômes par le marché du travail et sans porter de jugement de valeurs sur leur mérite «sociétal». À l'inverse, il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'un étudiant en médecine à McGill pourrait (et devrait) payer des droits de scolarité significativement plus élevés que ce qu'il paye actuellement. Je suspecte que les éléments les plus militants du mouvement étudiants suivent pour la plupart des études dans des domaines qui bénéficieraient, objectivement, de l'application d'une telle proposition. Elle pourrait donc contribuer à les apaiser sans devoir par ailleurs capituler sur toute la ligne. L'important serait que, au total, cette formule ait pour effet d'augmenter les ressources globales des universités québécoises. Par la suite, chacun en aurait en principe pour son argent, en fonction de ce qu'il accepte ou non de payer.



Louis Bernard, Consultant et ancien haut fonctionnaire au gouvernement du Québec.: REVENIR À LA TABLE

Le gouvernement a fait une grave erreur en laissant tomber la table de négociation. Au lieu de chercher un prétexte pour mettre fin au dialogue, le gouvernement aurait dû tout faire pour que celui-ci se poursuive. Car l'expérience montre qu'une situation de grève doit, soit se résoudre très tôt dès le début, soit se poursuivre jusqu'à ce qu'on atteigne une situation de crise qui force les parties à mettre de l'eau dans leur vin. Toutefois, lorsque, après des semaines de confrontations, la crise se manifeste, il faut agir rapidement pour éviter que les choses ne dégénèrent. Il faut ouvrir le dialogue. Ce n'est pas toujours possible, ni facile. Mais lorsque le dialogue est ouvert, il faut tout faire pour le maintenir en vie jusqu'au règlement final. Poser des conditions à la poursuite des négociations, c'est courir le risque que le dialogue s'interrompe et que la situation de crise s'amplifie. Il n'y a alors qu'une solution : revenir à la table. Cela ne devrait pas être trop difficile d'en arriver à une entente puisque le gouvernement a déjà fait connaître sa proposition de règlement. À mon sens, cette proposition devrait être acceptée par les étudiants, surtout si ceux-ci gagnaient que la hausse de la première année soit encore réduite de 90 \$ pour équivaloir à la moitié de ce qui avait été d'abord annoncé. Une demi-victoire pour chaque partie.



Jana Havrankova, Endocrinologue.: UN DÉBAT DE SOCIÉTÉ

L'affrontement et l'entêtement ont assez duré : une trêve s'impose. Toutefois, le gouvernement et les étudiants partent des positions tellement divergentes qu'il est difficile d'imaginer une entente, même à l'aide d'un médiateur. Même si le gouvernement a selon moi exagéré en réclamant une hausse des droits de scolarité de 75 % en 5 ans, il ne peut pas reculer sur toute la ligne devant la pression. Cette hausse a supposément été bien réfléchie dans l'intérêt de l'ensemble de la société. Justement, ce n'est pas aux étudiants de décider combien ils veulent payer pour leurs études universitaires : il s'agit d'un débat de société. Pour que celui-ci puisse se faire, une trêve doit être déclarée. Le gouvernement peut décider 1) d'imposer l'augmentation prévue pour l'année 2012-2013 et prendre cette année pour réunir toutes les parties impliquées afin de déterminer la suite des choses; 2) de décréter un moratoire sur la hausse et mettre sur pied une commission qui étudierait largement le financement des universités; 3) d'étaler l'augmentation sur dix ans plutôt que cinq. Comme c'est le gouvernement qui est censé montrer plus de maturité, il doit ouvrir la porte à ce débat de société. Il faut que les étudiants cessent de se tirer dans le pied et retournent en classe.



Pierre Simard, Professeur à l'ENAP.: N TRIBUNAL DES CONFLITS SOCIAUX

La grève étudiante s'éternise. Pendant ce temps, la population québécoise subit les pénibles conséquences de ce conflit. Pourquoi ne pas s'inspirer de la méthode australienne de résolution des grèves? Il suffirait de confier à une juridiction indépendante l'arbitrage du conflit opposant les étudiants et le gouvernement. L'idée est que l'exercice du droit de grève n'est pas sans limites et que l'intérêt public doit aussi être pris en compte dans les conflits qui paralysent toute une population. Ainsi, ce tribunal des conflits sociaux, dont un des rôles serait de veiller à l'intérêt des citoyens et à la sauvegarde des biens publics, aurait le pouvoir de suspendre la grève pour une durée déterminée ou même d'y mettre fin. Il pourrait notamment exiger la médiation ou la conciliation; ordonner la réouverture immédiate des institutions d'enseignement et le retour en classe des étudiants; et accorder un délai (disons 30 jours) aux parties pour en venir à une en-

tente. À défaut d'une entente, ce tribunal pourrait rendre une décision liant les parties pour une période déterminée (disons 3 ans). Cette manière de procéder enverrait le message aux étudiants que le droit de grève n'est pas absolu, et au gouvernement, qu'il n'est pas opportun d'utiliser les conflits sociaux à des fins électorales. Une façon comme une autre de forcer la négociation entre le gouvernement et les associations étudiantes, de mettre fin au saccage du centre-ville de Montréal, et de permettre aux étudiants de terminer leur session lourdement compromise.



Caroline Moreno

Caroline Moreno, Écrivain et comédienne.: UN MORATOIRE

Jean Charest est l'instigateur de cette crise. C'est à lui qu'il revient de mettre de l'eau dans son vin en décrétant un moratoire sur la hausse des droits de scolarité, ce qu'il aurait dû faire à la suite de la marche du 22 mars dernier au lieu de laisser la situation s'envenimer et en faire porter le blâme aux étudiants. La population n'a pas à faire les frais de la gestion catastrophique du trésor public. Jean Charest doit mettre fin aux pratiques frauduleuses de son gouvernement qui achète des votes plutôt que de voir aux besoins de la population. S'il s'entête à ne pas vouloir négocier, le conflit qui l'oppose aux étudiants menace de devenir national.

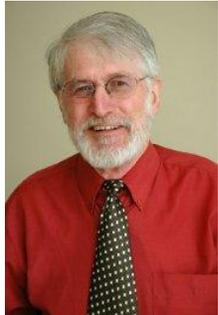


Photo: fournie par l'auteur
Nestor Turcotte

Nestor Turcotte, Retraité de l'enseignement collégial.: LE GOUVERNEMENT DEVRAIT PLIER

Le gouvernement est élu pour diriger, prendre des décisions. Il en prend, selon le meilleur de ses connaissances. On peut le contester. Les élections sont là pour ça! Les étudiants, mieux que le gouvernement, savent ce qu'il faudrait faire dans les circonstances : ne pas se soumettre au plan du gouvernement, défier les injonctions, empêcher les autres de circuler et d'exercer leurs droits, briser, protester, ne pas aller aux cours avec les bourses et prêts que la société leur donne gratuitement depuis bientôt 12 semaines. C'est une forme de détournement de fond. Mais, ça, ce n'est pas grave. D'autres détournent davantage les fonds publics. Alors, pour régler définitivement la situation, je propose que le gouvernement plie, une nouvelle

fois, devant les groupes de pression, que Nestor et les autres paient la facture. Ou encore, que l'on envoie la facture dans la dette. Ainsi, tout le monde sera heureux : les plus âgés, comme moi, n'auront pas à payer puisque la mort s'en vient, et les jeunes qui ne veulent pas payer, le feront plus tard, lorsqu'ils seront sur le marché du travail. Il faut tout donner à la génération actuelle, tout lui fournir, pour faire en sorte que personne ne souffre de quoi que ce soit, afin que chacun fréquente l'école, le cégep et l'université sans contrainte. Je m'offre même pour payer, pendant les cinq prochaines années, la hausse des frais de scolarité d'un étudiant. Je demande des volontaires qui seront prêts à m'imiter. Le Québec, dans «le rouge», a besoin encore des aînés, pour que la jeunesse, malmenée, faisant pitié, ne soit pas contrainte à travailler, tout en étudiant, pour assurer sa survie.



Jean Bottari, Préposé aux bénéficiaires.: DIVISER POUR MIEUX RÉGNER

Dans mon ancienne vie de syndicaliste, j'ai souvent été témoin des agissements d'employeurs qui mettaient tout en oeuvre afin de diviser pour mieux régner. Le conflit qui oppose le gouvernement Charest et les associations étudiantes me remémore cette période où les employeurs avaient, comme le gouvernement, plus de moyens que les salariés. La ministre Beauchamp a décidé d'exclure la CLASSE des négociations. Ne se doutait-elle pas que la FEUQ et la FECQ se retireraient de la table de négociations si la CLASSE n'y était pas la bienvenue? Mme Beauchamp prétend que la population en a assez des perturbations engendrées par ce conflit et elle n'a pas tort. Par contre, le fait d'exclure la CLASSE des pourparlers ne fera que jeter de l'huile sur le feu et les perturbations se multiplieront. Je crois que le temps est venu pour que Jean Charest, malgré les blagues de mauvais goût prononcées au Palais des congrès, prenne place en tant que premier ministre aux côtés de sa ministre de l'Éducation (comme ce matin). Il doit se comporter en chef d'État et tout tenter afin de dénouer cette impasse que, visiblement, Line Beauchamp semble incapable de régler. Nous parlons ici de la future génération de médecins, d'avocats, d'ingénieurs et peut-être même de politiciens. Ne sont-ils pas assez importants pour que le premier ministre et dois-je le rappeler, ministre de la jeunesse leur accorde ne serait-ce que quelques heures?



Daniel Gill

Daniel Gill, Professeur agrégé à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal.: NOMMONS UN MÉDIATEUR

Les étudiants universitaires sont loin d'être des enfants gâtés, ils font déjà un effort financier important en reportant de 3 à 5 ans leur entrée sur le marché du travail, ce qui peut représenter plus de 150 000 \$. Pour nombre d'entre eux, les vacances n'existent pas, c'est l'occasion d'accumuler le plus d'argent possible pour réussir à passer l'année. Durant l'année scolaire, ils consacreront plus de 60-70 heures par semaine aux études et au travail. Nous le constatons déjà dans nos classes, les étudiants sont de plus en plus absents ou épuisés, le temps consacré au travail augmente au détriment du temps passé aux études. C'est un non-sens, alors que nous entrons dans la société du savoir, de vouloir rendre les études encore plus difficiles. Force est de constater que depuis le début, les étudiants et leurs représentants se sont comportés avec CLASSE, mais l'inertie et l'arrogance du gouvernement ont transformé une lutte sur la hausse des droits de scolarité légitimement menée en dangereux conflit social. Avant que tout ne casse, M. Charest doit prendre acte et nommer un médiateur qui pourrait enfin dénouer la crise. Espérons-le, avant que des incidents fâcheux dont les étudiants ne seront pas responsables se produisent.



Raymond Gravel, Prêtre dans le diocèse de Joliette.: UN MORATOIRE, ET ÇA PRESSE

Je viens d'entendre le premier ministre Jean Charest faire une offre aux associations étudiantes. Cette offre est dérisoire et méprisante envers le mouvement étudiant qui s'exprime sur la place publique depuis plusieurs semaines. Et le pire de toute cette histoire c'est d'entendre Charest dire que c'est grotesque de penser que, dans le conflit étudiant, le gouvernement cherche une occasion de se faire du capital politique, en vue des prochaines élections. Mais pour qui nous prend-il? Un peu de retenue, nous ne sommes quand même pas des imbéciles. Tout le monde sait que la majorité des gens croient que l'augmentation des droits de scolarité est



juste et raisonnable. On leur a même fait croire que ces droits étaient gelés depuis longtemps; ce qui est complètement faux. Dans cette grève qui perdure, on voit très bien l'impuissance du gouvernement libéral à gérer un conflit dans lequel ils ont tout fait pour bousiller le processus de négociations, jusqu'à vouloir diviser la solidarité du mouvement étudiant en excluant le représentant de la CLASSE. Ça, c'est grotesque! Et la ministre Beauchamp, pour qui j'avais de l'estime, me déçoit amèrement. J'ai l'impression d'entendre un robot, sans aucune conviction, répéter des phrases qui lui sont dictées par son chef, et qui sont aussi vides que celui qui les dicte. Pendant tout ce temps, trois jeunes qui représentent autant d'associations, restent debout avec conviction et respect de ceux qu'ils représentent. Ces jeunes méritent toute notre admiration. Ils doivent être une source d'inspiration pour tous les autres conflits à venir. M. Charest, après avoir tout tenté, sans succès heureusement, pour écraser nos jeunes qui sont notre avenir, il

ne vous reste qu'une chose à faire : un moratoire! Et ça presse!



Photo: Robert Mailloux, Archives La Presse
Guy Breton

Guy Breton, Recteur de l'Université de Montréal: COMPROMIS RAISONNABLE

Le gouvernement a présenté une série de mesures qui ont l'avantage de couvrir l'ensemble des questions touchant l'avenir des universités québécoises. Tout comme les étudiants et mes collègues des autres universités, j'étudierai attentivement ce qui nous est proposé. Au pre-

mier abord, il faut reconnaître que l'étalement de l'augmentation des droits de scolarité sur sept ans plutôt que cinq, prive les universités de revenus escomptés. Mais une situation conflictuelle comme celle que nous vivons ne peut se régler sans compromis. Le compromis proposé est raisonnable et il est assorti de bonifications supplémentaires au Régime de prêts et bourses et d'un comité de vigie sur l'accessibilité. Ce sont là des mesures particulièrement intéressantes qui nous permettront de mieux soutenir les étudiants de la classe moyenne et qui répondent à de réelles préoccupations qui ont été exprimées. Quant à la création d'un organisme qui scrutera la gestion des universités, je ne peux que m'en réjouir. Les universités sont déjà soumises à plusieurs mécanismes de contrôle et de reddition de comptes, mais en concentrant ces questions en un lieu, les Québécois auront la chance de mieux constater la qualité de leurs universités. Cette assurance de la qualité des universités québécoises est nécessaire pour que nous puissions en assurer le développement.

LA PRESSE.CA: Débat du jour: Crise étudiante: qui sort gagnant? - Publié le samedi 05 mai 2012 à 20h36 | Mis à jour le dimanche 06 mai 2012 à 22h33



Le Soleil, Yan Doublet
Martine Desjardins de la FEUQ et Léo Bureau-Blouin de la FECQ, samedi en point de presse.

Le gouvernement Charest a conclu une entente avec les associations étudiantes: la hausse des droits de scolarité est maintenue, mais les économies éventuelles dégagées dans la gestion des universités serviront à réduire les frais afférents imposés aux étudiants. Croyez-vous que cet accord est raisonnable? D'après vous, qui sort gagnant de ce conflit de 12 semaines?

Il est probable que cette entente mettra fin à la grève et que les étudiants retourneront en classe. Cependant, il me semble que cette entente est nettement désavantageuse pour les administrateurs des universités, car ils auront la responsabilité de gérer les dépenses pour gérer cette diminution des frais afférents. Ce n'est pas certain qu'ils réussiront et il est fort probable que la qualité de l'enseignement en souffrira en bout de compte. Enfin tout le monde voulait sauver la face dans cette affaire, mais moi je pense que l'on vient de changer 4 trente sous pour une piastre.

Pierre Lasanté, Montréal

La pression était évidemment devenue trop grande sur les leaders étudiants car cette entente ne leur donne même pas une réduction de l'augmentation annoncée. Tant qu'aux frais afférents, c'est loin d'être certain qu'ils seront réduits avec une meilleure gestion des universités. Les mauvaises dépenses peuvent se savoir seulement une fois qu'elles ont été faites ! Le négociateur gouvernemental a eu le dessus en négociant toute la nuit. La fatigue a eu raison de la volonté des jeunes représentants des fédérations étudiantes. Cependant, je me réjouis de cette fin de crise qui a coûté cher et même très cher à tout le monde à cause d'un gouvernement qui a voulu la résoudre en la laissant pourrir. Comme stratégie, ce n'est pas génial !

Paul-E. Paquette, Gatineau

Bravo aux étudiants qui montrent que dans un pays démocratique, faire de la casse nous fait gagner. C'est encore de la cochon de contribuable qui va payer, puisque les frais afférents sortent de notre poche. Je ne voterai sûrement pas pour M. Charest ni encore moins Mme Marois aux prochaines élections. Les intérêts des contribuables sont encore une fois mis aux poubelle. Merci M. Charest et les syndicats.

Jean-François Picard

Ce n'est pas une sortie de crise. Il s'agit d'un moratoire déguisé, soit le statu quo de la facture étudiante globale, jusqu'en décembre prochain. Cela signifie un certain report de la question, incarné par le conseil provisoire chargé de dénicher des coupures. Quelle idéologie gouvernementale dissimule cette entente de principe? Assisté-t-on à une deuxième prise de l'écoeuement national qui a mené à la commission Charbonneau, retardent-ils le dénouement de la question croyant que s'essouffera le mouvement contestataire ou mettent-ils ce débat en veille en vue d'un déclenchement prochain d'élections? Le coût faramineux d'une annulation de session écartait cette possibilité. Après douze semaines de grève, Jean Charest et ses collègues se trouvaient au bord du précipice. Cette offre ne clôt certainement pas la crise sociale d'une ampleur impressionnante et rassurante sur la politisation de la jeunesse. Le «gagnant» demeure inconnu.

Raphaëlle Élément

C'est maintenant clair. Tout groupe qui ne veut plus payer d'impôt ou qui est en désaccord avec une décision des élus n'a qu'à manifester 12 semaines et il aura ce qu'il voudra. Je vote libéral depuis 16 ans et je ferai mon crochet ailleurs aux prochaines élections. Je croyais vraiment que les étudiants allaient payer leur juste part!

François St-Laurent

Selon moi, c'est un pari de dupes, les frais afférents vont bien sur remonter dans les années suivantes où l'on invoquera la sacro sainte escalade du cout de la vie, alors que le problème de l'accessibilité aux études reste entier. Selon moi, cette proposition n'est qu'une entourloupe du gouvernement libéral pour noyer le poisson, et j'ose croire que les dirigeants des mouvements étudiants, syndicaux ainsi que les étudiants eux-mêmes diront un non franc et massif à cette entente toute en demi-teintes et qui dans le fond ne règle rien sur le fond de la question. Encore une fois, notre "cher" dirigeant agit en anguille et se faufile en évitant la question de fond, c'est

proprement indigne d'un dirigeant, on croirait qu'il gère le Québec comme il s'occuperait d'une simple PME. Il est temps de décider quel Québec nous voulons, un Québec à l'américaine où tout va aux plus riches, ou un système d'inspiration plus européen où il fait bon vivre et où tout le monde, employeurs, travailleurs et gouvernement font leur juste part.

Frédéric Bourbeau

Voilà dés sont jetés. Les étudiants ont gagné, le gouvernement a perdu. Attendons maintenant de voir tous les groupes d'employés de l'état où autres groupes de pressions revendiqués des demandes déraisonnables. Ils n'auront qu'à tenir trois mois en faisant des manifestations à répétition et en désobéissant aux injonctions pour finir par avoir gain de cause. La mollesse et le désir inexorable des politiciens de plaire en géant en vue de la prochaine élection, a fait de nous un peuple extrêmement endetté et ça continue ainsi. Pelleter par en avant les dépenses d'aujourd'hui, mais n'est-ce pas là ce que les jeunes d'aujourd'hui reprochent aux baby boomers et ils viennent de quémander et d'obtenir la même chose. Abdiquer sous le terrorisme étudiant et celui des casseurs, voilà qui est bien bas et faible comme gouvernement.

Daniel Lavertu, Chicoutimi

Cette offre n'est qu'une preuve de plus de la mauvaise foi du gouvernement envers les étudiants. Le gouvernement va même jusqu'à couper dans les frais afférents pour ne pas toucher aux droits de scolarité eux-mêmes. Cet entêtement est incompréhensible. Pourquoi vouloir maintenir ses frais à tout prix? Cette offre sent le coup fourré à plein nez, il suffit de voir le sourire satisfait de Jean Charest et de Line Beauchamp pour se douter que quelque chose ne tourne pas rond. De plus, que penser de la clause interdisant aux associations d'organiser des manifestations par rapport à cette offre. Tout cela sent le piège, espérons que les associations seront plus fûtés qu'en 2005 et qu'elle résisterons à la tentations de rentrer en classe sans savoir exactement ce qu'elles acceptent.

Vincent Rivard

Le gouvernement a acheté la paix avec ceux qui se croient plus fort que la démocratie et s'octroient le pouvoir de gouverner. Manque de fermeté que de négocier une entente à effet zéro mais c'est encore le bon peuple qui va payer pour tout ce gâchis. Temps supplémentaire des policiers, factures à venir de poursuites éventuelles et les avocats de l'aide juridique pour



défendre ces pauvres étudiants arrêtés par ces méchants policiers. En espérant qu'il y aura des recours collectifs contre les associations étudiantes par ceux qui voulaient étudier et ceux qui ont subi des préjudices (commerçants, port de Montréal).

Régis Rioux

L'offre du PLQ est un piège. Le conseil provisoire n'a aucune obligation de résultat. Les étudiants doivent absolument la refuser. Sinon, ils vont se retrouver avec une pleine hausse et des frais afférents non diminués. Cette « offre » démontre bien l'immense mépris que le PLQ a pour l'intelligence des Québécois.

Michel Laurence

Les seuls qui ne perdent rien sont les professeurs de cegep qui ont poussés leurs élèves dans cette aventure, qui ont été payés à rien faire et qui demanderont probablement d'être payés en temps supplémentaire pour ramasser ce gâchis. Les élèves et leurs parents eux perdent des centaines de millions de dollars. Il ne faut pas oublier que plus de 40% des étudiants étaient en grève contre leur gré. Qui va les indemniser?

Patrick Sullivan

Le grand gagnant : le gouvernement, car il ne fait aucune concession. Les perdants : les étudiants, S'il est possible de dégager 127\$ par session la première année en examinant les dépenses des universités, il serait utopique de croire qu'ils puissent dégager 1778\$ par année par étudiant dans 7 ans. De plus, l'endettement des étudiants augmentera en raison de la bonification du programme de prêts et bourses qui augmente aussi le seuil à partir duquel l'aide financière devient une bourse (selon ce que j'ai retenu un endettement de près de 5000\$/an au lieu de 2900\$/an). Le financement de la bonification du programme de prêts et bourses se fait à même des coupures au niveau des crédits d'impôt des étudiants (c'est changer quatre 25¢ pour 1\$). Je ne comprends pas pourquoi l'on n'a pas adressé à la question du financement des écoles privées et des crédits d'impôt accordés aux familles qui font le choix d'envoyer leurs enfants au privé dans ce débat. Tristement, le dernier espoir des étudiants réside dans un changement de parti aux prochaines élections et c'est un pari que les libéraux sont prêts à tenir.

Myliène Veilleux, étudiante

Après 82 jours, le gouvernement de Jean Charest a abandonné les 68% de la population disant que son offre était la meilleure. Jean Charest a utilisé la technique de Pauline Marois et il a décidé que le dossier de la hausse des droits de scolarité se réglerait dans deux ans, lorsque les 800 \$ de frais afférents auront été abolis. Est-ce que le gouvernement veut envoyer comme message qu'en démolissant le centre-ville de Montréal, on peut le faire plier? C'est ce que je comprends de cette entente à rabais qui fera perdre tout plein d'argent aux universités et au gouvernement. Quelle honte!

Charles Beaudet, St-Marc-sur-Richelieu

Les associations étudiantes ont réussi à obtenir gain de cause sur les points qui faisaient l'unité entre elles, tout en permettant au gouvernement de sauver la face, une condition non écrite de toute sortie de crise. Elles ont obtenu le gel de la facture universitaire et qu'on arrête de piger dans les poches des étudiant-e-s pour financer les activités discutables des universités. Il s'agit selon moi d'une importante victoire citoyenne, aux membres des associations de décider maintenant s'ils la juge suffisante pour mettre un terme à cette grève.

Jean-Frédéric Messier, professeur, École supérieure de théâtre, UQAM

Personne ne sort vraiment gagnant de cette crise, car le recul du gouvernement n'aura servi

qu'à amener les étudiants à se tirer eux-mêmes dans le pied. Le laxisme de notre société cause-rait tôt ou tard bien des problèmes! Je suis toujours d'accord pour assainir les finances publiques, mais avec toute la corruption que l'on décèle jours après jours, je demeure pessimiste. C'est la victoire du mal contre la droiture!

Guy Côté

Je suis une étudiante qui suit de très près le débat concernant la hausse et je participe activement aux diverses manifestations organisées. Lorsque j'ai eu vent de l'entente, j'étais dans les rues en train de manifester. À mon grand malheur, ce n'était pas ce que j'espérais lire. Au niveau économique, l'entente est satisfaisante considérant que les étudiants payeront le même prix, mais qu'en est-il du débat idéologique que nous menons derrière tout cela depuis 12 semaines? Selon moi, pour la majorité des protestataires, le débat n'était pas au niveau de la valeur des droits de scolarité, mais bien pourquoi en tant que société devrions-nous payer ce surplus nécessaire par la faute de la mauvaise gestion de l'argent des contribuables dans notre province actuellement. Et oui, j'ouvre le débat tout largement en me permettant de cibler TOUTE la mauvaise gestion et non seulement celle des universités. J'ai espoir qu'un jour, nous vivrons dans une collectivité où l'argent que le peuple paye au gouvernement soit réinvesti pour son bien-être. La gratuité scolaire et l'amélioration de différents services sociaux ne sont plus des utopies dans la société actuelle. Je pense que les négociations à Québec auraient pu donner de biens meilleurs résultats et que la solution actuelle n'est que temporaire et j'ai vraiment l'impression que la compensation avec les frais afférents et la gestion universitaire ne sera pas très exacte. J'ai de la misère à croire que si on dit être capable d'aller chercher l'argent de la hausse dans ces deux endroits, on ne puisse pas annuler le concept de hausse au grand complet. C'est pourquoi je me sens un peu "niaisée" par le gouvernement.

Andra Florea, étudiante de l'École d'éducation Internationale de Laval

Cette entente devient intéressante dans le sens que l'objectif de l'absence de hausse n'est pas atteint mais en même temps, il y a une volonté d'une réduction équivalente au chapitre des frais afférents. C'est ce principe des vases communicants qui permettra aux étudiants de ne pas payer davantage pour leurs études. En ce sens c'est un gain notoire mais qui aurait pu être réglé bien avant aujourd'hui. Le gouvernement a préféré faire semblant de négocier la dernière fois avec la présence de Line Beauchamp pendant seulement une heure à la table de négociations. Hier et aujourd'hui, trois ministres à plein temps soit plus de 22 heures (dont Mme Beauchamp) en présence continue et ce, après plus de 82 jours de grève, manifestations etc. Il me semble évident que le gouvernement a préféré faire preuve de mépris et d'arrogance envers les étudiants et d'étirer le temps, mais à quel prix? Des débordements et des manifestations dont l'objectif principal s'est élargi au ras-le-bol de ce gouvernement en fin de régime: Plan Nord, gaz de schiste etc. Ce gouvernement corrompu jusqu'à l'os va même vouloir rendre responsable la CLASSE de la violence tout en veillant à son exclusion de la toute dernière session fictive de négociations. Plutôt machiavélique comme plan car les forces policières ont bien spécifié qu'il s'agissait de casseurs qui s'infiltrèrent dans toutes les manifestations et qu'ils représentent à peine 2% du nombre de manifestants. C'est tout dire... À vouloir laisser pourrir le dossier pour des fins électoralistes, Jean Charest a créé un climat social chaotique lequel s'inscrira dans la triste

histoire du Québec car c'est du jamais vu depuis les années 70. Bref souhaitons que le comité provisoire, lequel doit devenir permanent, saura bien analyser la gestion financière des universités québécoises. En attendant que le comité soit en permanence, il y a un moratoire sur la hausse des frais de scolarité. Oui, il y a une date prévue pour que ce comité devienne permanent mais au moins, ce n'est pas une date butoir. Les associations étudiantes ont la prétention de croire que des sommes peuvent être dégagées justement afin d'éviter une hausse des frais de scolarité en diminuant les dépenses jugées futiles dans la gestion des universités pour dégager des surplus qui seraient directement affectés aux étudiants. Il est à souhaiter que leur conviction à cet égard puisse s'avérer juste car dans le cas contraire, c'est la crédibilité des leaders étudiants qui risquerait d'être mise en cause. Quelque part, ce serait malheureux car je suis vraiment fier de ces trois jeunes très articulés qui ont su éveiller les consciences. Uniquement pour cette dimension, c'est un gain plus qu'appréciable. On ne peut que les remercier pour leur apport à la société québécoise de demain. Dans les prochaines décennies, les défis seront majeurs pour le Québec de demain. C'est maintenant qu'il faut un forum socio-économique de même que des États généraux sur les études supérieures. Ça urge de définir dès maintenant les priorités et de revoir toute la fiscalité gouvernementale et ses institutions. Dans le cas contraire, la paix sociale sera fragilisée.

Jean-Yves Larose, Québec

Le gouvernement a plié envers des terroristes. Les étudiants en boycott (à peine 1% de la population du Québec) ont tenu tous les citoyens en otage pendant 12 semaines, permettant des gens à faire de la casse et aux municipalités de dépenser des millions en frais de forces policières. Le fait que les hausses demeurent sur la table, mais que la différence est enlevé des frais afférents est ridicule. C'est de la comptabilité chinoise. De plus, la bonification des prêts et bourses font en sorte que ça coûte plus cher au gouvernement qu'avant l'annonce des hausses. Encore les contribuables qui vont écopier. La solution était de maintenir la ligne dure ainsi qu'envoyer les factures des frais de police, de casse et de nettoyage aux associations étudiantes. Tôt ou tard, après les annulations des sessions, les étudiants seraient retournés en classe en ayant appris une vraie leçon de démocratie et de vie. En bout de ligne, la leçon envoyée est celle que n'importe quel groupe qui veut quelque chose du gouvernement n'ont qu'à tout casser et ils l'obtiendront.

Jeffrey Foucault

Beau projet, mais comment en calculer les économies? Est-ce que les frais seront moins élevés pour les étudiants d'une université qui réduit ses coûts/services? Va-t-on couper sur le chauffage/climatisation, le service alimentaire, la pastorale, les activités sportives, l'engagement de professeurs émérites, etc. De plus, les universités n'ont pas toutes les mêmes priorités. Enfin, si je comprends bien, ce seront les universités qui feront en bout de ligne les frais de cette entente: l'amélioration du régime de prêts/bourses sera de l'argent non versé aux universités, les économies se feront sur une diminution des services, la comptabilité de tout cela coûtera évidemment très chère à gérer.

Pierre Boutet

Une simple annulation de la hausse des droits de scolarité ou une diminution de celle-ci aurait certes eu des effets politiques négatifs pour le gouvernement et positifs pour les représentants des étudiants, mais cela n'eût été qu'un report dans le temps de l'inévitable augmentation. La

présente entente est à l'honneur des deux parties en ce qu'elle procède d'un réel dialogue et, partant, du compromis, apanages de notre société démocratique. Non seulement, d'un point de vue strictement financier, les étudiants n'auront probablement pas à débours davantage, mais la présente issue force un débat économique de fond sur la gestion de nos universités. Il fallait que ça dérange. Objectif atteint. Mais demeurons vigilants face à l'establishment qui, on s'en doute, aurait préféré la première solution.

Jean Martel, notaire

Cette entente souligne que le fardeau de la preuve est actuellement inversé, dans la mesure où les universités n'ont pas à prouver la nécessité de ces nouvelles sommes mais plutôt qu'il est possible de les dégager de la mal-gestion. Il n'a d'ailleurs pas encore été prouvé que les universités ont besoin de telles sommes pour assurer un enseignement de qualité. Force est de constater que le 2 avril, Guy Breton était incapable d'évaluer les effectifs professoraux pour dispenser un enseignement de "qualité". Pour considérer cette offre comme étant réellement avantageuse, il faut prouver qu'il est possible d'absorber l'entièreté de la hausse seulement par la mauvaise gestion et seuls les FIO (environ 500\$) sont assujettis à une baisse éventuelle ce qui rend impossible l'abolition de la hausse. Il faudra faire également une confiance absolue au conseil provisoire sur les universités, composé de 6 marionnettes rectorales, 2 gens d'affaires (lire patronat acquiné) et un représentant de gouvernement. Le gouvernement actuel a démontré pendant plus de 80 jours que son but ultime était d'atomiser le tissu social québécois afin de parvenir à ses fins. Il faudra donc réfléchir au fardeau de la preuve qui se retrouve inversé dans la situation actuelle et peut-être à proposer une contre-offre qui inclurait la notion de fardeau de preuve de la nécessité de l'augmentation du financement pour les universités. Une telle contre-offre pourrait inclure la nécessité pour les universités d'établir leur besoins financiers non pas en termes comparatifs par rapport à la moyenne canadienne mais plutôt par rapport aux besoins réels.

Sébastien Fauteux

Il y a dans cette entente de principe beaucoup d'a priori qui ne sont pas tout à fait transparent. D'abord les étudiants sont minoritaires: au mieux avec une alliance avec les syndicats ils se retrouvent 8 (bloc syndicaliste (?)4, 4 étudiants) contre 10 (6 recteurs, 2 entreprise privée, ministre nomme 1 MELS, 1 cégépe) et le président s'il a un vote prépondérant, le compte est de 11. Finalement, il faut trouver des exemples de mal gestion des fonds sinon il n'y a pas de baisse. Cela peut s'avérer difficile car on a en face des universités privées et des frais afférents différents d'une université à l'autre: de \$ 600 McGill à \$ 225 UQO. Joli casse-tête.

Gilles Parent

La proposition ne passera pas. Le gouvernement se moque de nous.

Fanny Boutin

Cette entente sera probablement acceptée pour les raisons suivantes: les syndicats sont les amplificateurs, les chefs étudiants, les hauts-parleurs. Les syndicats (avec l'aide de Gilles Duceppe) devaient trouver rapidement une porte de sortie honorable. Les soi-disants "leaders Étudiants" ne sont en fait que des portes-parole des vrais syndicats au Québec. Les syndicats (les vrais, pas le club-école) réalisent qu'ils ont été trop loin et étaient en train de provoquer un chaos social insoutenable, qui allait contre leurs intérêts: pas d'étudiants, moins besoin de professeurs (de "science humaine" non-math), moins de membres, moins de cotisations. Les

"Leaders Étudiants" ne sont en fait que des participants dans un concours d'art oratoire. Ils n'ont cependant pas l'expérience et la maturité de comprendre ce qu'est une négociation. Les grands frères les ont bien coaché durant 3 mois mais ils ont totalement perdu le contrôle. Aucun de ces "Leaders étudiants" n'a fait d'étude de commerce, comptabilité ou finance. Cela risque d'être intéressant lorsqu'ils tenteront d'expliquer aux étudiants la teneur de ce qui vient d'être soumis. Il serait facile d'expliquer ce concept aux élèves du HEC, mais bonne chance pour les étudiants n'ayant pas cette base de connaissance. La raison pour laquelle ils vont retourner en classe, c'est qu'ils sont acculés au pied du mur. Ils perdront la face s'ils refusent. Ils accepteront aussi parce que des élections vont se tenir et ils pensent que notre Pauline Nationale va tout annuler. En fait Pauline Marois va perdre les élections, on aura un gouvernement minoritaire libéral, Gilles Duceppe va revenir car il est encore en toile de fonds, comme la souveraineté qu'elle promouvoit du bout des lèvres. Qui a gagné, qui a perdu, on n'en sait rien on ne sait plus.

François Laurier, St-Laurent

Selon l'entente de principe, le gouvernement maintient la hausse des droits de scolarité de 82% sur 7 ans. Ces droits pourront être partiellement ou totalement compensés par des économies qu'un Conseil provisoire aura identifiées. Dès septembre, les universités créeront un compte à payer de 127 \$ pour chacun de leurs étudiants (254 \$ pour la 1ère année). Ce compte pourra être réduit selon le rapport du Conseil provisoire qui doit être déposé en décembre. Si le rapport n'est pas déposé en décembre, un autre compte à payer sera créé en janvier. Les étudiants devront acquitter ces comptes, qu'ils soient réduits ou non, à la suite du dépôt du rapport du Conseil provisoire. Les leaders étudiants pensent qu'ils pourront identifier des économies d'efficience importantes dans la gestion des universités. Mais on peut penser que les universités n'accepteront pas facilement les coupes proposées. Comme les étudiants seront minoritaires sur ce Conseil (4 représentants sur 19), il n'est pas certain qu'ils pourront convaincre les autres membres du conseil, dont les représentants des recteurs, du milieu des affaires et des syndicats, que les coupes budgétaires sont opportunes. De plus, à mesure que les années passeront, il sera de plus en plus difficile, voire impossible, de trouver les économies nécessaires pour compenser la hausse des droits de scolarité. Les montants en cause sont impressionnants. La première année, il leur faudra trouver environ 49,5 millions de \$ (254 \$ X 195 000 étudiants universitaires); la 2e année, 99,1 millions de \$; la 3e année, 148,6 millions de \$; la 4e année, 198,1 millions de \$; la 5e année, 247,6 millions de \$; la 6e année, 297,2 millions de \$ et la 7e année, 346,7 millions de dollars. Compte tenu du contexte de crise, il devrait être possible de faire des coupes de 49,5 millions de \$ la première année et ainsi compenser les étudiants pour la hausse des droits pour la 1ère année. Les universités vont invoquer qu'elles sont sous-financées d'environ 600 millions de \$ et le milieu des affaires devraient continuer de les appuyer, mais elles devraient s'y soumettre la première année. Pour les autres années, ce sera beaucoup plus difficile d'ajouter d'autres coupes budgétaires car les budgets auront déjà été réduits. Il est douteux qu'après la 1ère année, les étudiants puissent convaincre les autres membres du Conseil de la justesse de leurs propositions. Dans ce genre de dossiers, il est toujours possible de trouver d'excellentes raisons pour maintenir les dépenses en faisant valoir des

inconvenients importants de les éliminer. On peut penser que le Conseil ne pourra pas aboutir à des sommes significatives dès la 2e année et par conséquent, qu'il n'y aurait pas de compensation significative pour la hausse des droits de scolarité à partir de la 2e année. À moyen terme, cette entente n'est pas bonne pour les étudiants puisque la compensation pour la hausse des droits de scolarité (environ 350 millions de \$ à terme) n'excédera pas le montant de la 1ère année (environ 50 millions de \$), pour un taux de compensation de 15% environ. Que faire alors? Comme l'entente est assez neutre pour la 1ère année, cette entente pourrait permettre de gagner du temps. En effet, la première année, les étudiants ne devraient pas assumer de déboursés additionnels, si les universités ne contestent pas trop leurs propositions de coupes budgétaires. Il n'y aurait pas d'impact budgétaire pour le gouvernement par rapport au budget. Mais les universités pourraient perdre environ 50 millions de \$. Un aspect très important, les étudiants pourraient terminer leur session s'ils acceptent l'entente. Enfin, les électeurs pourraient trancher le débat dans une élection qui devrait avoir lieu d'ici douze mois.

Léandre Nadeau, Québec

Le contenu de cette "entente" est absolument grotesque! Le gouvernement a endormi les leaders étudiants avec une vieille stratégie technocratique consistant à faire semblant de régler un problème en le dissimulant derrière une pléiade de comités. Ainsi, il y aura un comité provisoire où 4 étudiant(e)s siègeront avec 13 représentant(e)s des institutions d'enseignement, des milieux d'affaires et des syndicats, sous l'oeil vigilant de 2 représentant(e)s de la ministre, pour déterminer s'il est possible de couper dans les budgets des universités... Or, tous ces futurs "partenaires" des étudiant(e)s dénoncent depuis des années les sous-financement des universités et ils considèrent tous en avoir fait maintes fois la preuve. Sur ce fameux conseil provisoire, les 4 étudiant(e)s, croient-ils vraiment qu'ils pourront convaincre leurs 13 autres "partenaires" de renier toutes leurs déclarations, tous leurs mémoires, toutes leurs revendications et toutes leurs réclamations économiques? C'est d'une incroyable naïveté!

Et si, par miracle, les 4 étudiant(e)s parvenaient à convaincre les 13 autres partenaires et les 2 représentant(e)s de la ministre, le conseil provisoire sera ensuite remplacé par un conseil permanent qui fera à son tour des suggestions de coupures à la ministre, qui pourra en disposer comme elle l'entend. Et ensuite, si par miracle ces coupures sont acceptées par tous les "partenaires", en contradiction flagrante avec leurs propres intérêts, ces coupures serviront alors à réduire l'augmentation des frais de scolarité!!! Quelle belle entente! Comme d'habitude, le gouvernement libéral aura réussi à renvoyer dos-à-dos tous ceux qui réclament, pour diverses bonnes raisons, une augmentation des investissements gouvernementaux en éducation. Le gouvernement leur dit: "Vous réclamez tous plus d'argent! Pas question qu'on augmente les impôts des riches. Alors répartissez entre vous les sommes qu'on vous donne déjà. Moi et mes amis, on met pas un sou de plus". Les "partenaires" s'entredéchireront: les administrateurs universitaires, les syndicats d'enseignants, les milieux d'affaires (surtout ceux-là), et les étudiant(e)s formeront ainsi un magnifique panier de crabes, sous l'oeil amusé et satisfait du Ponce Pilate gouvernemental. Il n'en sortira rien du tout pour personne, surtout pas pour les étudiant(e)s. Et le gouvernement et les plus fortunés de la société auront encore vaincu. L'argent neuf dont les universités et leurs étudiant(e)s ont

besoin, il se trouve dans les revenus mirobolants d'un grand nombre d'entreprises financières. Mais évidemment, les milieux d'affaires et leurs "délégués" gouvernementaux veillent au grain ! Ils seront même aussi nombreux que les étudiant(e)s au sein de ces fameux comités trompe l'oeil ! Bref, cette "entente" est une odieuse supercherie et j'espère que tous les étudiant(e)s du Québec la rejeteront.

Pierre-Yves Guay, professeur, UQAM

Je crois que les deux parties en sortent gagnantes. En effet, le gouvernement qui aime bien jouer avec la sémantique, conserve sa décision : les frais de scolarité seront augmentés et garde l'honneur bien haute dans le face à face avec la population. Tandis que les étudiants reçoivent ce qu'ils désiraient : augmentation nul des frais grâce à l'annulation des frais afférents; ainsi qu'un droit de regard sur la gestion des universités et de cégep.

Raynald Boucher

Il n'y a rien dans cette entente là-dedans de bien réjouissant, et surtout rien de solide, de concret. On sonne la trêve, pour les élections. Et les grands gagnants à court terme, ce sont les libéraux qui pourront dire qu'ils ont réglé la crise sans avoir rien lâché (ce sont les universités le problème). Le fond du débat est complètement évacué, après avoir été mis en lumière par le mouvement. Rien sur les liens entre l'université et l'entreprise, sur son virage prononcé vers une logique néo-libérale. Rien sur la juste part des milieux financiers, et d'autres secteurs en plein développement au Québec, lourdement soutenus par les libéraux (ex. : gazières et minières). Toutefois, il est clair que la lutte étudiante de ce printemps a permis de mettre sur la carte de grands enjeux concernant le bien commun. Et ce malgré les tirs nourris (au figuré...et parfois en réel) des pouvoirs en place, via leurs chantages bien disciplinés (Les lucides, les médias de masse, le milieu des affaires, les corps policiers, etc.). Si la lutte étudiante de ce printemps devait se terminer sur cette note (ce sera aux associations de décider), elle laisserait un goût amer dans la bouche de bien des jeunes qui se sont impliqués à des niveaux variables dans leur mouvement. Un mépris constant, une absence éhontée de reconnaissance, voire la haine chez certains commentateurs. Mais il a permis à des milliers de jeunes et moins jeunes de se politiser et d'affirmer leur point de vue. La devise du Québec est je me souviens. Ce printemps restera dans la mémoire pour beaucoup. La manifestation du 22 mars, et la grande marche pour la terre du 22 avril seront peut-être des moments fondateurs pour un Québec différent. Si j'étais un puissant, je m'en inquiéterais sérieusement. Il y a un solide réveil à gauche.

Jean-François René, professeur, École de travail social, UQAM

Les Fédérations d'étudiants viennent de remporter haut la main la première lutte d'envergure de l'ALLIANCE SOCIALE, ce regroupement de toutes les forces de gauche souhaité par Mme Claudette Charbonneau peu avant son départ de la CSN. L'ALLIANCE SOCIALE dont font partie les Fédérations des étudiants, les artistes et travailleurs culturels, les groupes communautaires, les syndicats, les écologistes, les féministes ... a pour objectif d'empêcher la réduction de la taille de l'État et la privatisation ou la tarification des services publics, en un mot de lutter pour le maintien des acquis de la révolution tranquille. En luttant contre la hausse des droits de scolarité et en remportant la victoire éclatante que constitue l'entente récente avec le gouvernement, les Fédérations étudiantes viennent de justifier l'existence de l'ALLIANCE SOCIALE. Paradoxalement, les Fédérations étu-

diantes seront aussi fort utiles au gouvernement. Le Conseil provisoire des universités qui sera créé à leur suggestion, permettra une analyse et un contrôle des dépenses universitaires que le gouvernement semble incapable de mener. Il est un peu étonnant de constater que le gouvernement a décidé d'améliorer substantiellement le financement des universités sans avoir préalablement procédé à cette étude. Grâce aux Fédérations des étudiants, les excès des universités seront enfin dénoncés. Il n'a jamais été facile pour le gouvernement d'interpeler ces vaches sacrées que constituent les universités. Rappelons-nous ce qui est arrivé à Jean Garon, alors ministre péquiste, quand il avait osé les questionner.

Louis Dion, administrateur scolaire retraité, Saint-Jérôme

Si les associations étudiantes devaient accepter, ce qu'elle feront sans doute par lassitude et épuisement, le compromis concocté en fin de semaine par le groupe de sortie de crise invité par Jean Charest, y incluant les « monoclones » syndicaux (coup de génie de Jean Charest), elles auront cédé au paternalisme des vieux et perdu leur combat initial soit celui du gel des droits de scolarité. Elles auront renoncé à leurs principes pour une poignée de dollars provenant d'une baisse des frais afférents théoriquement équivalente au gel. Un enjeu qui n'a jamais été évoqué pendant les douze semaines de grève. Une offre qui aurait dû être offerte dès le départ. Clairement, les étudiants ont perdu leur combat et une partie de leur dignité . En effet, Jean Charest ,fort de l'appui de 68 % de la population, a organisé le jeu pour gagner le match final . En effet, il déplacé son conseil général de Montréal à Victoriaville plutôt qu'après un règlement de la crise que tout le monde souhaitait. Ce faisant, il a provoqué les étudiants les plus radicaux. Et devant les policiers de la Sûreté du Québec, moins aguerris que ceux de la police de Montréal ,et un lieu statique de manifestation, soit devant un hôtel, toutes les conditions étaient réunies pour un dérapage. Rapidement, des images d'une grande violence sont, en effet, apparues sur nos écrans. Les leaders étudiants ont dû les dénoncer vertement, se plaçant ainsi dans une position de négociation affaiblie. Ce qui les a amené à accepter une proposition de compromis pour sauver la face et le reste de leur dignité abîmée par la manifestation de Victoriaville. Ainsi, Jean Charest aura gagné mais pour un chef d'État, ne s'agit-il pas d'une victoire honteuse sur le dos de la jeunesse ?

Denis Forcier, Shefford

Après 82 jours de boycott et des dizaines de manifestations les associations étudiantes et le gouvernement sont enfin parvenus à s'entendre. Cette entente de principe ne prévoit pas de gel pas plus que la gratuité des frais de scolarité, cheval de bataille de la CLASSE. Par contre les étudiants ont tout de même gagné un point. En effet cette entente prévoit que les gestionnaires d'universités devront faire preuve d'imagination afin de faire baisser les frais afférents facturés aux étudiants d'un montant équivalent à la hausse instaurée par le gouvernement Charest. Le conseil provisoire qui verra le jour suite à ces négociations sera certainement en mesure d'identifier des économies intéressantes qui pourront par la suite être remises en baisse de frais aux étudiants. Nous savons tous que tout organisme public et gouvernementale, incluant les universités, souffrent d'une "structurite" aigue qui fait en sorte que l'argent qui devrait aller en services directs à la population est trop souvent mal dépensé. Ces négociations auront donc aussi permis au gouvernement Charest d'admettre en quelque sorte qu'il est vrai que

certain administrateurs doivent se responsabiliser et cesser de dilapider comme bon leur semble les fonds publics. Tant qu'à y être les chefs syndicaux présents à la table de négociation devraient demander que cette saine gestion s'applique à l'ensemble du réseau scolaire et aussi au gouffre sans fond qu'est devenu le réseau de la santé. Oui c'est un tout autre débat. Mais ne mérite t-il pas que l'on s'y attarde aussi? Le conflit devrait donc prendre fin avec ces propositions. Ne reste qu'à chaque étudiant a peser le pour et le contre en votant sur la seule et unique entente négociée depuis le début de cette saga qui semblait ne pas avoir d'issue. Une entente acceptable car le gouvernement ne faisait preuve d'aucune ouverture et semblait vouloir gagner à tout prix cette guerre d'usure.

Jean Bottari, Montréal

Un petit pas au niveau des résultats, mais qui donne l'élan nécessaire, celui qu'on attendait. Il y a du bon dans l'entente, dont cette révision du mode de gestion des dépenses dans les universités, mais les étudiants et l'ensemble de la société perdent sur le fond. On dégèle et la porte restera ouverte à des augmentations récurrentes. Le débat n'est pas terminé, celui de l'accessibilité, mais aussi celui de la transformation de notre système d'éducation, qui se plie progressivement à la logique de marché, à commencer par l'instrumentalisation du secteur de la recherche, jusque dans l'intégrité de la formation elle-même. Les frais de scolarité ne sont qu'une pointe de l'iceberg, voire une question piège qui nous détourne des débats de fond. Les étudiants ont d'ailleurs réussi à susciter cette réflexion collective. La grève s'est ajoutée à de nombreuses insatisfactions et aura amené la société québécoise à débattre franchement, enfin, et à oser remettre en question. Le dossier de l'éducation n'est pas réglé, et il reste ces lourds enjeux qui menacent la santé du Québec : le mode de gestion de ressources naturelles et énergétiques, l'intégrité et l'efficacité du système démocratique, la qualité et l'accessibilité de l'ensemble des services sociaux, l'équité sociale, la protection de l'environnement, notre capacité à nous doter d'une réelle autonomie, etc. Le système socioéconomique qui s'est installé démontre clairement ses limites et ses dangers, et notre classe politique fait quotidiennement la preuve de son incapacité à protéger l'intérêt collectif et le bien commun. Nous devons avoir le courage de nous doter d'institutions, de services et d'un système démocratique à la hauteur de nos aspirations. Nous devons, oui , articuler un projet collectif. Cette grève aura une fin, ne serait-ce qu'en raison de l'épuisement des troupes, du climat social qui s'est installé ou pour des raisons logistiques. Mais, plus qu'en 2005, plus que jamais, la fin de la grève n'est pas la fin d'un mouvement. Non, les étudiants ont crevé l'abcès, ont enfin mis sur la place publique un débat avec lequel nous continuerons d'évoluer et ils nous démontrent que le statu quo peut être ébranlé. L'insatisfaction générale et ces prémisses d'une mouvance sociale et d'un courage collectif, auront raison du pessimisme ambiant et de l'immobilisme politique. Nous avons beaucoup à faire pour redresser le Québec et pour montrer au reste du monde que rien ne nous oblige à nous prosterner sagement devant les soi-disant impératifs de la vague néolibérale. Notre vitalité politique, économique et culturelle peut se fonder sur d'autres bases. Étudiants, votre réelle victoire se manifeste dans la mobilisation d'une génération, dans ce vent de réflexion et de débat semé dans toutes les strates de la société et dans cette brèche ouverte dans notre quotidien. Merci, vous nous avez donné un magnifique élan. J'aime ce Québec qui se dévoile et celui qui se

dessine. Vos efforts remarquables, votre ténacité exemplaire et votre créativité inspirent et donnent le ton pour la suite du printemps québécois.

Joël Nadeau

L'offre proposée par le gouvernement n'est pas acceptable. Elle propose l'équivalent du gel pour une session. Par la suite, les gains financiers obtenus potentiellement par une meilleure gestion universitaire seront déduits des frais afférents. Or, les frais afférents, tout dépendant des universités, sont d'environ 500-600\$ par année. La hausse de 1779\$ sera donc à terme, dans le meilleur des scénarios, une hausse de "seulement" 1200\$. Les étudiants sont en grève depuis 12 semaines pour contrer cette hausse. Avec cette annonce, même dans le meilleur scénario possible, cela demeure une hausse substantielle. Même si élections auront lieu dans moins d'un an, le risque que les Libéraux soient encore réélus demeure présent. Ce n'est pas un risque à prendre d'accepter cette offre et d'espérer un changement éventuel de gouvernance. Si nous tenons encore un peu, je suis certaine que le gouvernement va finalement modifier la hausse des droits de scolarité. Finalement, selon ce qui se dit à l'intérieur des associations, je doute sincèrement que la majorité d'entre elles vont voter en faveur de cette offre.

Sarah Michelle Neveu

Le gros loup Charest, le méchant, se servi de la mère-grand Beauchamp pour attirer les chapeaux à carrés rouges éclatants, pour les bouffer goulûment. Ils se défendirent en marchant, sauvant ainsi quelques galettes et petits pots de beurre nourrissants, pour subsister jusqu'aux saisons nouvelles, évidemment.

Gilles Bousquet, St-Hyacinthe

C'est une aberration totale. Encore une fois ce gouvernement ne sait pas gérer le Québec. Qui va payer le coût engendré jusqu'ici en ce qui a trait aux démonstrations contre la hausse des droits de scolarité? Et oui c'est nous encore une fois. Près de 70% de la population était pour la hausse de ces frais. Franchement, vivement un autre gouvernement. Assez c'est vraiment assez.

Pierre Chartrand

Les étudiants sortent gagnants de ce conflit de 12 semaines. Belle leçon de démocratie offerte à un gouvernement qui en a si peu fait la démonstration pendant la lutte menée par les étudiants au sujet des frais de scolarité. Les étudiants représentant les fédérations étudiantes ont démontré plus de sagesse que le gouvernement en place et surtout ont donné au gouvernement de Jean Charest une belle leçon de démocratie. Le premier ministre du Québec et surtout chef du parti libéral faisait pitié à voir. Mal habile, petit homme, mesquin, vengeur, petit politicien de bas étage, sans envergure et anti-démocratique. Une honte pour tout le Québec, le Canada et le monde. En toutes circonstances, il a fait de la bien petite politique. En comparaison de Barack Obama, son image est bien pâle et révèle le personnage dans toute sa petitesse. Ce politicien, si faible dans son rôle de premier ministre contraste avec le "campaner" si rapace lors des campagnes électorales, a laissé perdurer le conflit, essayant au passage d'amasser du capital politique. C'était évident, Tous ses clips à la télé en témoignent. Accusant les étudiants de la Classe en particulier de préconiser la violence, accusant tout un chacun arborant le carré rouge d'engendrer la violence parce que cela faisait bien son affaire de faire peur aux personnes âgées les plus vulnérables qui craignaient même une révolution sanglante au Québec. L'idée de la violence terrorisait aussi une clientèle de gens

moins scolarisés, peu sensible aux études, ignorant l'importance même de l'éducation, n'ayant jamais eu la chance pour elle-même de fréquenter les CÉGEPs ou les Universités. Le seul but de Jean Charest en agissant ainsi était de remonter dans les sondages. Quel personnage ignoble et grotesque. La peur au Québec, oui les québécois sont de grands peureux, c'est connu, est habituellement une formule gagnante que l'actuel premier ministre utilise avec doigté chaque fois qu'il est dans l'embarras ou que l'enjeu politique risque de tourner en sa défaveur. Cela fera bientôt 10 ans qu'il est au pouvoir et ce qui ne va pas bien au Québec est toujours de la faute des péquistes. Beau groupe d'amis pour M. Charest, les vieux les plus vulnérables, ceux qu'il réussit chaque fois à effrayer, les non scolarisés sont aussi des gens plus vulnérables au chantage de ce politicien et à l'intimidation; enfin, les anglophones et allophones, des clientèles acquises au parti libéral, coûte que coûte. Vous avez vraiment une belle clientèle au parti libéral. Bravo M. Charest! Vous êtes vraiment un bien petit homme...et vous êtes le grand perdant de ce conflit puisque l'occasion nous aura été donnée à tous, d'apprécier combien petit et minable vous êtes. Vite des élections pour qu'enfin on se débarrasse de votre gouvernement. Souhaitons que vos successeurs prennent exemple auprès de la classe étudiante, ces jeunes qui nourrissent l'espoir d'une société meilleure, pour nous donner un gouvernement démocrate, équitable, juste et généreux pour tous les Québécois.

Adalbert Lévesque, Rivière du Loup

Au sujet du conflit étudiant, pensez-vous que les membres de la CLASSE vont accepter cette entente? Leur représentant Gabriel Nadeau-Dubois n'a rien de moins que réclamer la gratuité scolaire. Pensez-vous que le boycott de ses membres qui a été amorcé depuis douze semaines aura été fait pour en arriver à un règlement à moitié? Il est évident que les grandes centrales syndicales étaient les maîtres à penser des "leaders" étudiants et ce n'est pas pour rien qu'ils étaient tous à Québec pour les négociations en fin de semaine. Toutes les manifestations où il y a eu des dommages aux personnes et aux propriétés privées et publiques, aux injonctions non respectées donc considérées comme un outrage au tribunal autant de la part des étudiants que de certains professeurs ont été négociés dans un protocole de retour aux études. Gabriel Nadeau-Dubois n'a pas lâché le morceau pour rien. Que pensez-vous que les ordonnances de cour de justice et des dossiers judiciaires de tout ce beau monde vont devenir? Néant! Sur ce point il est certain qu'il y a eu des négociations et soyez assuré que tout s'effacera par magie et que personne n'en aura vent. Quel seront les journalistes qui oseront poser la question à ce sujet? Entendez-vous quelques questions à ce sujet? Néant! C'est très simple, le gouvernement a fait dans ses culottes et se sera encore les honnêtes contribuables qui paieront la note. Des élections au plus coupant car nous avons besoin d'un gouvernement avec une colonne vertébrale...

Éloi St-Pierre

Les deux sortent perdants : les jeunes ont mis leur session en péril et perdront du salaire d'été; les libéraux seront éventuellement perdants aux élections, car les étudiants iront voter massivement « j'espère ».

Raynald Breton

Par son entêtement à ne pas se laisser dicter quoi faire par des "petits morveux d'étudiants",

Jean Charest, a plongé le Québec dans la plus grande crise étudiante qu'il ait jamais connue. Résultat, après 12 semaines de conflit: on change quatre trente sous pour une piastre! Bravo! En bout de ligne il n'y aura pas plus d'argent pour le financement des universités. En plus, comme il a été démontré que les coûts de ce conflit excèdent déjà de beaucoup la hausse des frais de scolarité pour la première année, en bout de ligne, le gouvernement est perdant. Mais il pourra avoir la tête haute le premier ministre, il a tenue parole devant ses amis recuteurs: "Je vous l'avais promis qu'on augmenterait les frais de scolarité. Maintenant, je vais pouvoir me consacrer à la vente de nos ressources du nord!" Bravo à cette génération d'étudiants qui ont tenu tête, vous me donnez de l'espoir!

Denis Laplante

À mon sens, rien en fait dans cette entente, ne semble raisonnable sur le fond. Le gouvernement a laissé la crise se prolonger pour se donner bonne conscience, mais dans les faits il a provoqué cette situation et qu'il aurait pu éviter lui-même en prenant ces mesures avant de déposer son budget. Donc, on revient en quelque sorte à la case départ, c'est-à-dire on fait une facture, ou il y a un débit crédit qui s'annule. Est-ce que ça valait 12 semaines de grèves, des millions dépensés avec les interventions policières, les bris et méfais, des cours retardés, des emplois d'été retardés pour les étudiants qui deviennent un casse-tête pour des commerçants, etc.? Pour ma part, il est évident que seul le gouvernement est directement lié à ses décisions, soit sa responsabilité d'avoir laissé cette situation se détériorer. De plus, rien n'est selon moi, encore réglé, on vient de repousser le problème. Le prochain gouvernement qui sera élu devra corriger cette situation, car l'accessibilité n'est toujours pas garantie pour tous les jeunes qui voudront faire des études collégiales et universitaires (prêts et bourses). Je me demande comment les étudiants ont pu accepter ce genre d'entente, je ne donne pas ma confiance dans ce gouvernement Charest, il ment comme il respire. Ce débat reviendra hanter ce gouvernement, car le parti Libéral est allé contre les idées qu'il défendait au départ, c'est-à-dire assurer l'accessibilité à tous pour une éducation.

Henri Lebarbé

Les étudiants font preuve de courte vue et d'ignorance. Moins d'argent, peu importe où s'applique le "rationnement", dans le financement global des institutions, c'est moins de services, moins de recherche, moins de gens compétents. Ils croient avoir gagné quelque chose, soit. Ils auront moins en retour. Seul point positif, s'il en est un peut-être, c'est potentiellement plus d'observation dans l'administration des institutions. Toutefois, le prix n'en valait pas la chandelle. Je n'aime pas ce gouvernement, mais dans ce contexte il se doit de garder l'énoncé de départ. Le monde des universités anglophones comprend beaucoup mieux les besoins en financement de leurs institutions.

P.-E. Perreault

Les étudiants 1, la société 0 Quel est LE message que ces étudiants retiendront de leur expérience? Dès que vous n'êtes pas satisfaits d'une politique, vous sortez dans la rue tous les jours, vous faites un peu de grabuge, 1 ou 2 émeutes, et voilà, vous finissez par obtenir gain de cause, en tout ou en partie... La belle société que l'on se prépare!

Danielle Villeneuve, Laval

LA PRESSE: Droits de scolarité: six solutions pour régler la crise étudiante - Publié le vendredi 27 avril 2012 à 07h39





Photo Édouard Plante-Fréchette, La Presse
Pascale Breton, La Presse

Après 10 semaines de grève, le conflit étudiant s'envenime de jour en jour. Après quelques lueurs d'espoir au début de la semaine, les discussions entre le gouvernement et les étudiants et élèves ont tourné court. La crise semble dans un cul-de-sac. Comment la résoudre? Nous avons demandé à des personnalités publiques d'analyser la situation et de nous proposer des pistes de solution.



Photo David Boily, Archives La Presse
Gérald Larose

Gérald Larose, ancien président de la CSN: «Le gouvernement cherche un mort»

Depuis le début de la crise, le gouvernement n'essaie pas de trouver de solution à la crise. Il attend, affirme M. Larose. «Le gouvernement cherche un mort. Il cherche un drame qui polariserait la société pour essayer de la faire basculer. Il court littéralement au drame.» La seule solution aurait été la prévention, ajoute-t-il. Or, le gouvernement agit plutôt de façon condescendante, paternaliste et méprisante, affirme l'ancien chef syndical. «On est en présence d'un monument de mauvaise foi.» Pas étonnant, croit-il, que le conflit dégénère et que du grabuge soit commis. Le gouvernement avait fait le pari que le mouvement étudiant s'essoufflerait après Pâques, une fois passé l'effet galvanisant de la manifestation du 22 mars. Ce n'est pas ce qui est arrivé. La réaction du gouvernement devant la CLASSE, une organisation «horizontale» sans hiérarchie qui prône une démocratie directe, est «une provocation pure et simple», accuse M. Larose.



Photo fournie par la SRC
Jean Cournoyer

Jean Cournoyer, ancien ministre libéral: Au premier ministre d'agir

Le conflit a assez duré. Le premier ministre Jean Charest doit intervenir personnellement, croit

Jean Cournoyer. «Sans nécessairement tasser sa ministre, qu'il prenne le dossier en main.» à titre de ministre, il a lui-même d  éteindre plusieurs crises dans les années 70, notamment lors de la grève des policiers de la Sûreté du Québec. M. Cournoyer s'était adressé à l'assemblée des policiers pour les convaincre de rentrer au travail. «Je me suis souvent retrouvé dans le rôle du pompier.» Ce rôle, qui peut le jouer au sein du gouvernement Charest? «  part le premier ministre qui décide de prendre en main le dossier avec l'intention de le régler d'une façon ou d'une autre, je ne vois pas d'autre solution», indique M. Cournoyer. Il pense aussi que la ministre de l' ducation, Line Beauchamp, en porte lourd sur ses épaules pendant que le ministre des Finances, Raymond Bachand, reste plutôt silencieux, lui qui a pourtant chiffré la hausse des droits de scolarité dans son budget.



Photo: Rémi Lem e, Archives La Presse
L'ancien ministre libéral Claude Castonguay.

Claude Castonguay, ancien ministre libéral: Opter pour la médiation

L'ancien ministre libéral Claude Castonguay l'a dit à plusieurs reprises depuis le début de la crise: vite, un médiateur. «La seule façon de dénouer une impasse comme celle-là, c'est d'engager un dialogue. Comme ils n'ont pas été capables de le faire en s'affrontant, l'autre voie est celle d'un médiateur.» Une porte de sortie acceptable pour les deux parties est encore envisageable. «Différentes solutions ont été suggérées: qu'on suspende l'imposition pour une période de temps, qu'on étale la hausse, qu'on la réduise un peu», souligne M. Castonguay. Peu importe le conflit, c'est par la médiation que la crise se résoudra et c'est au premier ministre Jean Charest d'y avoir recours. «La solution passe par un geste du premier ministre parce que c'est clair que le courant ne passe plus entre la ministre Beauchamp et les associations étudiantes.»



Photo: Armand Trottier, Archives La Presse
Michel Kelly-Gagnon

Michel Kelly-Gagnon, PDG de l'Institut économique de Montréal: «Une bonne politique publique»

Pour le président et directeur général de l'Institut économique de Montréal, il est clair que la hausse des droits de scolarité est une «bonne politique publique». Le gouvernement ne doit pas reculer. «Si, pour sortir de la crise, le prix est de renoncer à cette politique publique qui est bonne et essentielle, c'est trop cher payé», affirme M. Kelly-Gagnon. Des ajustements pourraient être apportés, dit-il en évoquant une modulation des

droits de scolarité en fonction du programme universitaire et de l'établissement d'enseignement. D'autres ont suggéré un plus long  talalement dans le temps. Une solution à laquelle M. Kelly-Gagnon n'est pas favorable, lui qui pense que la hausse est déjà trop modeste. Quant à la ligne dure adoptée par le gouvernement en réponse à la violence de certaines manifestations, il l'approuve, en affirmant que par le passé, les gouvernements ont trop souvent cédé à la violence. «Il est temps que ça change.»



Photo archives La Presse
Louis Bernard

Louis Bernard, consultant et ancien haut fonctionnaire de l'état:  taler la hausse

La crise s'enlise, estime Louis Bernard. «C'est très difficile, si on ne règle pas dès le départ, de régler une situation de crise. Et quand la situation de crise arrive, il faut être très rapide pour la régler, sans quoi, c'est très dangereux que  a dérape.» La solution convenable pour les deux parties? Répartir la hausse des droits de scolarité sur six ans plutôt que cinq et la réduire de moitié la première année. Les étudiants comme le gouvernement auraient l'impression d'avoir gagné quelque chose. M. Bernard estime aussi que le gouvernement a été rapide pour mettre fin aux négociations, ce qui est dangereux. «Malgré tout, jusqu'à maintenant, ça n'a pas d rap  complètement. Il est encore temps de remettre les choses sur les rails, mais  a urge de plus en plus.»



Photo fournie par l'UQAM
Michel Grant

Michel Grant, professeur en relations industrielles à l'UQAM: La perception du public compte

Dans une crise, la perception du public est très importante, estime M. Grant. Si le gouvernement suspend la hausse des droits de scolarité ou impose un moratoire, il donnera l'impression à la population de baisser les bras. En revanche, une certaine modulation, comme réduire la hausse ou l'étaler davantage dans le temps, avec à terme une formule d'indexation, lui permettrait une sortie élégante, croit ce spécialiste en relations industrielles. S'il choisissait la voie de la médiation, le gouvernement Charest devrait faire preuve d'ouverture. «La médiation repose sur la volonté des parties qu'il y ait un médiateur et que chacun ait quelque chose d'autre que le statu quo en retour.»

Je suis exaspérée, par Sylvie Desmeules, Québec

C'est la première fois que j'utilise une tribune publique pour exprimer mon opinion. Ce qui me pousse aujourd'hui à le faire, c'est que la grève étudiante prend des proportions qui me dépassent complètement et que je ne peux plus taire mon exaspération.

Quand j'étais au primaire et au secondaire, c'est le gouvernement qui payait mes études grâce aux impôts et taxes des contribuables, dont mes parents. Normal pour cette situation, puisqu'on trouve difficilement un emploi sans au moins un diplôme secondaire.

À partir du moment où l'on décide de faire des études supérieures, c'est-à-dire à partir du collège, je considère que cela devient un choix individuel et non un choix de société. En l'occurrence, si la responsabilité de ce choix revient à la personne qui désire poursuivre ses études, elle a également la responsabilité financière qui l'accompagne.

Le gouvernement a mis en place un système financier pour permettre aux étudiants de faire leurs études dans les meilleures conditions possibles lorsque les parents ne peuvent pallier les coûts inhérents. Cette participation du gouvernement permet d'obtenir une bourse, assortie d'un prêt sans intérêt. Ce programme ouvert à tout le monde est payé avec les impôts et taxes des contribuables comme moi, et ce, sans compter les écoles, les services, le personnel enseignant et administratif.

Les étudiants qui manifestent aujourd'hui ont, pour la plupart, été gâtés par les parents et ce que la société leur offre depuis leur naissance. J'ai élevé seule ma fille de 21 ans dans cette société et elle n'a manqué d'absolument rien, car il existe une panoplie de programmes sociaux pour aider toute personne qui veut bien faire sa part.

Et c'est ce que je trouve déplorable avec les étudiants qui manifestent depuis des semaines contre la hausse des frais de scolarité de quelques centaines de dollars par année. Le gouvernement a consenti à assouplir son programme d'aide aux études, mais pour une des rares fois, je suis d'accord avec leur position.

Un article récent citait qu'il faut éduquer Québec si on veut éviter le même scénario que la Grèce. Wow ! C'est sérieux là ! Un journaliste de TVA a clairement dit que si ce ne sont pas les étudiants qui paient, ce seront les parents. En bout de ligne, la société...

Y a-t-il quelqu'un quelque part parmi ces étudiants qui va comprendre le véritable enjeu sous leur entêtement à faire payer les autres pour leur choix personnel ?

Quelqu'un me disait hier qu'elle connaissait des étudiants qui partaient dans le sud durant la semaine de relâche. Y a des gens qui travaillent qui ne peuvent se payer ce luxe. Est où la logique dans leur requête ?

Assemblée «paquetée», par Raynald Gendron, Québec

Au début avril, 2355 étudiants sur un total de 4572 s'exprimant par vote électronique (39,1 % du total des 11 700 étudiants de 2e et 3e cycle) avaient choisi de cesser la grève, soit un vote de 51,5 % selon *Le Soleil*. Mais la semaine dernière, à peine 600 étudiants de 2e et 3e cycles de l'Université Laval ont voté à 54,1 % pour un retour en grève, et qui plus est en vote à main levée ! Bravo pour la saine démocratie! 600 étudiants sur un total de 11700, ou 5,13%: quelle représentativité! Bel exemple d'assemblée «paquetée»!

Ces foutues injonctions, par Stéphan Giroux, Montréal

Depuis quelques semaines, certains étudiants et institutions ont recours aux tribunaux pour demander des injonctions forçant la reprise des cours malgré des votes de grève pris démocratiquement par une majorité d'étudiants. Cette attitude me dégoûte au plus au point. Comment peut-on bafouer à ce point la démocratie? Particulièrement quand l'initiative vient d'étudiants contre la grève qui, dans certains cas, ne se sont même pas donnés la peine d'aller voter lors des assemblées étudiantes. C'est comme si des membres d'un syndicat ayant voté une grève, demandaient une injonction pour pouvoir être scabs! C'est un non-sens absolu. Alors pourquoi cela devrait-il être plus acceptable au sein du mouvement étudiant?

Les adultes-rois, par Francine Vachon, Québec

À ceux qui croient que les étudiants sont des enfants-rois: un enfant roi est un hyper-individualiste capricieux replié sur sa petite personne. Ce sont les adultes qui l'ont fait ainsi. Malheureusement, notre société est devenue hyper-individualiste, privativiste contrôlée par le capitalisme sauvage. Au plus fort la poche! Caractéristique des pays de type anglo-saxon. C'est la situation la plus dangereuse pour la paix sociale. Nous sommes chanceux de vivre dans une société québécoise pacifique, mais malheureusement dominée. Ailleurs, il y a longtemps que ça aurait éclaté. D'ailleurs, les étudiants chiliens sont aussi dans la rue depuis un an, et avec raison. Ils revendiquent le droit à l'éducation gratuite pour tous.

Depuis plusieurs années, je disais à mon entourage que je ne voulais pas être plus jeune. Je ne voulais pas voir le monde déchu qui s'en vient. Eh bien maintenant, l'espoir renaît. Je n'ai jamais été enfant-roi. Pourtant, à 20 ans, on descendait dans la rue pour obtenir un vrai ministère de l'Éducation (le gouvernement actuel en a fait un ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports; belle mentalité réductrice!), pour dé-

fendre notre langue, notre culture, une société plus juste sachant partager la richesse collective, et pour la gratuité scolaire incluant l'université. Nous avons obtenu un ministère, un système facilitant l'accessibilité aux études supérieures, mais aussi l'endettement. C'était quand même mieux que rien, nous partions de si loin, d'une société des moins scolarisées des pays industrialisés. En peu de temps, nous avons fait des progrès énormes. Nos universitaires sont reconnus à travers le monde. Alors, pas question de reculer de 50 ou 60 ans.

Cependant, je constate que notre société actuelle est malheureusement constituée d'adultes-rois: boulot-consumation-distractions. Ça fait plusieurs décennies que j'attends la sortie des étudiants. Nous avons fait notre temps. Ce sont les jeunes, notre espoir dans un avenir meilleur. Phénomène universel, ce n'est jamais la masse qui fait évoluer une société, mais la minorité. Qu'ils sont beaux et brillants, nos jeunes!

L'être humain n'est pas un robot au service des puissants. L'éducation n'est pas une marchandise réservée aux plus riches. C'est un investissement collectif au service d'un développement social plus juste, plus équitable. C'est le seul moyen de nous assurer la paix et la liberté.

Aux étudiants je dis: MERCI! NE LÂCHEZ PAS! Je suis extrêmement fière de porter le carré rouge.

Situation insensée, par André Trudel, Québec

Je suis les péripéties des étudiants et du gouvernement comme tout le monde depuis le début, car j'ai une fille qui termine son bac cette année et qui doit l'obtenir pour avoir ses bourses à la maîtrise. L'absence du premier ministre dans le débat est remarquable. Jean Charest se tient le plus éloigné possible de la situation, quitte à partir au Brésil.

L'entêtement du gouvernement et les faux-fuyants, comme l'exigence que les associations étudiantes condamnent la violence, ne me semblent qu'un subterfuge pour s'assurer que la situation s'envenime et que le gouvernement se fasse du capital politique sur le dos des étudiants.

Ce n'est certainement pas une question économique puisque les coûts des rattrapages scolaires dépasseront largement les montants des hausses des frais de scolarité.

Stratégie est ici le terme à retenir. Stratégie électorale visiblement. La cote des libéraux monte ces temps-ci. Alors pourquoi régler la situation en «bon père de famille» comme toute la société le demande. Seuls les objectifs électoraux semblent répondre à l'incapacité de la situation.

Nicolas Machiavel a des adeptes dans l'entourage du premier ministre. C'est désolant cette situation insensée !



Des milliers d'étudiants ont défilé pacifiquement, mercredi soir au centre-ville de Montréal, mais la soirée a mal tourné et s'est conclue par une intervention policière.

Mes droits bafoués, par Jérôme Soucy

Durant les 73 derniers jours, j'ai vu mes droits les plus fondamentaux être bafoués. Le droit à la paix, le droit de travailler, le droit de choisir le moment où je me déplace en ville, le droit à utiliser les infrastructures publiques, le droit de vivre sans crainte de représailles. Mes droits, les mêmes que tous dans cette société qu'est le Québec, sont bafoués au nom des droits d'une poignée d'irréductibles Gaulois qui ne veulent pas payer une note qui leur appartient, mais surtout au nom d'une petite bande de voyous, les «casseurs professionnels». Ils profitent de toutes manifestations (légitimes ou non) pour s'en prendre au bien public et aux biens personnels. Les associations étudiantes ne se sentent pas concernées par ces casseurs qui diluent leur message et continuent à tenir des manifestations qui donnent toute la liberté à ces casseurs de faire leur sale boulot. On se dit: «ce n'est pas mon problème, je revendique MA cause». Petit conseil aux associations: si vous voulez que les gens vous écoutent, commencez par écouter les gens. Le ras-le-bol collectif ne vous aide pas. Ce ras-le-bol est causé par ces casseurs qui vous utilisent comme prétexte pour détruire VOTRE ville. Vous ne gagnerez certes pas votre cause avec les actes qui vous font paraître irresponsables.

De faux prétextes, Patrice Côté

M. Charest, je suis profondément outré par votre attitude face à la grève étudiante et les méthodes que vous utilisez pour gérer cette crise, et par le fait même, du salissage médiatique que vous nourrissez à l'égard de cette jeunesse. Non seulement vous bafouez un droit fondamental à toute démocratie digne de ce nom, mais vous ignorez les revendications des étudiants en refusant de discuter avec eux. Je suis fier de voir ces étudiants préoccupés par le bien commun et l'avenir de l'éducation. Ce qui me choque le plus, c'est votre façon de dépeindre ces étudiants comme des casseurs, alors qu'on les voit si bien organisés, créatifs, articulés. Tout comme nous, vous savez très bien que plusieurs de ces soi-disant «casseurs» sont une minorité et la plupart du temps ne sont même pas des étudiants. Vous savez très bien que la très grande majorité de ces jeunes est pacifique. N'entachez pas toute une génération en la taxant de violente et en lui refusant tout dialogue sous de faux prétextes.

Pourquoi les étudiants seulement?, par Christian Voirol

Le financement et la gestion des universités québécoises concernent l'ensemble de la population québécoise, a fortiori les citoyens qui paient des impôts, les parents qui paient les études de leurs enfants ou encore les grands-parents qui souhaitent laisser un système d'éducation pérenne à leurs petits-enfants. Au nom de quel principe démocratique les étudiants de 2012 sont-ils les seuls à participer à ces discussions? Que fait-on de la position des millions de Québécois qui se sont pliés aux règles démocratiques lors des dernières élections et qui attendent des élus qui les représentent qu'ils gèrent la province? Si cette fameuse table de négociation devait aboutir à des décisions concrètes, ceci signifierait que le nouveau mode de gouvernance du Québec consiste à descendre dans la rue et créer du chaos afin d'obtenir, par l'intimidation et la force, un espace de négociation. C'est oublier que la paix sociale repose sur la démocratie et que si cette dernière est bafouée, des pouvoirs obscurs beaucoup plus puissants se retrouveront légitimés à agir de la sorte. Si négociation il doit y avoir, j'aimerais, comme citoyen, que l'ensemble des parties concernées y soient conviées et que les principes démocratiques de notre société soient respectés.

Leçon de courage, par Jean Laliberté, Québec

Les Québécois passent leur temps à se plaindre des impôts exorbitants et de la mauvaise utilisation des fonds publics. Depuis qu'ils sont au pouvoir, les libéraux de Jean Charest ont battu tous les records en ce sens en multipliant les scandales. De l'industrie de la construction aux garderies, en passant par d'injustifiables et futiles dépenses de toutes sortes, ils ont établi un véritable système d'extorsion, favorisant une poignée d'individus. Curieusement, notre population accepte, sans broncher, de se laisser conduire comme un pauvre mouton, dont la misérable existence est réduite à sa capacité à fournir de la laine. Pour la toute première fois depuis qu'ils ont accédé au pouvoir, les rouges sont confrontés à un groupe qui se tient debout et qui refuse de contribuer au bas de laine libéral ce qui, à mon humble avis, les honore au plus haut point. Au-delà des enjeux de la présente crise, nos jeunes sont en train de nous donner toute une leçon de courage, en tenant tête à cette inqualifiable mafia. Le conflit étudiant doit dorénavant être considéré comme la goutte... qui a fait déborder le bocal!

Laissons-le gouverner, par Alexandre Lavallée

Le gouvernement a été élu démocratiquement, non? Laissons-le gouverner. Je suggère aux étudiants insurgés d'aller voter lors de la prochaine élection. Cette impasse nous démontre l'importance d'aller voter pour affranchir notre gouvernement et par la suite lui laisser une marge de manoeuvre nécessaire pour gouverner. Il en revient aux partis de l'opposition à exprimer les opinions divergentes. Un gouvernement doit-il gouverner pour le bien de l'ensemble de l'État ou pour les désirs d'une minorité qui s'insurge?

Où étiez-vous, M. Charest?, par Lise Bourbonnais, Marieville

Depuis le début du conflit étudiant, je vous vois maintenir votre position de façon intransigeante, sans aucune ouverture face à notre relèvement. Depuis plusieurs années, j'entends les gens tout autour de moi dire que les jeunes ne se tiennent pas, que les jeunes ne réagissent pas et qu'ils sont plutôt du genre laisser-faire. Eh bien voilà! Nous sommes en présence de jeunes qui se réunissent pour une même cause. Où était votre grande rigueur dans les dossiers du gaz de schiste et dans celui des allégations de corruption, pour ne nommer que ceux-là? Est-ce que parce que les étudiants n'ont pas le pouvoir de l'argent que vous vous empressiez de les écraser? Les trois leaders étudiants sont articulés et s'expriment avec conviction. Ils respectent les décisions de leurs membres. Ils sont beaucoup plus matures que certains membres de votre gouvernement qui se contentent d'un débat sémantique, sans s'attarder au vrai problème. Le conflit ne se serait pas éternisé de cette façon si, au lieu des étudiants, vous aviez été face au monde des affaires.

Une hausse logique, par Dominique Nadeau

Pourquoi tant d'acharnement de la part des étudiants à ne vouloir aucune augmentation des droits de scolarité? Je suis allée à l'université durant quatre ans, à partir de l'année 2003. Quand j'ai entrepris mon premier trimestre, je travaillais au salaire minimum, qui n'était même pas 7,50\$ l'heure. Native de Montréal, j'habitais à Sherbrooke en appartement avec deux colocataires. Je n'ai jamais eu d'ordinateur personnel, de téléphone mobile et la chance d'habiter avec moins de trois personnes dans un logis. J'ai demandé des prêts et bourses au gouvernement. J'ai obtenu des prêts seulement, car ma mère gagnait trop d'argent. Son salaire à l'Hôpital Saint-Luc était de moins de 45 000\$ par année avec une maison, trois enfants et un chien. Mes amis moins riches avaient droit aux prêts et bourses; et mes amis riches, leurs parents payaient tout. Dans ma tête, tout le monde avait accès à l'université. Aujourd'hui, le salaire minimum est de 9,65\$ l'heure. Les garderies à 5\$ n'existent plus et font place à celles de 7\$. Pour téléphoner d'une cabine, ce n'est plus 0,25\$ par appel, mais bien 0,50\$. Mon loyer à Montréal augmente à chaque renouvellement de bail. L'essence, la bouffe, mon permis de conduire, absolument tout fluctue. Cependant, mon salaire aussi augmente chaque année. C'est logique que les droits de scolarité augmentent. Les salaires, en sortant de l'université, seront plus élevés, les bourses augmentées et tous les coûts de la vie aussi.

Aucun pouvoir, par Marcel Boulanger

Gabriel Nadeau-Dubois est un porte-parole qui semble n'avoir aucun pouvoir, même pas celui d'inviter ses commettants au calme. Il ne peut que nous seriner sa cassette; il doit laisser sa place à un membre de la direction de la CLASSE qui aura (peut-être) l'autorité de condamner la violence, d'en appeler au calme des troupes, de contrôler son site internet.

Stratégie électorale, par Pierre Desjardins

En laissant sciemment dégénérer le conflit étudiant, Jean Charest met sournoisement la table pour des élections. Il espère être perçu, à travers un appel aux urnes apparaissant de plus en plus incontournable, comme le sauveur incontestable d'une situation devenue incontrôlable. Dans pareil brouhaha, il souhaite faire oublier magiquement à la population les affres de son gouvernement en matière de corruption. Car ce n'est que dans cette perspective hautement électorale qu'il faut comprendre l'atti-

tude absolument négative de la ministre qui, depuis le début, ne s'explique que par le désir de M. Charest d'en appeler finalement à la population. Avant que les choses ne s'enveniment encore davantage pour lui avec la commission d'enquête sur la construction, il prend en otage la seule cause qui lui est électoralement favorable, la cause étudiante.

La ligne dure, par Marc Trudeau, Outremont

Les associations étudiantes ne veulent pas négocier de bonne foi parce qu'elles veulent gagner leur cause à tout prix. Elles désirent transférer l'odieux de leurs absences scolaires à la ministre Beauchamp. Leur donner raison serait selon moi une erreur. Il ne faut pas oublier que ce n'est pas la majorité qui a désiré cette vacance de cours. À ce stade-ci, le gouvernement n'a pas d'autre choix que d'adopter la ligne dure. Forcer les étudiants à suivre les cours, sinon imposer une amende monétaire pour

désobéissance civile. Les gouvernements précédents ont toujours ou presque reculé devant les étudiants. Cela n'a fait qu'accroître le rattrapage à combler. La CLASSE véhicule de mauvaises valeurs qui ne reflètent pas notre jeunesse, notre avenir.

Un enfant-roi, par Francine Plamondon

Gabriel Nadeau-Dubois, jeune homme intelligent, mais très revendicateur, cherche à créer la pagaille sociale à partir d'une décision tout à fait raisonnable de hausser les droits de scolarité de 1\$ par jour. Ce jeune homme devrait voyager et laisser le cocon familial, papa doit probablement payer ses droits de scolarité, pour comprendre à quel point les étudiants québécois sont favorisés par rapport aux autres provinces et pays. Quel enfant-roi!

LE SOLEIL.COM: Pour ou contre la grève des étudiants (7) - Publié le 26 avril 2012 à 10h26 | Mis à jour le 26 avril 2012 à 11h14

La coupe est pleine et se déverse dans la rue, par un collectif issu d'ACEF

Nous côtoyons chaque jour des hommes et des femmes aux prises avec l'endettement dont on entend si souvent parler depuis quelques mois. Oui, cet endettement provient d'une consommation facilitée par les multiples formes de crédit disponibles sur le marché. Mais ces gens sont aussi étranglés par la stagnation des salaires observée depuis une vingtaine d'années chez les salariés des classes moyennes, conjuguée aux augmentations diverses (panier d'alimentation, prix de l'essence, taxe santé, tarifs d'électricité, impôt foncier, loyers, forfaits téléphones cellulaires, ...).

Dans le débat faisant rage actuellement sur la fameuse «juste part», nous ne pouvons rester indifférents. Cela fait des années que nous réclamons aussi que tous fassent leur juste part! Enfin, le sujet est sur la table! Quoi? C'est aux étudiants que l'on demande de contribuer davantage? (alors qu'ils ont déjà subi une hausse de 30% de leurs frais de scolarité depuis 2005!) C'est à tous les citoyens gagnant plus de 14 000\$ à qui l'on demande une juste part au moyen d'une taxe santé de 200\$ par personne? C'est par une taxe à la consommation augmentée de 2% en deux ans et non modulée en fonction des biens achetés que l'on espère remplir les coffres?

Qu'apprend-on en parallèle? La taxe sur le capital est abolie, même pour les entreprises financières! Les impôts des entreprises sont diminués au fédéral! Les entreprises pharmaceutiques déménagent et licencient des milliers de personnes malgré les avantages fiscaux qu'on leur offre! On continue de payer nos médicaments 38% plus cher que la moyenne des autres pays de l'OCDE!

Nous, conseillers budgétaires travaillant dans des organismes communautaires présents aux quatre coins du Québec depuis 45 ans, disons: «non»! C'est assez! Nous affirmons, encore et encore: il y a d'autres solutions!

Nous avons activement participé à l'élaboration d'alternatives fiscales qui permettraient de récolter plusieurs milliards de dollars pour le gouvernement, donc pour nous tous, sans recourir ni à la privatisation ni à la tarification de nos services publics. Pour consulter ces suggestions humblement offertes au gouvernement depuis deux ans et qui n'ont pas été débattues à une Assemblée nationale pourtant en quête désespérée de moyens de remplir ses coffres: www.nonauxhaussees.org.

Élus, au pouvoir ou dans l'opposition, en particulier M. Charest et Mme Beauchamp, lâchez les matraques et cessez les manoeuvres indignes de vos fonctions. Remporter une élection ne signifie nullement gouverner avec des œillères pendant quatre ans. La lutte étudiante actuelle nous apparaît comme un symptôme d'un problème bien plus vaste: l'individualisation du financement de projets de société comme l'éducation ou

la santé. La conséquence de cette vision de la société: plus de gens incapables de joindre les deux bouts et qui viendront de plus en plus nombreux nous rencontrer pour des consultations budgétaires. C'est déjà le cas, avant même la deuxième hausse des frais de scolarité en 10 ans et celle de 30% des tarifs d'électricité prévue dans les prochaines années.

La coupe est pleine et se déverse dans la rue.

Signataires (42):

Johanne Arnould (ACEF du Nord de Montréal); Hélène Arsenault (ACEF Lanaudière); Jacques Audet (ACEF de l'Est de Montréal); Émilie Bernet-Pelletier (ACEF de l'Est de Montréal); Valérie Berthelette (ACEF Montérégie-est); Simone Bilodeau (ACEF Rive-Sud de Québec); Sylvie Bonin (ACEF Estrie); Maryse Bouchard (ACEF de l'Est de Montréal); Johanne Carrier (ACEF Amiante-Beauce-Etchemins); Olga Cherezova (ACEF de l'Est de Montréal); Martin Cloutier (ACEF Amiante-Beauce-Etchemins); Isabelle Dauphin (ACEF du Nord de Montréal); Paule Desharnais (ACEF Amiante-Beauce-Etchemins); France Desroches (ACEF Ile-Jésus); Karine Doyon (Service budgétaire St-Félicien); Julie Dussault (ACEF Sud-Ouest de Montréal); Eduarda Freitas (ACEF Ile-Jésus); Dominique Gagnon (ACEF du Nord de Montréal); Clémence Gagnon (ACEF de Québec); Colette Girard (CRIC Port-Cartier); Roger Guay (ACEF Amiante-Beauce-Etchemins); Francine Hamel (ACEF de Québec); Claudine Inizan (ACEF Ile-Jésus); Carole Laberge (ACEF du Nord de Montréal); Sylvain Lafrenière (ACEF du Nord de Montréal); Annie Lamarre (CRIC Port-Cartier); Chantal Lapointe (ACEF Rimouski-Neigette et Mitis); Nancy Leduc (Service budgétaire St-Félicien); Isabelle Mailloux-Béique (ACEF du Nord de Montréal); Martine Marleau (ACEF de l'Est de Montréal); Danielle Morneau (ACEF Amiante-Beauce-Etchemins); Jacinthe Nantel (ACEF Basses-Laurentides); Julie Paquin (ACEF Basses-Laurentides); Nicole Picard (ACEF Ile-Jésus); Sophie Racine (Service budgétaire Lac-St-Jean-est); Mélanie Rioux (ACEF Rive-Sud de Québec); Kristelle Rivard (ACEF Estrie); Gabriele Roehl (ACEF Sud-Ouest de Montréal); Normand Roy (ACEF Amiante-Beauce-Etchemins); Édith St-Hilaire (ACEF Rive-Sud de Québec); Isabelle Thibeault (ACEF Sud-Ouest de Montréal); Denise Turcotte (ACEF Estrie).

Un peu d'imagination, par Daniel Paquet, Québec

Quand j'étais au secondaire, pour nous donner une idée de ce qu'était la vraie vie, un procès avait été organisé. Un élève avait contesté une décision du prof de Méthodologie du travail intellectuel, et ce dernier avait dit, OK, faites-moi un procès. On avait un accusé, on a nommé un juge, des avocats, des jurés, etc...

Et on a appris à délibérer selon les règles de l'art, avec le directeur comme maître de jeu. Les autres classes et même des médias sont venus

assister à l'audience. Une extraordinaire leçon de vie pour des ti-culs de 14-15 ans. Mais sapristi, on n'a pas envoyé le professeur en prison pour vrai! Là où je veux en venir, c'est que les enseignants auraient pu organiser des débats et un vote symbolique, sans pour autant recommander aux ados de débayer pour vrai! C'est des enfants, maudit. On peut-tu jouer à faire semblant, à cet âge? T'sé, des fois, faut savoir faire preuve d'imagination, avec les jeunes!

Le prix du manque de solidarité, par Normand Bourdon, Québec

Récemment, une représentante de l'Association des anciens de l'université Laval me sollicitait pour renouveler mon abonnement à ce regroupement qui fournit, entre autres, un bureau de placement pour les étudiants. Ma réponse fut celle-ci: «Je ne renouvellerai pas mon abonnement car les étudiants de la région de Québec n'ont pas démontré de solidarité avec les étudiants de Montréal et des autres régions en ce qui concerne les frais de scolarité majorés.» C'est bien vrai au niveau cégep et à Laval, ce fut couci-couça.

Dans une autre situation, à une jeune étudiante qui venait offrir les services de peintre étudiant, je la remerciai poliment. Pourtant, j'aurais eu du travail pour une bonne partie de l'été. Tout a un prix...

Taxe volontaire étudiante, par Simon T. Tremblay, Québec

En tant que citoyen responsable et informé et devant l'impasse qui perdure et s'envenime, il est nécessaire d'envisager des solutions novatrices. Puisque l'augmentation est tout à fait justifiable -les frais de scolarité au Québec sont plus de la moitié moins chers que la moyenne canadienne- et que nos étudiants enflammés par la cause dont la motivation est plus identitaire que monétaire ne céderont pas d'un pouce, voici ma solution.

La mise sur pied d'un fonds que j'appellerais le F.E.S.S.E (Fond Équitable de Support Spécial Étudiant). Puisque ce sont toujours les citoyens qui se font refiler la facture, c'est un moyen plus direct de taxe volontaire. Je m'explique, je suis prêt à parrainer un étudiant et payer \$325 par année si le gouvernement m'accorde le crédit d'impôts de 63% réservé aux étudiants ou à leurs parents. Ma contribution réelle serait donc de \$120.25 par année ou \$0.32 cents par jour à ce prix j'en prendrais deux ou trois, c'est encore moins cher que de nourrir un petit Africain de Vision Mondiale...

Du bon usage des plaisanteries, par Hubert Larocque, Gatineau

Sinon par ses choix politiques, le premier ministre Charest, pour une fois, s'est comporté en Québécois. Le fait est si rare qu'on ne saurait le lui reprocher absolument. Même si plusieurs ont



pu s'offusquer d'une certaine légèreté «bon enfant», quand l'émeute grondait au dehors, une plaisanterie, un bon mot placés à point ont eu plus d'effet sur le climat que les matraques et l'arsenal de la SQ. C'est qu'il fallait en revenir au plus tôt de l'enflure du discours et de l'activisme qui avaient en partie détourné le mouvement étudiant de ses intentions de départ. Peut-on, sans exagération, s'enflammer à ce point pour quelques dollars, à moins qu'on ne veuille renverser le régime et verser dans une anarchie révolutionnaire?

Ce qui est en cause, c'est l'aptitude même du gouvernement à gouverner. Même si l'on peut contester la sagesse de ses politiques face aux étudiants et à la gestion de l'enseignement, le rôle d'un gouvernement, qu'il soit dictatorial ou démocratique, demeure toujours le même. C'est celui d'assurer l'ordre public et pour cette fin, de faire respecter ses décisions. Il est fort probable que le gouvernement Charest a choisi trop tôt le dégel des frais de scolarité, sans avoir épuisé le jeu des consultations «démocratiques».

Faut-il rappeler que c'est l'idéologie, et secondairement l'ordre pratique, qui commandent soit la gratuité, soit la tarification des études? Quant à l'université, si elle veut rester à son niveau sans tomber dans une dévaluation désastreuse, il importe qu'elle demeure «élitiste» et qu'on n'y entre pas comme dans un moulin.

Aussi, la plaisanterie de M. Charest a-t-elle brisé le «dramatisme» inquiétant de la rue, ouvert une fenêtre et introduit une modulation qui permet, et au gouvernement et au mouvement étudiant, de relancer la question, de la reprendre sur de nouveaux frais.

Humour gentil, par Robert Berthiaume, Québec

Le 20 avril, une centaine de voyous cagoulés, portant bâtons et roches dans leurs sacs à dos, ont réussi à pénétrer au Palais des congrès de Montréal par une porte de garage. Ils auraient eu l'intention de faire la *job*, a-t-on dit, au premier ministre et aux 700 invités venus s'informer sur le Plan Nord. Heureusement, l'escouade anti-meute les a chassés à coups de matraques et de gaz irritant. Évidemment, les invités ont eu la frousse, certains ayant été bousculés par des manifestants. Pour détendre l'atmosphère, le premier ministre Charest a su introduire deux gentilles pointes d'humour lorsqu'il s'est adressé à son auditoire. Très drôles et très appropriées dans les circonstances.

Il a dit à peu près ceci : notre rencontre sur le Plan Nord intéresse bien du monde au point où certains forcent les portes pour y venir. Puis, il a ajouté : si ces gens-là viennent cogner à nos portes pour obtenir des emplois, nous allons tout faire pour leur en obtenir, autant que possible dans notre Plan Nord!

Il n'y a absolument rien de méprisant pour les étudiants là-dedans. Un moins habile que lui aurait probablement ajouté que pour préparer sa carrière, il vaut mieux aller à l'école que de fracasser des vitrines et de lancer des pierres aux policiers. On va plus loin avec un bon diplômé qu'avec un dossier criminel.

Le Nord, goulag pour les étudiants..., par Arlette Fortin, Québec

Les propos du premier ministre du Québec, Jean Charest, au salon du Plan Nord, démontrent une insensibilité inquiétante envers les étudiants. Non seulement il reste sourd à leurs demandes et méprisant à leur égard, mais il en ajoute.

Sa solution pour dénouer la crise consiste à «leur offrir un emploi dans le Nord autant que possible». Son discours peut nous amener également à penser qu'il a peu de considération pour

les personnes qui vivent déjà dans cette région, puisqu'il la présente comme étant une sorte de «goulag» pour les étudiants qu'il juge indésirables.

De vrais caméléons..., par Douglas Beauchamp, Québec

Les politiciens maîtrisent l'art de la joute verbale. Le conflit étudiant est prétexte à des envolées oratoires exploitant toute la gamme des émotions nobles. Les Charest et Marois sont le prolongement de ces hilarantes «parlementaires» dépeignant la loufoquerie des débats stériles en ce lieu de démocratie. Au nom de la paix sociale, des valeurs sacrées et quoi encore. Par le geste et l'éloquence appropriés, on s'adonne au jeu politique. Tout gravite autour de la violence dénoncée ou pas. La grève doit demeurer civilisée... La grève doit passer par l'ouverture. Aucune concertation possible sans la dénonciation officielle et explicite de la CLASSE. Pas de synonymes, de pirouettes, de faux-fuyants. Dénoncer, se dissocier, s'indigner, condamner sans le dire... on tergiverse. Au Salon de la race, c'est la valse sémantique également. Plus que jamais les politiciens renforcent leur réputation de caméléons.

Le deuil de l'insouciance, par Jeanne Larocque-Jeffrey, Québec

Au-delà des pour et des contre d'une grève qui fait beaucoup parler, il y a ces histoires de violence, d'intimidation, d'incompréhension, de peur. Celle que je vous raconte aujourd'hui, c'est celle d'un deuil.

Il y a quelques jours, devant moi, une quarantaine de mes collègues étudiants ont été arrêtés parce qu'ils étaient dans la rue. J'ai pu observer alors de mes propres yeux ce que je refusais de croire. J'étais dans la rue avec eux, à leurs côtés. La différence entre eux et moi? Quelques mètres. Dans la paisible et démocratique ville de Québec, pendant qu'on empêchait une enseignante de sortir de son local, on embarquait les étudiants dans un autobus, qui, il faut le préciser, était présent bien avant le début des arrestations. À l'horaire, il y avait un cours de philosophie à l'extérieur. Il est à ce point interdit de philosopher qu'on ne doit dorénavant le faire qu'entre les quatre murs d'une classe? Triste nouvelle pour les penseurs du Québec.

Aux deux policiers avec qui j'ai discuté, j'aimerais dire merci. Merci d'avoir répondu avec patience à mes questions de jeune fille apeurée. Vous prouvez que tous les policiers ne rêvent pas de molester un étudiant. Pouvez-vous leur dire vous aussi que vous avez rencontré des jeunes qui se sont arrêtés pour discuter pacifiquement avec vous? Que, non, on ne bloque pas tous des ponts?

Nous ne sommes pas de dangereux criminels. Aucune vie humaine n'a été mise en danger par nos protestations. Mais, ce que nous avons fait est bien pire: nous avons mis le pied dans la rue. Et ce que j'y ai vu m'a donné le goût de crier encore plus fort mon désarroi.

Il s'agit d'un drame personnel, un seul parmi tous ceux qui s'accumulent depuis quelques mois. Une de ces anecdotes qui touchent peu de personnes sauf ceux qui les vivent. Mais, en mettant bout à bout ces petits morceaux de colère et d'indignation, peut-être réussirons-nous à en faire une courtépote assez grande pour en recouvrir le Québec.

Un deuil, je vous disais? Celui de mon insouciance.

Démagogie et enfants-rois, par Jean-Paul Plante, La Malbaie

C'est du bout des lèvres que Mme Marois a accepté de condamner les actes de vandalisme et d'intimidation dont nous sommes témoins dans le litige qui oppose les étudiants au gouvernement. De plus, celle-ci affirme l'avoir fait pour «faire plaisir à Jean Charest». Au moment où la situation appelle une attitude de fermeté et une envergure qui permettraient de s'élever au-dessus des dérapages actuels, le côté partisan et électoraliste qui semble faire partie de l'ADN de politicienne de Mme Marois ne peut que porter ombrage à la crédibilité qu'elle met tant d'efforts à rebâtir. La violence et l'intimidation n'ont pas leur place chez nous, point à la ligne!

Si la grève étudiante nous offrait une chance inespérée d'ouvrir un débat élargi sur nos choix de société en matière d'éducation, elle a plutôt viré dans une démagogie de propos et dans un pathos qui voudraient nous laisser croire que nous vivons dans une société qui méprise les droits de sa jeunesse.

Les étudiants sont bien organisés et ils méritent, à cet égard, notre respect. La cause qu'ils défendent est légitime et ils méritent, à cet égard, notre écoute. Tout est dans la façon de faire, or certains leaders étudiants semblent souffrir d'un syndrome aigu de l'enfant-roi habitué à faire plier leurs parents au moindre hurlement et en tapant du pied.

Pour maintenir leur crédibilité auprès d'une population qui aura à payer de ses taxes la gratuité à l'éducation qu'ils réclament à hauts cris, les leaders étudiants, et ceux de la CLASSE en particulier, auraient avantage à se faire un peu moins arrogants et moins démagogiques dans leurs propos. Une session intensive de «Stratégie 101» serait également de mise pour tous ces leaders de demain. On gagne rarement une bataille en peinant son opposant dans le coin et en particulier quand il s'agit d'un gouvernement.

Double discours, par Sylvie J. Fortin, Québec

Au très «deshonorable» Jean Charest et à sa très «deshonorable» comparse Line Beauchamp, Vous n'expliquez à personne comment fonctionne votre système de prêts et bourses.

Qui paie les intérêts aux banques pour le prêt contracté par l'étudiant alors que celui-ci est aux études? Vous engraissez les banques avec ces prêts. Vous endettez l'étudiant, mais vous lui faites avaler la pilule avec des extensions pour le remboursement qui sera toujours comme une guillotine au-dessus de sa tête parce que vous n'avez aucune vision à long terme de ce que sera le coût de la vie dans quelques années.

Vous tenez tête aux étudiants en vous croyant fermes et logiques, question de vous faire du capital politique évidemment, en disant que la pauvre population n'a pas à payer pour des enfants gâtés, mais vous sacrifiez une jeunesse alors que de l'autre côté vous vendez le Québec à la cenne avec votre Plan Nord, que vous ne faites rien pour le Québec en matière de redevances, vous favorisez les pensions des gras durs déjà surpayés des directeurs.

J'en ai ras le bol d'entendre parler de vous. C'est la population qui vous paye, en d'autres mots, vous êtes nos employés. Pensez-y avant de prendre une décision ou d'aller dormir. Bientôt des élections? Conseillez-moi s'il vous plaît, entre la peste et choléra, qu'est-ce que je devrais choisir?

Gel de l'apport étudiant en attendant une évaluation externe, par Jacques Robert, Québec

Comme le mentionnaient certains professeurs retraités dans une opinion, c'est l'ensemble de la société québécoise qui doit en arriver à un consensus sur le pourcentage des frais de fonctionnement des universités devant être assumés par les étudiants, le reste étant à la charge de tous les autres citoyens.

Une fois que l'on aura établi ce pourcentage, le gouvernement alors en place devra faire en sorte de geler ce taux à moins que de nouvelles études viennent le remettre en question. Donc, en supposant que les frais de fonctionnement augmentent de 2%, pour une année, les frais de scolarité augmenteront alors de 2%. Là où les étudiants pourraient apporter une contribution, c'est dans la collaboration avec les universités pour diminuer ces frais de fonctionnement.

Cela étant dit, comment évaluer ce pourcentage et, dans l'évaluation de ce dernier, doit-on tenir compte du contexte budgétaire du moment ou encore de la possibilité de nouvelles sources de revenu comme l'augmentation des redevances minières?

Les besoins de la société québécoise étant immenses dans tous les domaines, on n'a qu'à

penser aux infrastructures et aux soins de santé, il est tout à fait irresponsable de réserver une augmentation de revenu quelconque, par exemple des redevances minières, à un domaine en particulier comme celui de l'éducation universitaire. De la même façon, on n'a pas à tenir compte du contexte budgétaire du moment, puisque ce n'est pas à une partie de la population, à savoir les étudiants, d'absorber une part plus grande des coûts que celle qui leur aurait été attribuée dans un contexte budgétaire plus favorable.

La question fondamentale demeure, comment bien évaluer ce pourcentage? À défaut de pouvoir le faire, quels sont les principaux paramètres en jeu? Le premier, et non le moindre, est le degré d'enrichissement de l'étudiant versus celui de la société. Si la société s'enrichit par le fait de la présence de savants, de professeurs, de médecins, il n'en demeure pas moins que c'est un enrichissement personnel pour l'étudiant, enrichissement qui n'est toutefois pas toujours monétaire. Ainsi, comment justifier qu'un contribuable n'ayant pas eu accès à des études supé-

rieures, finance, par ses impôts, l'enrichissement personnel d'un autre individu.

Voici quelques autres paramètres qu'il faudrait considérer : le taux de diplômés universitaires dans la société, les règles fiscales comme la déduction des frais de scolarité, l'équité inter-génération, la présence d'étudiants d'autres provinces profitant de notre taux de subvention aux études et possiblement quelques autres.

À court terme, voici ce que je propose. Un gel des frais de scolarité selon le taux des frais de fonctionnement observé pour l'année scolaire 2011-2012; donc, si ce taux était disons de 12%, il le demeurera pour la prochaine année scolaire et ce, jusqu'à ce que des études viennent établir le taux idéal.

Alors que l'on reproche beaucoup au gouvernement Harper de se fier à des perceptions erronées plutôt qu'à des faits scientifiquement avérés, il ne faudrait pas que le gouvernement du Québec fasse la même erreur.

L'étude en question pourrait être faite par la même équipe qui vient de démontrer la rentabilité, pour l'État du Québec, du réseau de garderies à 7\$.

LE DROIT: D'autres réactions au conflit étudiant - Publié le jeudi 26 avril 2012 à 08h14



Étienne Ranger, LeDroit

Pas solidaires de Charest, par Johanne Surprenant et Robert Beaumier, Gatineau

Nous sommes des retraités dans la soixantaine. Nous nous dissociions des propos de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp et du premier ministre Jean qui prétendent que la majorité de la population les appuie. Nous n'en sommes pas. Depuis le début du conflit, nous avons pris parti pour une éducation de qualité accessible à tous et à toutes sans égard à la richesse des parents. La cause des étudiants est noble et juste. Les frais de scolarité sont gelés depuis plusieurs années? Tant mieux! Nous avons été novateurs dans tellement de domaines, pourquoi pas dans celui-ci aussi! Au cours des dernières semaines, nous avons vu de jeunes leaders étudiants brillants, très articulés, demeurer calmes et organisés. Nous savions que Jean Charest était arrogant, méprisant, entêté, mais pas à ce point déconnecté de la réalité. Il déshonore sa fonction. Il doit démissionner.

Choux gras et chienlit, par Jean-Pierre Villeneuve, Ottawa

Il ne faudrait pas s'étonner que l'Université d'Ottawa et La Cité collégiale fassent leurs choux gras de la chienlit au Québec. Certains étudiants québécois, excédés par la pagaille, pourraient bien se tourner vers les collèges et universités de l'Ontario, quitte à payer des droits de scolarité plus élevés, plutôt que de faire les frais de l'éducation à rabais à laquelle a mené le sous-financement au Québec. Parions que le bon recteur Jean

Vaillancourt et autres esprits chagrins reprocheront alors aux méchants Ontariens de venir braconner sur leurs terres.

"Terrorisme"? Déplorable!, par Jacques Fournier, Hull

Les propos de l'ex-député libéral Marcel Proulx qui utilise le mot "terrorisme" pour décrire la crise étudiante sont très déplorables. J'étais à la manifestation dimanche au déjeuner du Parti libéral du Québec et cette manifestation était tout à fait pacifiste. Jamais les militants n'ont été en danger. J'ai pu constater le civisme des manifestants qui ont laissé passer une ambulance venue chercher un militant qui a eu un malaise. On ne peut en dire autant des policiers qui font des arrestations massives, d'un gouvernement qui ne reconnaît pas la grève et la démocratie étudiantes en encourageant les étudiants à exiger leurs cours par la voie de tribunaux. M. Proulx dénonce aussi la participation de syndicats à cette manifestation. La question des frais de scolarité concerne toute la société. Je me rassure en pensant que M. Proulx devienne... un ex-député.

Payer selon sa conception, par Pierre Lebel, Gatineau

Une solution aux droits de scolarité? Que chacun paie selon sa conception de l'éducation. Ainsi, les étudiants en faveur de la gratuité ne paieraient rien. Ceux en faveur du gel paieraient les droits exigés actuellement. Les étudiants en faveur de la hausse paieraient les nouveaux droits. Et tous ceux qui nous serinent que l'éducation est une marchandise payeraient... 100% de ce que cela coûte. Un peu comme le chapeau passé après un spectacle dans la rue: le ministère de l'Éducation envoie une facture qui comprend tous les droits, frais afférents, coûts administratifs et un montant pour permettre aux administrations de continuer à mal gérer les universités. Et tous paieraient selon leur conception de l'éducation. De cette manière, tout le monde sera heureux, même Line Beauchamp.

La définition d'un syndicat, par Jean-Pierre Quellet, Président, Conseil d'Action politique de l'Outaouais de l'Alliance de la fonction publique du Canada, Francine Stuart, Vice-présidente et Chantal Rajotte, Vice-présidente

Certains députés de l'Outaouais accusent syndicats et groupes marginaux d'alimenter le climat de déchéance actuel. Un syndicat, selon le Petit Robert, est une "association qui a pour objet la défense d'intérêts communs". De quoi ont peur les députés? Depuis des lunes ils dénoncent l'inertie de la population, l'immobilisme du citoyen, la stagnation intellectuelle du peuple. Audacieusement, nos étudiants se mobilisent et, en réponse, les élus déshonorent cette magnifique et courageuse prise de conscience.

LAPRESSE.CA: Débats: Conflit étudiant: violence inquiétante? - Publié le lundi 23 avril 2012 à 17h15



Photo: Marco Campanozzi, La Presse

Les policiers de Montréal ont arrêté 90 personnes qui manifestaient ce samedi aux abords du Palais des Congrès de Montréal, où se tient le Salon Plan Nord depuis hier.

Êtes-vous inquiet du niveau de violence observé aux abords du Palais des congrès vendredi dernier? Le chef de police du SPVM, Marc Parent, lance un appel au calme. Selon vous, quels gestes doivent être posés, et par qui, pour apaiser le climat qui s'est dégradé dans le dossier des droits de scolarité?

Raymond Gravel, Prêtre dans le diocèse de Joliette.: VIOLENCE INJUSTIFIÉE, MAIS COMPRÉHENSIBLE

La violence est toujours inacceptable, car elle fait des victimes innocentes qui n'ont rien à voir avec le conflit qui l'a générée. Par ailleurs, dans la situation actuelle où les étudiants du Québec demandent d'être écoutés, sinon entendus, par le gouvernement libéral en place, et qu'ils n'ont pour réponse, que des propos arrogants et méprisants de la part du premier ministre Jean Charest, personnellement, je peux comprendre la réaction violente de certains manifestants; c'est évident que la violence n'apporte aucune solution au problème, mais elle exprime clairement le découragement et même la détresse de tous ces jeunes qui sont sur le point de perdre leur trimestres et qui auront à en payer le prix. Et le pire de toute cette histoire, c'est l'attitude du gouvernement libéral qui cherche à se faire du crédit, sur le dos des étudiants, dans le dossier des droits de scolarité, auprès de la population du Québec, en vue de la prochaine élection. C'est d'une cruauté sans nom! Qu'on soit pour ou contre la hausse des droits de scolarité, il faut tout faire pour régler ce conflit au plus vite. Et le seul qui peut le faire présentement, c'est Jean Charest, qui se cache derrière sa ministre de l'Éducation, en attendant de voir de quel côté la majorité va pencher, avant qu'il ne prenne une décision. C'est pourtant ce même Jean Charest qui demandait à la chef de l'opposition, Mme Marois, si elle avait du « Jell-O » dans la colonne vertébrale. La situation actuelle nous montre que Charest n'a même pas de colonne vertébrale. À quand les prochaines élections pour qu'on se débarrasse enfin de lui?

Richard Vigneault, Consultant en communication.: DU CARRÉ ROUGE AU DRAPEAU BLANC

Y a-t-il dans l'histoire sociale récente du Québec des conflits qui durent aussi longtemps que le mouvement de boycott actuel des étudiants sans pourrir ? Il y a belle lurette qu'on a dépassé la revendication initiale des étudiants qui visait à contester la hausse de 1625 dollars de droits de scolarité universitaire sur cinq ans décidée par le gouvernement. On est désormais rendu à réclamer la gratuité totale, la mise en tutelle administrative des recteurs des universités, l'assimilation des associations étudiantes à des organisations syndicales reconnues par les lois du travail et je suis persuadé que si quelqu'un à la CLASSE n'a pas encore pensé à réclamer un salaire pour les étudiants, ça viendra! Du refus d'une hausse des droits de scolarité qui, ultimement, demeureront dans cinq ans les plus faibles au Canada, on est passé au stade d'un procès général et débridé de la société où tout est remis en question : la responsabilité des élus, la légitimité du gouvernement, la contribution des contribuables surtout celle des riches, la finalité de l'université et sa participation à l'économie capitaliste, le rôle des policiers devant la violence, et j'en passe. Nul doute que cette dérive ne fera aucun gagnant ! Les étudiants risquent de perdre leur trimestre. Le gouvernement, qui a déjà proposé de nouvelles mesures pour les prêts et bourses et les modalités de remboursement des dettes étudiantes selon le revenu, peut difficilement reculer sur les droits de scolarité sans ouvrir la porte à toutes les revendications. Que faut-il faire pour résoudre cette crise ? Un arbitre ? Un médiateur ? Un sommet réunissant tous les protagonistes ? Un référendum sur la

question comme ça se fait ailleurs ? En tout cas, un drapeau blanc s'impose.

Guy Ferland, Professeur de philosophie au collège Lionel-Groulx.: UN APPEL AU DIALOGUE

Il est clair que le seul geste susceptible d'enrayer la violence dans le cadre de la grève étudiante qui perdure depuis plus de 10 semaines consiste à établir un dialogue entre le gouvernement et les étudiants. Au-delà des appels au calme lancés de part et d'autre, pour rétablir un climat sain de complicité au lieu de celui de confrontation, M. Charest devrait s'asseoir avec les représentants des étudiants et négocier des arrangements temporaires afin de réparer les pots cassés. Les revendications des étudiants sont limpides et la position du gouvernement est connue. Reste maintenant à négocier de bonne foi, tout en s'attendant à devoir faire des concessions, des deux côtés de la table. Socrate donne encore l'exemple. Dialoguons afin de trouver un terrain d'entente commun. Respectons l'autre et tentons de le comprendre. Sinon, c'est l'affrontement qui continue et les blessures qui s'accumulent. Ce qui reste incompréhensible pour l'instant, c'est, d'une part, le refus du dialogue du gouvernement jusqu'à lundi, comme si l'on avait voulu que la situation s'envenime et, d'autre part, les appels incessants au durcissement des positions de la part des leaders d'opinion comme ceux d'éditorialistes, d'animateurs d'émissions publiques, de commentateurs politiques et de simples citoyens. Il est plus que temps de réfléchir rationnellement aux moyens de se sortir de cette impasse.

Claudette Carbonneau, Ex-présidente de la CSN.: MORATOIRE INCONTOURNABLE

Je ne reconnais plus ce Québec si beau à voir hier dans les rues de Montréal. Nos campus se transforment en arène de boxe. Les casseurs prennent en otage un débat de société. Plus on tergiverse à ouvrir le dialogue, plus on laisse tout le terrain à l'épreuve musclée. Le trimestre de 175 000 jeunes est en péril. Le Québec n'a pas le droit d'hypothéquer leur avenir, ni de perdre une cohorte de diplômés. Québec doit s'asseoir à l'heure où même le recteur Breton affirme que «la solution est au bout de la 20». Il y a urgence de dégager un compromis honorable pour et avec TOUTES les parties. L'idée d'un moratoire dont les modalités restent à convenir apparaît incontournable. Seul il peut permettre un débat posé, documenté, dégagé des a priori idéologiques qui depuis le début l'empêche de décoller. Le Québec est attaché aux objectifs d'accessibilité, d'équité, de qualité d'enseignement et de gestion responsable. C'est là-dessus qu'il faut construire, être créatifs, développer un modèle durable et rapidement ramener les jeunes aux études. Le temps est nécessaire pour sauver la mise. Surtout, il constitue un solide investissement pour notre avenir collectif.

Nestor Turcotte, Retraité de l'enseignement collégial.: LA VIOLENCE DES NON-VIOLENTS

Je suis un non-violent, par nature. Pour comprendre la non-violence, il faut savoir ce qu'est la violence. La violence, c'est le viol de quelqu'un d'autre dans ses droits les plus profonds. La non-violence est une stratégie de combat. C'est une façon de combattre le mal sans l'alimenter. Toute violence engendre plus de violence. La seule façon de bien combattre la violence, c'est d'éviter de la provoquer et de l'alimenter. C'est comme une boule de neige. C'est en roulant qu'elle découvre sur sa route quelque chose pour l'alimenter, la faire grossir. On a le droit de manifester dans notre société. On n'a pas le droit de s'en prendre à la propriété privée. La peindre en rouge. On viole en chemin ce que l'on dénonce. Je ne peux comprendre les dirigeants de la CLASSE qui n'arrivent pas à condamner fermement la violence, sauf si ses membres sont «en légitime défense». Comme ils n'ont pas défini ce qu'est la légitime défense, chacun peut y mettre ce qu'il veut. On peut empêcher, selon eux, des personnes de circuler librement (ce que la CLASSE ne semble pas juger un geste violent) mais ses membres peuvent se défendre si quelqu'un tente de pénétrer leur rang pour circuler comme il le veut. Vous trouvez cela logique ? C'est la loi du plus fort, du mieux organisé qui se permet de terroriser les moins structurés, les moins organisés? Et dire que ces gens ont constamment le mot démocratie à la bouche. De toute évidence, ils confondent «volonté générale d'un groupuscule» et démocratie, voie du peuple. Je ne vois aucun chef de gouvernement, aucun service d'ordre - qui ont comme mission de protéger la libre circulation des citoyens - pouvant régler la situation actuelle. Quand une part des citoyens empêchent délibérément les autres de fonctionner et qu'ils ne veulent pas se soumettre aux lois édictées par l'État, il ne reste malheureusement que l'armée. Pour imposer l'ordre. Ce que je ne souhaite pas... évidemment!

Jean-Pierre Aubry, Économiste et fellow associé au CIRANO.: BESOIN D'UNE TRÊVE

Oui, je suis inquiet par la montée de la violence dans les manifestations et tout autant par celle qui est derrière les nombreux gestes d'intimidation entre les étudiants eux-mêmes et entre les étudiants et la direction des établissements d'enseignement. Cette seconde forme de violence risque d'avoir des effets négatifs bien après la fin du conflit. On a besoin d'une trêve, tant au gouvernement que chez les étudiants, pour pouvoir définir



une solution pour le moyen terme. Récupérer la session d'étude sera fort difficile sinon impossible dans de nombreux cas. Il faut résister à la tentation de donner des diplômes à rabais. Il me semble important de comprendre que certaines revendications de ce conflit sont reliées à des choix de société, qui touchent à plus d'un groupe de cette société, et qu'elles ne peuvent donc être réglées par une confrontation entre le gouvernement et les étudiants. Quels services doivent être offerts par le gouvernement et quel doit être la contribution financière des divers groupes de contribuables pour payer pour ces services? Ces questions ont plus leur place dans une campagne électorale pour le choix démocratique d'un gouvernement.

Jana Havrankova, Médecin endocrinologue.: LA VIOLENCE: LE SYMPTÔME DU RAS-LE-BOL

Il est futile de vouloir traiter la violence qui n'est qu'un symptôme d'un mal profond : le conflit qui perdure et s'envenime. Il est temps que le gouvernement et les étudiants admettent que dans l'intérêt des étudiants eux-mêmes et de l'ensemble de la société la grève doit cesser. Le gouvernement maintiendrait l'augmentation des droits de scolarité pour l'année 2012-2013. Il s'agit d'un dollar par jour de plus, ce qui ne constitue pas une tragédie pour les étudiants. Cela permettrait également au gouvernement de sauver la face. (S'il ne l'a pas déjà perdu en raison de son entêtement.) Pendant cette année, un comité non partisan, non idéologique, espère-t-on, auquel toutes les parties intéressées seraient conviées, discuterait du financement des études universitaires. Ce n'est pas aux étudiants de décider combien ils doivent payer, c'est un débat de société. Et puisque l'on débattrait du financement, la discussion devrait s'élargir sur les dépenses universitaires en projets immobiliers, en primes aux dirigeants, sur l'extension abusive des campus « en région » et multiplication des programmes redondants. Jusqu'où devrait s'étendre l'autonomie des universités, qui après tout, sont financées en bonne partie par l'État? La société québécoise est mûre pour ce débat.

Jean Bottari, Préposé aux bénéficiaires.: UN MORATOIRE

L'escalade de la violence dont nous avons été témoins aux abords du Palais des congrès est principalement due au fait que ce conflit dure depuis trop longtemps. Il n'est pas acceptable, mais tout à fait normal que lorsqu'un groupe important de personnes est en mode revendications et que l'autre partie lui fait la sourde oreille et jette de l'huile sur le feu, les esprits s'échauffent et la violence progresse. Pour l'instant, mise à part la tenue de véritables et cordiales négociations, le gouvernement Charest devrait instaurer un moratoire sur les hausses des droits de scolarité afin d'enclencher et poursuivre de bonne foi des pourparlers avec les associations étudiantes, en les considérant non pas comme des ennemis, mais plutôt comme des vis-à-vis qui représentent nos jeunes qui façonnent l'avenir du Québec. Afin de bien amorcer les discussions et détendre l'atmosphère, Jean Charest devrait s'excuser publiquement pour ses blagues portant sur le conflit prononcées au Palais des congrès et devrait s'asseoir aux côtés de sa ministre de l'éducation à la table de négociations.

Caroline Moreno, Écrivain et comédienne.: BLAGUE À PART

Avec la hausse des droits de scolarité qu'il a imposée aux étudiants, Jean Charest a provoqué une crise sans précédent, laquelle a mobilisé plus de 200 000 marcheurs. Or, non seulement le premier ministre du Québec refuse-t-il d'entendre les étudiants, mais il les tourne en ridicule. C'est ce qui s'appelle ajouter l'insulte à l'injure. Un chef d'État se doit de témoigner du respect envers la population qu'il représente. Les propos que Jean Charest a tenus devant des gens d'affaires au Palais des congrès de Montréal à l'endroit de la jeunesse étudiante s'apparentent au «Casse-toi pauvre con» de Nicolas Sarkozy qui a fait le tour de la planète et terni de façon irrémédiable l'image du président. Ils sont inadmissibles. De plus, recourir à la force pour déloger des manifestants pacifistes ne peut qu'accroître la colère. On ne peut ignorer les demandes de dialogue du peuple que l'on gouverne : ignorer, ridiculiser, c'est aussi user de violence.

Mélanie Dugré, Avocate.: DE L'EAU DANS LE VIN

Je n'y étais pas personnellement, mais des amis et collègues qui se trouvaient à l'intérieur du périmètre infernal vendredi dernier ont eu la vague impression de travailler au cœur d'une zone militaire et certains ont même craint pour leur sécurité. Évidemment, les images que diffusaient en boucle les réseaux d'information laissaient présumer que la ville se trouvait à feu et à sang, au grand bonheur de quelques pilliers aux intentions malveillantes. Les coûts associés à ces débordements répétés donnent la nausée et tout bien intentionné que soit l'appel au calme de Marc Parent, je doute qu'il soit entendu. La solution repose intégralement entre les mains des protagonistes de ce disgracieux conflit. Si je suis totalement d'accord avec la hausse des frais de scolarité, je dénonce néanmoins l'attitude narquoise du gouvernement qui toise de haut les

manifestants et ignore ainsi la majorité étudiante silencieuse qui souhaite retourner en classe. Je déplore tout autant la stratégie de la CLASSE qui, en louvoyant et tergiversant, a retardé indûment le moment où gouvernement et étudiants devaient s'asseoir à une même table. N'en déplaise aux egos étudiants et politiques, le temps est venu, au nom du bien-être collectif, de faire preuve de bonne foi et de se parler dans le blanc des yeux.

Denis Boucher, Associé au sein d'un cabinet de relations publiques.: MOUVEMENT IMMATURE ET ÉGOÏSTE

J'ai beaucoup aimé la photo publiée dans *La Presse* de samedi où l'on voit un groupe d'étudiants masqués dont l'un empoigne fermement une pioche! Voilà une belle façon de passer un message! On a aussi une petite pensée toute spéciale pour tous ces criminels et vandales qui brisent et détruisent le bien public. Voilà comment manifeste la génération de l'enfant-roi. On prend les armes pour une hausse de 325 dollars par année! On paralyse un pont, on bloque le centre-ville pour ce qui représente bien moins que le coût annuel du iPhone que la plupart traînent dans leur poche. J'espère qu'on n'hésitera pas à faire subir les conséquences de ces gestes insensés et répugnants à tous ceux et celles qui les ont commis. On peut aussi souhaiter que certains membres des classes syndicales, politiques et journalistiques arrêtent d'affirmer que c'est le gouvernement qui pousse ces pauvres petits à la violence. Quel discours démagogique! Rien ne justifie et ne saurait rendre acceptables les actes criminels qui ont été posés depuis le début de ce mouvement aussi inutile qu'immature et égoïste. Vivre en société, c'est accepter de faire des compromis dont celui de payer des impôts pour grassement financer les écoles, cégeps et universités. Le compromis que la société ne doit pas faire est de plier devant la violence. L'appel au calme devrait venir des associations étudiantes en décrétant un retour en classe immédiat afin de sauver la session de tous ceux et celles qui ont pour objectif d'obtenir un diplôme plutôt qu'un casier judiciaire.

François Bonnardel, Député de Shefford.: UN CYNISME QUI ENGENDRE LA VIOLENCE

Lorsqu'on assiste à des manifestations qui dégénèrent en émeute comme celle de vendredi dernier, on n'a pas le choix que de s'inquiéter, car la contestation du gouvernement libéral transcende l'unique question de la hausse des frais de scolarité. Le dossier des droits de scolarité n'est en fait que la plus récente manifestation populaire de cette perte de confiance. Sauf que cette fois-ci, les principaux intéressés ont décidé d'utiliser des gestes de violence et de désobéissance civile, ce qui est déplorable et très inquiétant. Mais devant ses convives qui étaient venus l'écouter parler du Plan Nord, notre premier ministre, Jean Charest, a décidé de ridiculiser les manifestants en faisant une blague de très mauvais goût. Face à la contestation d'une de ses décisions, un véritable chef d'État n'aurait pas agi de la sorte. Il aurait plutôt convoqué personnellement les leaders du mouvement à son bureau le plus rapidement possible afin de trouver une solution. Or, Jean Charest a décidé de ne pas s'occuper personnellement du dossier. Et il a refusé de présenter des excuses. Quelqu'un aurait voulu imaginer un scénario parfait pour envenimer une situation déjà délicate qu'il n'aurait pas trouvée meilleure façon de faire.

Marc Simard, Professeur d'histoire au collège François-Xavier-Garneau à Québec.: POUR LE VOTE ÉLECTRONIQUE!

Soyons clair: l'immense majorité des étudiants n'a rien à voir avec la violence exercée depuis plusieurs jours. Par contre, une frange du mouvement étudiant, menée par la CLASSE, estime que l'usage de la violence et de la désobéissance civile est le seul moyen d'amener le gouvernement à faire des concessions sur la question des droits de scolarité. Les leaders de cette association reconnaissent d'ailleurs cette stratégie à mots couverts. Malgré le caractère dégradant des événements de vendredi dernier, il faut réaliser que les partisans de cette stratégie se chiffrent à moins de cinq mille dans l'ensemble de la province. Ne serait-ce qu'à cause de cette instrumentalisation de la violence, le gouvernement Charest doit absolument refuser de revenir sur sa décision. Autrement, il ouvrirait la porte à toutes les dérives et le Québec deviendrait virtuellement ingouvernable. Par contre, les leaders étudiants ont une responsabilité : celle de permettre à tous les étudiants de se prononcer sur la poursuite de la grève en toute liberté et sans craindre l'intimidation. Ils doivent mettre un terme à ces pratiques honteuses : des salles trop petites, des opposants conspués et menacés, des accros flagrants aux procédures, des décomptes des votes douteux. Au XXI^e siècle, à l'ère des cellulaires, ces méthodes déloyales doivent être abandonnées une fois pour toutes. Pour ce faire, ils disposent d'un moyen facile à mettre en oeuvre : le vote électronique, ouvert à tous après la tenue d'un débat.

LA PRESSE.CA: Conflit étudiant: le fossé des générations - Publié le lundi 23 avril 2012 à 13h56





Photo Patrick Sanfaçon, La Presse

Le conflit étudiant en cours actuellement au Québec semble illustrer un conflit de générations.

Voici deux textes de lecteurs qui illustrent le fossé entre les générations en marge du conflit étudiant.

Où est le respect de l'autorité?, par Jacques Leclerc, confédéricien et globe-trotter.

Je suis peut-être trop vieux, à 65 ans, on va me traiter de vieux «mononcle», mais quand j'étais petit, mes parents m'ont appris le respect de l'autorité.

Si parfois, j'étais envoyé au bureau du directeur d'école, je savais que j'étais en face d'une autorité supérieure et que la récréation était terminée. Si la direction de l'école me renvoyait à la maison pour impolitesse ou insubordination, mes parents me ramenaient à l'école par les oreilles pour offrir mes excuses aux professeurs.

Aujourd'hui, quand un élève est retourné à la maison pour insubordination, le parent retourne à l'école avec son enfant, mais pour insulter la direction de l'école et même parfois les menacer.

Dans mon temps, quand un jeune était interpellé par la police, il savait qu'il devait répondre de ses actes. Notre génération savait qu'on ne désobéit pas à une injonction, c'est un ordre de la cour de justice et la police n'est là tout simplement que pour faire respecter un ordre de la cour. S'il y a des gens qui sentent que l'injonction est injuste, ils n'ont qu'à la contester devant cette même cour de justice. En fait, nos tribunaux et la police sont le rempart entre la démocratie et l'anarchie.

Vous n'êtes pas satisfait de votre gouvernement? Il y a des élections à tous les quatre ou cinq ans pour le jeter dehors. (Je serai curieux de savoir combien parmi les contestataires, incluant les profs, sont allés voter à la dernière élection) Non je ne suis pas un libéral, non je n'ai pas voté pour Jean Charest, je n'attends que les prochaines élections pour lui enlever «le volant». En attendant, on a des lois et un gouvernement chargé de les faire appliquer. Tous les adultes et surtout les professeurs qui sont dans la rue et défient les injonctions sont à mes yeux des irresponsables.

Dans mon temps, les jeunes pouvaient compter sur la sagesse des plus vieux et le sens des responsabilités des enseignants. Aujourd'hui, les profs (surtout des universités et cégeps) incitent les élèves à désobéir. Voilà un bel exemple d'autorité? Voilà pourquoi nos jeunes ne respectent plus rien, ni les injonctions, ni la police, ni les autorités ni même leurs professeurs.

J'irais jusqu'à dire qu'au Québec, on a créé le monstre qui est aujourd'hui dans la rue, masqué et irrespectueux du bien public. À la limite, on est collectivement responsable de ce monstre en abdiquant devant nos jeunes. Ils ne connaissent pas ce qu'est un NON. Ce n'est pas tous les jeunes du Québec (plusieurs ont voté contre la grève) mais une forte majorité de nos adolescents ne sont pas habitués à se faire dire NON. On leur a tout donné, trop donné, mais nous, les vieux «mononcles», on sait très bien que ce n'est pas ça la vraie vie.

Après avoir travaillé fort, très fort, pendant 50 ans, à quelques mois de ma retraite, il y a des groupes de pressions d'inspiration socialiste et maoïste qui veulent me faire croire qu'on peut tout obtenir sans de réels efforts, on n'a qu'à demander à nos gouvernements et l'argent tombera du ciel? Ces jeunes leaders étudiants «syndicaux», qui ont tous un agenda caché, tentent de nous faire croire que c'est pour le bien des Québécois et des générations futures. Ils mentent et dans leur folie socialiste des années 70, sont prêts à faire perdre une session scolaire à des jeunes étudiants plus matures qui ne demandent qu'une chose : finir leurs études et réussir dans la vie.

On ne paiera pas la «juste part» de vos erreurs, par Sepanta Sedghi-Lessard, étudiante de Sherbrooke.

Je suis ce que plusieurs d'entre vous appellent un «enfant roi». Une étudiante trop souvent stéréotypée avec son iPhone, ses fringues griffées et sa paire de Ray Ban. Une universitaire qui se permet une bière de temps en temps sur une terrasse, en bonne compagnie.

J'ai hérité du superbe royaume qu'est le Québec. Royaume où, aujourd'hui, la dette s'élève à plus de 250 milliards de dollars. Royaume où l'environnement, l'éducation et la culture ne sont pas des enjeux assez importants pour le futur collectif. Royaume où notre génération sera la plus taxée de son histoire, où les baby-boomers seront bientôt tous retraités et où notre génération aura un revenu imposé proportionnellement à cette réalité.

Vous voulez que je paie ma juste part parce que je ne sors de ma poche que 17% de ce que coûte ma facture universitaire. Vous scandez des propos haineux à mon égard et à l'égard de mes congénères, leaders de demain, parce qu'on se bat juste pour une *couple de piasses*, parce qu'on est juste des *kids*, parce qu'on sait pas c'est quoi «la vraie vie». C'est quoi, la juste part? C'est quoi, la vraie vie? N'êtes-vous pas fatigués de jouer la carte du Joe Connaisseur, du martyr au midi de la vie?

Moi et ma gang de «radicaux aux cocktails Molotov» ne voulons pas payer la «juste part» de vos erreurs. Nous croyons que toute personne, riche ou moins riche, devrait avoir le droit de s'instruire. Notre idéologie est très pro équité sociale, que ça vous plaise ou non. Dans notre royaume québécois parfait, personne ne dirait : «J'aimerais tellement aller à l'université pour avoir une meilleure éducation, une belle carrière et au bout du compte, une meilleure qualité de vie. Malheureusement, je n'ai pas les moyens. 4700\$ par année, c'est trop.»

Saint-Exupéry disait que nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants. Quel choix faisons-nous en tant que société quand nous signons le nom de nos enfants sur nos hypothèques? Quand nous les blâmons pour notre incompétence? Quand nous leur crions que nous en faisons déjà trop et que notre fardeau, c'est à leur tour de le porter? Madame, monsieur, avez-vous pigé dans la tirelire de votre enfant quand vous vous êtes acheté cette magnifique Benz et que vous n'aviez plus de quoi payer la facture Bell?

Certains d'entre vous diront que c'est de l'entraide. Moi je vous répondrai que c'est de la lâcheté. Vous êtes lâches de nous dire qu'on ne veut pas payer plus, qu'on devrait payer plus. Je vous promets que dès que l'argent manquera réellement quelque part et que le sort de notre nation en dépendra, nous serons les premiers à nous lever et à verser de l'argent là où il le faut.

Par contre, nous ne voulons pas payer pour un gouvernement corrompu. Nous ne voulons pas sortir des billets inexistants de nos poches et les verser dans des universités non pas sous financées, mais mal financées. Non, c'est non. On refuse de se faire prendre pour des cons.

Le gouvernement libéral de Charest doit l'avoir compris, depuis le temps. Pourtant, il s'entête à creuser un plus grand fossé entre les biens nantis et les moins nantis. Il s'adonne à un darwinisme social déplorables et il ose nous dire que c'est pour le bien des coffres de nos universités. Précisons aussi que ce gouvernement a le plus haut taux d'insatisfaction de l'histoire de la province. On parle beaucoup de l'augmentation de 75% du coût de la facture universitaire, mais parlons-nous du taux d'insatisfaction du gouvernement se chiffrant à 73%? Pourquoi marcher derrière cet homme qui a le mandat de représenter notre nation, mais qui n'écoute pas les cris de sa population?

Qui sera le plus en mesure de redresser cette société? Vous? Non. C'est l'étudiant *hippie*, acharné, qui en a marre de piqueter, mais qui le fait pour une cause qu'il sait juste. Il veut qu'on l'écoute. Il veut que vous compreniez qu'il pose ses actes pour les bonnes raisons, pas pour les mauvaises. Il veut que vous ouvriez les yeux et l'esprit et que vous voyiez qu'il y a une magnifique génération de jeunes derrière vous, qu'ils déplacent des montagnes, qu'ils poursuivent leurs idéaux contre vents et marées et ce, pour un avenir plus beau, plus droit.

L'heure est venue. Il est temps de définir ce qui nous coûtera le plus cher : le savoir ou l'incompétence. Avons-nous besoin d'une génération de médecins, d'ingénieurs, de psychologues et d'avocats, ou d'une génération remplie de personnes qui ont à peine un secondaire 5? Voulons-nous des chercheurs dans les labos ou des blogueurs dans nos journaux? Des cerveaux dans nos hôpitaux ou des idiots dans des gradins? Des professionnels dans tous les domaines ou des gérants d'estrades?

L'éducation est la solution à (presque) tous les problèmes, et la matière première de l'éducation, c'est la relève. Nous sommes la plus importante matière première du Québec. Ce ne sont pas l'hydroélectricité, les sables bitumineux ou le gaz de schiste. C'est la relève. C'est nous.



À genoux les étudiants!, par Richard Gagné, Ste-Pétronille

Non seulement à genoux, mais amputés de la CLASSE, parce que Mme Beauchamp et M. Charest veulent une profession de foi de leur part avant de les rencontrer. C'est le «crois ou meurs» du temps des Croisades. Les actualités récentes nous montrent pourtant que les libéraux n'étaient pas si pointilleux pour choisir leurs interlocuteurs à qui justement il eût fallu demander beaucoup plus avant de leur parler et de les fréquenter...

C'est pitoyable de la part de dirigeants qui portent le nom de ministre et de premier ministre. Ce dernier a beau déchirer sa chemise en Chambre pour appuyer sa thèse, ça ne passe pas et c'est clair que c'est pour se faire du capital politique sur le dos des étudiants.

Quant aux juges qui accordent des injonctions favorisant parfois un individu aux dépens de l'ensemble, ils jouent bêtement le jeu du pouvoir politique. Je n'aimerais pas voir leurs décisions dans un régime totalitaire.

Les interventions policières à Gatineau, Québec et Montréal ne sont pas plus glorifiantes pour notre démocratie et cela n'est pas dénoncé par nos dirigeants...

Le mutisme des recteurs est aussi troublant. Ce sont pourtant des personnages importants dans notre société et qui doivent avoir des solutions à proposer.

À quand plus de sérieux et de rigueur de la part de tous ces intervenants et surtout des élus libéraux qui ont la fâcheuse habitude de «se peindre dans le coin» dans de nombreux dossiers et qui font subir à toute la population et, en particulier aux étudiants actuellement, les contrecoups d'une grève qui n'aurait pas dû durer plus d'une semaine.

Vite des solutions comme celle suggérée par cet ancien ministre respecté qu'est M. Castonguay.

Reportez l'augmentation, par Jean-Guy Chouinard, St-Jean-Port-Joli

Mme Beauchamp et M. Charest ont décidé de ne pas plier devant les étudiants, et ceux-ci font de même. Alors devant ce boycott qui n'en finit plus, il n'y a qu'une solution: reporter à septembre 2013 l'augmentation de 325\$ par année, afin de permettre, au cours de l'automne prochain, des rencontres avec les étudiants pour dénouer l'impasse. Le gouvernement peut trouver de l'argent en coupant certains services aux universités pour contrer cette fameuse augmentation des frais universitaires. D'un autre côté, afin de ne pas perdre la face, les étudiants devront accepter une augmentation d'environ 100\$ par année. À ce que je sache, la démocratie, c'est de réussir à s'entendre et non de continuellement s'affronter. Souvenez-vous des grèves étudiantes survenues en France et ne déclenchez surtout pas d'élections avant un an, car vous ne serez pas réélus.

Un mépris désolant, par Claude Gaudreau, Rimouski

Lettre à la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp

Madame la ministre, il est désolant de voir la condescendance que vous manifestez à l'endroit des milliers d'étudiants qui ont respecté les processus démocratiques définis dans nos lois. Il est désolant de voir le mépris que vous manifestez à l'endroit de ce processus démocratique lui-même, qui est le fondement de notre société. Qui êtes-vous, Madame Beauchamp, pour prétendre donner des leçons de démocratie alors que vous n'avez reçu l'appui que de moins de 29% des électeurs de votre circonscription aux

élections de 2008? Doit-on aussi vous rappeler que votre parti n'a, quant à lui, pas même obtenu le soutien de 24% des électeurs du Québec? Soyez donc plus modeste, Madame Beauchamp. Rangez votre arrogance au placard et négociez avec les étudiantes et étudiants qui formulent des demandes plus que légitimes!

Dénoncer ou condamner?, par Gérard Lévesque, Lévis

Le fait que la ministre Line Beauchamp demande aux représentants étudiants de condamner des gestes répréhensibles commis ne constitue pas qu'une simple question de sémantique ou de mots. Spontanément on sent tous qu'il est plus grave de condamner que de dénoncer. Certes, dans les deux cas, on qualifie de «mal» ce qui est en cause. Le vandalisme n'est pas mauvais simplement parce qu'il consiste à briser du matériel, car nous serions tous coupables de remplir nos dépotoirs! Il est mauvais en étant une injustice à l'égard de la personne ou de la collectivité à qui ces biens appartiennent. En cela, il s'apparente, mais à un degré moindre, à la violence qui s'attaque à l'intégrité physique des personnes.

Mais qualifier un acte de mauvais et le dénoncer, ce n'est pas qualifier de mauvaise la personne qui le commet et la condamner. Trop de circonstances interviennent pour se permettre de sonder les reins et les cœurs et juger des personnes. C'est d'ailleurs pourquoi le gouvernement Charest et madame Beauchamp elle-même favorisent la réhabilitation des jeunes délinquants plutôt que leur condamnation... même simplement légale.

Dans nombre de cas, il arrive que l'injustice commise le soit en réaction à une injustice subie. Présentement, il y a probablement peu d'observateurs avisés qui écarteraient la possibilité que le gouvernement Charest et madame Beauchamp elle-même, en tant que ministre de l'Éducation, aient une part de responsabilité dans les gestes qu'ils demandent de condamner. Si tel est le cas, on doit le dénoncer et les blâmer eux aussi, sans toutefois les condamner, même si les fonctions qu'ils occupent engagent fortement leur responsabilité.

Le mauvais cheval de bataille, par André-Gilles Asselin, Québec

Lorsque le mouvement de «grève» des étudiants a débuté, j'étais très content de constater que ceux-ci démontraient fermement leur intention de s'engager socialement pour faire bouger les choses. Malheureusement, j'ai été rapidement déçu en constatant qu'ils avaient choisi une cause qui, à mon avis, n'était pas la bonne.

Ce n'est pas le gel des droits de scolarité qui est préoccupant. Le défi est plutôt de permettre au plus grand nombre d'étudiantes et d'étudiants, qui ont du talent et qui souhaitent poursuivre leurs études, d'avoir la possibilité financière de le faire sans avoir l'obligation de travailler, trop souvent à temps plein, compromettant par le fait même le succès de leurs études.

Qu'il y ait une augmentation ou un rattrapage, somme toute raisonnable, des droits de scolarité m'apparaît normal et même souhaitable pour pouvoir injecter davantage d'argent dans le système d'éducation. Depuis le temps qu'on se désolé du sous-financement des institutions d'enseignement supérieur.

Par contre, pour beaucoup d'étudiants, particulièrement ceux qui demeurent en région, les droits de scolarité ne représentent qu'une petite partie des coûts qu'ils doivent assumer. Le transport, le logement et la nourriture composent la majeure partie de leurs dépenses. Ce n'est donc pas en gelant ou même en diminuant

les droits de scolarité que leur accès aux études supérieures leur sera facilité.

Je crois plutôt que les étudiants auraient dû choisir comme cheval de bataille l'accès aux études par une amélioration du système de prêts et de bourses aux étudiants. Cette aide financière aux étudiants qui ne peuvent pas compter sur une aide substantielle de leurs parents, leur permettrait de pouvoir se consacrer, en priorité, à leurs études.

Terminer ses études avec des dettes n'est pas un drame, les gens des générations précédentes l'ont fait et, grâce à de meilleurs revenus, ont pu les rembourser sur plusieurs années. Mais ne pas donner l'occasion aux étudiants de talent d'accéder aux études supérieures pour un problème d'argent, ça, c'est une injustice sociale. Et, en plus, c'est une façon de se préparer, comme société, un piètre avenir.

Sans doute le gouvernement Charest a-t-il compris la nécessité d'améliorer le système de prêts et de bourses en faisant une ouverture en ce sens. Malheureusement, plutôt que de profiter de cette porte entrouverte pour entreprendre des discussions permettant une sortie de crise, les leaders étudiants maintiennent leur position. L'impasse est maintenant totale.

Je trouve très désolante cette rigidité de la part des étudiants. Cela peut conduire certains d'entre eux à une grande désillusion et, dans ce cas, ils risquent d'adopter une attitude passive, ou pire, devenir eux-mêmes profiteurs du système, renonçant à mettre leurs idéaux au service du changement social. Cela peut aussi conduire les plus intransigeants à un grand sentiment de colère qu'ils risquent de retourner contre la société et ses institutions. Dans un cas comme dans l'autre, comme société, nous sommes tous perdants.

La révolte de l'enfant-roi, par Pierre Marquis, Montréal

Lettre à M. Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE)

Depuis quelques jours, j'écoute distraitement vos habiles réponses aux entrevues que vous semblez courir afin de confirmer que vous êtes simplement le porte-parole mandaté «démocratiquement» par la communauté étudiante. Vous soulevez tellement de dossiers que je ne sais plus trop lequel vous jugez maintenant le plus important.

De plus, vous maintenez toujours cette position de non-responsabilité face aux actes de violence qui se sont malheureusement perpétrés au cours des derniers jours. Je suis surpris du maintien de cette position qui mine terriblement votre crédibilité et celle de votre démarche. Je sais que vous direz que ce n'est pas votre démarche mais celle des autres.

À mon avis, votre grève ressemble maintenant à la révolte de l'enfant-roi, à qui on a simplement dit «non». Ne vous méprenez pas M. Nadeau-Dubois, vous clamez haut et fort au nom des étudiants que le gouvernement ne veut pas vous écouter. Vous êtes dans l'erreur, en fait il vous a écouté et il vous a dit «non», point à la ligne.

Comme tout enfant-roi, vous en êtes maintenant rendu à élaborer une série d'argumentations nouvelles visant à identifier toutes autres situations problématiques, pour le simple fait qu'on a dit «non» à votre demande. Et comme tout enfant-roi à court d'arguments, vous commencez maintenant à donner des coups de pied et à faire des trous dans les murs.

Même si vous sortez tous les exemples où il y aurait de l'abus, de la mauvaise gestion, de la corruption, etc., ces points doivent évidemment être corrigés mais ça ne change rien au fait que

les frais de scolarité doivent aussi être haussés. Peut-être avez-vous oublié que c'est pour ça que vous avez mobilisé les étudiants au départ. Que ferez-vous M. Nadeau-Dubois, quand vous demanderez une augmentation à votre employeur et qu'il vous dira non? Allez-vous démocratiquement regrouper vos confrères pour dénoncer cet abus en prétendant que vous ne faites ça qu'à leur demande? Je ne vous le souhaite pas car votre vie professionnelle ne sera pas très heureuse.

L'éducation ou la santé ?, par Mathieu Archambault, Québec

Enfants de babyboomers, les étudiants ont bénéficié de la Révolution tranquille, ils ont bénéficié des réformes sociales, en santé et en éducation, bataillées par leurs parents. Certains babyboomers ont payé très cher leurs études, ce qu'ils ne souhaitent pas pour leur progéniture, évidemment. Comme choix de société vous, babyboomers, avez privilégié la gratuité en santé, plutôt qu'en éducation, choix noble, mais dispendieux, surtout pour les prochaines années. Votre poids démographique est imposant et vous êtes vieillissants, et en démocratie, le profil des électeurs influe dans la gouvernance de l'État, il va s'en dire.

Par ailleurs, il est clair que les étudiants ont cette combativité et ce profond sens de la revendication de leurs parents. Naturellement et génétiquement le babydust (enfants des babyboomers) a aussi des batailles...

Mais comme ils sont numériquement inférieurs, le gouvernement ne veut même pas plier à un millionième de tout ce qui a été revendiqué par leurs parents.

Une mesure régressive, par Augustin Réhel, Québec

De plus en plus de voix autorisées se lèvent au Québec et accordent un appui inconditionnel aux étudiants en grève depuis près de deux mois. Cette lutte des étudiants québécois, contre l'arrogance et la suffisance du gouvernement Charest, devrait être la lutte de tous les Québécois. Je salue avec joie la participation des enseignants à cette grève. Ils savent que l'augmentation des droits de scolarité est une mesure régressive, héritée de la politique éducative américaine des années 60, qui vise à éliminer les

étudiants moins bien nantis et à céder toute la place à la progéniture des familles les plus riches.

Au sortir des années 60, les commissaires de la Commission Parent proposaient la gratuité scolaire pour tous, telle qu'ils l'avaient observée dans nombre de pays. Une mesure progressive qui visait la démocratisation de l'enseignement et l'accessibilité pour tous les enfants du Québec à une éducation de qualité. La gratuité scolaire n'est pas une utopie car, selon des sources fiables, elle ne coûterait que 750 millions en 2011-12, soit 1% du budget du gouvernement du Québec. Qu'est-ce que cette somme minime comparée aux dépenses projetées pour le Plan Nord?

Au lieu de s'enliser dans une grève interminable, le gouvernement aurait dû choisir de s'asseoir à la table avec les étudiants et d'entamer un discours intelligent, un débat plus large sur les droits de scolarité, sur le financement des universités, et pourquoi pas, sur la gratuité scolaire pour tous. Mais non, fidèle à son attitude fermée, le gouvernement a choisi de jouer sa carte habituelle : une totale absence de dialogue avec les étudiants, tout comme il fait avec l'ensemble des citoyens du Québec depuis son arrivée au pouvoir.

Cette grève étudiante nous révèle une jeunesse intelligente, engagée, désireuse de justice sociale; tout le contraire de ce gouvernement sans vision qui paiera éventuellement la note pour ce climat malsain qu'il entretient depuis trop longtemps.

Pas de leçons à donner, par Roger Lavoie, Québec

Comment des représentants des associations d'étudiants peuvent invoquer la mauvaise gestion et le gaspillage dans les universités et ne pas prendre en compte les dépenses qu'ils provoquent en boycottant les cours, en manifestant et en mettant des étudiants et la population face à des frais supplémentaires qui grèveront davantage leurs portefeuilles et les finances publiques qui sont plus que mauvaises?

Quand on veut faire la leçon aux autres en matière de démocratie et de gestion, il faudrait peut-être que les actions et que l'argent utilisé par ces mêmes associations prouvent à ceux à qui l'on fait des reproches (comme aussi à leurs

membres) une clarté et une honnêteté qui soient à l'image de leurs prétentions.

Actuellement, l'impatience connue de la jeunesse pour arriver à ses fins fait qu'elle utilise des fusils pour tuer un papillon. Dans une démocratie, il y a des élections. Lorsque nous sommes en désaccord, si l'on peut manifester, il ne faut pas que celles-ci deviennent une guérilla brimant les activités des autres citoyens (comme des enfants qu'ils semblent être encore) pour jouer à la guerre comme ils le font présentement.

En outre, c'est au moment des élections que toute la population peut s'exprimer le mieux, et non pas seulement un groupe qui voudrait imposer ses vues, en commettant méfaits et perturbations à tous les autres citoyens qui eux, ne peuvent s'organiser, parce qu'ils n'ont aucun intérêt aux revendications d'un groupe particulier, ou parce qu'ils travaillent pour payer leurs impôts.

Un gouvernement irresponsable, par René Reid, un retraité indigné

Le conflit qu'a créé de toutes pièces ce gouvernement par son intransigeance est en train de dégénérer dangereusement. Non satisfait d'avoir verrouillé sa porte à double tour, malgré ce que prétend le ministre Beauchamp, ce gouvernement jette de l'huile sur le feu en tentant de discréditer la cause des étudiants en grève, d'isoler ses leaders, de diviser la communauté collégiale et universitaire, de judiciariser un dossier éminemment politique, de diriger les projecteurs sur les rares mais inévitables débordements qui découlent d'un conflit qui pourrait. Du vandalisme, de la violence et des menaces à l'endroit de ministres, c'est bien sûr inacceptable! Mais la très grande majorité des étudiants en grève fait preuve d'une retenue et d'un courage admirables. Je tiens ce gouvernement responsable des débordements qu'il dénonce, car c'est sa provocation qui a poussé certains individus marginaux à poser ces gestes condamnables. Un gouvernement responsable recherche le bien commun et ouvre sa porte pas seulement aux lobbyistes des grandes entreprises, mais aussi à ceux et à celles dont il a le mandat d'assurer un avenir meilleur. Mais ce gouvernement, plutôt que de chercher une sortie de crise, s'applique à l'aggraver. J'espère que nous nous en souviendrons.

LE DROIT: LA POPULATION RÉAGIT AU CONFLIT ÉTUDIANT - Publié le jeudi 19 avril 2012 à 07h56



Étienne Ranger, LeDroit

La population réagit au conflit étudiant

POUR

Violence policière, par Chantal Prévost, Gatineau

Est-ce que les médias commenceront à dire les vraies choses sur la situation grave qui se passe à l'Université du Québec en Outaouais? Les gens se font bafouer par les policiers, il y a de l'intimidation, de la violence de leur part. Malheureusement aux nouvelles, on ne nous montre pas le pire! Ma fille manifeste tous les jours et je suis inquiète pour sa sécurité.

Que coûte-t-il de discuter?, Catherine Aubin, Gatineau

Le gouvernement du Québec tente de museler le mouvement de grève, attend que le mouvement s'essouffle. Rester sages et tranquilles ne nous apporte rien. En refusant de discuter, le gouvernement envoie le message qu'il ne nous prend pas au sérieux. On nous parle maintenant avec des matraques, avec des arrestations. Que leur en coûte-t-il de discuter? Certainement moins que de payer la sécurité policière, les professeurs, les chargés de cours et tous ceux qui sont impliqués de près ou de loin dans ce mouvement historique. Ont-ils peur que la force de leur argumentaire ne suffise pas?

Un débat d'accessibilité, par Denise Boulais, Gatineau

Au premier ministre Jean Charest,

C'est honteux d'avoir laissé la situation avec les étudiants dégénérer à ce point. Ce sont nos jeunes qui sont là entourés de policiers à l'Université du Québec en Outaouais. Ça ne vous rend pas mal à l'aise? Ils sont là pour que l'éducation reste accessible à tous. La santé et l'éducation sont les priorités des Québécois: l'accès gratuit aux services de santé publics, et pourquoi pas l'accès gratuit aux études universitaires? La question fondamentale n'est pas les 300\$ de plus par année en frais de scolarité, mais bien l'accès. Trouvez des économies dans la gestion de ces universités, pas sur le dos des étudiants. Les étudiants et les professeurs sont la priorité, pas les administrateurs. Permettons à nos jeunes de poursuivre leurs études sans hypothéquer leur avenir en les criblant de dettes. Arrêtez de comparer avec ailleurs... le Québec est particulier, nos valeurs nous sont chères. Les étudiants défendent nos valeurs de société. Osez les appuyer!

Les médias inféodés, par André Dorion, Gatineau

Faut-il s'étonner du vent qui semble tourner, selon les médias, dans le dossier des grèves étudiantes affectées par des injonctions? Après tout, ces décisions, semblant se draper dans les droits individuels, favorisent évidemment toujours le pouvoir établi. Quand on prend acte des révélations ces dernières années quant au processus de nominations judiciaires par ce même pouvoir, on se rend compte que cette fois-ci, le gouvernement québécois ne se plaindra pas que la cour semble toujours pencher du même bord. Ce dont il faut s'étonner, c'est de la malléabilité de certains médias qui annoncent déjà le début de la fin de la cause des grévistes; ah, mais j'oubliais, le pouvoir s'y est aussi établi depuis longtemps, dans ces médias.

Se taire et accepter?, par Anne Renée Gravel, Gatineau

Je suis contente que la majorité étudiante tente de nous réveiller. Vous aimeriez que les étudiants fassent comme vous? Qu'ils se taisent et acceptent la hausse des frais de scolarité comme vous acceptez la hausse du prix de l'essence, de l'impôt, des taxes en sachant que les gouvernements dilapident votre argent en favorisant les amis du parti? Se dirige-t-on vers une société favorisant les droits de la minorité détenant l'argent et le pouvoir?

52 valent plus que 570?, par Ariane Gonzalez, Gatineau

À l'Université du Québec en Outaouais, le 11^{er} avril, 1002 étudiants sont présents à une quatrième assemblée générale spéciale. Résultats: 570 votes en faveur de la grève, 425 votes contre et 7 abstentions. Le 13^{er} avril, une injonction pour une reprise des cours est déposée en cour par 52 étudiants et est acceptée. On ordonne alors un retour en classe dès le lundi 16^{er} avril. Comment 52 voix en valent plus que 570? Comment justifier, voire approuver, un geste aussi anti-démocratique? Malgré toutes les démarches, le gouvernement ne bouge pas. Il incite à la confrontation et invite à la violence. Le tableau s'est presque inversé à l'UQO le 16^{er} avril. Quelque 200 étudiants se sont barricadés à l'intérieur de l'UQO. Le matin du 17^{er} avril, il fallait présenter notre carte d'étudiant à des policiers postés à chacune des entrées du pavillon Alexandre-Taché. Pendant ce temps, le vent souffle. Il annonce l'arrivée du printemps. Notre printemps. Ce vent, il virevolte en continu, il apporte le changement.

CONTRE

Un retrait stratégique?, par Pierre Morin, Gatineau

Comme les étudiants ne sont pas obligés d'être membres de leur association étudiante, il suffit que chaque étudiant contre cette «grève» envoie un avis écrit à son association à l'effet qu'il se retire de l'association. Les membres restants des associations pourront continuer leur boycott si ça leur chante mais ils ne pourront plus représenter les étudiants désaffiliés... ni empêcher l'accès à l'université. On verra bien si la démocratie et la liberté d'association seront alors respectées.

Intimidation en classe, par Louis Thibault, Gatineau

Au recteur Jean Vaillancourt,

Notre fille s'est présentée mardi à son cours à l'Université du Québec en Outaouais. L'intimidation des «rouges» a commencé dès son entrée dans l'édifice et s'est poursuivie en classe par des cognements sur les portes et murs des salles de classe, en plus de l'intimidation en classe par d'autres

étudiants. De plus, le professeur a fustigé les élèves présents pour leur manque de solidarité. Comment assurez-vous un environnement sécuritaire pour ma fille quand vos propres employés, rémunérés par mes impôts, ne peuvent fournir cet environnement? Il est plus que temps pour votre direction de prendre les mesures qui s'imposent. Nous considérons présentement un transfert vers l'Université d'Ottawa. Nous ne sommes pas les seuls à considérer cette option, malgré les coûts. La situation présente risque d'avoir un impact à long terme pour votre institution.

Effets collatéraux, par Céline Bélanger, Gatineau

Il est 8h30, le 17^{er} avril. Les étudiants manifestent devant l'université. Les télévisions sont là, les policiers surveillent et redirigent la circulation. Je pense à tous mes dollars d'impôt qui devront servir à payer les policiers en temps supplémentaire, l'essence supplémentaire qui doit payer la société de transport qui doit utiliser une route alternative, les travailleurs en retard qui se feront couper une partie de leur salaire... Pendant ce temps, des écoles manquent de ressources pour les troubles d'apprentissage. Et le réseau de la santé à qui on demande de faire plus avec moins. Ces étudiants réalisaient-ils qu'ils ne sont pas les seuls à avoir besoin de mettre la main à la pâte? Peut-être devraient-ils arrêter de se regarder le nombril et relever la tête, regarder autour d'eux et constater l'impact de leur manifestation sur l'ensemble de la collectivité!

Enfants gâtés ou entêtement?, par M. Tessier, Gatineau

Professeur à la retraite, j'ai toujours enseigné à mes élèves qu'avec chaque droit vient aussi une responsabilité. Il y a un droit de manifestation mais il y a aussi un droit d'assister à ses cours. À ce stade-ci, les étudiants en «grève» auraient intérêt à mettre fin à leur manif car ils ont la population à dos. Et ils risquent de perdre leur semestre et de repayer pour le reprendre et de manquer de boulot cet été. Coût supplémentaire! Alors cessez vos manifs, acceptez les frais proposés (bien inférieurs à la moyenne canadienne). Prenez vos responsabilités... et aller voter aux prochaines élections. C'est comme ça que l'on fait valoir nos opinions. Alors ce sera la majorité qui décidera et non une minorité!

Victoire des enfants rois, par Denis Boucher, Gatineau

Les enfants rois qui mèneront le pays dans quelques années ne peuvent accepter de contretemps. 325dollars de plus par année, moins que 1\$ par jour. Et dire que les enseignants, les professeurs appuient une telle démarche, occasionnant des gestes de violence un peu partout. Des sacs de pierres sur la voie du métro à Montréal, de la peinture sur les murs et fenêtres. À Gatineau, on ferme le boulevard Alexandre-Taché par mesure de «sécurité» et on dévie la circulation sur des rues résidentielles. Que fait-on de la sécurité des résidents? On se fout des décisions des juges. Tout le service de police est nolisé pour assurer «la sécurité» des étudiants. Nous sommes au bord de l'anarchie et on hésite à prendre les décisions qui s'imposent. L'année scolaire est compromise. Et qui assumera les coûts des services d'ordre partout au Québec, pendant que les enfants s'amuse? Les frais devraient être imputés aux étudiants et aux professeurs! Après tout ce temps perdu, comment pourra-t-on assurer la réussite des examens, à moins de faire des passe-droits? Les enfants rois auront encore gagné!

LE SOLEIL.COM: Pour ou contre la grève des étudiants (5) - Publié le lundi 02 avril 2012 à 12h28 | Mis à jour le mardi 03 avril 2012 à 10h17

Abolir les étudiants?, par Alexandre Côté, Beaupré

Lorsqu'on entend les arguments du gouvernement, qui sont aussi repris par une part importante de la population, on pourrait croire que les étudiants sont les pires escrocs de la société, qu'ils sont en quelque sorte à la base de tous nos problèmes. Le sous-financement des universités, les abus de programmes sociaux, la surconsommation des jeunes, tous des prétextes qui encouragent le gouvernement à serrer la vis aux étudiants. Minute...

Les étudiants ont le dos large, mais il ne faudrait pas prendre tout ce que le gouvernement Charest dit pour du cash. La ministre dit que les étudiants doivent, comme tout le monde, faire leur juste part. Tout le monde s'entend pour dire que la classe moyenne en fait déjà assez. Or, la très grande majorité des étudiants sont issus de cette fameuse classe moyenne, tout comme leurs familles, et après avoir terminé leurs études, ils en feront toujours partie. Donc, augmenter les frais de scolarité comme proposé n'est ni plus ni moins que d'augmenter une fois de plus le fardeau fiscal d'une partie importante de la classe moyenne.

De plus, il est bien difficile de croire que tout le monde fait sa juste sur le plan fiscal, lorsqu'on étudie de façon très superficielle les impôts des grandes entreprises. Selon la Chaire d'études socio-économique de l'UQAM, entre 2004 et 2009, ce qui inclut les années du ralentissement économique, les 6 plus grosses banques canadiennes ont cumulé plus de 80 milliards de \$ de profit et n'ont payé sur ce montant qu'une faible moyenne de 20% d'impôt. C'est l'équivalent d'un vol en plein jour et ce avec l'assentiment des gouvernements qui ne sont pas assez contraignants avec les grandes entreprises.

Imaginez le nombre de milliards qui sont ainsi écartés de notre trésor à tous. Or, pendant ce temps MM Charest et Bachand tentent de faire passer les étudiants pour les pires abuseurs en leur imposant une mesure qui rapportera tout au plus 180 millions \$ dans nos coffres. On est bien loin du compte des grandes banques.

Le sous-financement est lui aussi discutable. D'ailleurs, M. Charest est en contradiction sur ce sujet. Il nous laisse entendre que les frais de scolarité trop bas causent le sous-financement des universités québécoises. Par contre, il a affirmé en point de presse la semaine dernière

que le Québec est l'endroit au Canada où l'on paie déjà le montant le plus élevé per capita pour soutenir le système d'éducation. Il y a là un problème: si l'argent est dépensé, mais qu'il ne se rend pas aux universités il doit bien se perdre quelque part.

Les associations qui représentent les étudiants ne demandent même pas de nouveaux investissements dans les universités, elles soutiennent que le simple fait d'enrayer la mauvaise gestion suffirait amplement à assurer la pérennité de notre système d'éducation.

Combien de fois ai-je entendu que les étudiants sont capables de se payer des équipements électroniques dernier cri et des voitures sports. Il est vrai que l'on vit à une époque où la consommation ne se fait pas toujours de façon la plus responsable. Les jeunes ont accès très facilement au crédit et certains d'entre eux (il ne faut pas généraliser) n'hésitent pas à dépenser sans compter pour se procurer les plus récents gadgets sur le marché. Cependant, il est très important de faire la part des choses, ce n'est pas parce que certains étudiants sont en mesure de se procurer des produits de luxe, qu'il est justifié d'en soutirer davantage à ceux qui sont parmi les



moins favorisés. Certes, la surconsommation chez les jeunes est un problème mais il faudrait s'y attaquer de la bonne façon, limiter l'accès au crédit serait un très bon début.

Les étudiants livrent une bataille importante et pas uniquement pour le milieu de l'éducation. Ils proposent des solutions qui amélioreraient le sort de l'ensemble de la classe moyenne et rétabliraient légèrement l'équité sociale. Soutenons-les et unissons-nous à eux pour le bien-être de tous!

Les recteurs nous mentent-ils ?, par Bernard Bérubé, président de la Fédération du personnel professionnel des collèges (FPPC-CSQ), Mario Beauchemin, président de la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ), Marie Racine, présidente de la Fédération du personnel de soutien de l'enseignement supérieur (FPSES-CSQ)

Les recteurs des universités québécoises sont tous des scientifiques. Pourtant, lorsqu'il est question d'une hausse des droits de scolarité, ils oublient comme par magie de consulter ce que nous dit la science. Afin de se donner les moyens de leurs ambitions pharaoniques (campus de l'Université de Montréal à Outremont, campus de l'Université de Sherbrooke à Longueuil, Îlot Voyageur, etc.), ces derniers n'hésitent pas à contredire ce que nous enseignent les études universitaires sur l'accessibilité et la réussite aux études supérieures.

De fait, les recteurs, réunis au sein de la Conférence des recteurs et des principaux du Québec (CREPUQ), partagent l'idée selon laquelle la hausse radicale des droits de scolarité n'aurait pas d'impact sur l'accessibilité aux études supérieures. Pourtant, les recherches nous disent le contraire. Une recension de la littérature effectuée par le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC), conclut: «toutes les études sérieuses démontrent que les hausses des droits de scolarité ont un impact sur l'accessibilité aux études». D'autres études démontrent hors de tout doute qu'une hausse importante des droits de scolarité modifie la composition de la population étudiante en faisant diminuer de façon marquée les étudiants provenant de milieux socioéconomiques défavorisés.

Le manque de scrupule des recteurs ne s'arrête pas là. La CREPUQ n'hésite pas à présenter un portrait bien parcellaire du financement universitaire. En excluant les fonds de recherche et d'immobilisation de leur calcul, la CREPUQ présente un portrait comparatif noirci des universités québécoises par rapport à leurs homologues canadiennes. Pourtant, lorsqu'on inclut ces données, le financement par étudiant est plus élevé au Québec que dans le reste du Canada ! On en comprend que les universités québécoises souffrent davantage d'une mauvaise utilisation des budgets disponibles que d'un sous-financement chronique. Les recteurs, qui se targuaient il y a quelques années d'être les plus grands promoteurs immobiliers au Québec, devraient en prendre bonne note.

Faut-il être entêté !, Louis Verreault-Julien, Lévis

Je suis étudiant en médecine à l'Université Laval. Comme vous le savez sans doute, notre association étudiante, le RÉMUL, a voté le 19 mars dernier en défaveur d'une grève générale illimitée. Plusieurs raisons expliquent que je décide d'écrire aujourd'hui ces quelques lignes. Premièrement, la tristesse m'envahit depuis que con-

nais l'issue de notre vote. Deuxièmement, il m'est impossible de me taire devant l'aveuglement croissant du gouvernement... Troisièmement, la manière de gérer un État est de moins en moins convenable.

D'abord, la tristesse qui me transperce le cœur depuis le dévoilement du résultat du vote est de plus en plus insupportable. Je suis chagriné dans un premier lieu par l'hypocrisie dont ont fait preuve plusieurs de mes collègues. Au moment de l'admission en médecine, il nous est demandé de choisir quatre qualités qui nous décrivent bien parmi les neuf proposées. Dans celles-ci, on retrouve entre autres la capacité de compréhension de soi et des autres, la curiosité intellectuelle, la conscience sociale et du milieu, l'initiative et le sens des responsabilités. Ce sont effectivement des qualités qui aident à devenir un bon médecin et un bon citoyen en général. Je me demande toutefois où une majorité d'étudiants en médecine ont rangé ces belles valeurs lorsqu'est venu le temps de passer au vote. Il semblerait que ces belles valeurs qui nous animent au moment d'être admis en médecine ne veulent plus rien dire lorsque vient le temps de faire des choix de société... En second lieu, je suis triste pour les générations futures. Je serai médecin, mes enfants auront donc la possibilité de se rendre aux études supérieures sans se soucier de l'aspect monétaire. Je me vois toutefois déjà devant mon fils qui me demandera pourquoi est-ce que son ami Stéphane ne peut pas aller à l'université. Pourquoi, même s'il a d'excellents résultats et que ses parents ne sont pas pauvres, ne peut-il pas aller à l'université? Je m'imagine lui dire: «Parce qu'il fait partie de la classe «moyenne», la classe qu'un ancien gouvernement, formé entre autre par Line Beauchamp, Raymond Bachand et bien sûr Jean Charest, a décidé de cibler lorsqu'il a été question de savoir qui devrait renoncer aux études universitaires.» En troisième lieu, je me sens triste pour toute la population québécoise de toutes époques. Je me sens triste pour ceux et celles qui se sont battus, qui ont parfois donné leur vie pour garder notre langue et nos valeurs de justice et d'équité intactes. Je me sens triste surtout pour ceux qui devront faire un choix de carrière en fonction du revenu de leurs parents, pour ceux qui rêveront en couleurs à devenir avocat, philosophe ou journaliste. Je ne me sens toutefois pas triste pour les Line Beauchamp, Raymond Bachand et Jean Charest qui seront pointés du doigt dans les livres d'histoire de 2112 pour avoir fait reculer le Québec d'un demi-siècle, avoir saccagé cinquante ans de précieux investissements et avoir rejeté les choix de société faits durant ces mêmes années comme on se débarrasse de nos vieilles chaussettes.

Ensuite, faut-il seulement être entêté pour refuser de constater l'ampleur du mouvement étudiant ainsi que la légitimité de leur requête ou l'aveuglement est-il aussi nécessaire? Peu importe les prérequis, notre premier ministre ainsi que ses acolytes le sont de plus en plus. En date du 21 mars 2012, il y a 220 000 étudiants qui sont en grève générale illimitée. Le 22 mars 2012, nous étions 300 000 en grève. Plus de 200 000 étudiants ont manifesté dans les rues de Montréal. Malgré tout, la ministre de l'Éducation refuse de discuter avec les représentants étudiants. Un de mes bons amis a marché un jour sur mes lunettes et les a cassées; je lui parle encore. Si les lunettes de la secrétaire de Mme Beauchamp ont été brisées il y a plusieurs mois, l'automne dernier, c'est dommage. Cela signifie-t-il qu'il faille rompre les ponts entre le gouvernement et la population de demain et que mon ami est un salaud? Si oui, les valeurs que cela implique ne sont certainement pas les miennes.

Enfin, certains croient que le Québec devrait être géré comme une entreprise, je crois qu'il devrait plutôt ressembler à une grande famille. Dans une famille, quand les enfants ont faim, les parents leur donnent à manger et lorsqu'ils ont soif, ils reçoivent de l'eau. Les étudiants ont soif de reconnaissance et veulent nourrir leurs esprits. Qui sommes-nous, en tant que société, pour refuser aux enfants d'aujourd'hui et de demain de si nobles ambitions? Si l'on voyait des parents bien manger et rationner leurs enfants, tout le monde s'écrierait avec raison que cela n'a pas de sens. C'est pourtant précisément ce que le gouvernement tente de faire à l'heure actuelle. Je m'imagine très bien Jean Charest à table avec ses trois enfants: «Bon, désolé les enfants, il ne reste plus de pâté chinois parce que papa a tout mangé tout à l'heure.» À ceux qui répondront à cela que l'État est plutôt une «business», je leurs répondrai qu'il n'est pas géré comme tel non plus. Une entreprise a comme but de faire de l'argent, pas d'en perdre de plus en plus comme ce sera le cas en diminuant le nombre de gradués universitaires. Aussi, ses dirigeants ne souhaitent généralement pas passer sous le couperet aux prochaines élections du conseil d'administration comme ce sera fort probablement le cas aux prochaines élections provinciales.

Je terminerai cette lettre en appelant toute la population étudiante à ne pas perdre espoir, à continuer de se battre. Nous ne sommes pas au casino et les jeux ne sont pas faits, même si notre gouvernement semble vouloir jouer à la roulette avec notre avenir. Comme on dit on hockey, il faut donner le deuxième et le troisième effort, car «c'est pas fini tant que c'est pas fini».

Si c'est bon pour les mines, par Jean-Christophe Bédard Rubin, étudiant en droit et en philosophie, Université Laval

Le gouvernement Charest prête flanc à bien des critiques, mais difficilement à celle d'être incohérent en matière économique. Baisser les impôts des particuliers suite aux transferts de péréquation provenant du fédéral, parallèlement à une hausse des tarifs des services publics reste tout à fait logique dans l'esprit libéral traditionnel. Qui jouit d'un bien (ou d'un service) de façon individuelle doit en payer la facture. C'est ce avec quoi on nous rabâche les oreilles depuis plusieurs semaines.

Le titre de la trilogie budgétaire de Raymond Bachand aurait pu être *De l'utilisateur-payeur ou Guide pour payer sa juste part en société*. Cependant, une petite note discordante vient cette fois jeter une ombre au tableau.

Dans son budget 2012-2013, le gouvernement propose une réforme du système de redevances pour les minières qui salivent apparemment déjà devant les opportunités incroyables que leur offre l'évanescant Plan Nord selon les dires de nos dirigeants. «Comment ça fonctionne, cette affaire là que les redevances?» me dites-vous?

Premièrement c'est assez compliqué pour en perdre son latin et ses maths de secondaire 1 mais ensuite, c'est surtout une façon assez subtile pour le gouvernement de nous dire: «l'État québécois recevra sa juste part. Cela dit, après que les dirigeants des minières auront été payés et que des dividendes auront été versées aux actionnaires». En d'autres termes, l'État, au lieu de charger un prix fixe pour les matières extraites de notre sous-sol (x dollars par tonne de métal), demandera une redevance sur les profits engrangés par l'exploitation de nos ressources.

Jusqu'à là, ça se tient. Grosso modo, le gouvernement assume le risque de ne pas être payer si

les minières ne font pas de profits et espère que certains gros joueurs feront assés de profits pour en retirer la fameuse juste part. Et c'est là que je décroche. D'un côté, on me dit que le gouvernement répartit le risque et fait en sorte que les plus petits joueurs de l'industrie minière ne soient pas indûment touchés s'ils ne réussissent pas à faire des profits. Comment se fait-il que, de l'autre côté, on demande à tous les étudiants de payer le même prix pour les ser-

vices qu'ils reçoivent et ce, indépendamment des bénéfices économiques qu'ils en retirent? Si le gouvernement espérait pouvoir continuer de se draper des beaux mots que sont cohérence et justice, il nous aurait servi les mêmes mesures pour les minières et pour les étudiants. Présente-ment, les minières rentables paient tandis que les moins rentables sont exemptés de payer les redevances. Les étudiants, eux, paient tous le même prix pour s'acquitter de leurs frais de scolarité et ce, peu importe si leur investisse-

ment leur garantie une plus-value ou non. Si le gouvernement était cohérent, il examinerait la possibilité de faire payer un impôt post-universitaire aux seuls étudiants qui atteignent un certain seuil (c'est le principe du bénéficiaire-payeur) comme il le fait actuellement avec les minières, et exempterait les autres étudiants de cette hausse. Mais plus le temps avance et plus ce gouvernement semble perdre le goût de la cohérence et de la justice.

LE [SOLEIL.COM](http://www.soleil.com): Pour ou contre la grève des étudiants (4) - Publié le lundi 26 mars 2012 à 12h23 | Mis à jour le jeudi 29 mars 2012 à 14h33

La juste part, par Jacques Saint-Pierre, professeur associé, Québec

Quelle est la part des droits de scolarité dans l'ensemble des revenus de l'Université Laval? La crise actuelle sur les droits de scolarité me fait penser à l'analogie suivante : vous avez un penthouse d'un million\$ que vous louez à un ami (pour le dépanner) à un prix dérisoire de 100\$ par mois. Le temps passe et vous réalisez que vous avez été beaucoup trop généreux avec votre copain et vous l'informez que vous devez l'augmenter à 120\$. Insulté, votre ami vous traîne devant la Régie des loyers parce que vous exigez de lui une augmentation de 20% de son loyer. Que pensez-vous du comportement de cet ami que vous aviez si généreusement aidé? Dans la crise actuelle, l'ami, c'est l'étudiant qui se met en grève et qui invective ses concitoyens en ne voulant pas faire sa part. Retour à la question, quelle est la part des droits de scolarité dans l'ensemble des revenus de l'Université Laval ? Réponse : environ 14%. Les contribuables par l'entremise du gouvernement contribuent 70%. Vous pouvez faire le calcul pour les autres universités au Québec et vous retrouverez sans doute les mêmes proportions.

En réaction au texte «Piquetage des étudiants: l'Université Laval en cour», par Jules Racine St-Jacques, Candidat au doctorat, Département d'histoire, Université Laval

«Nul n'est plus esclave que l'esclave qui ignore qu'il est esclave». Le mot de Platon a encore une fois trouvé tout son sens le 28 mars lorsqu'il a été annoncé qu'une dizaine d'étudiants de l'Université Laval poursuivent leur institution, la Confédération des associations étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) ainsi que le syndicat des professeur(e)s et des chargé(e)s de cours de l'Université afin d'interdire les lignes de piquetage bloquant l'accès aux salles de classe, aux pavillons ou aux campus.

L'individualisme a atteint un nouveau sommet. Non content des 600\$ qu'il réclamait déjà à l'Association des étudiant(e)s en anthropologie pour l'avoir empêché d'assister à ses cours depuis le début de la grève, Laurent Proulx, l'un des initiateurs de ce recours collectif, veut maintenant priver le mouvement étudiant de son principal moyen de pression collectif: le piquetage. Naturellement, il a su trouver de précieux et fortunés alliés qui, touchés par la sensibilité sociale de sa démarche, se sont offerts pour payer ses frais de cours après l'avoir entendu à un poste de radio (dont on devine aisément l'identité).

En dénonçant ainsi ses confrères qui tentent de préserver pour lui le droit à une éducation accessible, Laurent Proulx donne la mesure de sa taille. N'affichant que du mépris pour les procédures démocratiques qui président aux décisions des associations locales, il ne s'efforce pas de réfléchir sur les convictions qui sont les siennes pour tenter de convaincre ses pairs et les mobili-

ser en assemblée générale; il va en cour. Ivre de ses droits individuels d'utilisateur-payeur, il en appelle à la justice pour couper les jambes du mouvement étudiant dans son ensemble.

Qu'il est navrant de voir ainsi l'esclave d'un système économique qui a envahi jusqu'aux interstices de sa conscience citoyenne dénoncer ses frères de chaînes qui suent sang et eau pour les briser! La jurisprudence qui pourrait résulter de ce jugement déterminera bien plus que l'avenir du mouvement étudiant, elle scellera le sort de notre société.

Aux étudiants en marche... - Sans prendre parti pour le Gouvernement, par Andrée Dumas, Québec

J'ai co-habité avec mon frère qui était étudiant. Nous nous payions une nourriture saine, mais sobre. L'autobus était notre moyen de transport et nous allions partout où nous avions affaire. Nos loisirs étaient naturels: marches à travers la ville, discussions avec d'autres étudiants, audition de belle musique. Rien d'exagéré. Il travaillait l'été pour payer ses cours qu'il a terminés sans dette. Quand les besoins s'ajustent à la grosseur de la bourse, il n'y a pas de période stressante...

Les «besoins» de la génération présente seraient-ils «teintés» de caprices, disproportionnés? Il faut le char, la carte de crédit, tous les gadgets électroniques sophistiqués, la bière après les cours, le resto, les bars, le cinéma, etc. Les enfants gâtés pourront toujours tendre la main pour recevoir, mais il faudrait qu'ils donnent d'eux-mêmes à l'occasion s'ils veulent faire quelque chose de valable dans la vie.

Et puis, est-ce bien nécessaire de passer par l'université? On se retrouve présentement avec plus de chefs que d'indiens. Tout le monde veut être en mesure de «donner des ordres», un peu comme dans le domaine de la santé, où les échelons se sont tellement multipliés que la personne passe en dernier (et souvent n'est jamais rejointe).

Ce qui manque, ce sont des gens de métier. S'il y a une catégorie d'étudiants à encourager, ce serait bien ceux qui ont de la difficulté d'apprentissage, mais ont des talents de débrouillardise en technologie, des gens qui veulent travailler de leurs mains.

Tout en marchant, puisque vous n'êtes pas à vos cours, (ce qui représente une perte plus grande que la hausse des coûts) réfléchissez sur le sujet.

La réflexion n'a jamais tué personne mais fait souvent découvrir des chemins de solution,

Les jeunes sacrifiés, par Sylvia Pelletier-Gravel, Gatineau

Le gouvernement de Jean Charest et son ministre des Finances viennent de sacrifier la génération montante au profit des aînés en fin de vie. Loin de moi de vouloir nier les besoins des aînés. En revanche, comment peut-on exiger de nos jeunes qu'ils assurent la relève - non seulement

économique mais démographique -, tout en assurant l'équilibre dans leur vie affective, en assumant l'énorme poids de la dette gouvernementale. Cette dette, ajoutée à leurs dettes d'études, ils auront à la supporter pendant les années les plus productives de leur vie et devront passer la main à leur progéniture qui, elle, devra continuer à en combler le trou béant. Nous savons pourtant que le premier critère de la réussite d'un peuple est l'éducation. Le coût de la vie allant toujours en augmentant, comment la génération montante pourra-t-elle s'offrir une vie de famille, des enfants à instruire et tout ce que cela comporte?

Quant aux millions offerts aux aînés, ce n'est qu'un miroir aux alouettes. Au rythme où se réalisent les promesses de ce gouvernement et avant d'avoir pu profiter de cette manne, nous les vieux, comme certains s'acharnent à nous étiqueter, auront depuis longtemps acquitté et pris possession de nos «claims» au sous-sol, où nous séjournerons désormais pour l'éternité.

Pourquoi nous appuyons cette lutte, Alexandre Alberti, Jacques Daigle, Rémy Gagnon, Alain Gélinas, Hélène Hébert, Richard Lair, Silvie Lemelin, Louis Simon Pilote et Alain Tanguay, Département de philosophie du Cégep de Victoriaville

Le département de philosophie du Cégep de Victoriaville décide d'appuyer les étudiants(es) dans leur lutte. Ils sont plus de 200 000 à dire au gouvernement de Jean Charest que la hausse des frais de scolarité est une mauvaise idée. Nous sommes du même avis. Nous pensons que le bras de fer engagé entre les étudiants et le gouvernement est parfaitement légitime non seulement parce qu'une hausse de 70% de frais de scolarité, soit 1625\$ sur cinq ans, fait peser un trop lourd fardeau sur une majorité d'étudiants, mais aussi parce que cette hausse précarise le système d'éducation dans son ensemble en l'inscrivant dans une logique marchande. C'est pourquoi nous déclarons que l'accessibilité à l'éducation doit être une priorité nationale et collective, que l'éducation n'est pas une marchandise offerte au plus offrant et que l'éducation supérieure doit reprendre sa mission qui consiste à humaniser davantage.

Depuis la vague de hausses de frais de scolarité et afférents qui s'est amorcée en 2007, nous sommes témoins de la dérive sociale, politique et économique qui menace de faire de l'éducation un privilège au Québec. Nous savons aujourd'hui que la moitié des étudiants québécois vivent avec un budget annuel de moins de 14 000\$ par année et que 65% d'entre eux auront cumulé une dette de plus de 14 000\$ à la fin de leur baccalauréat. Bien sûr, nous savons également que le gouvernement prévoit qu'une tranche des recettes de la hausse sera consacrée à la bonification du régime de prêts et bourses. Mais comme seulement un tiers des étudiants ont effectivement droit aux prêts et bourses, cela

signifie que, pour une large part, la facture sera refilée aux familles de la classe moyenne. On imagine aisément les conséquences de cette nouvelle pression financière sur les familles et sur les étudiants : la hausse des frais de scolarité réduit l'accessibilité aux études universitaires. Le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada partage d'ailleurs cet avis. Quant à nous, nous anticipons, une baisse très significative du nombre d'étudiants fréquentant l'université et aussi un désintérêt pour les programmes conduisant à des fonctions sociales essentielles, mais moins bien rémunérées.

C'est maintenant un lieu commun : le Québec profite des frais de scolarité les plus bas au Canada. Bien sûr on se compare arbitrairement à nos voisins et on ignore les modèles d'éducation plus proches de nos valeurs. Mais peut-on faire l'exercice différemment? Voici des données à ajouter au débat. En 2011, une enquête de «Statistique Canada nous informait que les provinces de Terre-Neuve et du Nouveau-Brunswick ont gelé leur frais de scolarité pour une deuxième année consécutive alors que la Nouvelle-Écosse les a baissés pour une troisième année consécutive.» L'effet combiné de cette basse-statu quo et de l'augmentation des frais de scolarité québécois de 6 % par année depuis 2007, nous révèle que «pour la première fois depuis 50 ans, il en coûtera moins cher d'étudier aux cycles supérieurs à Terre-Neuve en 2012 qu'au Québec». C'est ce que nous apprenait un texte paru dans La Voix de l'Est le 23 février 2011. Mais pourquoi faudrait-il s'aligner sur des modèles qui font de l'éducation un privilège, d'autant que les modèles étasunien et canadien anglais n'ont jamais été ceux envisagés par les réformateurs de la Révolution tranquille? Pourquoi ne pas se comparer au modèle européen qui, en France, en Allemagne et dans les pays scandinaves, offre encore une éducation supérieure presque gratuite, comme nous le rappelle Christian Rioux dans un texte paru dans Le Devoir le 3 mars dernier? En fait, on peut bien se mesurer aux autres provinces, mais nous pensons que cette comparaison est fallacieuse, d'autant plus qu'elle nous empêche de penser les écarts dans les droits de scolarité autrement, c'est-à-dire comme un révélateur de notre singularité, de la différence qui teinte nos choix sociaux; qu'elle nous empêche d'apprécier le fait que notre modèle, selon l'OCDE, est l'un des plus performants au monde. Nous sommes trop souvent placés devant un faux dilemme : ou on augmente les frais de scolarité pour faire comme nos voisins ou le système d'étude supérieure s'effondre. Nous refusons cette sophistique, comme nous refusons la marchandisation de l'éducation et de la recherche universitaire.

Nos universités n'ont pas vocation d'être des satellites de l'entreprise privée et l'éducation ne doit pas être conçue comme une marchandise. Jadis imaginé par Von Humboldt, le fondateur de l'université moderne, comme un lieu qui fait la promotion et défend la conception de l'universalité et de l'indivisibilité du savoir, comme un lieu libre d'entraves politique grâce au financement étatique, voilà que nos universités sont de plus en plus inféodées au marché et aux entreprises. La marchandisation et la privatisation du savoir sont proprement inacceptables aujourd'hui comme elles l'étaient hier. Wilhelm von Humboldt entendait «former l'homme d'abord, avant de songer au métier qu'il exercera. Il voulait que tout enseignement jaillisse de la source intarissable des recherches créatrices, des travaux libres», l'université devait former des citoyens informés et impliqués, des hommes et des femmes plus humains. Mais en soumettant la recherche et l'éducation universitaires aux lois du

marché et à l'esprit de compétition, nous nous sommes engagés sur la voie de la pensée unique, technocratique, qui déshumanise et rend petit. Il faut redresser la barre et se rappeler que l'éducation est le fondement de toute société et qu'elle ne saurait, sous aucune considération, être soumise aux lois du marché. L'éducation, dirait Philippe Meirieu, n'est pas un processus de fabrication ni de formatage des esprits, mais ce qui permet l'émergence d'un sujet libre. L'éducation est la condition nécessaire à la bonne santé démocratique et à la poursuite du bien commun.

Sur les épaules des géants, Julie McCann, Conseillère, Option nationale

Il y a 50 ans. Une grande étape avait été franchie, vécue par nos parents, *babyboomers*, dans les années 60. Premier moment dans l'histoire où, il était permis de rêver. L'espoir d'être un «*self made man*» encore très présente laissait tranquillement la place à cette idée qu'ils pouvaient maintenant faire «mieux» que leurs parents, en allant à l'école. Ils pourraient peut-être sortir de leur niveau social, ne plus être prolétaire, comme dirait mon père.

Aujourd'hui. Prenons un petit bout de chou. Disons 10-12 ans. D'accord il n'est déjà plus si petit, mais c'est encore un enfant. Demandez-lui ce qu'il fera plus tard. Et répétez l'exercice avec tous les amis de sa classe. Vous serez surpris: aucun de ces enfants n'exprimera de limites quant à ce qu'il peut réaliser dans la vie. Il sait que toutes les possibilités sont là, à sa portée. Médecin, comédien, architecte, pompier... nous avons su démocratiser le savoir pour permettre à chacun de réaliser son plein potentiel.

Il y a 30 ans. J'ai tout à fois voulu être diplomate, médecin, infirmière, ballerine. Mes parents avaient cette manière d'espérer et de croire en nous en nous disant qu'au fil des générations, les membres de notre famille se sont améliorés, que leurs réussites ont toujours été de plus en plus grandes. Ils espéraient que nous ferions plus et mieux et ils en seraient fiers.

Maintenant. Je ne sais pas si j'ai fait mieux que mes parents (j'en doute), mais je sais que tous les possibles étaient là. Je sais aussi que je vous ait fait sourire et réfléchir au cours des derniers mois; j'ai réfléchi, parlé, critiqué, parce que j'ai pu apprendre à réfléchir, parler et critiquer, en allant à l'école. Et j'en suis reconnaissante. Cet effort collectif qui vous avez fait pour moi, j'accepte de le faire pour nos enfants, pour qu'ils nous fassent sourire de fierté à leur tour.

Et demain? Mes parents ont accepté d'être des géants et m'ont laissé monter sur leurs épaules pour voir plus loin... et c'est maintenant au tour des miens (qui ne sont déjà plus si petits) de grimper sur mes épaules. Je suis aujourd'hui fière de ces jeunes qui s'unissent, qui sortent de l'apathie collective, s'impliquent, s'indignent et agissent.

Ils ont de 17 à 30 ans, ils sont au tiers de leur vie. Ce sont nos enfants. Ils sont les géants de demain... un demain qui s'annonce trouble et où il faudra pouvoir voir encore plus loin et où nous aurons besoin de géants, pour supporter sur leurs épaules le poids de cette pyramide inversée.

La juste part, vous dites?, par Henri Marineau, Québec

Parmi les arguments invoqués par le gouvernement Charest dans sa stratégie de la porte close, devant les revendications des étudiants concernant la hausse des droits de scolarité, se pointe en fer de lance la «juste part» que doivent assumer les étudiants.

En effet, selon l'argumentaire du gouvernement, les droits de scolarité des universitaires québé-

cois demeurent les moins dispendieux au pays et, pour cette raison, il est normal que ces droits tendent à rattraper la moyenne canadienne.

Pourtant, dans ce même Québec, les entreprises québécoises sont parmi les moins imposées au Canada...Il me semble que des politiciens responsables auraient nettement avantage à mettre sur pied des politiques qui visent un rattrapage de taxation avec la moyenne canadienne auprès des entreprises québécoises au lieu de s'attaquer à l'accessibilité des étudiants de la classe moyenne aux études supérieures!

Les étudiants ou les mines?, par Dolorès Bourgault, Saint-Patrice-de-Beaurivage

La grève étudiante m'inquiète. Plus encore l'attitude du gouvernement dans ce conflit. Aucune écoute, aucune approche, aucun dialogue. Comportement idéal pour semer dans la tête de ces jeunes les graines de la révolte et de l'anarchie. M. Charest devrait lever les yeux de son utopique «Plan Nord», avenir du Québec, et daigner regarder ces jeunes, qui sont, à mon sens, bien davantage l'avenir du Québec. Ne seront-ils pas nos travailleurs, nos professionnels, nos industriels, nos dirigeants de demain? Quel message leur envoie-t-on par semblable attitude? Ils ne font pas le poids versus les minerais du grand nord. Régler ce conflit est une responsabilité gouvernementale et partie prenante de l'avenir du Québec. Un beau slogan oublié: On est six millions, faut se parler... aujourd'hui, plus encore!

Mauvais calcul, par Martin Perron, L'Ancienne-Lorette

Des amendes de 494\$ pour avoir bloqué le pont Champlain. Cagoulés ou pas, espérons pour chacun d'eux, que la session prochaine n'était pas leur dernière avant la remise des diplômes. Autrement, on oserait avancer qu'ils auraient aisément accepté une hausse de 169\$ des droits de scolarité. Et le reste de la hausse aurait tellement pu être financée par les résidents du 450. Malheureusement, ils n'ont pu se rendre en temps à leur travail ce matin-là...

Dialogue de sourds, par Jean-Hubert Smith-Lacroix, Québec

Je trouve déplorable la tournure que prend le débat sur l'augmentation des droits de scolarité. Comme c'est trop souvent le cas, j'ai l'impression de n'entendre que le point de vue des délégués de chaque côté. Beaucoup des «pour» ne s'aperçoivent pas qu'ils réagiraient aussi fortement si c'était de reporter l'âge de leur retraite, ne veulent pas admettre qu'il s'agit d'une augmentation substantielle (toute proportion gardée) et oublient qu'une société saine doit protéger le droit à la protestation.

De l'autre côté, plusieurs semblent surestimer les effets qu'une telle hausse sur l'accessibilité aux études et voudraient voir dans cette décision se décider le sort de l'humanité. Est-ce qu'on ne pourrait pas chacun descendre de nos grands chevaux et se parler un peu? Je ne prétends pas que les principes et valeurs qui sont en jeu ici ne sont pas importants, mais j'aimerais à l'occasion pouvoir envoyer certains de ceux qu'on entend parler passer une semaine en Syrie ou dans les zones dévastées du Japon depuis le tremblement de terre. Peut-être à leur retour défendraient-ils leurs points de vue respectifs avec un peu plus de perspective.

Loin de la réalité, par Lucie Hamel, Québec

Je suis déçue et furieuse de constater que ce mouvement est considéré comme un «caprice d'enfants gâtés». Les jeunes paient leurs études: 25 heures de cours au cégep donnent 12 hres de travail personnel en dehors des cours. Ils ont tous un travail pour payer leurs études et leur loyer, partagé souvent entre plusieurs colodaires. J'en connais qui finissent leur maîtrise avec 2 emplois d'appoint. Dans le bus du matin, j'écoutais des étudiants de cégep se vanter d'aller se payer 10 shooters au bar (pas cher... à 6\$ chaque) donc 60\$ la soirée??! Wow... On est loin de la réalité.

Tout simplement honteux, par François G Couillard, Québec

J'utilise le réseau d'autobus du RTC tous les jours. Je trouve honteux qu'un chauffeur d'autobus ait forcé le blocage d'un groupe d'étu-

diant sur la rue Saint-Jean. Je suis encore plus outré d'entendre les autres chauffeurs se dire solidaires d'un collègue qui a adopté cette conduite dangereuse. Il n'y avait aucune urgence d'ouvrir le passage ains.

Le comportement du chauffeur en cause est inexcusable. Je suis dubitatif face aux réactions de ses collègues. Leur nonchalance envers la santé et la sécurité des piétons me laisse pan-

Comparaisons boîtes et provocation, par René Reid, Québec

Une majorité de Québécois s'oppose à la hausse des droits de scolarité. La tension monte de toutes parts. Pourtant, le gouvernement Charest ne bronche pas. Un des principaux arguments qu'il utilise pour supporter sa position est le coût supérieur que les universités des autres pro-

vinces canadiennes exigent de leurs étudiants. Que vaut un tel argument?

La Société canadienne d'Hypothèque et de Logement (SCHL) publie chaque année des données sur les logements locatifs au Canada. Dans son bilan de décembre 2011 (<http://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/inso/sapr/co/2011/2011-12-13-0815.cfm>), on apprend que c'est au Québec que le loyer est le plus bas (684\$). Dans toutes les autres provinces, il lui est supérieur, dépassant les 1000\$ en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique. C'est près de 50% de plus qu'au Québec! Devrait-on pour autant hausser les loyers? Le conflit qui a été créé par l'intransigeance de ce gouvernement est en train de dégénérer dangereusement. Que l'on cesse de matraquer nos jeunes et de monter la population contre eux. Tout conflit doit un jour connaître un dénouement. Seul le gouvernement, peut reprendre la discussion. Attend-il qu'il y ait un drame?

LESOLEIL.COM: Pour ou contre la grève des étudiants? (3) - Publié le jeudi 22 mars 2012 à 12h47

Pas question de se laisser manger la laine sur le dos, par Maélie Bernatchez Dufresne, Étudiante en administration des affaires, Université du Québec à Rimouski

Il y a, dans mon entourage, un mouvement de colère contre les étudiants qui m'échappe. J'entends des absurdités, des insultes, des accusations même. Et il m'apparaît que bien peu de gens savent vraiment de quoi ils parlent. Caractéristique très typique du peuple que nous sommes: on argumente assis dans notre salon, on cible le groupe le plus faible qui se présente devant nous, et on l'attaque. En ce moment, les étudiants sont la victime de cette hargne populaire refoulée.

Vraisemblablement, les étudiants sont problématiques au Québec. On coûte trop cher, on dépense trop, on manifeste et on fait la grève sans raison valable. On se soulève, on se révolte, on parle trop, trop fort, pour rien, on dérange. On dérange.

On dérange parce que nous avons compris qu'il en était assez, pour une société, de se laisser contrôler comme des marionnettes, d'abdiquer sans répliquer, de se laisser manger la laine sur le dos. C'est ancré dans la façon de penser et d'agir du Québécois moyen: « Je vais être en colère contre le gouvernement, mais je ne m'en plaindrai pas, et quand quelqu'un le fera, je lui en voudrai d'avoir le courage de poser des actions qui concrétisent sa pensée. Et je le rabaisserai.»

Pourquoi? Visiblement, le côté monétaire de toute l'histoire, de cette hausse des droits de scolarité, est un piton sensible. Les Québécois sont tellement endettés qu'ils considèrent que les étudiants n'ont qu'à l'être eux aussi. Et, à part de ça, ils n'ont qu'à faire leur juste part! Faire leur juste part.

À mon avis, et sans jugement de valeur, les étudiants font plus leur juste part que nombre d'assistés sociaux qui crament dans des sous-sols et qui ne se rendent pas sur le marché du travail simplement parce qu'ils n'en ont pas envie. Je généralise, je vous entends dire? L'aide financière de dernier recours est utile et bien qu'il y ait des gens qui abusent, ce n'est pas le cas pour tout le monde?

Eh bien, bienvenue dans le monde réel. Tous les étudiants ne sont pas des faux-culs riches qui se promènent en Cadillac, qui vont dans le Sud, qui se paient du luxe et qui vivent comme des vedettes. Si vous pensez que je mets tous les oeufs dans le même panier en parlant de l'assistance sociale, réalisez que vous faites la même chose avec les étudiants. Certains d'entre nous, dont je

considère faire partie, travaillent d'arrache-pied pour avoir ce qu'ils ont. Et se doivent malgré tout la peau des fesses dans des institutions financières.

N'osez pas avancer cet argument, sachant pertinemment qu'un diplôme d'études universitaires rapportera théoriquement un meilleur salaire à son détenteur, et ainsi, un plus haut taux d'imposition, et l'incitera à une plus grande consommation de biens et de services. Si la «juste» part ne se fait pas présentement, elle se fera plus tard.

Sinon, si je peux continuer à élaborer en ce sens, les services de santé et de soins sociaux au Québec sont également des moins chers à l'échelle de la planète. Et combien d'entre vous avez protesté lorsqu'on a imposé une taxe de 200\$/foyer pour l'accès aux dits soins? L'ensemble de la population en était révolté! «Nous n'avons pas bloqué les ponts pour autant!». Certes. Cela dit, cela me ramène à mon propos précédent. Ce ne sont probablement pas les étudiants qui ont tort de se défendre.

Et puisque j'y suis, j'aimerais également souligner l'existence des commissions scolaires, qui représentent une dépense annuelle de trois cent millions de dollars au gouvernement du Québec, et à l'ensemble de ses contribuables. Il a récemment été prouvé que de ce montant, on remboursait des parties de golf, et autres incongruités. Une fois de plus, j'entends un beau gros bzzzzzzz de la part de toi, peuple québécois, mais rien de plus... Accuserais-tu les étudiants d'avoir des couilles? Du guts?

Dans un autre ordre d'idées, une hausse des droits de scolarité de 1625\$ sur cinq ans empêcherait 7000 étudiants d'accéder à des études universitaires. De ces étudiants, nous retrouvons des médecins, dentistes, enseignants, professionnels en tous genres. Nos hôpitaux ne sont-ils pas engorgés, saturés? Un Québécois sur quatre n'a pas de médecin de famille! Un rendez-vous de routine chez le dentiste nécessite un délai d'attente de trois à six mois! Quel message tentons-nous d'envoyer aux étudiants de demain? On continue toujours à se plaindre sans avoir la conviction réelle de changer les choses! Je terminerai en rajoutant que je ne suis pas en faveur de la grève. Que l'idée de repousser la fin de cette session à plus tard qu'avril me mettra dans le pétrin à mon emploi et ça me choque. Mais je crois que c'est un jugement bien égoïste. Au même titre que celui de l'ensemble des Québécois qui pensent que la hausse n'affectera que les étudiants d'aujourd'hui, à ce moment, en ce lieu.

Appui et appel à la jeunesse québécoise, par Mathieu Traversy, député de Terrebonne et porte-parole de l'opposition officielle pour la jeunesse et les affaires étudiantes

Ce sont plus de 200 000 étudiants collégiaux et universitaires du Québec qui sont en grève générale cette semaine. Force est de constater que la mobilisation qui a lieu en ce moment est toujours plus forte et plus large au fil des jours. Pour sa part, le gouvernement qui est interpellé par cette jeunesse engagée est toujours plus borné, plus obstiné et plus sourd à ses revendications légitimes. Comment expliquer cette impasse et comment la résoudre?

La revendication de ce mouvement est la contestation d'une hausse projetée de 1625 \$ par année des frais de scolarité universitaire. Or, ce n'est pas la seule augmentation que doivent subir les étudiants québécois. De la majoration de 100\$ par année des frais de scolarité déjà en vigueur depuis 2007 et jusqu'à 2012 à la multiplication des frais afférents, les étudiants sont constamment sous le coup de hausses de frais. Ils font déjà, pour reprendre le mantra des ministres du gouvernement, leur juste part. La hausse de 1625\$ tant décriée n'est donc pas la seule en cause, mais bien celle qui fait déborder le vase, et ce, à juste titre.

S'attaquer aux étudiants, un choix stratégique

À voir l'accumulation de ces augmentations de frais, on peut bien se demander ce que les jeunes ont fait au gouvernement pour se voir imposer une nouvelle hausse de 75%, sans aucune discussion ou négociation, sans augmentation de services. On connaît déjà la tendance de ce gouvernement à puiser dans les poches de la classe moyenne, comme en fait foi la taxe santé de 200\$ par personne, mais pour mériter une hausse de 75% de leurs frais de scolarité, il faut se demander pourquoi les étudiants sont une cible aussi alléchante pour le gouvernement dans sa recherche inépuisable de nouvelles sources de revenus.

À entendre le ton employé par certains ministres libéraux, je crois que la raison est fort simple : s'attaquer aux jeunes de 18 à 30 ans en leur faisant payer le prix de mauvaises décisions dans la gestion du réseau universitaire, c'est un choix politique stratégique et calculé.

Parce que les jeunes adultes sont si nombreux à boudier les urnes et qu'ils se privent d'une bonne partie de leur poids politique, ils sont en train de devenir la seule catégorie de la population dont on peut hausser le fardeau financier sans en subir de véritable conséquence politique et le gouvernement en est conscient. Quand le parti



en question est déjà peu populaire auprès de l'électorat jeune, comme le Parti libéral, ce prix politique est encore moins élevé.

Ce n'est donc nullement surprenant que ce soit ce parti qui, par exemple, augmente plus que n'importe quel gouvernement avant lui la dette du Québec, vende au rabais nos ressources naturelles, puis hausse massivement les frais de scolarité. Fondamentalement, ce sont des politiques qui sont contraires au principe de l'équité intergénérationnelle puisqu'elles alourdissent le fardeau financier des générations futures.

Crier plus fort et voter en plus grand nombre
Devant un gouvernement aussi borné, les jeunes ont deux solutions : crier plus fort leurs revendications et voter en plus grand nombre contre les libéraux et leurs alliés aux prochaines élections.

Dans le premier cas, l'histoire récente nous démontre que le gouvernement recule seulement lorsque la population se mobilise et manifeste son opposition dans les rues. Ce fut le cas pour la centrale du Suroît (2004), la grève étudiante (2005) et la vente partielle du Parc national du Mont-Orford (2006). Ces mobilisations populaires ont fait reculer les libéraux et leur ont fait entendre raison. Plus récemment, il a fallu deux années de pression pour forcer ce gouvernement à déclencher une commission d'enquête sur l'industrie de la construction. Même si les libéraux font la sourde oreille, nous devons répliquer en portant le message de manière plus forte et plus claire, sans s'arrêter, jusqu'à ce qu'ils soient forcés d'écouter les étudiants et de négocier avec eux.

Enfin, les jeunes doivent faire mentir les prévisions à l'effet qu'encore une fois, ils seront beaucoup moins nombreux que leurs parents et leurs grands-parents à se rendre voter. Il faut que les partis qui appuient la hausse de 1625 \$ des frais de scolarité paient un prix politique pour cela et que les jeunes fassent entendre leurs voix dans l'arène politique, qu'ils ne soient plus ce groupe que l'on peut toujours plus endetter sans en craindre les conséquences. En bref, les jeunes devront voter en vue d'avoir un gouvernement à l'écoute de leurs revendications et de leurs préoccupations, plutôt qu'un gouvernement dont on oublie facilement que le responsable des dossiers jeunesse est Jean Charest, dont le bilan dans ce domaine, comme dans bien d'autres, est tout simplement désastreux.

Admirables étudiants qui se battent, Arthur Paquet, étudiant en histoire à l'Université Laval

On en dira ce qu'on voudra, mais le mouvement étudiant est admirable. Pourquoi admirable? Étant moi-même un étudiant engagé depuis plusieurs années, je n'ai cessé de pester contre la léthargie québécoise, contre la quiétude et la simplicité complaisante de mes concitoyens qui semblent être animés seulement par l'industrie du rire, les partys, la musique *house*, le club de hockey Canadien et par celui, fantôme, des Nordiques. Comme cas de pathétisme, difficile d'avoir une manifestation plus probante. Philippe Murray, dans un essai brillant, propose que l'humanité est rendue à un point où l'*Homo Festivus* succède à l'*Homo Sapiens Sapiens*, un changement qui mènera l'homme à n'être défini ultimement que comme *Festivus Festivus*, l'être qui fête qu'il fête et où la dimension humaine n'est plus. C'est une proposition assez intéressante quand on voit les photos d'orgies bachiques qui circulent sur Facebook... photos qui semblent vouloir démontrer toujours plus à quel point nous sommes capables de fêter. Je dis bien que le but est de montrer quelque chose... Toujours est-il que devant ce courant toujours plus fort du paraître et du vide existentiel, cer-

tains se battent toujours pour leurs idées. Quelque chose que l'on voit rarement de nos jours. Je vous le confie, chers lecteurs, mettre en jeux la dernière session de son baccalauréat pour ses idéaux n'est pas une avenue qui plaît à beaucoup. Il n'en demeure pas moins que les étudiants le font par milliers. Dans cette conjoncture, si l'on adopte le prédicat selon lequel «on a les politiciens que l'on mérite», il est bien dommage que ce soit les libéraux qui soient au pouvoir puisque leur électorat ne se compte pas dans les rangs des étudiants idéalistes. Si ces derniers réussissaient à se coaliser un peu et à voter pour d'autres représentants qui se soucient davantage du bien commun que des intérêts électoraux, peut-être pourrions-nous éviter d'aller de scandale en scandale et d'assister à la ruine tranquille de notre province.

Admirables sont les étudiants qui se battent encore un peu et honte aux autres qui s'encroissent dans leur confort et refusent même de voir que le débat autour de la hausse des frais de scolarité s'insère dans une logique sociétale et pas seulement pécuniaire. Comme le disait Hemingway: «Je me bats pour ce en quoi je crois!» En quoi croyez-vous encore citoyens du Québec?

Solidaires !, Marie-Ève Duchesne, porte-parole pour le Front commun des personnes assistées sociales du Québec, Montréal

Lettre à toutes les étudiantes et les étudiants en grève

Depuis déjà plusieurs semaines, nous vous voyons un peu partout, être dans l'action, porter votre message sur la place publique.

Aujourd'hui, c'est à notre tour de vous dire combien nous appuyons ce que vous faites. On est en train de vous servir une médecine au goût amer que les personnes assistées sociales connaissent très bien. Médecine à base de préjugés qui veut faire croire à la population que «boire deux bières de moins par semaine vous permettrait d'assumer la hausse». L'État et ses acolytes nous servent régulièrement ce même discours, où le problème se résume à une incapacité individuelle de budgéter plutôt que de remettre en question l'impossibilité de le faire avec une prestation de 589\$ par mois. On vous accuse de ne pas vouloir faire votre part, que c'est à votre tour de payer. Tout comme les personnes assistées sociales n'ont qu'à faire preuve de volonté pour se sortir de leur situation, toi, jeune étudiant-e, tu te dois de participer à l'autofinancement de tes études si tu veux améliorer ton sort. Quand remettra-t-on en question la participation des entreprises, des multinationales, des plus riches à notre société? À quand leur tour? Ne soyons pas dupes et ne nous laissons pas vaincre par cette idéologie où les choix individuels priment sur les choix collectifs. Il ne s'agit pas de voir qui en arrache le plus pour améliorer le sort des plus méritant-e-s, mais bien de mener des combats collectifs pour que l'ensemble de cette société, notre société, soit le reflet de ce que nous voulons. Et c'est pourquoi le Front commun des personnes assistées sociales du Québec appuie la lutte étudiante et revendique la gratuité scolaire pour mettre un terme au fossé qui se creuse de plus en plus entre les riches et les pauvres.

La porte ouverte, Michel Lebel, Entrelacs

J'ai toujours eu une réserve quant à la stratégie gouvernementale dans ce conflit avec les étudiants. La porte d'un premier ministre ou d'un(e) ministre doit toujours demeurer ouverte, acces-

sible à ceux qui y frappent. Les ponts (sans référence à l'épisode du pont Champlain...) doivent demeurer ouverts. Le dialogue doit être possible. Le gouvernement doit rester à l'écoute, ce qui ne veut pas dire cependant qu'il va nécessairement accepter les propositions du demandeur ou qu'il va négocier avec celui-ci ou retarder constamment une décision. Mais le porte reste toujours ouverte. C'était, je crois, la méthode de Robert Bourassa. Elle semble lui avoir réussi.

Dialoguer, Normand Breault, Montréal

Dans l'actuelle situation bloquée entre les étudiants et le gouvernement Charest, j'entends des gens proposer que les frais soient modulés selon les revenus appréhendés une fois l'exercice de la profession amorcé: ainsi un futur médecin devrait-il payer plus dès aujourd'hui parce qu'il est susceptible de gagner plus qu'un futur travailleur social.

Une telle façon de penser oublie que c'est aujourd'hui même que le futur médecin et le futur travailleur social doivent sortir de leurs proches les frais exigés. C'est aujourd'hui que l'un et l'autre de ces étudiants peuvent venir d'un milieu familial modeste et ne peuvent d'aucune façon attendre les revenus futurs pour entreprendre ou poursuivre leurs études universitaires. Plus tard, une fiscalité plus adéquate permettra de tenir compte des disparités de revenu.

Le gouvernement doit rapidement suspendre sa décision de hausser les droits de scolarité, amorcer un vrai dialogue impliquant les différentes composantes de la société et rétablir un climat social plus serein. Il doit se rappeler que l'éducation est un droit à respecter et à promouvoir comme le rappelait tout récemment la Ligue des droits et libertés du Québec.

Effet de recul, Sylvie Gautier, Mercier

Je souhaite apporter un point de vue concernant la grève des étudiants. Beaucoup de gens se demandent pourquoi manifester pour 350 dollars d'augmentation de frais de scolarité. En fait, les 350 dollars seront multipliés par cinq (5 ans) soit un total de 1750 dollars.

Comparons avec une personne qui travaille et à qui on demande de diminuer son salaire de 30 dollars par mois pendant un an, puis 60 dollars par mois l'année suivante, puis 90 dollars de moins par mois la troisième année et ainsi de suite pour finir 150 dollars de moins dans cinq ans. Je ne connais personne qui accepterait ceci sachant que le coût de la vie augmentera chaque année et, dans le même temps, que son pouvoir d'achat diminuera.

Les figés, Claude Poulin, Québec

Se pourrait-il qu'en marge de ce mouvement étudiant se retrouvent rassemblés des groupes d'intérêts divers: intérêts corporatistes (comme certains syndicats d'enseignants), auxquels s'ajoutent une bonne partie de notre classe bien pensante et de certains de nos médias qui poursuivent leur lutte pour défendre le modèle que nous savons (ne rien changer sur les droits acquis et le monopole de l'État en éducation) et qui finalement trouvent dans cet événement le momentum rêvé pour consolider la position actuelle de l'opposition pour en finir avec le gouvernement actuel? Bien possible!

J'irai marcher avec nos filles et nos fils, Pierre Roy, Lorraine

Je suis las d'entendre le même discours de la ministre Beauchamp. Je veux qu'elle sache que comme travailleur, j'irai marcher à leurs côtés.

Parce que la gratuité scolaire a été le grand enjeu du XXe siècle partout sur la planète et que la gratuité collégiale et universitaire, en ce début du XXIe siècle, devrait être l'un des enjeux de nos sociétés modernes, comme déjà une vingtaine d'autres pays dans le monde...

Parce que l'endettement des Québécois semble désormais indissociable de notre modèle de développement économique, mais que je refuse que nos filles et nos fils y soient poussés si jeunes...

Parce que je crois encore en une société plus juste, en une société plus en santé, en une société où la richesse peut être mieux partagée et que c'est surtout grâce à l'éducation de toutes nos filles et nos fils que nous le garantirons...

Parce que les nouvelles familles immigrantes, qui luttent au quotidien pour leur intégration économique au Québec, ne doivent pas se saigner à blanc pour envoyer leurs enfants aux études...

Parce que je ne veux plus que l'on compare notre système d'éducation à celui du reste du Canada et des États-Unis où la marchandisation de l'éducation lui fait peu à peu perdre ses valeurs fondamentales...

Parce que fils d'ouvrier, je sais à quel point la chance que j'ai eu de faire des études universitaires m'a permis d'améliorer la vie de ma famille...

Parce qu'aujourd'hui je suis fier de payer mes impôts au Québec et que j'accepterais qu'ils servent à payer l'éducation de tous...

Parce que j'aurais accepté volontiers, au début de mes études il y a 30 ans, de m'engager à travailler 10 ou 12 ans au Québec, à rembourser toute l'aide reçue et à payer mes impôts comme je le fais...

J'irai donc marcher aux côtés de nos filles et de nos fils, pour eux et pour vous.

Je marcherai aussi aux côtés de tous ceux qui, comme moi, ont fait ce choix, celui de marcher pour celles et ceux d'aujourd'hui et de demain, ces 5, 10 ou 20% des Québécois, qui, si la hausse survenait, seraient accablés un jour à ne plus pouvoir offrir à leurs enfants cette chance formidable d'étudier.

Il ne reculera pas, par Serge Parent, Québec

Il est normal que les étudiants apprennent à mener des combats politiques. Mais savoir bien décoder et jauger le langage des autres fait également partie de l'apprentissage. Quand le ministre Bachand, la ministre Courchesne et le premier ministre répètent jour après jour que la décision concernant la hausse des frais de scolarité est prise, qu'ils ne reviendront pas là-dessus ou que la décision est irrévocable, il faut les prendre au sérieux. Les dirigeants, qu'ils soient politiques, patronaux ou autres, utilisent avec une grande prudence ce genre de langage et ils le font très rarement. La raison est simple: c'est à la fois un langage porteur de conflits potentiels et ceux qui l'utilisent se peignent dans un coin, dont ils ne pourront se sortir sans perdre la face. Le gouvernement ne reculera pas sur la hausse des frais de scolarité. Ouvrira-t-il la porte à une modélisation des frais ou encore à une amélioration encore plus grande du régime des prêts et bourses? J'en doute, car ce n'est pas le cheval de bataille des associations étudiantes; il est probable qu'il misera plutôt sur un essoufflement des troupes.

LESOLEIL.COM: Pour ou contre la grève des étudiants? (2) - Publié le lundi 19 mars 2012 à 11h49 | Mis à jour

Point de vue d'une maman qui assume les frais de scolarité, par Linda Di Vita, Québec

Pourquoi des gens s'imaginent que l'État doit pourvoir à tous leurs besoins? À ceux qui ne le savent pas encore, les revenus qui permettent aux paliers gouvernementaux de nous offrir des services gratuits ou à moindre coût proviennent directement des taxes et des impôts que paient les contribuables.

Ainsi, chers étudiants en faveur de la grève, sachez que la hausse des frais de scolarité que vous contestez, pour ne pas pénaliser les générations futures, dites-vous, vous devrez l'assumer en impôt et en taxes quand vous travaillerez si vous (ou vos parents) ne l'assumez pas tout de suite. En passant, la feriez-vous la grève si vous n'aviez pas l'appui financier des syndicats qui vous supportent (mais que, curieusement, vous dénigrez en critiquant les générations qui vous ont précédés)?

On ne peut pas demander à l'État de tout fournir gratuitement (à moins de vouloir s'engouffrer dans un régime communiste) : système de santé, garderies, congés de maternité et de paternité, frais de scolarité, réseaux routiers sans péages, etc, et se permettre des extras comme un amphithéâtre payé par l'État ou une équipe de hockey que l'État devra peut-être renflouer. C'est vrai que notre situation économique est mieux que celle de l'Europe, mais pour combien de temps?

Cela étant dit, je paie les frais de scolarité de ma fille et je vais assumer leur hausse, bien que je contribue déjà largement au financement des services publics, depuis longtemps.

Mais d'un autre côté, comme contribuable, je suis horrifiée de savoir comment les secteurs public et parapublic dilapident notre argent, par leur mauvaise administration. Comme plusieurs, j'ai souvent été témoin de situations tout à fait inconcevables. Pourquoi accepter qu'autant de gestionnaires n'aient pas la compétence nécessaire pour exercer leurs fonctions; que des tâches qui pourraient être réalisées par les employés réguliers soient confiées à l'externe; que des achats inutiles soient faits, etc.? Quel gaspillage! J'en ai ras le bol que des revenus dont je me prive soient dilapidés de la sorte.

Mais bon... Je vais assumer sans chigner la hausse des frais de scolarité.

Citoyen de seconde classe, Éric Audy, étudiant en droit qui n'est pas en grève de l'Université Laval

La question du sous-financement des universités est-elle un problème? Je crois que la réponse est oui. Cependant, il est intéressant de répondre à cette situation par une analogie: lorsque votre piscine se vide continuellement de son eau, doit-on en rajouter ou colmater la fuite? C'est exactement ce qui se passe avec notre système éducatif; il n'y a pas une fuite, mais plusieurs: les commissions scolaires, les multiples réformes, les salaires astronomiques des recteurs, les comptes de dépenses, la bureaucratie administrative et j'en passe.

Pourquoi est-ce à ceux qui ont le plus bas potentiel de gagner de l'argent à court terme que l'on demande de payer plus? Elle est où la juste part de ceux qui gagnent plus de 100 000\$ par année et qui bénéficient d'exemptions d'impôt? Elle est où la juste part des grandes entreprises minières qui ne paieront presque pas de redevances avec le Plan Nord?

Juste part, peut-être, mais juste part pour tous. Alors, les étudiants vont faire plus que leur juste part. Par ailleurs, il est important de souligner que le fardeau de la dette de la belle province, l'état de nos infrastructures, la caisse de retraite et le système de la santé seront aisément assumés par nous, les jeunes, vos enfants, vos nièces et vos neveux. Alors, soyons lucides, demander aux étudiants de faire leur juste part se trouverait de valoriser leurs apprentissages et de les favoriser. Si ces arguments ne vous convainquent pas, alors demandons aux membres du gouvernement libéral et à la CAQ de rembourser avec intérêt la valeur de cette hausse de frais de scolarité qu'ils ont bénéficiée. De plus, demandons aux gouvernements de changer leurs belles Lexus pour des KIA, car c'est nous les citoyens qui payons pour leur luxe.

Pour terminer, je veux souligner que cette hausse des frais de scolarité touche les étudiants de la classe moyenne. Donc, l'augmentation va se prendre directement dans la poche des étudiants. Dire qu'ils doivent travailler pour payer leurs études, je suis d'accord, mais cette hausse se traduit à la hauteur de 31 \$ par semaine, en considérant que les étudiants ont au moins 15 heures de cours en classe et à 30 heures d'études, alors nous avons un total de 45 heures d'études. Il est de fait notoire que la majorité des étudiants travaille au salaire minimum Au-

trément dit, ils devront travailler 3 heures par semaine pour contribuer à leur juste part. Sur ce détail, la ministre a oublié de dire qu'ils devront payer leur loyer : 400\$/mois, leurs livres 500\$ par session, ils devront se nourrir, s'habiller, se connecter à Internet, se déplacer etc. Sur ces détails, je vous évite les frais dentaires et médicaux.

Est-ce raisonnable de demander aux étudiants de travailler 35 heures minimum par semaine pour aller à l'université? Autrement dit, la semaine de travail d'un étudiant avec ses études doit être de 80 heures semaine. Vous croyez que c'est accessible, madame la ministre? Par ailleurs, les détracteurs des grévistes disent que ceux-ci assistent à des spectacles, participent à des loisirs, possèdent des iPhone,... Il est important de souligner que les étudiants n'ont pas fait le choix d'être des moines. Ils peuvent se divertir à travers leurs études, car se divertir est aussi une façon d'accroître la motivation.

L'autre visage de la «gauche», Marc Simard, Collège François-Xavier-Garneau

La défaite des adversaires de la hausse des frais de scolarité dans les cégeps de la région la semaine dernière nous a révélé une gauche (puisque c'est ainsi que les «rouges» s'identifient) hargneuse, vindicative et méprisante. On ne devrait pas s'en étonner, puisque c'est sa véritable nature.

En effet, quand elle est en mode «séduction», alors qu'elle fait de l'«éducation populaire» (sic), la gauche se montre festive, souriante, respectueuse et même onctueuse. On joue du tambour, on se maquille, on s'indigne jusqu'aux larmes, on parle de respect et de solidarité ad nauseam.

Mais dans d'autres circonstances, elle perd son masque d'affabilité pour révéler son authentique faciès. Cela se produit quand elle n'arrive pas à remporter la victoire par la voie démocratique. Elle devient alors méprisante (les vainqueurs sont des «individualistes», des «égoïstes», des «esprits faibles influencés par la radio poubelle», des «colons», des «fils à papa» qui «se couchent devant le gouvernement»), acrimonieuse (la défaite est attribuée à des forces maléfiques) et même menaçantes, les interlocuteurs d'hier étant devenus des salauds (de la «vermine») à abattre. Le pire survient cependant lorsqu'elle s'empare du pouvoir. Elle dévoile alors sa face autoritaire (le bien commun passe avant les

libertés individuelles), répressive (ceux qui s'opposent à elle sont des nécessairement des traîtres ou des imbéciles) et même totalitaire (il faut rééduquer ou exterminer ceux qui n'ont pas compris). Le XXe siècle nous en a donné moult exemples qu'on ne devrait jamais oublier. De toute façon, le mouvement de contestation de la hausse des droits de scolarité n'est pas progressiste, comme ses partisans le proclament, mais corporatiste et même réactionnaire. En effet, s'opposer à la hausse revient à refuser que les riches paient pour l'éducation de leurs enfants, à taxer le contribuable moyen au bénéfice des rejetons de l'élite et à faire reposer les coûts actuels de l'éducation sur les générations futures.

Conseils aux rouges et aux verts, par Guillaume Perron, Québec

Les rouges (militantEs contre la hausse des frais de scolarité):

1. Cessez de parler d'accessibilité réduite pour les plus pauvres, les hausses importantes des bourses du système de prêts et bourses s'assurent que la hausse ne touche pas les plus pauvres.

2. Parlez plutôt de la classe moyenne, celle qui sera vraiment affectée par la hausse.

3. Cessez de parler de valeurs, la population est peu réceptive à ce genre de discours. Je ne dis pas que les valeurs ne sont pas importantes dans ce débat (au contraire, elles sont centrales), mais vous braquez plusieurs personnes en parlant de valeurs québécoises (qui ne sont pas les mêmes pour tous les Québécois) ou de valeurs en général (perçues comme du pelletage de nuages). Il y aura d'autres moments pour revendiquer la place des valeurs dans les débats. Sinon, vous pourrez toujours créer de tels moments...

4. Cessez de demander la gratuité complète, ce n'est vraiment pas le bon moment pour une telle demande! En négociation, il y a un principe fondamental qu'on appelle le compromis (voir prochain point pour un exemple de compromis). Or, demander au gouvernement d'aller 1000 km au Sud alors qu'il a décidé d'aller 750 km au Nord, ce n'est pas un compromis! Si vous voulez aller au Sud, c'est votre droit, mais proposez-le à un autre moment!

5. Suggérez donc un compromis du genre «augmentation deux fois moins rapide que celle présentement prévue (soit environ 7,5% par année au lieu de 15% par année). En contrepartie, vous pourriez consentir une interdiction de geler les frais de scolarité pour les X années suivantes. En échange, vous pourriez aussi demander au gouvernement de garantir que, durant ces X années, l'augmentation des frais de scolarité ne dépassera jamais l'inflation».

6. Au PQ : cessez les promesses irresponsables de geler à nouveau les frais de scolarité, c'est à cause de ces gels que nous avons une proposition de hausse trop rapide présentement! Proposez plutôt un compromis semblable à celui se trouvant au point précédent.

Les verts (militants pour la hausse des frais de scolarité):

1. Arrêtez de justifier votre position avec des phrases du genre «les étudiants ont tous des iPhones, un gros budget de bière, etc.» Un, vous mettez tous les étudiants dans le même panier et ils n'y sont pas tous. Deux, ceux qui se trouvent dans ce panier y sont en grande partie à cause de vous ou de gens de votre génération qui êtes nombreux à être entrés dans le moule, voire à faire la promotion, de la société de (sur)consommation!

2. Cessez de dire que les étudiants doivent faire leur part. C'est une bonne partie d'entre vous,

gens de la classe moyenne, qui devrez faire votre part pour absorber une partie de cette hausse, alors que vous faites déjà largement votre part avec une foule de hausses de tarifs...

3. Cessez donc les comparaisons avec les frais de scolarité des autres provinces et de dire que nous avons du rattrapage à faire par rapport à elles! Nous avons «choisi» de payer plus d'impôts et de taxes pour avoir moins de choses à payer après impôts, faut bien que ça paraisse quelque part! S'il fallait que nous payions autant que les autres provinces tout en payant les taxes et impôts que nous payons, on se ferait fourrer pas à peu près!

4. Si vous voulez parler de rattrapage, faites référence aux années où les frais de scolarité ont été gelés et non aux endroits dans le monde où les frais sont plus élevés.

Coup de froid sur le Québec!, par Philippe Etchecopar, Lucien Roy, Céline Saint Pierre, Professeurs retraités, Cégep de Rimouski

Concernant la grève des étudiants, large consensus chez nos «élites», particulièrement dans les médias qui voudraient former l'opinion: les étudiants ne seraient motivés que par l'appât du gain plus tard, alors qu'ils investissent donc de leur poche! C'est le retour du vieux discours individualiste. Il n'y a pas de société, il n'y a que des individus, disait Magareth Thatcher.

Pourtant l'éducation profite à la société et pas seulement aux seuls individus diplômés: davantage de médecins, c'est aussi moins d'attente dans les urgences; davantage d'ingénieurs, c'est moins de viaducs dangereux; davantage de poètes, c'est moins de grisaille. L'accès libre à l'éducation est aussi essentiel pour la société que l'accès libre à la santé. Dans les pays scandinaves, par exemple, les études sont gratuites et les résultats sont probants! Pourquoi donc notre establishment tient-il absolument à ce que ce soit les jeunes qui s'endettent tout de suite pour financer les universités plutôt que d'attendre qu'ils travaillent pour rembourser la société par les impôts sur le revenu, chacun redonnant en fonction de ce qu'il gagne?

Les «élites» parlent de responsabiliser les étudiants, mais la raison profonde ne serait-elle pas que, maintenant qu'elles ont bénéficié du système, elles développent une sainte horreur de l'impôt sur le revenu dont la part diminue pourtant depuis une génération? C'est le principe de l'utilisateur-payeur, le rêve des nantis, du Tea Party ou plus près de nous des conservateurs, des libéraux ou de l'ex-ADQ et du nouveau Couac soutenus par l'«information» à la Péladeau qui se charge de doper l'«opinion publique». L'âme des «élites», c'est son REER, son horizon, c'est le cours de la bourse. Ceux qui pontifient à longueur de journée sur l'irresponsabilité des jeunes sont les mêmes qui réclament toujours plus fort des baisses d'impôt sur le revenu qui gonfleront davantage la dette dont ces mêmes jeunes hériteront... Il y aurait de quoi s'indigner si ce n'était déjà commencé! Pour une société un peu plus riche, un peu plus égale, les jeunes sont notre avenir. La hargne qui nous semble se développer à l'encontre des jeunes nous inquiète. C'est un coup de froid sur le Québec. Il faut appuyer la lutte des étudiants.

Une université presque gratuite?, par Mario Bélanger, Rimouski

La tension est vive au Québec à savoir si on devrait augmenter les frais de scolarité à l'université. Ceux qui sont en faveur estiment que les frais de scolarité ont été gelés pendant trop longtemps et que les étudiants doivent «faire

leur part» car ces frais sont beaucoup plus élevés dans les autres provinces canadiennes ou aux États-Unis.

Dans ce débat, il serait important de regarder aussi du côté européen, où le modèle d'une université avec des frais de scolarité limités semble très viable.

Prenons le cas de l'Allemagne par exemple. Les universités y sont financées par les gouvernements régionaux (les *laender*). Dans certaines régions, on exige des frais de scolarité, mais dans d'autres régions, il n'y en a même pas.

Ainsi, en Bavière, à l'Université d'Augsbourg, les frais d'inscription pour une formation au premier cycle, étaient en 2011 de 900 euros par année (soit moins de 1200\$ canadiens). Ils étaient auparavant à 960 euros depuis 2007, mais ils ont été diminués l'an dernier. À cela, il faut ajouter des frais afférents de 180 euros par année (235\$), ce qui inclut les frais d'inscription, les services aux étudiants et le transport local par autobus dans la ville.

En comparaison, disons que les hausses que le gouvernement du Québec souhaite appliquer feraient passer d'ici 2016 les frais de scolarité et autres frais afférents de 3000\$ actuellement à environ 4600\$ par année (pour deux semestres). Dans une autre région allemande, l'Université de Hambourg a éliminé ses frais de scolarité, qui étaient de 1000 euros par année, sous la pression d'un nouveau gouvernement social-démocrate. Les étudiants qui s'inscrivent doivent déboursier 576 euros par année (753\$) pour la contribution étudiante (*Semesterbeitrag*), ce qui comprend divers services et une carte d'accès aux autobus urbains.

Pour sa part, l'Université Libre de Berlin (*Freie Universitaet*) offre la formation de premier cycle sans aucun frais de scolarité. En 2012 par exemple, un étudiant qui s'inscrit doit déboursier 554 euros pour l'année (724\$), ce qui couvre les frais d'inscription, la contribution aux associations étudiantes et un laissez-passer pour le transport en commun dans la ville. L'éducation universitaire y est gratuite!

M. Matthias Dannenberg est chef de l'administration de la Faculté de lettres à l'Université Libre de Berlin. Celui-ci avait d'ailleurs passé une année à l'Université Laval en 1975 afin d'apprendre le français. Selon lui, «les étudiants allemands apprécient de ne pas devoir payer des sommes importantes pour aller à l'université. La plupart arrivent à vivre sans trop s'endetter. Je n'ai pas l'impression que les étudiants abusent du système.»

Plusieurs étudiants allemands ont des emplois à temps partiel, à l'université comme tuteurs ou en dehors de l'université dans les restaurants et les bars. Pour les étudiants qui viennent de familles à faible revenu, le gouvernement fédéral ou différentes organisations comme les fondations des partis politiques offrent des bourses.

«En Allemagne, explique M. Dannenberg, la majorité des citoyens sont en faveur d'un système universitaire avec des frais d'inscription très bas ou inexistant. Il y a un débat parce que les régions qui ont certains frais de scolarité peuvent se payer davantage de professeurs et de chercheurs, mais il n'y a pas de véritables frictions à savoir si les étudiants devraient payer davantage. En général, les gens acceptent le principe que c'est l'ensemble de la société qui finance les universités, par les taxes et les impôts.»

Avec un diplôme universitaire en poche, les chances de trouver du travail en Allemagne sont très grandes en ce moment, affirme M. Dannenberg. «L'économie de notre pays est très forte et autant les entreprises que le secteur public ont

besoin de beaucoup de jeunes gens avec une bonne formation.»

Pitoyable prestation, par Christian Feuillette, Montréal

Line Beauchamp était visiblement très mal à l'aise dimanche soir dernier à l'émission *Tout le monde en parle*. Son sourire légendaire était beaucoup plus crispé que d'habitude et elle avait si peu d'arguments pour justifier l'inflexibilité du gouvernement qu'elle en bafouillait. En fait, ce qui est ressorti, c'est qu'elle entretient une vendetta personnelle envers le leader étudiant Gabriel Nadeau-Dubois qu'elle accuse d'être responsable d'une occupation de son bureau de comté, au cours de laquelle les lunettes de sa secrétaire auraient été cassées! C'est faible comme prétexte pour refuser de rencontrer les étudiants. Mais c'est aussi irresponsable, car cela signifie que l'affrontement actuel et le mépris - de plus en plus mal perçu par la population - que le gouvernement affiche à l'égard des étudiants, découlent avant tout d'une antipathie personnelle. Il est clair que Madame la ministre n'a pas l'étoffe nécessaire pour occuper ce poste et doit s'en trouver automatiquement disqualifiée. Soit elle remet sa démission, soit son chef la mute à un autre dossier, comme il l'a déjà fait avec son prédécesseur, Mme Courchesne.

Pas de hausse si..., par Michelle Gagnon, Québec

En réaction au texte «Grève étudiante - Le dilemme des futurs médecins» du journaliste Marc Allard

Intéressant l'article signé par le journaliste Marc Allard et portant sur le dilemme des futurs médecins. Il m'a amenée à une courte réflexion sur l'ensemble de la situation actuelle. En tant que contribuable, je serais en faveur de laisser les choses en l'état à la condition que les étudiants des cégeps et des universités prennent les engagements suivants : «Je fais un choix de programme éclairé et comprends qu'un seul sera défrayé par l'État. Si je change d'idée à la fin ou aux 2/3 du programme que j'ai choisi, j'assume les frais de mon choix subséquent. Quand je travaillerai, je me paierai des voyages et des voitures; d'ici là, je ramasse mes sous pour payer mes études. Je réalise qu'en tant que diplômé universitaire, j'aurai les moyens, si je sais bien administrer mon budget, de rembourser les prêts que m'ont consentis ces gens qui paient mes études avec leurs impôts. Si j'ai étudié en médecine, je m'engage, à titre de redevances, à exercer ma profession au Québec pendant les dix ans qui suivent l'obtention de mon diplôme de généraliste (15 ans pour un médecin spécialiste). Je considère de plus ma profession comme une vocation et accepte que sa pratique puisse me demander davantage d'heures de travail, d'humanisme et d'efforts que si j'avais opté pour un autre choix.» Voilà, c'est pas si compliqué finalement.

Équilibre social, par Michel Giroux, Québec

Les finances publiques sont dans un piètre état et, à l'approche du prochain budget provincial, un peu tout le monde se demande ce qui nous attend. En ce qui concerne la classe étudiante, les dés sont jetés, avec la conséquence que l'on sait, soit l'augmentation progressive de frais de scolarité au cours des quatre prochaines années. Le gouvernement libéral veut ainsi ramener les dits frais à des taux qui se rapprochent un peu plus de ceux payés ailleurs. Depuis quelques semaines, bon nombre d'étudiants de cégep et

d'université manifestent dans les rues contre ces augmentations qu'ils considèrent injustifiées.

La ministre de l'Éducation, pour sa part, reste campée sur ses positions avec l'appui du premier ministre et de ses collègues libéraux. Plusieurs politiciens de l'opposition, plusieurs artistes, de nombreux professeurs et bien d'autres personnes ont manifesté ouvertement leur appui aux étudiants en grève. Toutefois, bien peu de gens se sont manifestés ouvertement en faveur de la hausse projetée des frais de scolarité. Si un sondage était effectué auprès de l'ensemble de la population, les avis seraient sans doute assez partagés.

Le *Soleil* de samedi dernier nous a montré un comparatif des droits de scolarité en médecine dans les différentes provinces canadiennes. Les coûts annuels vont de 3600\$ (en moyenne) au Québec pour atteindre plus de 18 000\$ en Ontario. Le premier ministre Charest, pour sa part, nous rappelait qu'il en coûtait à l'État en moyenne 11 000\$ par étudiant pour assumer la différence des frais payés par celui-ci. La dette du Québec a doublé depuis une dizaine d'années, passant de 112 milliards\$ à plus de 230 milliards\$. Nos gouvernements n'arrivent plus à contrôler les dépenses et, de ce fait, présentent depuis quelques années des déficits budgétaires. Face à cela, il faut se poser très sérieusement la question: combien de temps allons-nous encore pouvoir nous endetter ainsi et nous offrir des services hors de nos moyens financiers? Il va bien falloir un jour qu'un gouvernement lucide ait le courage de présenter des mesures visant à rééquilibrer les finances publiques. Ces mesures devront assurément comporter des coupures dans certains services, des augmentations de tarifs dans certains autres, de même qu'une répartition plus équitable de l'assiette fiscale entre les diverses classes sociales. En général, les gens semblent d'accord avec ces mesures, sauf quand ils sont touchés personnellement. «Tout le monde veut aller au ciel, mais personne ne veut mourir.» Il faudra cependant bien un jour s'y résoudre.

Les profs de cégeps en désaccord avec la hausse des droits de scolarité, par Blaise Giguère-de Carufel, professeur de Sc. politique au Département de sciences humaines du Cégep de Lévis-Lauzon.

En tant qu'enseignants au collégial, notre rôle est de rendre le savoir accessible par un travail d'explication, de vulgarisation et d'encadrement. Notre rôle est aussi, et peut-être surtout, d'encourager nos étudiants à «aller plus loin» et à développer leur curiosité intellectuelle, en les encourageant à persévérer dans la poursuite de leur formation et dans le perfectionnement tout au long de leur vie.

Dans la plupart des domaines, «aller plus loin» et poursuivre sa formation passe nécessairement par la poursuite d'études universitaires. Or, il est évident qu'une hausse importante des frais de scolarité ne peut qu'avoir un impact direct sur l'accessibilité aux études supérieures. Une facture universitaire élevée et le spectre de l'endettement rebouteront indéniablement de nombreux étudiants. Plusieurs étudiants percevant d'abord une formation universitaire comme longue et ardue, la percevront dorénavant aussi comme très onéreuse.

La hausse des frais de scolarité entraînera donc inévitablement une baisse de fréquentation des programmes pré-universitaires, préalable le plus souvent utilisé par les étudiants optant pour une formation universitaire. Les étudiants des secteurs techniques seront, eux aussi, directement

touchés par la hausse. Cette situation est particulièrement vraie dans un contexte où les partenariats entre cégeps et universités sont de plus en plus au goût du jour. L'impact de la hausse des frais de scolarité sera direct dans les nombreux programmes intégrés de type DEC/Bac. Les étudiants des programmes techniques traditionnels seront touchés plus sournoisement par la hausse des frais de scolarité. Plusieurs d'entre eux seront touchés lorsqu'ils désireront se perfectionner en suivant une formation complémentaire de niveau universitaire.

Dans cette perspective, une hausse des frais de scolarité touche autant les étudiants collégiaux qu'universitaires. En nuisant à l'accessibilité aux études, elle va à l'encontre d'un de nos rôles les plus importants : rendre le savoir accessible en encourageant la poursuite de la formation de nos étudiants.

La valorisation de l'éducation, une cause commune

Loin de se dérouler en vase clos, la lutte engagée par nos étudiants nous touche directement en tant qu'enseignants. Cette lutte concerne l'engagement de l'État québécois dans le système d'éducation, ainsi que la valorisation de l'éducation elle-même.

En tant qu'enseignants au collégial, nous ressentons déjà les durs effets du désengagement de l'État en éducation. Les coupures des dernières années ont mis en péril de nombreux services offerts aux étudiants. Ce désengagement est une tendance lourde et s'inscrit en amont des problèmes de gestion propres à nos institutions. Par une hausse déraisonnable des frais de scolarité, l'État québécois néglige encore plus le système d'éducation. Ce désengagement sous-tend que l'éducation n'est pas une priorité collective, mais un simple investissement individuel pour l'étudiant qui en a les moyens.

Refaire de l'éducation une priorité collective passe par la valorisation de l'éducation. C'est exactement ce que réclament nos étudiants, que l'éducation soit reconnue comme une priorité collective au Québec et qu'elle soit financée comme telle. Le lien entre les demandes étudiantes et nos conditions d'enseignement ne peut être plus direct. Le réengagement réclamé par nos étudiants permettra à tous les acteurs du milieu de l'éducation, et particulièrement aux enseignants, d'avoir plus de ressources dans le but de mieux enseigner et de mieux remplir leur rôle. La valorisation du travail d'enseignant passe par la valorisation de l'éducation dans son ensemble. Les étudiants et les enseignants poursuivent ici le même but.

Devons-nous prendre position?

Plusieurs de nos collègues enseignants se demandent si nous devons ou nous pouvons prendre publiquement position sur la question de la hausse des frais de scolarité. Est-ce que, par l'expression de notre position nous risquons une «ingérence dans la démocratie étudiante»? Est-ce que nous risquons d'influencer indûment les étudiants dans le choix de moyens de pression?

Nous répondons ici simplement : si nous ne pouvons pas prendre position, qui peut le faire? Par la limitation à l'accessibilité aux études, par diminution du nombre d'étudiants dans les institutions d'enseignement supérieur, par le désengagement de l'État que sous-tend la hausse des frais de scolarité, nous sommes les premiers touchés. Nous sommes en première ligne d'un système d'éducation dont nous sommes fiers et que nous défendons avec cœur. Par le silence, par nos hésitations à prendre clairement position, nous ne pouvons qu'encourager le statu quo, encourager la décision prise par le gouvernement libéral de hausser déraisonnablement les frais de scolarité. Aujourd'hui comme toujours,

qui ne dit mot consent. Nous devons prendre position!
Pour ces raisons, en tant qu'enseignants au collégial, nous n'hésitons pas à appuyer nos étudiants dans leurs revendications contre la hausse des frais de scolarité.

Ci-gît la démocratie (étudiante), par Pierre-Luc Dubé, étudiant à l'Université Laval

Dans ma ville natale, Baie-Comeau, se trouve un petit monument au caractère un peu saugrenu. En effet, dans le centre-ville, près de la statue du fondateur de la ville, une croix contient les inscriptions suivantes: «Ci-gît la démocratie». Pour la petite histoire, cette plaque est un témoin de l'époque où, au début des années 80, les villes de Hauteville et de Baie-Comeau ont été fusionnées de force, sans aucune consultation. Toutefois, je note, dans la situation actuelle du mouvement étudiant, que ce monument est malheureusement encore plus d'actualité que jamais. Tout d'abord, les associations pro-grève se bombent le torse en affirmant sans hésiter que plus de 200 000 étudiants sont en grève générale illimitée (GGI pour les intimes). Voilà, à première vue, un chiffre impressionnant. Mais la

réalité cachée est toute autre. Les votes de grève, où le taux de participation peut aller aussi bas que 6%, ne donnent pas des majorités écrasantes. Dans les faits, très souvent les résultats dépassent à peine le cap de la majorité. S'il est vrai que la balance peut aussi bien pencher en faveur des étudiants pro-grève que des étudiants opposés à la grève, je suis plutôt étonné de voir le silence des leaders pro-grève sur ce point...

Si seulement il n'y avait que cela. Les dédales de l'organigramme des associations étudiantes créent des situations contradictoires. Ainsi, si une association étudiante départementale (comme par exemple, l'association de chimie ou d'histoire) vote contre la grève, elle risque tout de même de partir en grève si l'association étudiante de sa faculté (que ce soit la faculté de sciences et génie ou la faculté de lettres, par exemple) part en grève. Dès lors, on assiste à un joyeux jeu de coulisses politique dans lequel certains tentent de profiter des circonstances pour imposer leur point de vue.

Comme on le sait, le résultat d'un vote de grève est le piquetage des salles de classe où des cours du programme affecté doivent avoir lieu. Que cela se produise pour des cours qui impliquent des étudiants grévistes, soit. Mais que cela fasse

manquer des cours à une classe composée d'étudiants qui ne sont pas en grève, on tombe dans l'exagération. Pourquoi priver les étudiants de départements ou de facultés qui ne veulent pas descendre dans la rue ou pire, qui sont pour la hausse? Et quant au prétendu concept de «solidarité syndicale», j'aimerais rappeler aux tenants de cet argument qu'une association étudiante n'est pas un syndicat doté du statut qui va de pair avec cela ainsi que des pouvoirs typiques d'un tel mouvement. Les étudiants ne sont pas salariés, et ils ne sont pas protégés pour les pertes qu'ils subissent pendant la grève. En effet, ils reprendront les cours manqués à la fin de la session, leur faisant perdre des semaines de travail d'été... et de salaire.

Au final, je constate qu'une part non-négligeable de la génération montante, qui désire supposément changer la politique, continue à employer des tactiques qui, paradoxalement, s'apparentent à celles du parti qu'elle tente de combattre, en plus de diviser et de radicaliser les positions étudiantes... Si ces actuels étudiants grévistes sont nos leaders de demain, alors je doute plus que jamais de la capacité du Québec à prospérer et à conserver une démocratie saine.

LE SOLEIL: Vos réactions: Pour ou contre la grève des étudiants - Publié le vendredi 09 mars 2012 à 09h56 | Mis à jour le vendredi 09 mars 2012 à 13h09



Photothèque Le Soleil

N'oubliez pas, nous sommes en 2012, par Antoine Desgagnés, Québec

Ayant fréquenté l'université Laval de 2007 à 2011, j'ai encore un assez bon souvenir de ce qu'est peut-être la situation d'un étudiant. La mienne fut facilitée par le fait que je n'ai pas eu à quitter la résidence familiale, mais je suis lucide sur ma condition privilégiée et ce discours bidon selon lesquelles étudiants vivraient luxueusement me met en colère. Le caricaturiste Ygreck du Journal de Québec illustre d'ailleurs ce discours avec ses manifestants étudiants qui s'achètent des billets VIP pour Madonna ou se bronzent dans le sud.

Pour reprendre le dernier exemple, je dois dire que je n'ai jamais vu d'épidémie de bronzage au retour des semaines de lecture. Mes observations valent ce qu'elles valent, mais je me demande bien d'où vient cette idée que des légions d'étudiants québécois partent dans le sud lors du «congé» de mi-session. Est-ce une distorsion du cliché du Spring Break américain ou bien une généralisation faite à partir des photos de voyage sur le Facebook d'une cousine de Joe Blow? Il y a sûrement des étudiants qui font bel et bien ça, mais je doute qu'ils soient si nombreux et que cela inclue de nombreux bénéficiaires des prêts et bourses.

À cela, je peux rajouter le «déchirage de chemises» au sujet des téléphones cellulaires et des ordinateurs portables. Or, nous ne sommes pas en 1992, ces produits ne sont plus aussi coûteux et sont loin d'être superflus. Le téléphone est toujours essentiel en 2012 et sa version fixe est souvent remplacée par le cellulaire. Être aux études sans posséder un ordinateur est un exploit. Je ne me mets pas la tête dans le sable et je ne fais pas dans l'angélisme. Des profiteurs et des utilisateurs irresponsables des prêts et bourses, il y en a. J'en ai seulement contre un mythe que brandissent certains partisans de la hausse des frais de scolarité.

Pour conclure, je tiendrais à rappeler de nouveau que nous sommes en 2012, et que ça fait longtemps que les étudiants universitaires n'appartiennent plus à des ordres religieux. Le discours que je dénonce sous-entend pourtant que les étudiants devraient faire preuve d'austérité monacale avant de faire la moindre revendication impliquant «l'argent des autres». Je me demande comment réagiraient les partisans de cette idée si ceux qui versent leur salaire leur reprochaient de ne pas vivre assez modestement.

La marchandisation de l'éducation, par Xavier Lafrance, porte-parole de la Coalition de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante Élargie, lors de la grève étudiante de 2005m Doctorant en science politique à l'université York

Les chercheurs Simon Tremblay-Pépin et Philippe Hurteau, de l'IRIS, nous rappellent que la hausse des frais de scolarité ne rapportera en définitive que 190 M\$, soit 1,2% du budget du ministère de l'Éducation. Pourquoi imposer une mesure qui rapporte si peu tout en comportant un coût social si élevé ?

Pour comprendre, il faut recentrer le débat autour de la notion de la marchandisation de l'éducation. Le but véritable de la hausse n'est pas tant de financer une éducation de qualité que de développer une culture d'utilisateur-payeur. Derrière l'opposition gel-dégel se cache, plus fondamentalement, un affrontement entre deux visions: l'éducation comme marchandise et l'éducation comme droit financé collectivement.

Cet affrontement s'inscrit dans la tendance séculaire du capitalisme à transformer toutes les sphères de la vie sociale en biens de consommation permettant de soutenir l'accumulation du capital. L'historien Edward P. Thompson et l'anthropologue Karl Polanyi ont tous deux démontré comment l'essor du capitalisme a été conditionnel à un processus très contesté, et souvent violent, de marchandisation de la terre, du travail et des denrées alimentaires, qui a eu pour effet d'éliminer les régulations normatives traditionnelles et politiques de l'accès à ces biens.

Après la Seconde Guerre mondiale, alors même que les luttes sociales contribuaient à démarchandiser partiellement le travail, la santé et l'éducation, un grand nombre d'activités humaines telles que le sport, le sexe, l'art, etc. tendaient à être marchandisées. À l'ère néolibérale, cette tendance à la dépossession du bien commun s'accélère alors que les marchés du travail sont libéralisés et qu'une offensive visant - entre autres - la (re)marchandisation de la santé et de l'éducation fait rage. À toutes les étapes, un conflit.

Le cas ontarien

Ce processus a influé sur la façon dont les institutions publiques organisent leurs activités, tel que le démontre la restructuration de l'éducation postsecondaire en Ontario, qui pourrait bien laisser présager ce qui nous attend au Québec. Les frais de scolarité y sont les plus élevés au Canada - 6 307 \$ par année en moyenne. En 1990, le gouvernement ontarien assurait près de 80% du financement des institutions postsecondaires. En 2008, 50,8 % de ce financement décollait des frais de scolarité.

Cette explosion des frais et le désengagement de l'État s'accompagnent d'une culture d'utilisateur-payeur. Mon expérience en tant qu'auxiliaire d'enseignement à Toronto me le démontre : les étudiants-es paient plus cher et s'attendent donc à recevoir de bonnes notes. Beaucoup sont là moins pour acquérir un savoir que pour rentabiliser un investissement, et ne s'en cachent pas.

Parallèlement, on place les institutions postsecondaires dans un contexte compétitif et on s'assure de «produire» l'éducation de la façon la plus «rentable» possible. Le gouvernement ontarien déposait ce mois-ci un rapport recommandant de réduire la durée du baccalauréat de quatre à trois ans et d'offrir plus du tiers des cours en ligne. Le but déclaré est d'accélérer l'obtention de diplômes universitaires et collégiaux, de façon à «améliorer la productivité des ressources financées publiquement».

La tendance est claire : transformer l'éducation en bien consommable, produit de façon «compétitive», et acheté (à fort prix) par des individus développant leur capital-humain afin d'augmenter leur valeur sur le marché du travail. Le souci d'une éducation de qualité, complète et diversifiée, et du développement d'un esprit critique, devient un archaïsme soluble dans la soupe du marché.

L'alternative

La rhétorique voulant que les étudiants-es doivent payer leur «juste part» représente une acceptation tacite de la marchandisation de l'éducation. La hausse actuelle annonce la suivante. Où tracer la ligne ? S'il s'agit uniquement d'investir sur soi-même, alors, en toute logique, payer sa «juste part» pourra vouloir dire assumer individuellement l'ensemble des coûts liés à son éducation. À quand les frais à l'américaine de 30 000 ou 40 000 \$ par an? La cogestion du «juste prix» de l'éducation est un cul-de-sac pour le mouvement étudiant.

La seule alternative viable à la marchandisation, c'est de se diriger vers la gratuité scolaire - implantée dans plusieurs pays européens. L'éducation est un droit. C'est un bien qui profite autant à l'individu qu'à la collectivité. Elle doit donc être financée socialement, par l'imposition des entreprises et par l'entremise d'un système d'impôt progressif qui fait en sorte que les plus nantis - qui ont souvent profité d'avantage du système d'éducation - assument une part plus élevée des coûts du système. Il s'agit de la façon la plus efficace, la plus simple et la plus «juste» de financer nos universités.

Mais cette alternative ne viendra pas du ciel. Elle exigera des luttes importantes et le développement d'un mouvement étudiant démocratique forgeant des alliances avec des mouvements sociaux et syndical revigorés. Espérons vivement que la grève en cours pourra contribuer à cela.

J'en ai marre, par Tania Noël Giroux, Boischatel

Je suis en désaccord avec la hausse des frais de scolarité. Puisque l'éducation dans notre société a toujours été importante, elle fait partie de nos valeurs. Je ne veux pas la gratuité scolaire et ce n'est pas, non plus, ce que la majorité des jeunes désirent. Nous demandons seulement que le gouvernement prenne nos arguments en considération.

L'éducation est essentielle pour le futur de tous. Elle fait rouler l'économie du pays en grande partie. Ce n'est donc pas un investissement seulement pour la personne qui étudie. Le gouvernement ne veut pas investir dans le futur des jeunes, mais il ne se gêne pas pour investir dans celui de ceux qui le détruisent comme, par exemple, les prisonniers en prison. Ce qui est encore plus révoltant, c'est qu'il prend ces décisions-là dans les mêmes temps. On voit vraiment où se situent ses priorités.

Le gouvernement a toujours en tête les élections et va chercher les votes de sa population. Il sait très bien que, en majorité, les jeunes ne votent pas. Nous devenons donc les cibles de ses nouvelles décisions. Prenons, par exemple, la loi concernant l'alcool au volant. Pourquoi ne pas l'appliquer à tout le monde plutôt que seulement aux jeunes? Les jeunes ne s'impliquent pas assez politiquement.

Étant une société qui oublie très vite, il suffit qu'un de ces dirigeants nous fasse une nouvelle petite promesse, et hop, tout est effacé.

Puis, ceux qui donnent comme argument que: les jeunes sont riches, qu'ils peuvent profiter des prêts et bourses, ne savent vraiment pas de quoi ils parlent. La classe moyenne n'a pas accès à ce genre de prêt. Les riches auront, comme toujours, un avantage dans notre société. Même que là, ils sont grandement avantagés sur tout le monde dans l'éducation car étant aussi un choix stratégiquement politique, les riches vont être en accord, ils appuieront le gouvernement et en plus lui fourniront du financement.

Les jeunes d'aujourd'hui ne dépensent pas plus que ceux de la génération précédente, si on considère leur pourcentage de revenu dépensé, comme certains l'affirment. Depuis toujours, les jeunes consomment pour s'intégrer dans une société comme la nôtre. Ils devront travailler encore davantage pour compenser cette hausse. L'éducation en souffrira encore, car c'est prouvé que plus les étudiants travaillent en dehors de leurs études, plus leur taux de réussite est bas.

Je crois que la hausse est une cause qui se doit d'être défendue, mais en tenant compte des moyens que l'on prendra pour faire valoir nos idées et

nos opinions sur le sujet. S'impliquer et s'assumer politiquement est, d'après moi, meilleur que de faire de multiples manifestations, des grèves ou du grabuge. Mais ça c'est juste mon opinion, ma façon de voir ces choses selon mes valeurs.

Une étudiante qui en marre,

Un discours simple, Daniel-Bertrand Bouchard, Bergeronnes

Avant d'affirmer si on a raison d'augmenter les frais de cours à l'université, il faut constater que le domaine de l'instruction est divisé entre les classes de la société, les riches qui peuvent payer leurs cours, quel qu'en soient les coûts et financement, sans s'endetter; alors que ceux de la classe ouvrière, ou autre classe défavorisée, doivent emprunter pour faire leurs études. Pour finir endettés, une fois qu'il ont terminé. Il n'y a pas de différence au travail une fois diplômés. Les classes sont nivelées. Sinon que celui qui est endetté ne peut bénéficier de son salaire avant d'avoir payé sa dette au PC. S'il veut améliorer son train de vie.. Pour cinq ans d'étude, il peut s'attendre à rembourser au moins cinq ans.

Au Québec et au Canada, il ne devrait pas exister de classe d'étudiants. Démocratiquement, il ne peut exister d'équité si les niveaux et les modes de paiements sont différents, comme payer rubis sur l'onde ou emprunter pour étudier. Il y a une seule façon de financer les universités, les collèges et l'enseignement des métiers. Taxer les employeurs du système: compagnies, cliniques, bureaux, industries, commerces, fabricants.

Soit une taxe d'étude, une taxe d'apprentissage à tous ceux qui profitent des diplômés formés

pour leur enrichissement. Augmenter le coût des cours divise la population étudiante en classe sociale. Financer les universités à même les revenus de ceux qui emploient est équitable et vraiment démocratique.

Prochaine étape pour la prochaine élection d'un gouvernement démocratique. L'université gratuite comme ce l'est pour les autochtones des Premières Nations..

Soyez donc «lucides», par Christine Lévesque, Lévis

Le débat en cours sur les frais de scolarité m'interpelle énormément. De un parce que j'ai vécu la même chose en tant que militante dans les années 80, mais aussi parce que j'ai une fille qui est au coeur des manifestations présentes.

De tous les avis que j'ai pu voir depuis le début du débat, ceux des différentes chambres de commerce et du Conseil du patronat me semblent les plus incongrues... Leur équation est simpliste: les universités manquent de financement, donc il faut que les étudiants paient plus!

Mais vous, grands pontes de l'économie, où êtes-vous dans le financement? Vous criez au loup sur le manque de main-d'oeuvre qualifiée et sur le risque de voir le marché du travail souffrir des retraits massives. Mais où êtes-vous? Qui l'utilisera cette main-d'oeuvre? Vous.

En augmentant les frais de scolarité, combien d'étudiants ne pourront faire d'études supérieures faute de moyens? Et que dire de ceux des régions éloignées qui ont déjà un lourd fardeau à supporter et ceux dont les parents ne veulent pas ou ne peuvent pas payer leur juste part?

Je vous le dis, vous les bonzes, vous prêchez tout et son contraire. Soyez donc «lucides» (un de vos mots préférés) et réalisez que nous courrons tout droit vers un désastre si nous nous passons de cette force vive qu'est notre jeunesse.

La hausse des frais de scolarité d'un point de vue citoyen, par Caroline L. Mineau, Québec

Je ne suis pas étudiante. J'ai trente-et-un ans, un emploi et deux jeunes enfants. Pourtant, le 1er mars, j'ai emmailloté mon plus jeune dans sa poussette et je suis allée marcher avec les étudiants pour protester contre la hausse des frais de scolarité.

J'ai d'abord remarqué que les étudiants présents ont en très grande majorité répondu à l'invitation au civisme lancée par la ministre de l'Éducation dans son communiqué. La plupart se sont même spontanément écartés devant ma poussette pour me laisser passer, parce qu'ils assumaient que je voulais traverser la manifestation pour me rendre quelque part. Pourquoi cette assumption? Sans doute parce qu'on avait annoncé dans les médias une manifestation étudiante. Le reste de la population, à tort mais de façon tout à fait compréhensible, ne s'est pas senti invitée à se mobiliser.

Parmi les étudiants qui ont compris que je manifestais avec eux, certains m'ont demandé si j'étais là pour défendre le droit à l'éducation de mon poupon. Je leur ai souri, mais en réfléchissant à ma situation, j'ai pris conscience du fait que ce n'est pas vraiment le cas. Avec un peu de chance - si je conserve la santé et mon emploi - mes fils feront sans doute partie des privilégiés qui pourront se permettre d'étudier en dépit des frais de scolarité élevés. C'était donc un peu pour les autres que je marchais, pour ceux qui, malgré toute leur bonne volonté et leurs efforts, ne parviendront pas à amasser les sommes qui seront nécessaires pour étudier quelques années. Mais je ne suis pas plus altruiste qu'une autre et j'ai aussi un intérêt dans l'affaire, comme tous les membres de la société. Je

souhaite rappeler cet intérêt parce qu'il est souvent oublié derrière le discours selon lequel les intérêts des étudiants sont opposés à ceux des autres parce que ce l'on investit dans l'éducation, il faut l'enlever ailleurs. D'une part, que l'on bonifie ou non les programmes de prêts et bourses, la hausse des frais de scolarité barrera l'accès aux études supérieures aux plus démunis. Cela impliquera que les futurs diplômés ne seront pas les gens les plus méritants parmi la population, mais seulement les plus méritants parmi ceux qui auront eu la capacité de payer. Désirez-vous que le médecin spécialiste qui vous soignera peut-être dans dix ans ait obtenu son diplôme parce qu'il était le meilleur candidat possible, ou seulement parce qu'il était le meilleur candidat parmi ceux qui pouvaient se permettre d'étudier? De façon générale, si l'on admet que notre société a besoin d'universitaires - d'ingénieurs, de spécialistes de la haute finance, de médecins, d'avocats et de juges, par exemple - et si l'on reconnaît qu'il importe à la société que les gens qui occuperont ces postes-clé soient les meilleurs candidats possibles, on doit conclure que la société ne peut se permettre d'exclure des études universitaires les gens intelligents et talentueux qui n'ont pas eu la chance de pouvoir payer les frais de scolarité.

D'autre part, si l'on accepte la hausse des frais de scolarité proposée, les programmes découchant sur des emplois lucratifs se populariseront au détriment des autres. Rares seront les étudiants qui s'endetteront de dizaines de milliers de dollars pour étudier la philosophie, la littérature, l'histoire, la science politique et même les sciences pures, ces disciplines qui souvent rapportent peu à ceux qui les pratiquent. Or, une société privée de ces intellectuels vivrait au jour le jour, sans avoir la possibilité d'apprendre de ses erreurs ou d'innover sur des sentiers nouveaux et

indépendants des impératifs du marché. Elle sombrerait dans une nouvelle forme de barbarie, un état où tous les efforts de ses membres ne viseraient que la subsistance ou l'augmentation du bien être matériel.

Mais sans aller aussi loin, on peut facilement concevoir qu'une société dont les dirigeants, les enseignants et les intellectuels proviendraient uniquement de la classe des privilégiés anéantirait tout véritable débat d'idées, parce que les opinions se ressembleraient autant que les milieux dont seraient issus ceux qui les véhiculent. Dans un contexte où nous devons chercher ensemble où se trouve le bien commun, peut-on se priver de l'apport intellectuel de ceux qui ont une perspective différente parce qu'ils ont l'expérience vécue de ce que la classe aisée ou moyenne ne connaît que par oui-dire? Il y aurait apparence de consensus, mais l'exclusion des plus démunis des débats publics ne mènerait pas à la paix sociale. Sous le l'eau calme de l'unanimité des opinions exprimées, on sentirait les remous d'une nouvelle lutte des classes. Une société dans laquelle chacun s'estime égal aux autres en dignité ne peut réintroduire des inégalités sans en payer le prix.

Ces arguments ne sont pas nouveaux. J'en ai d'ailleurs entendu plusieurs à la manifestation, mais ils n'ont pas passé des milieux étudiants à la population en général. Le jour où s'organiserait une manifestation non pas étudiante, mais populaire, où des centaines de parents avec leurs poussettes, d'ainés et de gens dans leur habit de travail se joindraient aux étudiants pour défendre cette cause qui nous concerne tous, le reste de la population - et le gouvernement à sa suite - comprendra peut-être que défendre l'égalité, ce n'est pas réclamer plus pour soi et moins pour les autres. C'est exiger ce qui est dans l'intérêt tous.

BLOGUE RADIO-CANADA: Michel Pépin

BLOGUES.RADIO-CANADA: L'impasse, rue des Universités, par Michel Pépin - publié le mercredi 2 mai 2012 à 11 h 27

Le « dialogue » entre Québec et les représentants étudiants paraît condamné à l'échec. C'est un peu raide, mais il faut à peu près se rendre à cette évidence. Depuis que la ministre Beauchamp a exclu la CLASSE, les négociations se déroulent en public, par l'entremise des médias. C'est un signal clair d'un éventuel échec des pourparlers. Ce n'est pas sans raison que tous les négociateurs du monde clament qu'ils ne négocient jamais en public. C'est le dernier théâtre où les parties font des compromis. Déjà que la distance entre les deux parties paraît immense. En réalité, sur tous les fronts, c'est l'impasse annoncée entre le gouvernement libéral et les étudiants en grève.

Les options

S'il ne déclenche pas d'élections ce printemps, le gouvernement peut laisser le mouvement rendre son dernier souffle, au prix d'une session perdue pour les grévistes. Il pourrait aussi formuler une autre offre, une offre finale cette fois, pour tenter de ramener les étudiants en classe. D'une manière ou d'une autre, Québec laisserait le temps faire son œuvre et les tribunaux multiplier les injonctions, dans l'espoir qu'elles finiraient par être respectées. S'il déclenche des élections ce printemps, le gouvernement libéral a le choix entre l'affrontement et l'apaisement. La voie de l'apaisement passe par ce qui pourrait ressembler à une suspension, jusqu'en janvier 2013, de la hausse des droits de scolarité. Ce-

la pourrait ramener les étudiants en classe et réunir les conditions pour un débat démocratique relativement serein sur le thème des droits de scolarité.

La tenue d'une campagne électorale, sans qu'une entente soit conclue entre Québec et les associations étudiantes, conduirait assurément à des affrontements quotidiens. Un sentier périlleux et escarpé qui mettrait en relief le thème de l'ordre public.

Quels sont les mérites de ces avenues? Quelles en sont les conséquences? Y a-t-il d'autres solutions? Considérez-vous que Québec et les associations étudiantes paraissent dans l'impossibilité de conclure une entente?

J'aimerais beaucoup vous lire à ce sujet.

[**Les commentaires \(19\)**](#)

BLOGUE.RADIO-CANADA: Hausse des droits de scolarité (3) : les pistes de solutions, par Michel Pépin - Publié le mercredi 18 avril 2012 à 17 h 37

Un dossier politique

Il y aura un règlement dans le conflit qui oppose le gouvernement Charest aux associations étudiantes dans la mesure où les parties en cause seront disposées à faire des compromis qui seront mutuellement acceptables. Si, au contraire, les parties ne tiennent aucun compte des contraintes de leur vis-à-vis, il y a peu de chances qu'elles parviennent à un accord dans un délai raisonnable. D'autant que le conflit a acquis un caractère politique qui peut compliquer l'atteinte d'une solution.

Les sujets de négociation

Il y a peu de variables sur lesquelles le gouvernement et les associations étudiantes peuvent agir pour conclure une entente. Parmi celles-ci :

- la gestion universitaire;
- les droits de scolarité;
- l'aide financière aux études;
- les modalités de remboursement des prêts;
- les crédits d'impôt relatif aux études;
- les frais afférents.

Les lignes de force

Le litige porte sur les droits de scolarité. Et pour satisfaire les revendications étudiantes, le gouvernement devrait éliminer ou réduire la hausse ou, encore, l'étaler sur une plus longue période. C'est une voie que le gouvernement Charest refuse d'emprunter. Et s'il le faisait, ce serait au prix d'une certaine crédibilité, tant il a exprimé son intention de demeurer ferme sur cette question.

Québec a fait des propositions pour des aménagements au programme de prêts et bourses (en améliorant l'accessibilité et en augmentant le plafond des prêts) et la mise en place d'un programme de remboursement des

prêts en fonction du revenu, dont les modalités ne sont pas définies. Les associations étudiantes ont rejeté du revers de la main ces propositions du gouvernement.

Les frais afférents, assez importants, exigés par les cégeps et les universités n'ont pas fait partie du débat jusqu'à présent. Les crédits d'impôts relatifs aux études (145 millions de dollars en 2009) sont plutôt perçus comme un élément qui pourrait contribuer à créer une marge de manœuvre financière pour une éventuelle solution, comme l'a proposé le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault.

La gestion universitaire sera le sujet officiel de la négociation qui devrait s'engager avec les associations étudiantes. Le défi, voire le problème, c'est la complexité de la question. Ça va rendre difficile la conclusion d'une entente à court terme, comme l'exige la situation actuelle. D'autant que personne ne voudra parler du même sujet.

Le retour aux études

Le temps presse désormais. Le temps, c'est le facteur incontournable. Si les étudiants ne sont pas de retour dans les classes d'ici deux semaines, les deux parties se retrouveront en difficulté : les associations étudiantes, puisque la session de leurs membres sera en péril, et le gouvernement de Jean Charest, qui sera accusé d'avoir fait une mauvaise appréciation de l'ampleur du mouvement et d'avoir choisi de gérer cette crise en ignorant les associations étudiantes pendant près de 10 semaines.

Ainsi, il faudra avant tout conclure une entente, un protocole de « retour aux études ». C'est la priorité. Alors, sur quelles bases?

Les scénarios

La façon la plus simple de conclure une entente, c'est que le gouvernement cède du terrain sur la hausse des droits de scolarité. Il peut la ré-



duire, tout comme l'étalement dans le temps. Si le gouvernement ne fait pas ce choix, il n'y aura probablement pas d'entente possible avec les associations étudiantes. À moins que les associations étudiantes se contentent d'accepter des promesses et des percées sur le programme de prêts et bourses.

Si la plus longue grève étudiante de l'histoire trouve sa conclusion grâce à de trop maigres gains, les étudiants pourraient juger que tout ça n'en a pas valu la peine. La crédibilité du mouvement étudiant en pâtirait sans doute longtemps.

Alors, si les associations étudiantes ne s'écrasent pas à la table de négociation, Québec devra lâcher du lest sur la question principale, les droits de scolarité, pour conclure un accord à court terme.

Il est aussi envisageable que les deux parties conviennent de travaux futurs pour étudier d'une manière plus large et plus approfondie les enjeux liés aux études supérieures.

C'est le scénario le plus plausible et qui permettrait une sortie de crise sans trop de difficultés.

L'autre scénario envisageable, mais parsemé d'embûches, c'est celui de l'affrontement. Le premier ministre Jean Charest pourrait promettre un report d'un an de la hausse des frais de scolarité et prendre prétexte de cette crise pour déclencher des élections générales. Les associations étudiantes seraient contraintes de donner un mot d'ordre de retour en classe pour, ensuite, tenter d'influencer en leur faveur le débat démocratique.

Il est douteux que le premier ministre fasse ce choix. Sur le fond, c'est délicat, et sur la forme, c'est complexe, surtout pour des questions de délais. Néanmoins, ce scénario est loin d'être impossible.

Un véritable débat

Le premier ministre Charest soutient que les droits de scolarité et l'enseignement supérieur ont fait l'objet de nombreux débats au cours des dernières décennies. Certes, il y a eu, au fil des ans, des affrontements épisodiques entre des étudiants et le gouvernement. Mais il n'y a pas eu, depuis bien longtemps, un véritable débat avec les partenaires en cause, réunis dans un contexte favorable au dialogue, sans être soumis au sentiment d'urgence imposé par une crise.

L'importance du sujet vaut davantage que ce qui peut ressortir d'une négociation rapide. C'est une réflexion approfondie et ouverte dont les collèges et les universités ont besoin. Quoi qu'il advienne avec cette crise, il paraît plus justifié que jamais de tenir des états généraux sur l'éducation supérieure. Plusieurs observateurs ont lancé un appel en ce sens. Près de 40 ans après le rapport Parent, et compte tenu des dérives apparentes, la société québécoise profiterait d'un examen exhaustif de cette question.

Une utopie de 200 millions de dollars

Les commentaires (4)

Envoyé par [Nicolas Pailard](#) de Québec, 19 avril 2012 à 11 h 31 HAE

La juste part est par définition partagée entre plusieurs.

Maintenant, quand on regarde le fond de pension des hauts fonctionnaires de l'état (dont les recteurs) payés à 100% par l'état, qu'est-ce que c'est la juste part de chacun? Pourquoi les étudiants (par définition plus pauvres) devraient payer pour ceux qui reçoivent de la part des payeurs de taxes des avantages gratuits que la plupart des travailleurs peinent à se donner à eux-même.

Juste part, d'accord, mais il faut revoir le rôle de chacun, pas que d'un seul groupe qui par définition est le plus fragile...

Envoyé par [Marc Chenier](#) de Laval, 19 avril 2012 à 08 h 10 HAE

Absolument pour de l'eau des deux camps, il n'en demeure pas moins qu'on voit très bien le parti majoritaire du gouvernement du Québec avait tout prévu dans l'espoir de conserver sa base électorale. Toutefois, il y aura une vague au Québec aux prochaines élections provinciales et les gens en ont soupé des vieux partis corporatistes que l'UPAC et la Commission Charbonneau ont déjà bien identifiés.

Envoyé par [Roland Dube](#) de Rouyn-Noranda, 18 avril 2012 à 21 h 11 HAE

Charest va discuter avec les étudiants comme le recommande Mr Castonguay

Envoyé par [Sylvie Boisvert](#) de Québec, 18 avril 2012 à 18 h 37 HAE

La proposition de la gratuité scolaire constitue un bel exemple de débat escamoté dans un contexte de crise. Selon une étude de l'Institut de recherche en études contemporaines, la gratuité scolaire pour les étudiants québécois qui fréquentent l'université aurait engendré un manque à gagner de 176 millions de dollars pour le gouvernement en 2008-2009. Jusqu'à ce jour, les conclusions de cette étude n'ont pas été contestées et un examen attentif permet de confirmer le sérieux de la démarche des chercheurs de l'IREC. Malgré tout, la gratuité universitaire a été qualifiée d'utopie et même d'être radicale. Compte tenu de l'importance du budget du gouvernement du Québec, une utopie de 200 millions de dollars, ce n'est pas une utopie, c'est une option.

Que cette option soit mise de côté sans procès relève davantage de l'idéologie que du pragmatisme. L'ennui c'est que ceux qui s'opposent à la gratuité prétendent le faire pour des raisons pragmatiques, qu'ils omettent d'étayer, malheureusement.

L'option de la gratuité pourrait, par ailleurs, être assortie de modalités, notamment pour éviter que des étudiants prolongent indûment la durée de leurs études. L'instauration d'un examen national universitaire (adapté aux différentes disciplines) est aussi une option qui donnerait accès à l'université à ceux qui ont les connaissances nécessaires pour entreprendre des études supérieures. Cet examen pourrait devenir un étalon, un repère, qui pourrait contribuer à structurer de façon efficace l'ensemble du réseau de l'éducation.

En revanche, ce serait un raccourci de réduire la gratuité scolaire à 200 millions de dollars. En réalité, Québec et Ottawa investissent entre 3 et 4 milliards de dollars par année dans les universités. Québec dépense aussi près de 500 millions en bourses, sans parler des prêts, et près de 150 millions de dollars en crédits d'impôt. Ce sont des sommes considérables et une approche globale sur l'usage de ces budgets s'impose plus que jamais.

Conclusion

Le système universitaire québécois est sans aucun doute l'un des plus progressistes, pour ce qui est de l'accessibilité, en Amérique du Nord. Même après les hausses de droits de scolarité, il le sera encore, mais dans une moindre mesure.

Pour payer leurs frais de subsistance et leurs droits de scolarité, la plupart des étudiants occupent au moins un emploi. Si l'État augmente les droits de scolarité de manière importante, les étudiants consacreront davantage d'heures au marché du travail. Est-ce souhaitable? Et ceux qui profitent du programme de prêts et bourses risquent de s'endetter davantage. Est-ce également souhaitable? Peut-être.

Cela pourrait être le prix de la « juste part » des étudiants pour que le Québec préserve des universités de calibre international. Or, ne convient-il pas de s'assurer que les étudiants soient dans des dispositions optimales pour suivre un enseignement de calibre international?

C'est tellement facile de ce servir de la force pour déloger les étudiants, mais quand il s'agit d'autochtones qui érigent des barricades on les regarde sans réagir (Politique)

Je regarde ça de loin et plus je me dit que la police est à la solde du Gouvernement Charest plutôt que de servir la population étudiants compris.

Et vous vous demandé pourquoi la population à de moins en moins confiance en la police à part être devenue des collecteurs de fonds pour les municipalités (tickets) et bousculer les étudiants je me pose de sérieuse question.(Politique)

BLOGUE-RADIO-CANADA: Hausse des droits de scolarité (2) : les enjeux, par Michel Pepin - publié le jeudi 12 avril 2012 à 13 h 14

Trois approches sont évoquées :

- 1- les étudiants ne paient pas de droits de scolarité;
- 2- les étudiants paient une partie des droits de scolarité;
- 3- les étudiants paient le coût réel de leur formation.

L'exception québécoise

La deuxième approche est celle qui prévaut actuellement. Et, jusqu'à présent, le Québec a choisi la voie d'exiger de faibles droits de scolarité, assortis d'un programme de prêts et bourses : une exception québécoise, en quelque sorte, dans le contexte nord-américain.

Le gouvernement Charest cherche, dans une certaine mesure, à y mettre un terme en augmentant les droits de scolarité québécois pour les rapprocher de la moyenne canadienne. Cette hausse, en soi, n'a rien d'illégitime, sinon que 75 % en 5 ans, c'est considérable. En outre, elle n'a jamais été

un enjeu électoral. À preuve, nulle mention n'est faite de cette intention dans [le programme électoral du PLQ pour les élections de 2008](#).

L'utilisateur-payeur

Le principe en vigueur actuellement, de même que pour la troisième approche, c'est celui de l'utilisateur-payeur. Le citoyen bénéficie d'un service, dans ce cas-ci l'éducation universitaire, et, en contrepartie, l'État lui demande de payer en tout ou en partie le coût de ce service. Ce principe est tout à fait défendable, même s'il est passablement contesté lorsqu'il est question de formation.

Le système des prêts et bourses vise à atténuer les effets du principe de l'utilisateur-payeur sur l'accessibilité à l'université pour les moins fortunés. Advenant qu'on demande aux étudiants de payer le prix réel de leur formation, le programme d'aide financière aux études prendrait une importance considérable. Néanmoins, même dans un contexte de gratuité,



l'aide financière aux études resterait un outil essentiel pour faciliter l'accès à la formation professionnelle et postsecondaire.

Un impôt sur l'espoir

Il paraît moins défendable de prôner une hausse des droits de scolarité sur la base du concept que l'éducation est un investissement. Il est évident qu'un étudiant investit temps, argent et énergie dans ses études. Il n'y a pas de doute à cet égard.

Mais justifier une hausse des droits de scolarité en fonction de la probabilité statistique qu'un diplômé universitaire gagne des centaines de milliers de dollars de plus dans son existence ne relève pas d'une approche fiscale rigoureuse.

En vertu de cet argument, les droits de scolarité prennent alors les allures d'un impôt sur l'espoir. Cette façon de voir les choses ne tient pas compte, non plus, de ceux qui échouent leurs études universitaires. Les taux de réussite gravitent autour de 70 % au baccalauréat et à la maîtrise, et sont inférieurs à 60 % au doctorat. Cette hausse des droits de scolarité aurait donc pour conséquence, notamment, d'augmenter l'endettement d'étudiants qui ne décrocheront pas leurs diplômes.

La juste part

Quelle est donc cette « juste part » des étudiants évoquée (et répétée) par la ministre Line Beauchamp depuis le début du conflit? Est-ce 17 %, comme prévu en 2016-2017 avec la hausse? Ou 13 % comme en 2008-2009? Ou encore environ 6 %, la part réelle payée par les étudiants québécois en 2008-2009, les étudiants étrangers et canadiens non résidents du Québec assumant le reste des droits de scolarité?

Cette « juste part » paraît avoir été fixée en fonction des besoins financiers des universités, tels que déterminés par les recteurs. Elle relèverait davantage du calcul que du principe, mais il arrive souvent que l'argent devienne une question de principe.

De même, le « gel » des droits de scolarité ne semble pas s'appuyer sur autre chose qu'un statu quo susceptible de maintenir une certaine accessibilité aux études universitaires. Il n'y a pas vraiment d'autres arguments rationnels mis de l'avant par les associations étudiantes pour le maintien des droits de scolarité aux niveaux actuels.

L'accessibilité et la qualité

Le gouvernement Charest a beaucoup insisté sur la qualité et le calibre international des universités québécoises pour justifier un meilleur financement de ces institutions. En contrepartie, le budget Bachand a prévu une amélioration de l'aide financière aux études pour amortir le choc de la hausse des droits réclamés aux étudiants. Il y a lieu d'y voir la recherche d'un certain équilibre entre qualité et accessibilité.

Il faut aussi y voir la reconnaissance par le gouvernement de l'impact des droits de scolarité sur l'accessibilité.

D'ailleurs, prétendre que la hausse des droits de scolarité est sans effet sur l'accessibilité semble défier aussi bien la logique que les théories économiques. Il convient néanmoins de reconnaître que de nombreux facteurs ont une influence sur l'accessibilité et la fréquentation. Toutefois, prétendre que le coût de ce service pour les étudiants ne compte pas parmi ces facteurs exige une explication détaillée, qui n'a pas encore été présentée aux Québécois.

D'une certaine manière, ce serait comme prétendre que d'augmenter le financement n'a aucune influence sur la qualité des universités. Plusieurs

Les commentaires (3)

Envoyé par [Alexandre Comeau](#) de Otterburn park, 13 avril 2012 à 09 h 44 HAE

Merci pour ce texte juste et nuancé. Après avoir lu un autre article qui ajoute que les diplômés universitaires paient en moyenne beaucoup plus d'impôt que les diplômés du cégep ou du secondaire, il m'appert que la gratuité scolaire peut même être considérée comme un investissement culturel et économique. En ce sens, je me demande si la hausse proposée n'aura pas des répercussions négatives sur l'économie, compte

tenu de la baisse de la fréquentation des universités prévue pour les Québécois francophones. À ce titre, un article de ce matin (13 avril) concernant les garderies à 7\$ démontre que ces garderies financées par l'État apporterait de l'argent à la société, plutôt que de lui en coûter. Comme quoi l'intervention étatique et les mesures socialisantes ne sont pas toujours synonymes d'une augmentation d'impôt et d'une mauvaise économie. Merci encore!

Envoyé par [Mario Jodoïn](#) de Montréal, 12 avril 2012 à 18 h 06 HAE
Limpide!

facteurs ont une influence sur la qualité d'un réseau universitaire, mais comment soutenir pour autant que l'argent n'y est pour rien?

La gestion des fonds publics par les universités fait évidemment partie des facteurs qui contribuent à la qualité des établissements. À cet égard, après avoir vu les frasques coûteuses de l'UQAM avec l'îlot Voyageur et la générosité de Concordia et de McGill envers leurs cadres, les « engagements de performance » que Québec veut négocier avec les universités sur l'usage des nouveaux revenus n'ont pas calmé les inquiétudes.

La « gratuité » des études universitaires

L'accès gratuit à des études supérieures est un principe qui a force de valeur universelle. La Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que « l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite », tandis que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels retient que « l'enseignement supérieur doit être rendu accessible à tous en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun, par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité ».

Ce principe est certainement plus solide et plus crédible que l'expression largement répétée ces jours-ci qui veut que « ce qui ne coûte rien ne vaut rien ». Si cela est vrai, est-ce que ça signifie que les diplômés professionnels et techniques (cégep) sont sans valeur? D'ailleurs, selon quelle logique les élèves pour ces diplômes terminaux ne paient-ils pas de droits de scolarité? Ils peuvent espérer de meilleurs salaires qu'avec un diplôme d'études secondaires et, en plus, ils profitent du programme de prêts et bourses. Pourquoi est-ce gratuit pour eux et pas pour ceux qui fréquentent les universités?

La gratuité universitaire est un noble principe, mais il a un coût. Et si ce ne sont pas les étudiants qui paient, ce seront les contribuables.

Alors, combien?

Une étude de l'IREC s'est penchée sur le manque à gagner que représenterait la gratuité scolaire pour les universités québécoises.

L'étude évalue que la gratuité scolaire entraînerait une augmentation de plus de 6000 inscriptions à l'université, mais elle ne tient pas compte de l'augmentation de la population des 19-24 ans jusque vers 2014.

Alors, selon l'IREC, tout compte fait, la gratuité scolaire pour les étudiants québécois aurait représenté un manque à gagner de 176 millions de dollars en 2008-2009. En 2016-2017, en incluant les revenus supplémentaires que Québec prévoit verser aux universités, ce manque à gagner atteindrait 405 millions de dollars. Un des chercheurs de l'étude, Oscar Calderon, m'a indiqué que l'ajustement du crédit d'impôt relatif aux études n'a pas été pris en compte pour l'année 2016-2017. Selon M. Calderon, si on procède à cet ajustement, le manque à gagner serait d'environ 340 millions de dollars.

Ces chiffres, pas si élevés, peuvent surprendre. Mais, il y a une donnée essentielle qui explique cela : en réalité, les étudiants québécois ont payé environ 54 % des droits de scolarité universitaires en 2008-2009. Ce sont les étudiants étrangers et canadiens non résidents du Québec qui ont assumé le reste. Rien n'indique que cette tendance a changé depuis.

Ensuite, pour l'essentiel, l'IREC a calculé la diminution des crédits d'impôts et des prêts et bourses liés à l'abolition des droits de scolarité.

À venir – Les pistes de solution

«Les taux de réussite gravitent autour de 70 % au baccalauréat et à la maîtrise, et sont inférieurs à 60 % au doctorat. Cette hausse des droits de scolarité aurait donc pour conséquence, notamment, d'augmenter l'endettement d'étudiants qui ne décrocheront pas leurs diplômes.» C'est en effet une des erreurs les plus conséquentes des calculs faits sur la supposée valeur des diplômes. On n'utilise que les données de ceux et celles qui réussissent, pas celles de ceux qui échouent!

Et il existe un moyen infaillible pour faire payer ceux et celles qui bénéficient le plus de leurs diplômes, ça s'appelle l'impôt sur le revenu!

RADIO-CANADA / BLOGUE: Hausse des droits de scolarité : des faits méconnus et parfois troublants , par Michel Pepin - Publié le mardi 3 avril 2012 à 11 h 56

Les universités québécoises sont-elles sous-financées?

Selon [les données du ministère de l'Éducation](#), les dépenses globales des universités par étudiant sont **plus élevées** au Québec (29 242 \$ en 2008-2009) que dans le reste du Canada (28 735 \$)! Par rapport à l'Ontario, le Québec dépense près de **3 000 \$ de plus** par étudiant. Si les universités québécoises sont sous-financées, que dire alors des universités ontariennes?

Et par rapport à l'importance de l'économie, le Québec consacre une part plus importante de son PIB (1,94 %) en dépenses pour les universités que le reste du Canada (1,65 %).

Au Québec, par rapport à la moyenne canadienne, les universités dépendent moins pour le fonctionnement (ça inclut l'enseignement), mais davantage pour la recherche et les immobilisations. Dans le cas des immobilisations, les universités québécoises ont dépensé près de 25 % de plus que la moyenne des universités du Canada, toujours en 2008-2009. Dans un contexte où le nombre d'étudiants devrait commencer à baisser vers 2016-2017, ces investissements en immobilisations suscitent un certain étonnement.

En fait, [le principal argument du gouvernement](#), évoqué dans les documents budgétaires, pour démontrer le sous-financement des universités,

c'est le déficit accumulé par les universités, qui atteignait 483 millions de dollars en 2009.

Quelle est la véritable contribution des étudiants québécois aux revenus provenant des droits de scolarité?

Sans doute beaucoup moins importante que vous ne le croyez. [Une étude de l'Institut de recherche en études contemporaines](#) indique que, sur les 564 millions de dollars perçus en droits de scolarité par les universités québécoises en 2008-2009, seulement 304 millions de dollars, soit 54 %, ont été versés par les étudiants québécois. Cela s'explique par la contribution importante des étudiants étrangers qui payaient plus de 11 000 \$ en droits de scolarité par année, et les étudiants canadiens non résidents du Québec qui versaient plus de 5 000 \$.

Cette donnée est à double tranchant.

Ceux qui considèrent que les étudiants ne paient pas leur juste part constateront que les étudiants québécois ont payé en 2008-2009 une proportion très faible (5,7 %) des revenus totaux des universités et que cela justifie d'autant plus une hausse des droits de scolarité des étudiants québécois.

Ceux qui prônent la gratuité scolaire peuvent prétendre pour leur part que l'abolition des droits de scolarité ne coûterait pas si cher, en fin de compte.

Cela dit, lorsqu'il est question de droits de scolarité universitaires, il convient de se rappeler que près de la moitié des contributions provient d'étudiants non québécois. C'est un phénomène incontournable qui ne devrait pas diminuer au fil des ans.

Est-ce que Québec va augmenter sa contribution au financement des universités?

Non. En proportion, Québec va réduire son financement aux universités. En 2008-2009, Québec assumait 54 % du financement des universités. En 2016-2017, au terme de la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ par année, le Québec paiera 51 % des dépenses des universités. Québec a fixé à 50 % le plancher de son financement aux universités.

Oui. En chiffres absolus, la contribution de Québec augmentera, passant de 2,4 milliards de dollars à 2,9 milliards en 2016-2017.

À venir sur ce blogue :

- les enjeux liés à la hausse des droits de scolarité
- les pistes de solutions pour résoudre le litige entre Québec et les associations étudiantes

Les commentaires (10)

Envoyé par [Yvan Dubois](#) de Québec, 4 avril 2012 à 10 h 46 HAE

Les étudiants ont subi une hausse de la TVQ, du prix de l'essence et de l'électricité comme nous tous.

En plus on hausse le prix pour étudier. Si on a de la misère à arriver avec toutes les hausses, les étudiants ont les mêmes problèmes plus un 75% de hausse. Moi je serais pas capable de faire face à une hausse de 75% (internet par exemple). Il faut pas oublier que la hausse s'ajoute à tout ce qu'on a reçu comme cadeaux du gouvernement.

Envoyé par [Benoit Dupuis](#) de Gatineau, 4 avril 2012 à 08 h 34 HAE

Enfin un article qui cite les études de l'IREC pour faire contrepoids aux sophismes et mensonges à répétition de ce gouvernement qui se garde bien de parler des milliards gaspillés en corruption, mauvaises décisions, infâme plan nord etc. Bravo les étudiants ! Et si vos parents sont pour la hausse et vous disent de cesser vos gamineries, poursuivez-les ! Ils ont l'obligation légale de subvenir à tous vos besoins pendant vos études même si vous êtes majeurs. Ça les fera peut-être réfléchir...

Envoyé par [Annie Robichaud](#) de Ottawa, 4 avril 2012 à 08 h 05 HAE

Je suis à 100 % d'accord avec le fait que les universités doivent être mieux gérées mais pour ce qui est de la gratuité et du gel, pas sûre Il y a un niveau de compétitivité et un calibre que nos universités doivent encore atteindre versus les autres universités dans le monde. Je ne crois pas que les universités où la gratuité règne soient les plus reconnus pour leur fréquentation, leur recherche etc. Peut-être que je me trompe mais c'est ma perception. Donc la gratuité pour moi va causer d'autres problèmes ...

Je crois que tout effort est bienvenu dans le financement des universités. De la part des

étudiants mais absolument aussi de la part du gouvernement & université qui doivent mieux gérer leur budget et voir à long terme.

Bravo aux étudiants qui par leurs manifs nous permettent de voir plus clair dans le financement des universités .

Envoyé par [Mathieu Caulier](#) de France, 4 avril 2012 à 07 h 47 HAE

à peine 3 milliards pour les universités par an et combien cela coûte aux citoyens de payer des prêts et hypothèques alors que les banques se financent avec l'argent des banques centrales? j'ai travaillé en banque en Europe et je peux vous dire que les prêts "institutionnels" à court terme portent bien souvent sur 500 millions ou 1 milliard d'euros! les banques brassent beaucoup d'argent, très vite et peu taxé...grâce aux taux d'intérêts très faible de la FED ou de la Banque du Canada! voilà un scandale dont on ne vous parlera pas beaucoup dans les partis politiques

Envoyé par [Mike Edoin](#) de trois rivières, 4 avril 2012 à 07 h 40 HAE

Le Québec pourrait geler sa contribution à 50% et ainsi diminuer sa proportion en % de son PIB à la moyenne canadienne, forcer les administrations des universités à mieux gérer les fonds en investissant moins dans les immobilisations, on pourrait inviter d'avantage d'étudiants étrangers afin d'augmenter leur part en droits de scolarité à disons 52% et peut être commencer à se poser des questions sur les très nombreux sites universitaires, on pourrait peut être à moyen terme geler les droits de scolarité, il faut comprendre que le Québec est pauvre et que son économie est faible en plus d'avoir une dette hors de proportion, nous ne pouvons plus espérer avoir le beurre et l'argent du beurre, enfin comme l'écrit [Éric Lefebvre](#), regarder de pres tous les organismes gouvernementaux et para-

gouvernementaux ``il doit en avoir une certaine`` qui nous coutent des centaines de millions de \$\$ voir le conseil du statut de la femme et la table de concertation pour la sécurité routière et la liste est longue bref, mieux gérer nos affaires avant de faire payer d'avantage .

Envoyé par [Ariane Bouchard](#) de Saguenay, 3 avril 2012 à 23 h 14 HAE

Pourquoi chaque fois qu'un article comme celui-ci atteste par des faits incontestables la stup... la non-pertinence de la hausse des frais, des arguments pauvres, partisans ou carrément faux ont l'air de faire le poids dans le débat public ?

Envoyé par [Nicolas Paillard](#) de Québec, 3 avril 2012 à 16 h 27 HAE

Il est clair par ce tableau sommaire des finances que:

-il est impératif que les budgets des universités soient mieux gérés. On assiste clairement à de l'improvisation de la part du gouvernement qui n'a pas de vision à long terme et à une main mise des universités sur les budgets publics.

-la gratuité scolaire serait peu coûteuse et qu'elle serait simple à installer, elle augmenterait l'accessibilité. Il suffirait d'imposer une taxe à l'échec assez élevée pour éviter les abus et contingerer de façon intelligente et judicieuse pour éviter les débordements dans certaines facultés. Bref, une gestion pour assurer une main d'oeuvre qualifiée et compétente pour l'avenir à un coût social peu élevé. C'est assurer un PIB élevé à long terme.

Envoyé par [Eric Lefebvre](#) de Montréal, 3 avril 2012 à 12 h 02 HAE

Une autre preuve que nos impôts sont mal gérés et mal dépensés.

Que le gouvernement fasse de l'ordre dans ses ministères, ses agences et ses organismes paragouvernementaux avant de demander aux contribuables et aux étudiants d'en payer les frais